

# EUROBAROMETRE 2002.2

## L'OPINION PUBLIQUE DANS LES PAYS CANDIDATS

Terrain : septembre – octobre 2002

Publication : décembre 2002

## Présentation de l'Eurobaromètre Pays Candidats

La Commission européenne a lancé une nouvelle série de sondages suivant le modèle de l'Eurobaromètre Standard dans les Pays Candidats à l'adhésion à l'Union européenne. L'objectif de ce nouvel outil est de réunir des informations concernant les sociétés destinées à devenir membres de l'Union européenne afin de nous permettre une comparaison complète avec l'Eurobaromètre Standard. Grâce à cet outil, la Commission est capable de fournir aux décideurs et au public européen des opinions qui les aident à comprendre les similitudes et les différences existant entre l'UE et les Pays Candidats. Le Rapport Eurobaromètre Pays Candidats (EB-PC) trace sans relâche le soutien apporté à l'adhésion à l'UE ainsi que les changements d'attitude liés aux questions européennes dans les Pays Candidats.

Le présent rapport couvre les résultats de la première vague de sondages menée en septembre 2002 dans les 13 Pays Candidats : la Bulgarie, Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie.

Une même série de questions a été posée à des échantillons représentatifs de la population âgés de quinze ans et plus dans chaque Pays Candidat. L'échantillon habituel des sondages Eurobaromètre Pays Candidats comprend 1000 personnes par pays, excepté pour Malte et Chypre (500). Voici la taille des échantillons à laquelle nous sommes parvenus pour la vague 2002.2 :

Bulgarie	1.000	Lettonie	1.000	Slovaquie	1.123
Chypre	500	Lituanie	1.008	Slovénie	1.000
Rép. tchèque.	1.000	Malte	500	Turquie	1.000
Estonie	1.000	Pologne	1.000		
Hongrie	1.015	Roumanie	1.001	Total	12.147

Dans chacun des 13 Pays Candidats, le sondage est mené par des instituts nationaux associés à l'Organisation Gallup, Hongrie, qui les coordonne également. Ce réseau d'instituts a été sélectionné suite à un appel d'offres. Tous les instituts sont membres de la "European Society for Opinion and Marketing Research" (ESOMAR) et se plie à ses normes.

Les chiffres repris dans ce rapport pour chacun des Pays Candidats sont pondérés par sexe, âge, région, taille de la localité, niveau d'éducation et statut marital. Les chiffres relatifs aux Pays Candidats dans leur ensemble (PC-13) sont pondérés sur la base de la population adulte de chaque pays.

Dans certains cas, le total des pourcentages d'un tableau n'atteint pas exactement 100% mais un nombre très proche (par exemple 99% ou 101%), les chiffres ayant été arrondis. Ce total peut également dépasser 100% lorsque la personne interrogée a la possibilité de donner plusieurs réponses. Les pourcentages figurant dans les graphiques peuvent accuser une différence de 1% par rapport aux tableaux en raison de l'addition de pourcentages préalablement arrondis.

### Types de sondages Eurobaromètre

La Commission européenne (Direction générale Presse et Communication) organise des sondages de l'opinion publique, des sondages axés sur des groupes cibles spécifiques, de même que des études qualitatives (discussions de groupe, interviews en profondeur) dans l'ensemble des Etats membres et, parfois, dans des pays tiers. Il existe quatre types de sondages :

- Eurobaromètre standard traditionnel avec rapports publiés deux fois par an.
- Flash téléphonique EB, utilisé également pour les sondages axés sur des groupes cibles spéciaux (décideurs de haut niveau, par exemple).
- Recherche qualitative ("focus groups", interviews en profondeur).
- Eurobaromètre Pays Candidats (en remplacement de l'EB Europe Centrale et de l'Est).

Les sondages Eurobaromètre Standard réalisés en face à face, les EB Pays Candidats, les sondages EB Flash (par téléphone) et la recherche qualitative servent essentiellement à effectuer des enquêtes pour les différentes Directions Générales et autres services spéciaux comparables de la Commission, en leur nom et pour leur compte.

**Le site Web de l'Eurobaromètre se trouve à l'adresse :**  
[http://europa.eu.int/comm/public\\_opinion](http://europa.eu.int/comm/public_opinion)

## **A LA UNE**

Ce rapport Eurobaromètre Pays Candidats présente une analyse de l'opinion publique à l'égard de l'Union européenne dans les 13 Pays Candidats à l'automne 2002. Les principales constatations sont les suivantes.

### **L'Eurobaromètre a constaté une image brillante mais floue de l'Union européenne. Le soutien à l'adhésion dans les Pays Candidats reste élevé mais il est loin d'un consentement informé.**

Six personnes sur 10 (61%) dans les Pays Candidats pensent à présent que l'adhésion à l'UE serait une 'bonne chose' pour leur pays. Cependant, la grande majorité se plaint d'être mal informée de l'adhésion de son pays à l'Union européenne (70%).

- L'Eurobaromètre n'a constaté aucun changement significatif du niveau de soutien au cours des six derniers mois (+1) ou de l'année passée (+2) au niveau des PC-13. Tandis que nous constatons une stabilité dans le soutien de l'adhésion à l'UE au niveau tant des PC-13 que du groupe Laeken-10<sup>1</sup>, la proportion des personnes ayant des opinions explicitement négatives est en baisse, plus particulièrement dans les pays Laeken-10 où celle des personnes qui pensent que l'adhésion à l'UE est une 'mauvaise chose' a diminué d'environ un tiers de la valeur mesurée par l'Eurobaromètre un an auparavant (10%, -18). Dans les 10 pays invités à rejoindre l'UE, peut-être dès 2004, les niveaux de soutien sont stables, aux alentours de 50% (52%, +1).
- Huit personnes sur 10 (78%) en Roumanie pensent que l'adhésion à l'Union européenne serait une bonne chose. Près de 7 personnes sur 10 en Bulgarie (68%) et environ deux tiers des citoyens en Hongrie (67%) et en Turquie (65%) partagent cette opinion.
- Au cours des six derniers mois, les niveaux de soutien ont connu l'augmentation la plus importante à Malte (+7, 45%), en Lituanie (+5, 48%) et en Bulgarie (+4, 68%). Pendant la même période, nous avons constaté une diminution du soutien en (République de) Chypre (-6, 47%), en Slovaquie (-3, 58%) et en Estonie (-3, 32%). Dans les autres pays, les niveaux de soutien n'ont pas changé de manière significative depuis mars 2002.
- La proportion la plus importante de personnes pensant que l'adhésion serait une 'mauvaise chose' a été enregistrée à Malte où 25% des citoyens partagent cette opinion. Cependant, l'opinion dominante dans les pays où le soutien n'est pas écrasant est incertaine : 42% des Estoniens, 37% des Slovènes et 34% des personnes vivant en République de Chypre n'ont pas d'opinion claire sur ce point.
- 44% des citoyens vivant dans les Régions Candidates pensent en connaître peu sur l'Union européenne et moins d'1 personne sur 10 (8%) pense s'y connaître en ce qui concerne l'UE. Un répondant sur sept (14%) a déclaré ne rien savoir du tout sur l'Union.
- Dans ces 10 pays, où le public pourrait avoir à faire face à une réelle décision au cours des 12 prochains mois, 8% des personnes ont l'impression d'en savoir beaucoup sur l'UE et 38% pensent avoir des connaissances faibles. Dans les pays Laeken-10, 7% des personnes déclarent même ne rien savoir sur l'Union européenne. Parmi ce groupe, les Maltais et les Slovènes sont les citoyens disposant du niveau d'information le plus élevé.
- Les personnes déclarant être bien informées sur l'Union européenne sont nettement plus susceptibles de soutenir l'adhésion de leur pays. Les personnes qui ne savent pas clairement si l'adhésion serait une bonne ou une mauvaise chose sont plus de trois fois plus nombreuses parmi celles qui déclarent être peu informées (31%) que parmi les citoyens bien informés (9%).

<sup>1</sup> Le Sommet de Laeken en 2001 a conclu que jusqu'à 10 pays pourraient rejoindre l'Union en 2004 si le rythme des négociations pour l'adhésion était maintenu. Le Sommet de Séville de juin 2002 a établi la liste des 10 nouveaux membres possibles : Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie.

- Les citoyens des Pays Candidats sont très mal informés des faits de base concernant l'Union européenne. Seulement 61% des personnes des Pays Candidats reconnaîtraient le drapeau européen. D'autres questions posées dans le cadre d'un quizz ont révélé qu'un niveau élevé de manque de connaissances sur l'UE persiste même dans des pays généralement considérés comme les mieux préparés à l'adhésion. Un tiers des citoyens des pays Laeken-10 sont tombés dans la question piège et ont confirmé que le président de l'UE est élu par les citoyens. Plus de la moitié des personnes interrogées (56%) ont déclaré que le drapeau a 15 étoiles. Certains pays du groupe Laeken-10 pourraient participer aux élections du Parlement européen (PE) dès 2004 mais 52% du public de ces pays ne sait pas si les membres du PE sont élus directement et 16% pense à tort qu'ils ne le sont pas. 20% des Tchèques et des Slovénes et 24% des Hongrois pensent que les membres du PE ne sont pas élus par les citoyens.
- Plus de deux fois plus de citoyens de la Région Candidate déclarent être peu informés sur l'adhésion de leur propre pays à l'Union européenne (70%) par rapport aux citoyens satisfaits de leur niveau d'information à ce sujet (28%). Les personnes qui se sentent bien ou très bien informées (B) sur le processus d'adhésion de leur pays sont minoritaires partout sauf en Slovénie (B : 58 ; pas ou pas bien informées (P) : 40). A Malte, les deux groupes sont équivalents, tous deux représentant 48% des citoyens. Dans les autres pays, être informé est plus souvent l'exception que la règle, 30% seulement de la Région Candidate et 33% des citoyens des pays Laeken-10 se sentent bien informés. Les Estoniens (B : 20%, P : 77%) et les Turcs (B : 20%, P : 77%) sont les plus susceptibles de déclarer qu'ils ne sont pas bien informés sur le processus d'adhésion de leur pays.

**Les faibles taux de participation (plutôt qu'un profond scepticisme à l'égard de l'UE) peuvent menacer la réussite de référendums sur l'adhésion à l'UE dans la Région Candidate.**

Dans les Pays Candidats, sept adolescents et adultes sur 10 (69%) voteraient pour l'adhésion de leur pays à l'Union européenne si un référendum devait être organisé à ce sujet, soit 3 points de pourcentage de mieux depuis le printemps. Toutefois, une proportion étonnamment élevée de personnes n'est pas très susceptible de se présenter aux urnes.

- Deux tiers (69%, +3) des citoyens des Pays Candidats déclarent qu'ils soutiendraient l'adhésion de leur pays à l'UE si un référendum devait être organisé sur la question. Parmi les pays de Laeken-10, la proportion des personnes qui voteraient pour l'adhésion a également augmenté par rapport au niveau détecté au printemps 2002 (61%, +4). Et dans une moindre mesure, 1 personne sur 5 (17%) voterait contre l'adhésion, s'opposant ainsi activement à l'adhésion de son pays (-2). Nous ne savons toujours pas si la part considérable de votants indécis (17% sans intention de voter ou sans opinion dans les PC-13 et 22% dans le groupe Laeken-10) indique un manque d'intérêt pour la question ou une opposition latente à l'adhésion à l'UE.
- La proportion des votes "pour" va de 84% en Roumanie et 77% en Hongrie à 39% en Estonie, 45% en Lettonie et 47% à Malte. Ces proportions ont connu la plus forte augmentation en Pologne (+8), en Slovénie (+6) et à Malte (+5). Le soutien a perdu 7 points de pourcentage à Chypre et le chiffre peu élevé de l'Estonie reflète une diminution de 5 points de pourcentage également.

- A peine plus de la moitié (54%) des citoyens du groupe Laeken-10 pensent être susceptibles de participer au référendum sur l'UE et un tiers seulement (33%) voteraient sans aucun doute. Les participations seraient plus proches du second chiffre si des référendums étaient organisés maintenant. La proportion des personnes qui participeraient sans aucun doute dans le groupe Laeken-10 va de 53% à Malte, 52% en Hongrie et 48% en Slovénie à seulement 21% en Estonie, 28% en République tchèque et 31% à Chypre.
- Dans chaque Pays Candidat, la proportion des personnes qui soutiendraient l'adhésion de leur pays à l'UE dans un référendum dépasse celle des personnes qui s'y opposeraient d'une marge confortable. Le tableau ci-dessous montre que les partisans de l'UE sont actuellement bien plus mobilisés pour voter que les euro-sceptiques, ce qui renforce encore la position du « pour » dans toute la région.

**Probabilité de participation et intention de vote lors d'un  
référendum sur l'UE  
(PC-13)**

VOTERAIT	PROBABILITE DE PARTICIPATION AU RÉFÉRENDUM SUR L'EU		
	Faible (résultat 1-3)	Moyenne (résultat 4- 7)	Elevée (résultat 8-10)
Pour	19%	65%	89%
Contre	42%	16%	8%
Indécis, ne participerait pas	39%	19%	3%
<i>Total</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>

**L'adhésion à l'Union européenne est perçue comme une opportunité en or pour le pays et ses générations à venir mais de nombreux citoyens sont sceptiques quant aux bénéfices personnels directs de l'adhésion.**

Si nous nous en référons au niveau élevé de soutien général et à l'opinion largement répandue selon laquelle les Pays Candidats pourraient bénéficier de l'adhésion à l'Union européenne (PC-13 : 67%, LAEKEN-10 : 60%), les participants ont peu de doute quant au côté positif de l'adhésion à l'UE. Cependant, dans le groupe Laeken-10, nous enregistrons presque autant de personnes qui pensent qu'elles ne tireront aucun bénéfice de leur adhésion (37%) que de personnes qui pensent en bénéficier (41%).

- Deux tiers (67%) des citoyens des Pays Candidats pensent que leur pays bénéficierait de son adhésion à l'UE (soit une augmentation de 4 points de pourcentage depuis le mois de mars). Cette proportion a encore plus augmenté dans le groupe Laeken-10 depuis le printemps, atteignant à présent 60% (+6). L'opinion selon laquelle leur pays pourrait bénéficier de l'adhésion à l'UE est partagée par 78% des Roumains, 76% des Hongrois et 73% des Turcs. D'autre part, 41% seulement des personnes sont optimistes en Estonie, 45% en Lettonie et 48% en République tchèque. Malgré cette grande variation, aucun pays de la Région Candidate ne déclare en majorité qu'il ne bénéficierait pas de l'adhésion.
- Les augmentations les plus importantes des réponses optimistes ont été enregistrées en Pologne (+8), en Lettonie et en Lituanie (+6 chacun). A Chypre (-5) et en Estonie (-2), moins de personnes qu'en mars pensent que leur pays pourrait bénéficier de l'adhésion à l'UE.

- Nous observons un tout autre tableau si nous demandons aux participants les bénéfices personnels qu'ils attendent de l'adhésion de leur pays à l'UE. Dans le groupe Laeken-10, seuls trois pays ont une majorité optimiste : la Hongrie (s'attend à bénéficier (B) : 48%, s'attend à ne pas bénéficier (P) : 31%), la Slovaquie (B : 44%, P : 34%) et la Lituanie (B : 40%, P : 20%, avec 38% ne sachant pas à quoi s'attendre). En Pologne (B : 40%, P : 39%) et à Malte (B : 40%, P : 36%), les groupes personnellement optimistes et pessimistes sont à peu près équivalents. Et finalement, nous avons cinq pays dans lesquels le nombre de personnes qui pensent qu'elles ne bénéficieront pas de l'adhésion dépassent le nombre de citoyens optimistes : Chypre, la République tchèque, la Lettonie, la Slovénie et l'Estonie.
- Toutefois, parmi les personnes qui ne pensent pas bénéficier de l'adhésion, 34% dans le groupe Laeken-10 et 36% dans toute la Région Candidate voteraient en faveur de l'adhésion à l'UE de leur pays même s'ils n'en attendent aucun avantage personnel.

### **Malgré l'accélération du processus d'adhésion, les citoyens des Pays Candidats désirent que l'élargissement se fasse encore plus vite.**

- En Turquie, 27% des personnes caractérisent le processus d'adhésion de leur pays comme 'à l'arrêt', tandis que 22% des Maltais ont déclaré que leur processus d'adhésion 'avance aussi vite que possible'. En moyenne, les citoyens de la région ont évalué la vitesse du processus d'adhésion de leur pays à 3,53 sur une échelle de 7 points, soit un peu plus rapide que leur évaluation de l'année passée (3,23). Cependant, la vitesse désirée a augmenté plus encore, passant de 5,22 à l'automne 2001 à 5,87 aujourd'hui. La tendance à désirer une accélération lorsque les négociations semblent aller plus vite persiste dans toute la Région Candidate.
- L'écart entre la vitesse à laquelle la progression de l'adhésion est perçue et la vitesse à laquelle les personnes désirent qu'elle progresse varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans la plupart des pays, les citoyens aimeraient voir le processus d'adhésion de leur pays accélérer par rapport à sa vitesse perçue actuelle, la différence nette positive la plus importante ayant été constatée en Turquie, en Roumanie, en Bulgarie et en Pologne. Les Maltais et les Estoniens pensent que le processus a été trop accéléré et ils veulent une vitesse plus lente qu'actuellement. La Lettonie et la Slovénie sont les pays dans lesquels la vitesse perçue correspond à la vitesse désirée.

### **L'Union européenne maintient des niveaux de confiance relativement élevés dans les Pays Candidats mais de nombreux citoyens n'ont pas d'opinion.**

- Le niveau de confiance général n'a pas changé depuis l'automne 2001. 59% des personnes vivant dans les Pays Candidats ont plutôt confiance en l'Union européenne. Dans le groupe Laeken-10, le niveau de confiance moyen n'est pas nettement différent de la région dans son sens plus large (57%).
- Les niveaux de confiance vont de 76% en Hongrie, 75% en Roumanie et 65% en Bulgarie à 43% en Estonie, 46% en Lettonie et 50% à Malte. 29% des Litvaniens, 28% des Tchèques et 24% des Polonais sont incapables de dire s'ils ont plutôt confiance en l'UE ou non et en moyenne 22% des citoyens du groupe Laeken-10 ont du mal à formuler une opinion sur ce point.

**Les Pays Candidats soutiennent l'idée d'une Constitution européenne et l'euro mais ils sont divisés quant au maintien du droit de veto pour les Etats membres dans une Union élargie.**

- 65% des citoyens des Pays Candidats pensent que l'Union européenne devrait avoir une Constitution. Dans aucun des 13 pays, la proportion des opposants n'atteindrait un cinquième de la population mais approximativement la moitié des Lituanais et 40% des Tchèques et des Bulgares n'ont aucune opinion à ce sujet.
- En dehors de la Turquie, les citoyens de la Région Candidate sont attirés par l'euro. Dans toute la région, 59% des personnes sont favorables à un passage à l'euro une fois que leur pays aura rejoint l'UE, 28% y sont opposés et 13% sont indécis. Le niveau le plus élevé de soutien à l'euro a été enregistré en Slovaquie où la monnaie locale n'a qu'un peu plus de dix ans (84%). Dans chaque pays du groupe Laeken, la majorité des personnes soutient le passage à l'euro. Les opposants sont majoritaires en Turquie (50%) et forment un groupe important en Estonie (37%) et à Malte (35%).
- Enfin, il n'y a aucun consensus parmi la Région Candidate quant au fait que l'Union européenne élargie devrait conserver son mécanisme de prise de décision basé sur un vote unanime de tous les Etats membres ou devrait passer à une prise de décision basée sur un vote à la majorité. En moyenne, 39% des citoyens de la Région Candidate préfèrent conserver le vote à l'unanimité et le futur droit de veto de leur pays (V) et 44% déclarent qu'un système basé sur un vote à la majorité serviraient mieux leurs objectifs (M). Dans le groupe Laeken, les citoyens penchent plus en faveur du remplacement du système de vote à l'unanimité (V : 34%, M : 49%). Certains pays soutiennent clairement le système de vote à la majorité, principalement en Hongrie (V : 28%, M : 56%) et en République tchèque (V : 22%, M : 49%) et dans une moindre mesure à Chypre, en Pologne et en Slovaquie. D'autre part, les Roumains (V : 51%, M : 28%) et les Maltais (V : 50%, M : 29%) sont de grands partisans d'une prise de décision unanime, de même que les Slovaques qui préfèrent également conserver la situation dans laquelle même les plus petits Etats membres peuvent exercer leur droit de veto.

# RAPPORT



## Table des matières

Introduction.....	12
1. La vie dans les Pays Candidats.....	13
1.1. Les produits de consommation .....	13
1.2. Satisfaction par rapport à la vie.....	14
Satisfaction actuelle par rapport à la vie .....	14
Satisfaction par rapport à la vie comparée à il y a cinq ans .....	17
Satisfaction par rapport à la vie dans les cinq années à venir .....	19
Dynamique du changement du bien-être subjectif .....	20
1.3. Attentes des citoyens pour l'année 2003 .....	22
Situation personnelle.....	23
La situation économique dans le pays .....	24
La situation financière du ménage .....	25
La situation de l'emploi dans le pays.....	26
La situation professionnelle personnelle .....	27
1.4. Confiance envers les institutions.....	28
Confiance envers les institutions politiques.....	28
Satisfaction par rapport au fonctionnement de la démocratie .....	29
Confiance envers les institutions sociales .....	31
1.5. Utilisation des médias .....	34
Acquisition d'informations par la télévision.....	34
Acquisition d'informations par les journaux quotidiens.....	34
Acquisition d'informations par la radio.....	35
Confiance envers les médias .....	36
1.6. Accès aux technologies modernes de l'information .....	37
2. Attachement à la nationalité et identification à l'Europe .....	38
2.1. Fierté nationale.....	39
2.2. Fierté européenne .....	40

3. Contact avec d'autres pays, cultures.....	41
3.1. Langues.....	41
Connaissance de langues étrangères .....	41
Quelles langues étrangères sont les plus utiles à connaître ? .....	43
3.2. Contacts avec l'étranger.....	43
3.3. Tolérance à l'égard des autres.....	46
Les personnes de race, de nationalité ou de religion différentes sont-elles dérangeantes ? .....	46
Y a-t-il trop d'étrangers dans le pays ? .....	48
4. Attitudes vis-à-vis de l'Union européenne .....	49
4.1. Image spontanée et signification de l'UE .....	49
Que vient-il à l'esprit des personnes lorsqu'elles pensent à l'Union européenne ....	49
Image de l'Union européenne .....	53
Signification de l'Union européenne.....	54
Signification d'être un citoyen de l'Union européenne.....	55
4.2. Confiance envers l'Union européenne et ses institutions.....	57
Niveaux de confiance envers l'Union européenne .....	58
Niveaux de confiance envers les institutions et les organes de l'UE.....	59
Confiance envers le Parlement européen .....	60
Confiance envers la Commission européenne.....	61
4.3. Soutien de l'adhésion à l'Union européenne .....	62
L'adhésion : une 'bonne chose' ou une 'mauvaise chose' ? .....	62
Référendum sur l'adhésion .....	64
4.4. Bénéfices perçus de l'adhésion à l'Union européenne.....	80
Bénéfices personnels .....	80
Bénéfices pour le pays .....	83
Bénéfices attendus pour divers groupes sociaux.....	92
4.5. L'Union européenne dans les années à venir .....	94
Rôle escompté et désiré de l'Union européenne dans les cinq années à venir .....	94
Bénéfices de l'Union européenne dans 10 ans .....	97
4.6. Soutien d'une prise de décision commune au sein de l'UE.....	98
Mécanisme décisionnel préféré pour l'Union européenne après l'élargissement ..	101

5. Informations sur l'Union européenne.....	102
5.1. Connaissances et notoriété.....	102
Auto-évaluation des connaissances sur l'Union européenne.....	102
Connaissances de faits de base concernant l'UE .....	105
Notoriété de l'Union européenne, de ses institutions, de ses organes.....	106
5.2. Intérêt pour les informations liées à l'Union européenne .....	109
5.3. Méthodes préférées pour recevoir des informations sur l'UE.....	111
5.4. Sujets liés à l'UE sur lesquels les gens aimeraient en savoir plus .....	112
5.5. Préférence pour les informations d'origine nationale plutôt que d'origine européenne .....	114
6. Attitudes et connaissances sur l'élargissement et le processus d'adhésion .....	115
6.1. Attitudes vis-à-vis de l'élargissement .....	115
Perception des niveaux de soutien de l'adhésion du pays dans les Etats membres.....	121
6.2. Connaissance de la demande d'adhésion du pays à l'UE .....	122
6.3. Délai d'adhésion à l'UE .....	123
6.4. Sentiment d'information vis-à-vis de l'élargissement et du processus d'adhésion.....	124
Elargissement.....	124
Adhésion .....	125
Fonds de pré-adhésion .....	126
7. Soutien mutuel de l'adhésion dans la Région Candidate .....	127
8. Attitudes vis-à-vis des politiques actuelles de l'Union .....	130
Priorités de l'Union européenne .....	130
Constitution européenne .....	131
Soutien à l'euro .....	132
Participation aux élections du PE .....	133

## Introduction

Ce troisième rapport de l'Eurobaromètre Pays Candidats (EB-PC) présente les résultats de plusieurs questions liées à la situation sociale des 13 Pays Candidats. Le sondage a été mené dans les 13 Pays Candidats en Septembre - Octobre 2002. A de nombreuses reprises, le lecteur remarquera que les résultats sont comparés à ceux des 15 Etats membres de l'Union européenne afin d'offrir une comparaison entre l'UE et les Pays Candidats.

Le rapport commence par une description générale de la vie dans les Pays Candidats. Nous nous penchons tout d'abord sur la possession de certains **produits de consommation**, puis nous examinons les **niveaux de satisfaction générale parmi les citoyens des Pays Candidats** au début du troisième millénaire, ce qu'ils pensent de leur situation personnelle actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans et la manière dont ils pensent que leur situation évoluera dans les cinq années à venir. Dans ce chapitre, nous étudions également **l'utilisation des médias, la confiance envers ces derniers** et **l'accès aux technologies modernes de l'information** dans la région. Le chapitre 1 passe également en revue la **confiance envers les institutions politiques et sociales** dans les Pays Candidats ainsi que la satisfaction par rapport au **fonctionnement de la démocratie** dans chaque pays.

Le chapitre 2 examine les niveaux **d'identification à l'Europe** dans les Pays Candidats ainsi que la question de la **fierté nationale et européenne**.

Le chapitre 3 traite des contacts entre les différentes cultures, y compris les **connaissances de langues étrangères** et les **voyages** vers l'UE et les autres Pays Candidats, dont **l'expérience professionnelle**. Il comprend également une vue d'ensemble des **attitudes à l'égard des minorités et des étrangers**.

Le chapitre 4 présente au lecteur les sentiments et attitudes généraux à l'égard de l'UE dans les Pays Candidats. Il étudie les différentes **significations de l'Union européenne**, la **signification de la citoyenneté européenne**, l'**image** de l'UE et les **sentiments des personnes à l'égard de l'Union européenne** (l'UE évoque-t-elle une image positive chez les personnes vivant dans les Pays Candidats ?). Nous examinons les niveaux de **soutien de l'adhésion à l'Union européenne** dans les Pays Candidats et nous présentons les **bénéfices perçus de l'adhésion à l'UE**. Ce chapitre analyse également la **confiance des citoyens envers l'Union européenne et neuf de ses institutions et organes**. Il établit un rapport sur le **soutien d'une prise de décision commune pour l'UE** et le **rôle escompté et désiré de l'Union européenne** dans ces pays.

Le chapitre 5 étudie les questions d'information liées à l'Union européenne. Tout d'abord, il examine les **niveaux d'auto-évaluation des connaissances sur l'Union européenne** ainsi que les niveaux de **notoriété de neuf des institutions et organes de l'Union**. Nous établissons dans quelle mesure les personnes accordent de **l'attention aux nouvelles concernant l'Union européenne** par rapport aux informations sur d'autres sujets. Dans ce chapitre également, nous présentons les **sujets liés à l'UE qui sont les plus intéressants** pour les citoyens des Pays Candidats. Enfin, ce chapitre étudie les **sources que les personnes sont les plus susceptibles d'utiliser lorsqu'ils recherchent des informations sur l'Union européenne** et quelles **sources d'information ils préfèrent**.

Le chapitre 6 présente un examen des **attitudes** et des **connaissances sur le processus d'adhésion** et sur **l'élargissement** en général. Ce chapitre comprend des informations sur l'année **désirée et escomptée pour l'adhésion** dans les Pays Candidats.

Le chapitre 7 analyse les niveaux de **soutien mutuel** face à l'adhésion des différents pays de la région. Nous établissons quels pays sont les plus proches les uns des autres.

Enfin, le chapitre 8 passe en revue plusieurs domaines stratégiques actuels comme **l'euro**, les **priorités stratégiques de l'UE**, la **Constitution** européenne et la probabilité de participation aux prochaines **élections du PE**.

▢ ▢ ▢

**Nous tenons à remercier tous les répondants des Pays Candidats qui ont participé à ce sondage. Sans eux, nous n'aurions pas pu rédiger ce rapport.**

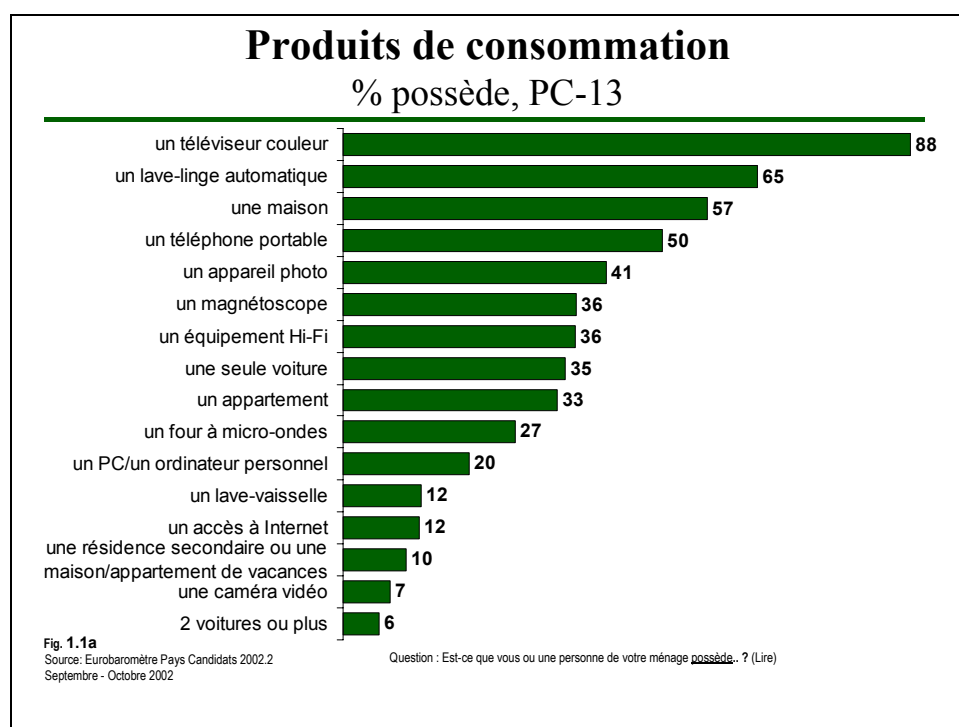
# 1. La vie dans les Pays Candidats

Dans ce chapitre, nous étudierons de plus près certains aspects particuliers de la vie dans les Pays Candidats. Tout d'abord, nous nous intéresserons à la possession de certains produits de consommation dans la région, puis nous poursuivrons avec un examen des niveaux de satisfaction générale parmi les citoyens : ce qu'ils pensent de leur situation personnelle actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans et la manière dont ils pensent que leur situation va évoluer dans les cinq années à venir. Plus loin dans ce chapitre, nous examinerons la confiance envers les institutions politiques et sociales dans les Pays Candidats et enfin, nous examinerons l'utilisation des médias, la confiance envers les médias et l'accès aux technologies modernes de l'information dans la région.

## 1.1. Les produits de consommation

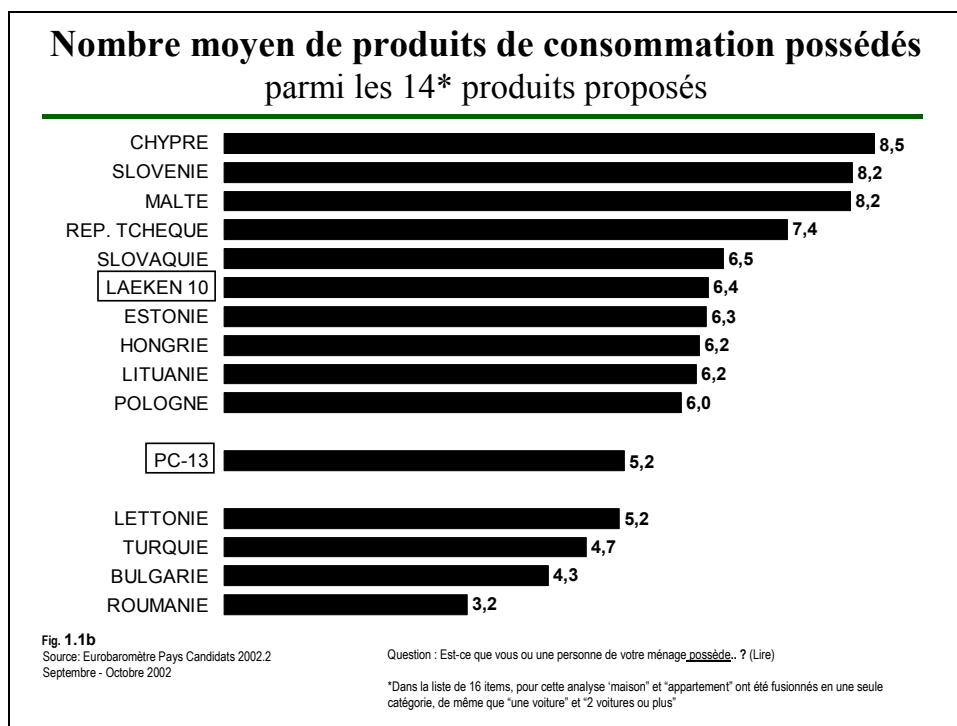
L'Eurobaromètre Pays Candidats a constaté que le panier de biens de consommation de la classe moyenne de la région peut être défini comme une télévision couleur, un lave-linge automatique, un appareil photo, un téléphone portable, un équipement hi-fi, une voiture et un magnétoscope. 55% des citoyens des Pays Candidats sont propriétaires de leur maison et 35% sont propriétaires de leur appartement (FIG. 1.1a).

Les personnes possédant plus d'une voiture sont rares (en fait, 59% des personnes n'ont pas de voiture du tout). Un ménage sur cinq a un PC (20%) et 12% a un accès à Internet au domicile.



Si nous observons le *graphique 1.1b*, la taille des inventaires semble refléter la richesse réelle de ces sociétés (pour obtenir des informations détaillées concernant le produit national brut dans les Pays Candidats, référez-vous au chapitre 1.2, Tableau 1.2a). En moyenne, un citoyen de la Région Candidate possède 5,3 des 14 biens de consommation possibles<sup>2</sup>. Quatre pays ressortent comme étant les plus riches : Chypre (8,5), la Slovaquie et Malte (8,2 chacun) et la République tchèque (7,4). Tout en bas de ce classement, nous trouvons les Roumains (3,2) qui possèdent le moins de biens de consommation. La Bulgarie (4,3) est également bien en dessous de la moyenne des Pays Candidats (TABLEAU ANNEXE 1.1).

<sup>2</sup> La liste originale comprend 16 items mais pour cette analyse nous traitons les deux options de possession de domicile (maison et appartement) et de voiture (une voiture, 2 voitures ou plus) comme un seul item à chaque fois.



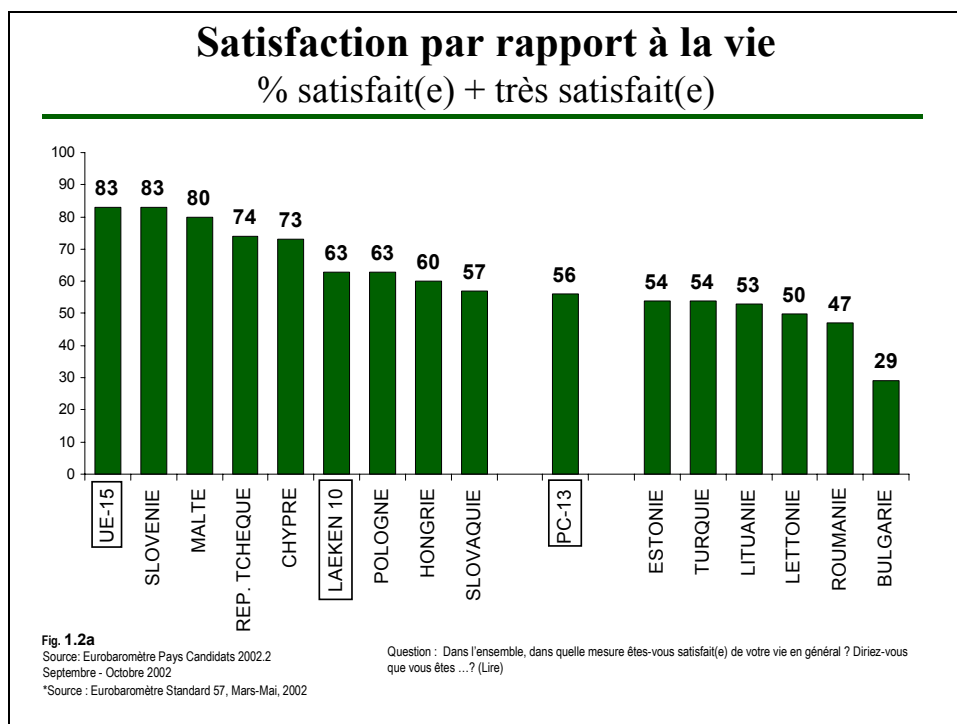
## 1.2. Satisfaction par rapport à la vie

La question de la satisfaction par rapport à la vie est une mesure sommaire dans la série des Eurobaromètres de ce que les citoyens pensent de choses liées à leur vie, du bonheur personnel, de la santé, de la famille et de la situation économique à leurs opinions concernant la société en général. Cet indice de bien-être subjectif est étudié régulièrement dans les 15 Etats membres et dans les 13 Pays Candidats.

### Satisfaction actuelle par rapport à la vie

A l'automne 2002, l'Eurobaromètre Pays Candidats a constaté un écart très significatif mais en diminution entre les niveaux de satisfaction par rapport à la vie dans les Pays Candidats et dans l'Union européenne<sup>3</sup>. Cette différence demeure sans doute la plus significative entre les Etats membres actuels et à venir. Alors que seulement un peu plus d'1 personne sur 2 dans les Pays Candidats (56%) déclare être très ou assez satisfaite de la vie qu'elle mène, la satisfaction par rapport à la vie dans les Etats membres s'est stabilisée au-dessus de 80%, actuellement à 83%.

<sup>3</sup> EB57, Printemps 2002



Une fois de plus, l'Eurobaromètre a constaté un lien direct entre la satisfaction par rapport à la vie dans les Pays Candidats et le Produit National Brut par habitant (il ne fait aucun doute que les habitants des pays plus riches sont plus susceptibles d'être satisfaits que les habitants des pays à faible revenu). (TABLEAU 1.2A)

Le PIB moyen par habitant aux Normes du Pouvoir d'Achat (NPA) des 13 Pays Candidats est d'environ un tiers de celui des pays de la région UE-15. Comme en 2000, 11 des 13 pays avaient un revenu national par habitant plus faible que le pays le plus pauvre de l'Union européenne (la Grèce, qui a un produit intérieur brut aux NPA égal à celui de la Slovaquie). Les différences de produit national aux prix actuels (où les inégalités des prix à la consommation ne sont pas compensés) sont encore plus importantes entre l'UE et les pays invités à des entretiens de négociation avec l'UE.

**Tableau 1.2a PIB par habitant aux NPA\* vs.  
Satisfaction par rapport à la vie**

	PNB par habitant *	% Satisfait + très satisfait	Changement par rapport à l'automne 2001
<b>UE-15</b>	<b>€ 22,500</b>	<b>83</b>	
<b>PC-13</b>	<b>€ 7,800</b>	<b>56</b>	<b>(+ 5)</b>
CHYPRE	€ 19,400	73	(- 4)
SLOVÉNIE	€ 15,600	83	(- 2)
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	€ 13,200	74	(—)
MALTE	€ 12,600	80	(+ 4)
HONGRIE	€ 11,500	60	(+ 3)
SLOVAQUIE	€ 10,800	57	(+ 3)
POLOGNE	€ 8,900	63	(+ 2)
ESTONIE	€ 8,600	54	(+ 4)
LITUANIE	€ 7,500	53	(+ 13)
LETTONIE	€ 6,700	50	(- 5)
BULGARIE	€ 6,300	29	(- 4)
TURQUIE	€ 5,900	54	(+ 8)
ROUMANIE	€ 5,200	47	(+ 7)

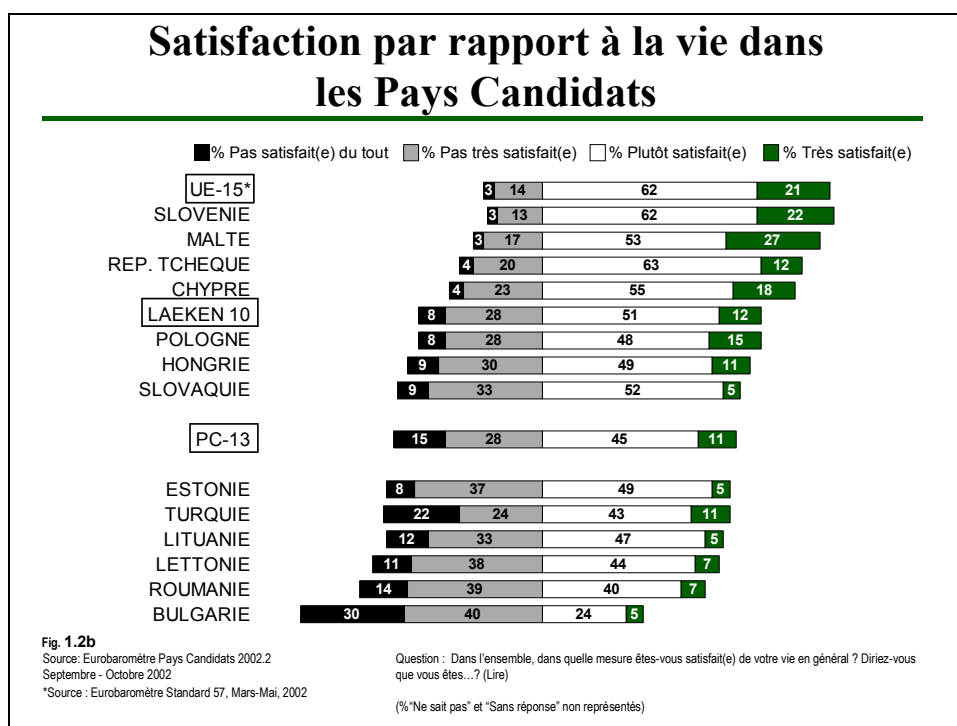
Source : Eurostat, Le PIB des Pays Candidats, 2001  
PIB par habitant selon les chiffres des NPA de 2000, annuel.

La Slovénie est le seul pays de la Région Candidate à maintenir un niveau de bien-être subjectif égal à la moyenne de l'UE-15. Si nous comparons les classements de l'UE-15 et des PC-13, nous constatons que la satisfaction par rapport à la vie la plus faible mesurée au sein de l'Union (la Grèce avec 62%) occuperait la 6<sup>ème</sup> position sur la liste des Pays Candidats.

En Roumanie, moins de la moitié des personnes âgées de 15 ans ou plus étaient satisfaites de leur vie tandis que tout en bas de l'échelle, en Bulgarie, 3 personnes sur 10 ont déclaré être satisfaites dans une certaine mesure de la vie qu'elles menaient (29%).

En conséquence, un certain nombre de citoyens des Pays Candidats sont insatisfaits de leur vie dans une certaine mesure (43%). Une différence encore plus articulée : 3% seulement des citoyens de l'Union européenne déclarent "ne pas être satisfaits *du tout*" de leur vie mais ce chiffre est cinq fois plus élevé dans la Région Candidate (15%). (FIG. 1.2b)

En Bulgarie, la proportion de répondants déclarant n'être pas satisfaits du tout atteint presque un tiers de la population alors que virtuellement personne en Slovénie, en République tchèque, à Chypre et à Malte ne partageait cette opinion.



Dans la majorité des pays, nous avons enregistré un changement positif depuis l'automne 2001. Au niveau des PC-13, la satisfaction par rapport à la vie a augmenté de 5 points de pourcentage pendant cette période. La Bulgarie, la Lettonie et Chypre sont les pays où la population est à présent moins susceptible d'être satisfaite tandis que les niveaux de satisfaction ont augmenté de 13 points de pourcentage au cours de l'année passée en Lituanie, 8 points de pourcentage en Turquie où les effets de la crise économique de 2000-2001 semblent s'estomper lentement et 7 points de pourcentage considérables en Roumanie également. (TABLEAU ANNEXE 1.2A)

Les analyses démographiques ne révèlent aucune différence notable entre les hommes et les femmes. Parmi les quatre groupes d'âge (15 à 24 ans, 25 à 39 ans, 40 à 54 ans et 55 ans et plus), nous constatons que la proportion des personnes très satisfaites est nettement plus élevée dans le segment le plus jeune de la population (20%) que dans les autres groupes d'âge. Nous enregistrons d'importantes variations parmi les différents groupes professionnels de la population, les niveaux de satisfaction allant de 42% chez les chômeurs à 69% pour les cadres. Les personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (66%) ont des niveaux de bien-être subjectif nettement plus élevés que les personnes ayant quitté l'école à 15 ans ou moins (49%) ou entre 16 et 19 ans (55%)<sup>4</sup>. (TABLEAU ANNEXE 1.2B)

<sup>4</sup> L'annexe C.4 offre plus de détails sur les variables démographiques.



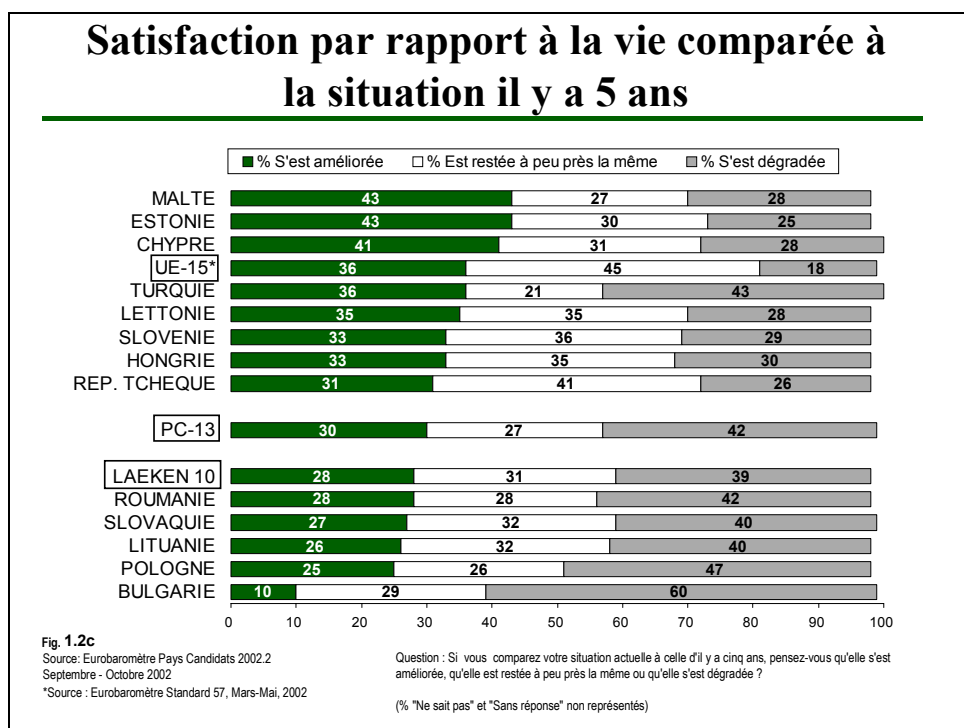
## Satisfaction par rapport à la vie comparée à il y a cinq ans

Le graphique 1.2c montre que l'auto-évaluation de la dynamique passée de satisfaction par rapport à la vie, ou qualité de vie, des Pays Candidats était loin d'être aussi favorable que dans l'UE<sup>5</sup>. 30% des citoyens des Pays Candidats pensent que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans. 27% seulement pensent qu'elle est restée à peu près la même et le groupe le plus important (42%) pense qu'elle s'est dégradée. Au sein de l'Union, ce dernier chiffre s'élève à 18%.

Les citoyens des Pays Candidats pensent avoir connu de nombreux changements dans leur vie. Une fraction relativement faible des ces sociétés pense que la qualité de vie est restée stable au cours des cinq dernières années. Par contraste, approximativement deux fois plus de citoyens européens pensent que leur propre vie est aussi satisfaisante qu'il y a cinq ans (45%).

De toute évidence, il existe de grandes différences parmi les populations des 13 Pays Candidats. Alors que la plupart d'entre eux rapportent des situations stables ou en amélioration pendant les cinq dernières années, les Bulgares ont constaté une détérioration de leur situation dans des proportions dramatiques et la perception en Pologne et en Turquie est pour le moins mixte à cet égard. (FIG. 1.2C)

Les Maltais et les Estoniens sont les plus susceptibles, à 43%, de penser que leur situation actuelle s'est améliorée, de même que 41% des Chypriotes qui partagent cette opinion. En Turquie (36%) et en Lettonie (35%) plus d'un tiers et en Slovaquie et en Hongrie exactement un tiers (33% chacun) des personnes pensent que leur situation s'est améliorée au cours des cinq dernières années. Les pays qui sont bien en dessous de la moyenne à cet égard sont la Pologne (où un citoyen sur quatre a déclaré que sa situation s'était améliorée) et la Bulgarie avec seulement 10%. (TABLEAU ANNEXE 1.3A)



Les Tchèques sont les plus susceptibles de penser que leur situation est la même qu'il y a cinq ans (41%), suivis par les Slovènes (36%) et les Lettons (35%). Avec 60%, les Bulgares sont les plus susceptibles de déclarer que leur situation s'est dégradée au cours des cinq dernières années, suivis de près par les Polonais (47%) et les Turcs (43%). Les Tchèques (26%) et les Estoniens (25%) sont les moins susceptibles de penser que leur situation s'est dégradée au cours des cinq années écoulées.

<sup>5</sup> EB57, Printemps 2002

Le tableau suivant montre une association mixte entre la satisfaction par rapport à la vie et ce que pensent les personnes de leur situation actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans. Nous pouvons voir clairement que les personnes qui ne sont pas satisfaites de leur vie actuellement pensent plutôt que leur situation s'est dégradée au cours des cinq dernières années.

Néanmoins, plus d'un quart des personnes actuellement satisfaites de leur vie déclarent également que leur qualité de vie s'est détériorée au cours des cinq dernières années. Ce groupe est un peu plus susceptible de penser que sa situation n'a pas changé récemment que les personnes qui ne sont pas satisfaites de leur vie actuellement.

<b>Tableau 1.2b Relation entre la satisfaction par rapport à la vie et les opinions sur la situation actuelle comparée à ce qu'elle était il y a 5 ans</b>		
	<b>Opinions concernant la vie en général :</b>	
	Satisfait %	Pas satisfait %
S'est améliorée	42	15
Est restée à peu près la même	29	24
S'est dégradée	28	60
(NSP / pas de réponse)	1	1
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

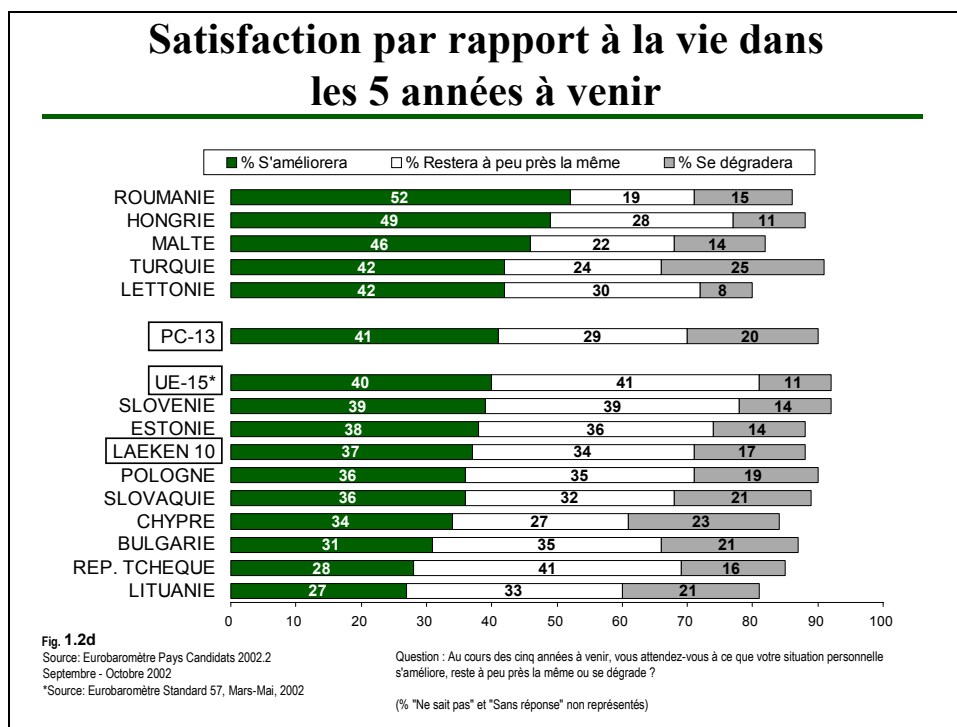
Les répartitions démographiques révèlent que les cadres (46%) et les jeunes (53%) sont les plus susceptibles de penser que leur situation s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans. Celles-ci indiquent également que les personnes plus âgées sont les plus susceptibles de penser que leur situation est devenue moins bonne. Il est intéressant de noter que les personnes sur le point de terminer leur carrière sont plus susceptibles de faire état d'une dégradation de leur situation que les personnes âgées (40-54 ans : 53%, 55 ans et plus : 50%), les retraités ou les chômeurs (52% chacun).

Enfin, les analyses attitudinales montrent que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose sont nettement plus susceptibles de penser que leur situation actuelle s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans (34%) que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose (19%). Parmi ce dernier groupe, 55% des personnes pensent que leur situation actuelle est devenue moins bonne contre seulement 39% qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose. (TABLEAU ANNEXE 1.3B)

## Satisfaction par rapport à la vie dans les cinq années à venir

Pour les cinq années à venir, quatre citoyens sur 10 des Pays Candidats prévoient que leur situation personnelle va s'améliorer et seulement deux citoyens sur 10 pensent qu'elle va se dégrader. 29% des personnes des Pays Candidats pensent que leur situation personnelle restera à peu près la même.

Ces données donnent à penser que les personnes des Pays Candidats ont généralement une approche positive du développement de leur situation personnelle au cours des cinq années à venir. Toutefois, ils sont légèrement moins optimistes que les citoyens de l'UE actuellement<sup>6</sup>.



Les 41% de personnes optimistes dans les Pays Candidats ne sont pas fondamentalement différents des 40% mesuré par l'Eurobaromètre dans l'Union européenne mais les 20% de personnes pessimistes sont à peu près deux fois plus nombreux que dans les Etats membres (11%).

Dans les sondages précédents, nous constatons que dans les pays où la satisfaction générale est relativement élevée et où la dynamique passée était également satisfaisante, le public est plus susceptible d'être optimiste quant à son avenir. Ce n'est plus le cas. Les pays qui occupent le haut du classement, les plus optimistes n'ont pas révélé de dynamiques passées ou de bien-être actuel particulièrement favorables ; ils semblent simplement avoir foi en leur avenir (en Roumanie, 52% des personnes pensent qu'ils vivront mieux dans cinq ans, comme 49% des Hongrois). 46% des Maltais ainsi que 42% des Turcs et des Lettons s'attendent également à ce que leur situation personnelle s'améliore au cours des cinq prochaines années.

Nous constatons que les Lituaniens sont les moins susceptibles de penser que leur situation va s'améliorer (27%) et que les Tchèques sont les plus susceptibles de penser qu'elle va rester à peu près la même (41%). Les Turcs sont les plus susceptibles de penser que leur situation va se dégrader (25%). Dans les autres Pays Candidats, la proportion des personnes qui partagent cette opinion va de 8% en Lettonie à 23% à Chypre. Environ un répondant sur cinq en Lettonie (20%) et en Lituanie (19%) ne pouvait pas dire ce qu'il attend concernant son avenir. (TABLEAU ANNEXE 1.4A)

<sup>6</sup> EB57, Printemps 2002

Les analyses démographiques montrent que le pessimisme est principalement de mise chez les personnes âgées dans les Pays Candidats. Le groupe d'âge dont les attentes sont les plus pessimistes pour les cinq années à venir, derrière les personnes les plus âgées (26% de pessimistes), est le groupe d'âge moyen dans les Pays Candidats (40-54 ans – 23% de pessimistes). Comme dans l'Union européenne, les étudiants et les autres jeunes (71% et 64%, respectivement) sont les plus susceptibles d'être optimistes. (TABLEAU ANNEXE 1.4B)

A nouveau, nous constatons que les personnes qui considèrent la future adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose sont nettement plus susceptibles de penser que leur situation va s'améliorer (49%) que les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose (22%). (TABLEAU 1.2C)

Le tableau suivant montre que les personnes qui sont satisfaites de la vie qu'elles mènent sont plus susceptibles de penser que leur situation personnelle va s'améliorer que les personnes qui ne sont pas satisfaites. A peu près le même nombre de personnes de ce dernier groupe pensent que leur situation va se dégrader par rapport aux personnes optimistes à l'égard de leur avenir à moyen terme.

<b>Tableau 1.2c Relation entre la satisfaction par rapport à la vie et les attentes quant à la situation dans 5 ans</b>		
	<b>Opinions concernant la vie en général :</b>	
	Satisfait %	Pas satisfait %
S'améliorera	<b>49</b>	<b>30</b>
Restera à peu près la même	28	<b>29</b>
Se dégradera	12	<b>29</b>
(NSP / pas de réponse)	10	12
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### **Dynamique du changement du bien-être subjectif**

La satisfaction est toujours relative. Le passé récent et les attentes quant à l'avenir proche déterminent à eux deux dans quelle mesure le public pense avoir une chance d'améliorer sa qualité de vie. Dans les paragraphes ci-dessous, nous allons dresser le profil de certains modèles que nous avons trouvés dans chacun des Pays Candidats à cet égard. Pour cette analyse, nous avons combiné l'expérience passée et les attentes face à l'avenir dans les groupes suivants :

Amélioration de la satisfaction : ceux qui pensent que deux ans auparavant leurs niveaux de satisfaction n'étaient pas meilleurs qu'aujourd'hui et attendent un changement positif à l'avenir et ceux qui ont connu une amélioration au cours des deux dernières années et qui n'attendent pas de dégradation dans un futur proche.

Dégradation de la satisfaction : ceux qui pensent que leurs niveaux de satisfaction étaient plus élevés il y a deux ans qu'aujourd'hui et qui n'attendent aucun changement positif à l'avenir ainsi que ceux qui ont connu une stabilité au cours des deux dernières années mais s'attendent à une dégradation dans un futur proche.

Satisfaction stable : ceux qui n'ont pas connu de changement dans un passé récent et s'attendent à une situation stable à l'avenir également.

Tous les autres cas dans lesquels la direction des changements vécus et attendus dans le temps ne sont ni clairs, ni cohérents ont été exclus de ces analyses.

Dans la Région Candidate, nous constatons qu'un changement positif constant pendant ces dix dernières années est perçu par un citoyen sur trois (34%), un peu plus d'un citoyen sur 10 (13%) ne voit aucun changement et 28% des personnes attendaient (ou avaient vécu) un changement à tendance négative (24% des personnes interrogées ont fait état de changements passés et futurs mixtes de leur bien-être subjectif).

Tableau 1.2d Bien-être subjectif, perceptions du changement dans le temps en %, par pays					
	NIVEAUX ACTUELS DE SATISFACTION	S'EST AMÉLIORÉ	STABLE	S'EST DÉGRADÉ	DIFFÉRENCE NETTE ENTRE LES PERCEPTIONS D'AMÉLIORATION ET DE DÉGRADATION
<b>PC-13</b>	<b>56</b>	<b>34</b>	<b>13</b>	<b>28</b>	<b>(+ 6)</b>
<b>LAEKEN 10</b>	<b>63</b>	<b>33</b>	<b>17</b>	<b>26</b>	<b>(+ 7)</b>
SLOVÉNIE	83	41	21	22	(+ 19)
MALTE	80	46	10	18	(+ 27)
RÉP. TCHÈQUE	74	33	24	22	(+ 11)
CHYPRE	73	38	15	25	(+ 13)
POLOGNE	63	29	16	30	(- 2)
HONGRIE	60	40	15	19	(+ 22)
SLOVAQUIE	57	35	15	29	(+ 6)
ESTONIE	54	44	15	22	(+ 22)
TURQUIE	54	36	11	31	(+ 5)
LITUANIE	53	30	15	30	(- 1)
LETTONIE	50	39	15	16	(+ 23)
ROUMANIE	47	39	8	21	(+ 18)
BULGARIE	29	20	11	42	(- 21)

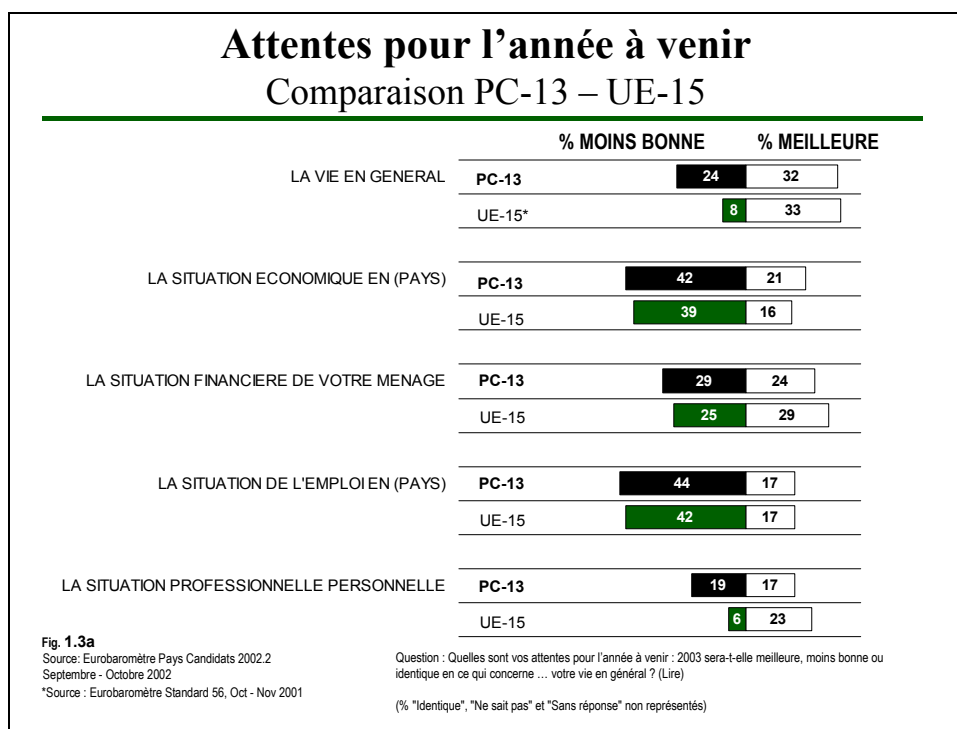
Dans la plupart des Pays Candidats, la balance nette des directions constantes du changement pointe dans un sens positif en ce qui concerne le bien-être subjectif. Seules la Lituanie et la Pologne ne sont pas dans ce cas. La dégradation l'y emporte marginalement sur l'amélioration. Les rapports positifs et négatifs présentent -1 et -2 points de pourcentage, respectivement. La Bulgarie est clairement au fond du gouffre (avec une balance négative de -21 points de pourcentage, les personnes s'attendent sans aucun doute à une dégradation de leur situation).

Le niveau le plus élevé de changement positif peut être observé à Malte (+27) qui fait partie des pays les mieux classés en termes de bien-être subjectif dans la région PC-13. Parmi les pays où les rapports font état d'une qualité de vie actuellement relativement faible, nous avons trouvé des tendances clairement positives presque partout, celles-ci étant les plus notables en Estonie et en Hongrie (+22 chacun) et en Lettonie (+23 points de pourcentage). Les Roumains et les Slovènes montrent également une balance positive des améliorations et des dégradations (+18 et +19 points de pourcentage respectivement).

Les Tchèques montrent le niveau le plus élevé de stabilité en termes de satisfaction par rapport à la vie. 24% d'entre eux n'ont pas connu de changement significatif récemment et n'en attendent pas non plus à l'avenir. Il en va de même pour seulement 8% des Roumains.

### 1.3. Attentes des citoyens pour l'année 2003

Nous avons également demandé aux personnes quelles étaient leurs attentes pour l'année à venir. 32% d'entre eux pensent que leur vie en général sera meilleure en 2003. En même temps, 24% pensent qu'elle sera moins bonne. Dans les Etats membres, 54% des personnes attendent une situation stable tandis que seulement 44% des citoyens des Pays Candidats ne prévoient aucun changement pour l'année à venir. Trois fois plus de personnes dans la Région Candidate étaient généralement pessimistes concernant l'année à venir que dans les Etats membres une année auparavant.



Comme le montre le Tableau 1.3a de la page suivante, nous n'avons observé aucune modification dramatique au cours de l'année passée au niveau des PC-13 en ce qui concerne les attentes pour le futur immédiat, quel que soit le domaine de vie étudié.

Les citoyens des Pays Candidats sont toujours très inquiets pour leurs économies nationales: 42% pensent que leur économie sera moins performante en 2003 et 44% s'attendent à une diminution des opportunités d'emploi dans leur pays. Les citoyens des Pays Candidats se sentent relativement en sécurité dans leur emploi actuel (nettement moins, toutefois, que les citoyens européens). 24% des personnes des Pays Candidats s'attendent à une amélioration de leur situation financière en 2003 tandis qu'un nombre un peu plus élevé de personnes pensent le contraire (moins bonne: 29%). Si nous observons les attentes à court terme dans la Région Candidate, où 24% du public s'attend à ce que sa vie se dégrade, l'humeur est certainement moins optimiste que celle des Etats membres de l'UE l'année passée<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> EB56, Automne 2001

**Tableau 1.3a Attentes pour l'année à venir, changement par rapport à l'an passé**  
%, au niveau PC-13

	Meilleure		Moins bonne	
	2002 AUTOMNE	2001 AUTOMNE	2002 AUTOMNE	2001 AUTOMNE
Vie en général	32	31*	24	20*
Situation économique en (pays)	21	21*	42	35*
Situation financière de votre ménage	24	23*	29	26*
Situation de l'emploi en (pays)	17	16*	44	41*
Situation professionnelle personnelle	17	15*	19	14*

\* hors résultats de la Turquie. En 2001, la Turquie a été frappée par une crise économique qui a eu pour conséquence des attentes très pessimistes qui auraient déformé la moyenne régionale dans une large mesure. Voir rapport EB-PC 2001.1 pour plus de détails. Pour une meilleure comparaison, les résultats de l'automne 2002 ont été calculés sans la Turquie non plus (la seconde colonne)

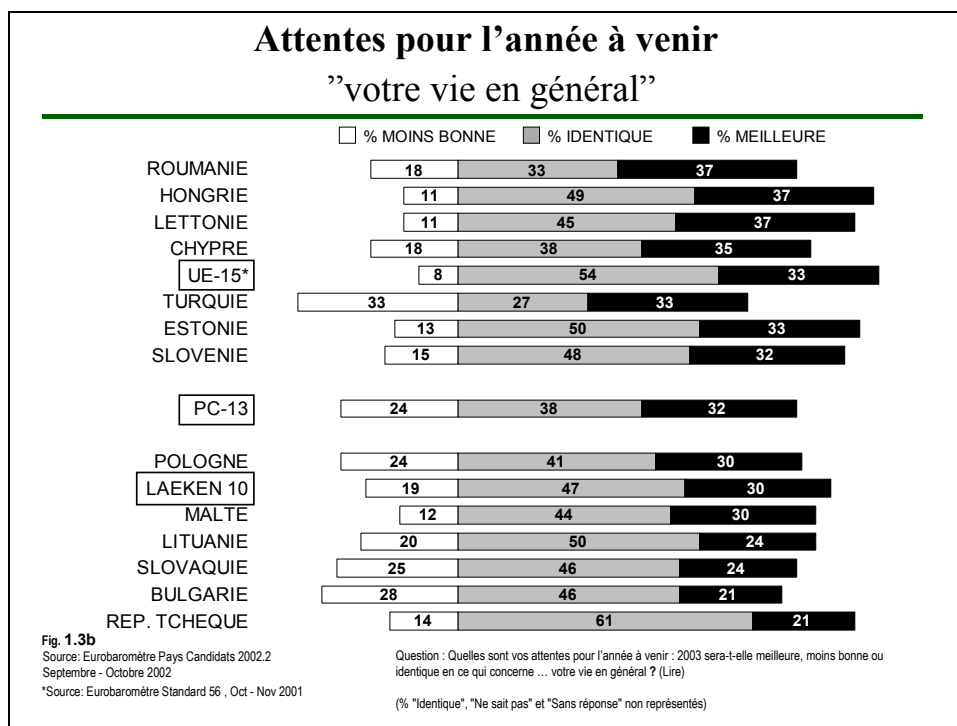
En ce qui concerne les attentes immédiates, les Roumains sont les plus optimistes parmi toutes les nations de la Région Candidate et les attentes générales des Turcs ont connu l'augmentation la plus importante, de loin, au cours de l'année passée. Dans les paragraphes suivants, nous présentons les résultats pour chaque domaine.

### Situation personnelle

Les résultats par pays montrent que les citoyens de Roumanie, de Hongrie et de Lettonie (37% chacun) sont les plus susceptibles de penser que 2003 sera meilleure en général. Les Turcs (33%) et les Bulgares (28%) sont les plus susceptibles de penser que leur vie en général sera moins bonne en 2003. (FIG. 1.3B)

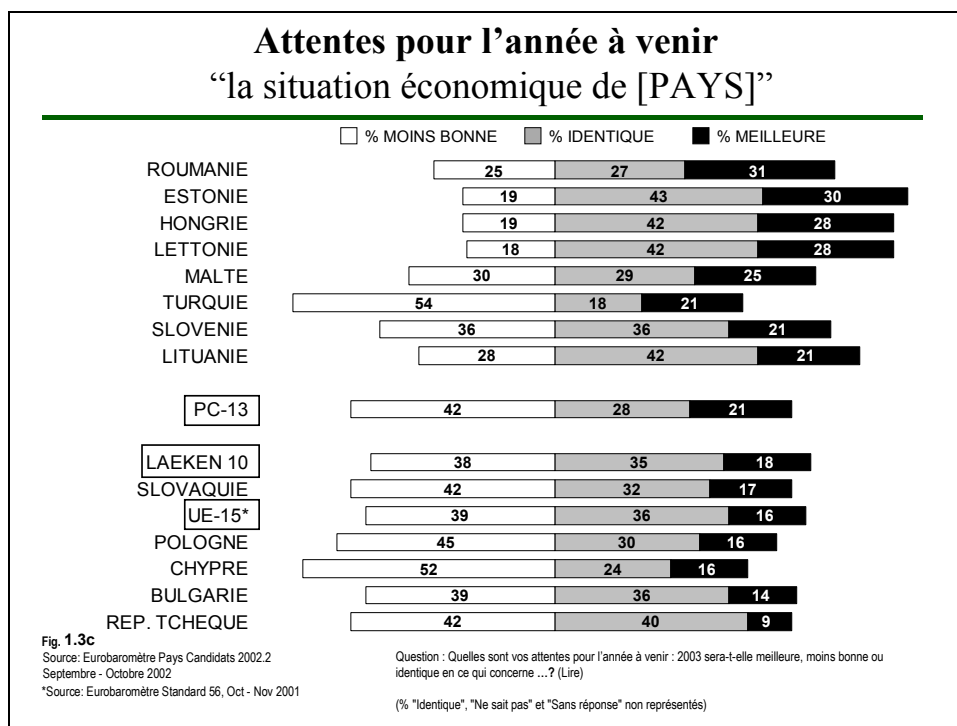
En Turquie, où la population sort à peine d'une très sérieuse crise financière, nous observons toujours une part très élevée de personnes pessimistes mais leur nombre a diminué de 16 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. En même temps, nous avons constaté une augmentation de 13 points de pourcentage parmi les citoyens (33%) qui pensaient que l'année prochaine serait meilleure pour eux, par rapport à l'année passée.

Bien qu'ils n'atteignent pas le niveau des Turcs, les Maltais (+6), les Slovaques (+4) et les Hongrois (+3) sont à présent nettement plus susceptibles de penser que l'année à venir sera meilleure que l'année passée. Toutefois, dans plusieurs pays l'humeur est nettement plus mesurée. En Bulgarie, les citoyens sont à présent encore moins susceptibles d'être optimistes et plus susceptibles d'être pessimistes (-5 et +4 respectivement). Dans de nombreux pays, la proportion des personnes qui n'attendent aucun changement pour 2003 a augmenté, comme en Roumanie, en Lituanie (+5 chacun), en Bulgarie, à Chypre, en Hongrie, en Turquie, en Pologne (+4 chacun) et en Estonie (+3). Par rapport à l'année passée, nous avons observé une baisse des niveaux d'attente d'un changement en mieux dans deux pays autrement optimistes : Chypre (-9) et la Roumanie (-5). (TABLEAU ANNEXE 1.5)



### La situation économique dans le pays

La même question de fin d'année a été utilisée pour mesurer les attentes des citoyens pour l'économie de leur pays dans l'année à venir. La proportion des personnes qui pensent que la situation économique de leur pays sera meilleure en 2003 va de 9% en République tchèque à 31% en Roumanie. (TABLEAU ANNEXE 1.6)





Si nous comparons les résultats actuels à ceux de l'année passée, une série de pays montre un niveau plus élevé de confiance économique pour l'année à venir. Parmi ceux-ci, nous trouvons la Turquie où de nombreuses personnes sont optimistes (+11) et où le pessimisme a diminué plus nettement encore (-20) et un modèle similaire vaut pour la Slovaquie (+9, -13), la Lituanie (+4, -14), Malte (+5, -8) ainsi que l'Estonie (+4, -10). Les tendances inverses (optimisme en baisse et pessimisme en hausse) ont été trouvées en Bulgarie (-5, +9), en République tchèque (-5, +8) et à Chypre (-3, +5).

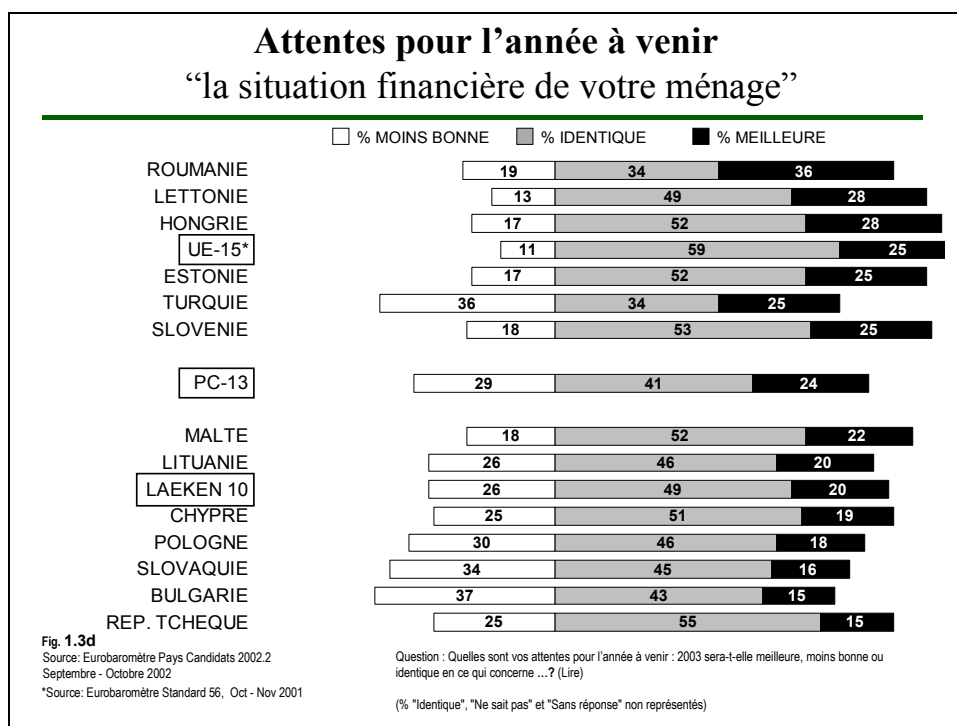
### La situation financière du ménage

Le sondage a également mesuré ce à quoi les citoyens s'attendent quant à la situation financière de leur ménage dans l'année à venir. 24% des citoyens des Pays Candidats pensent que la situation financière de leur ménage va s'améliorer et 29% pensent qu'elle va se dégrader. Comme le montre le Tableau 1.3a précédemment, cette situation est très similaire aux prévisions faites par les personnes à la fin de l'année 2001.

La Turquie (bien qu'elle soit de plus en plus optimiste) reste divisée sur cette question : les Turcs sont relativement susceptibles de penser que la situation financière de leur ménage s'améliorera en 2003 (25%) et en même temps, ils ont le deuxième pourcentage le plus important (36%) de personnes attendant un changement négatif dans les finances du ménage.

L'Eurobaromètre a constaté des niveaux d'optimisme relativement élevés concernant les finances du ménage en Roumanie (36%) et en Lettonie (28%). Les niveaux d'optimisme les plus faibles ont été enregistrés en Bulgarie et en République tchèque (15% chacun). Cependant, alors que la plupart des Tchèques pensent que leur situation financière restera identique l'année prochaine (55%), nous avons constaté que 37% des citoyens bulgares pensent qu'elle va se dégrader. (TABLEAU ANNEXE 1.7)

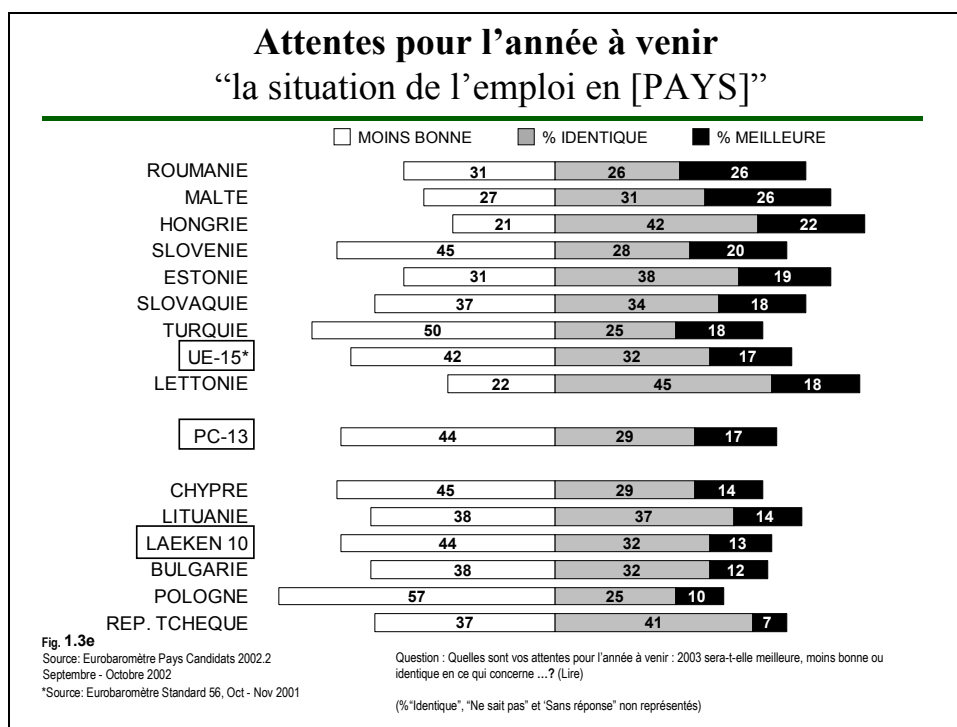
Les niveaux de pessimisme étaient relativement élevés également en Turquie, en Slovaquie (34%) et en Pologne (30%).



Si nous comparons les résultats actuels avec ceux de l'année passée, le sondage a révélé dans de nombreux pays un niveau plus élevé d'optimisme à l'égard des finances du ménage. Parmi ces pays, nous trouvons bien entendu la Turquie où de nombreuses personnes sont à présent optimistes (+12 points de pourcentage) et où le pessimisme a énormément diminué également (-18). Nous avons observé des modèles similaires, bien que sous une forme plus modérée, en Slovaquie (+4, -5), en Lituanie (+5, -4) et à Malte (+4, -3) ainsi qu'en Hongrie (+3, -5). Les tendances inverses (optimisme en baisse et pessimisme en hausse) prévalent en Bulgarie (-6, +8) et prévalent nettement à Chypre (-8, +11).

### La situation de l'emploi dans le pays

Les Maltais, les Roumains (26% chacun) et les Hongrois (22%) sont les plus relativement optimistes en ce qui concerne les changements sur le marché du travail pour 2003. Les Polonais (57%) et les Turcs (50%) sont extrêmement pessimistes. (TABLEAU ANNEXE 1.8)

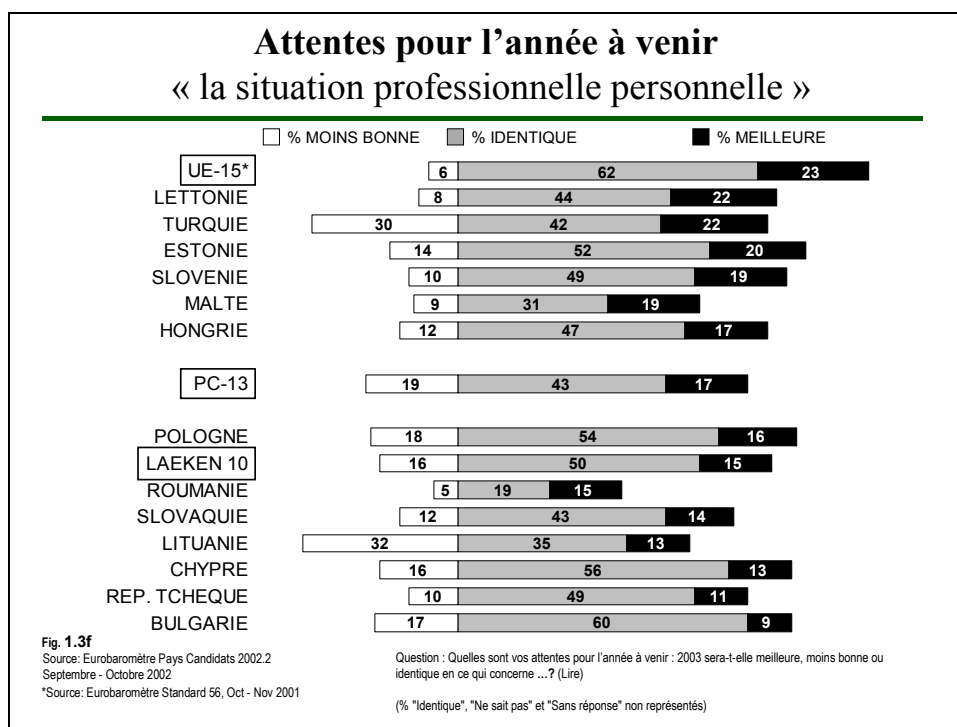


Une comparaison des prévisions pour l'année 2003 avec les prévisions de l'an passé pour 2002 indique que la proportion des personnes optimistes a diminué en Bulgarie (-6) et en République tchèque (-2). L'humeur pessimiste dans ces pays a également augmenté de manière significative (+8 et +9, respectivement). Les opinions prennent un tour plus optimiste dans plusieurs Pays Candidats y compris, en premier chef, la Turquie (optimisme +9, pessimisme -24), suivie par la Slovaquie (+11, -17), l'Estonie (+5, -12) et Malte (+3, -11) ainsi que la Lituanie (+3, -10) et la Roumanie (+6, -5).

## La situation professionnelle personnelle

Lorsque nous les interrogeons sur leur propre situation professionnelle, la plupart des citoyens des Pays Candidats n'attendent aucun changement considérable pour 2003 (43%) et l'humeur générale est plutôt à la neutralité. Au niveau des PC-13, à peu près autant de personnes s'attendent à ce que leur situation professionnelle se dégrade (19%) et qu'elle s'améliore (17%).

Les attentes varient considérablement d'un pays à l'autre. Les Turcs et les Lettons sont les plus susceptibles de penser que leur situation professionnelle personnelle va s'améliorer en 2003 (22%), suivis par les Estoniens (20%), les Maltais et les Slovènes (19% chacun). Les Lituaniens (32%), les Turcs (30%) et les Polonais (18%) sont les plus susceptibles de penser que leur situation professionnelle personnelle sera moins bonne. Dans tous les pays, l'opinion dominante est que les choses resteront identiques (à l'exception de la Roumanie où la plupart des citoyens sont incapables de prédire ce qui va se passer à cet égard). (TABLEAU ANNEXE 1.9)



## 1.4. Confiance envers les institutions

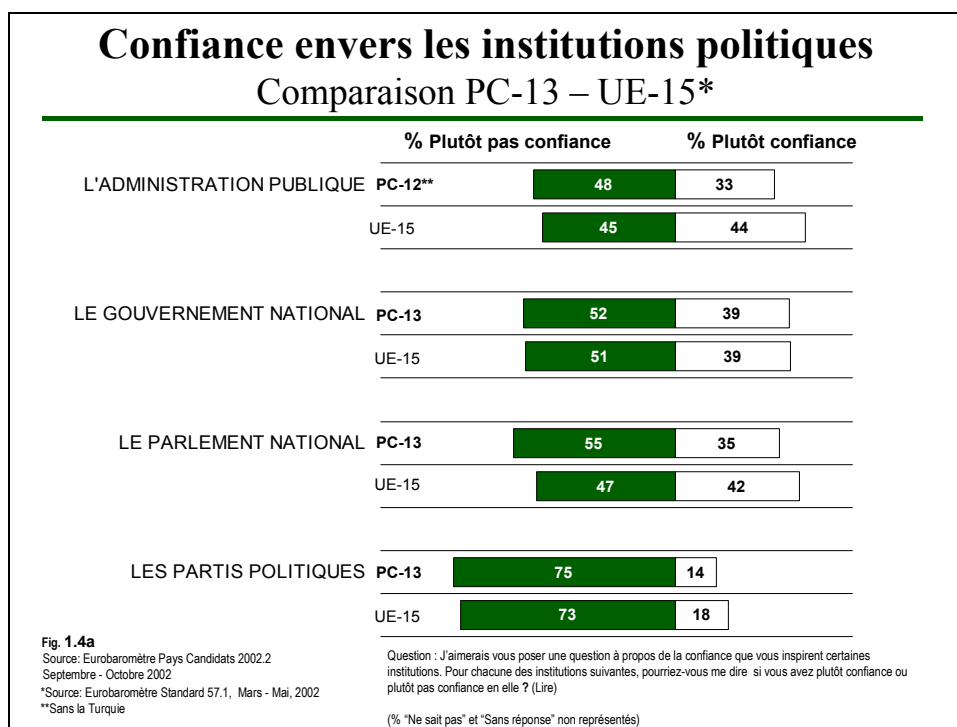
### Confiance envers les institutions politiques

Observons ensuite la confiance envers quatre institutions politiques : les gouvernements nationaux, les parlements nationaux, l'administration publique et les partis politiques. Comme d'autres sondages, l'Eurobaromètre montre que la confiance envers ces institutions est faible dans les Etats membres<sup>8</sup> et qu'elle est encore plus faible dans les Pays Candidats. Les institutions politiques jouissent d'une confiance moyenne de 29% dans les Pays Candidats contre 35% au sein de l'Union.

**Tableau 1.4a Confiance envers les institutions politiques**  
(Niveau de confiance moyen pour quatre institutions)

Pays	%	Pays	%
CHYPRE	52	SLOVÉNIE	27
HONGRIE	45	REP. TCHÈQUE	25
MALTE	41	POLOGNE	24
<b>UE-15</b>	<b>36</b>	LETTONIE	23
ESTONIE	35	SLOVAQUIE	21
<b>PC-12</b>	<b>29</b>	LITUANIE	21
ROUMANIE	29	BULGARIE	19

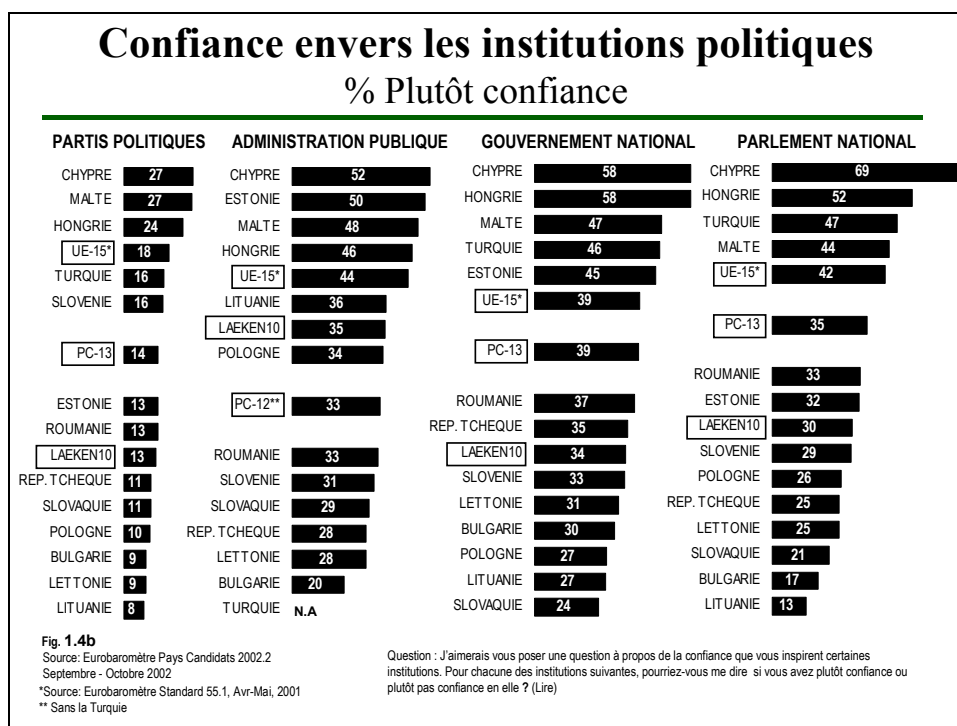
L'institution politique jouissant du niveau de confiance le plus élevé dans la Région Candidate est le gouvernement national (39%), suivi par le Parlement national (35%). Les partis politiques jouissent de 13% seulement de confiance. Tandis que les organes législatifs font l'objet du niveau de confiance le plus élevé des citoyens de l'Union européenne, les branches exécutives jouissent du plus haut niveau de confiance dans la Région Candidate.



<sup>8</sup> EB57, Printemps 2002

Le niveau moyen de confiance envers les institutions politiques va de 19% en Bulgarie à 52% à Chypre. Généralement, les Hongrois, les Maltais et les Chypriotes ont plutôt plus confiance en leurs dirigeants politiques que les autres nations. En Turquie, l'amélioration de la situation économique a engendré une nette augmentation du niveau de confiance vis-à-vis du gouvernement et du Parlement. A présent, la Turquie fait partie des pays qui soutiennent le plus leurs dirigeants politiques. Dans les Pays Candidats, la tendance générale indique que les dirigeants politiques sont mieux considérés que l'administration publique. (TABLEAU ANNEXE 1.10)

Les pays généralement les plus septiques sont la Slovaquie, la Lituanie et la Bulgarie. Le Seim lituanien est le Parlement national jouissant du plus faible niveau de confiance de tous (13%) et les partis politiques lituaniens n'obtiennent la confiance que de 8% de la population. Les Bulgares sont les moins susceptibles de faire confiance à l'administration publique (20%).

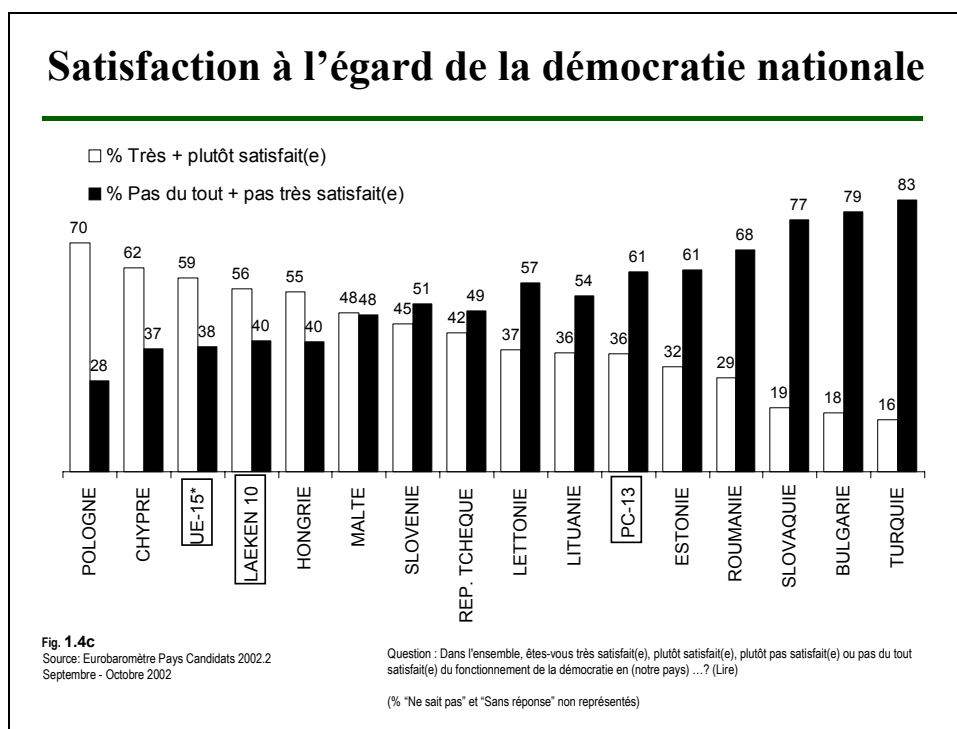


### Satisfaction par rapport au fonctionnement de la démocratie

Plus de la moitié des citoyens du groupe Laeken-10 (56%) mais seulement 35% dans le groupe des PC-13, sont très ou assez satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays. Alors que les différences concernant les institutions politiques ne sont pas particulièrement significatives, dans les Etats membres les niveaux de satisfaction sont généralement plus élevés (59% généralement satisfaits).

La satisfaction atteint son niveau le plus élevé, de loin, en Pologne. Sept Polonais sur 10 (70%) sont satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays. A Chypre (62%) et en Hongrie (55%), la majorité des personnes donnent évaluation positive de la démocratie dans leur pays. A Malte, nous trouvons environ la même proportion de citoyens satisfaits qu'insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays. Dans tous les autres pays, les personnes qui ne sont pas satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays sont plus nombreuses que celles satisfaites, notamment en Turquie (83% insatisfaits), en Bulgarie (79%) et en Slovaquie (77%). (TABLEAU ANNEXE 1.11A)

Les analyses démographiques ne révèlent aucune variation significative entre les différents groupes sociaux. Toutefois, les personnes qui font partie de l'élite sont légèrement plus satisfaites du fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Les cadres (44%), les cols blancs (48%) et les personnes ayant une bonne éducation (46%) sont les plus susceptibles de se sentir satisfaits tandis que les personnes au foyer (20%), les plus jeunes (33%) et les indépendants (32%) sont les groupes présentant les niveaux de satisfaction les plus faibles. Les analyses attitudinales ne montrent aucune différence dans les niveaux de satisfaction entre les personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une bonne chose et celles qui la considèrent comme une mauvaise chose. (TABLEAU ANNEXE 1.11B)



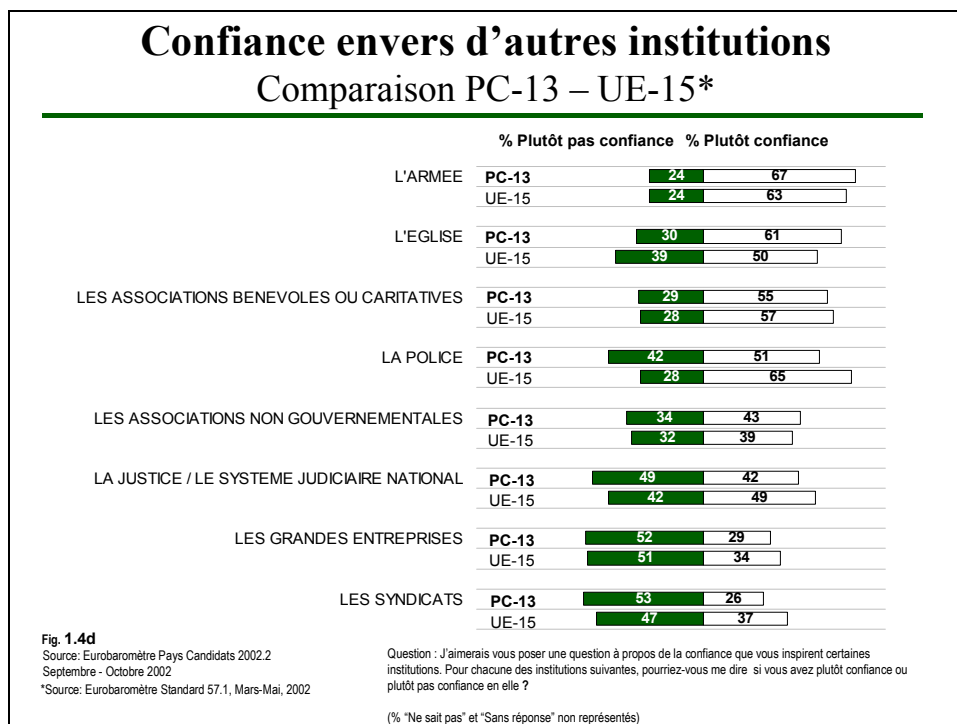
## Confiance envers les institutions sociales

Nous observerons ensuite la confiance envers les institutions suivantes :

- les grandes entreprises
- les associations bénévoles ou caritatives
- la justice / le système judiciaire national
- les associations non-gouvernementales
- l'Armée
- l'Eglise / les associations religieuses
- la police
- les syndicats

Le graphique de la page suivante montre que les citoyens des Pays Candidats font confiance en priorité à l'armée (67%), suivie par l'Eglise (61%). Les personnes vivant dans la Région Candidate ont nettement moins confiance envers la police (51%) que les citoyens européens, pour qui cette institution est la plus digne de confiance de la liste (65%)<sup>9</sup>. Nous pouvons observer un écart similaire mais moins frappant dans le domaine de la justice. Les citoyens des Pays Candidats sont loin d'accorder autant leur confiance que les citoyens de l'UE actuellement. Au sein de l'Union européenne, près de la moitié des citoyens déclarent faire confiance aux systèmes judiciaires de leurs pays mais seulement 42% des personnes ont la même attitude dans la Région Candidate.

Dans les Pays Candidats, moins de la moitié de la population fait plutôt confiance aux ONG (43%) et aux grandes entreprises (29%). Les institutions jouissant du plus faible niveau de confiance dans les 13 pays sont les syndicats (26%), moins crédibles encore que les grandes entreprises.



Le tableau de la page suivante montre les trois autres institutions jouissant du niveau de confiance le plus élevé dans chaque Pays Candidat. L'**Armée** est en tête de liste dans huit des 13 Pays Candidats, elle arrive en seconde position dans trois pays et en troisième position dans un pays. Malte est le seul pays où l'Armée ne fait pas partie des trois premiers choix. L'**Eglise** est en tête de liste dans trois Pays Candidats, arrive en seconde position dans quatre pays et en troisième position dans trois pays. Elle ne fait pas partie des trois premiers choix en Slovaquie, en Hongrie et en République tchèque.

<sup>9</sup> EB57, Printemps 2002

**Les associations caritatives** arrivent en tête de liste en Pologne et à Malte, en seconde position en Hongrie, à Chypre et en Lettonie et en troisième position en République tchèque, en Slovaquie, en Lituanie, en Slovénie, en Turquie et en Estonie. La **Police** fait partie de la liste dans plusieurs pays également, arrive en seconde position en Bulgarie, en République tchèque et en Slovénie et en troisième position en Hongrie, à Malte et en Roumanie. Aucune des autres institutions ne fait partie des trois premiers choix. (VOIR AUSSI TABLEAU ANNEXE 1.10)

**Tableau 1.4b Palmarès des 3 institutions bénéficiant de la plus grande confiance des citoyens (% , par pays)**

<b>Bulgarie</b>		<b>Malte</b>	
Armée	57	Association caritative	89
Police	50	Eglise	74
Eglise	46	Police	71
<b>Chypre</b>		<b>Pologne</b>	
Armée	88%	Association caritative	61
Association caritative	73	Armée	60
Eglise	67	Eglise	57
<b>République tchèque</b>		<b>Roumanie</b>	
Armée	46	Eglise	86
Police	41	Armée	73
Association caritative	40	Police	38
<b>Estonie</b>		<b>Slovaquie</b>	
Armée	60	Armée	56
Eglise	51	Eglise	51
Association caritative	45	Association caritative	50
<b>Hongrie</b>		<b>Slovénie</b>	
Armée	52	Armée	54
Association caritative	51	Police	50
Police	48	Association caritative	37
<b>Lettonie</b>		<b>Turquie</b>	
Eglise	63	Armée	81
Association caritative	45	Eglise	68
Armée	44	Association caritative	67
<b>Lituanie</b>			
Eglise	53		
Armée	39		
Association caritative	34		



Pour la première fois, l'Eurobaromètre a inclus les *Nations Unies* et l'*Union européenne* à la liste des organisations pour lesquelles nous avons mesuré les niveaux de confiance parmi les citoyens de la Région Candidate (nous analyserons dans les détails les niveaux de confiance à l'égard de ces institutions au Chapitre 4.2). Nous procéderons ici à une comparaison de ces deux organisations par rapport aux institutions nationales et l'une par rapport à l'autre.

Comme le montre le Tableau 1.4c ci-dessous, l'Union européenne jouit d'un peu plus de confiance que les Nations Unies au niveau des PC-13, les deux organisations étant respectivement cinquième et sixième. Dans le groupe Laeken-10, les Nations Unies occupent une meilleure position parmi les 10 institutions listées (3.) que l'UE (5.).

Dans sept des 13 Pays Candidats, l'Union européenne (étant mieux classée) atteint un niveau de confiance plus élevé que les Nations Unies. Dans certains pays les niveaux de confiance sont si élevés à l'égard de l'UE que, s'ils sont inclus, elle fait partie des trois premiers choix. Ces pays sont la Hongrie (où l'UE est l'institution jouissant du niveau de confiance le plus élevé parmi les 10 institutions listées - 1), la Bulgarie (2), la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie (3).

<b>Tableau 1.4c Classement de l'Union européenne et des Nations Unies parmi les institutions selon les niveaux de confiance exprimés (classement parmi 10 entrées, par pays)</b>		
	classement de l'UE	classement des NU
<b>PC-13</b>	<b>5.</b>	<b>6.</b>
LAECEN-10	5.	3.
<b>BULGARIE</b>	<b>2.</b>	<b>4.</b>
<b>CHYPRE</b>	<b>6.</b>	<b>8.</b>
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	5.	1.
ESTONIE	8.	3.
<b>HONGRIE</b>	<b>1.</b>	<b>2.</b>
LETONIE	6.	4.
<b>LITUANIE</b>	<b>3.</b>	<b>5.</b>
MALTE	7.	6.
POLOGNE	6.	4.
<b>ROUMANIE</b>	<b>3.</b>	<b>4.</b>
<b>SLOVAQUIE</b>	<b>3.</b>	<b>5.</b>
SLOVÉNIE	4.	3.
<b>TURQUIE</b>	<b>7.</b>	<b>8.</b>

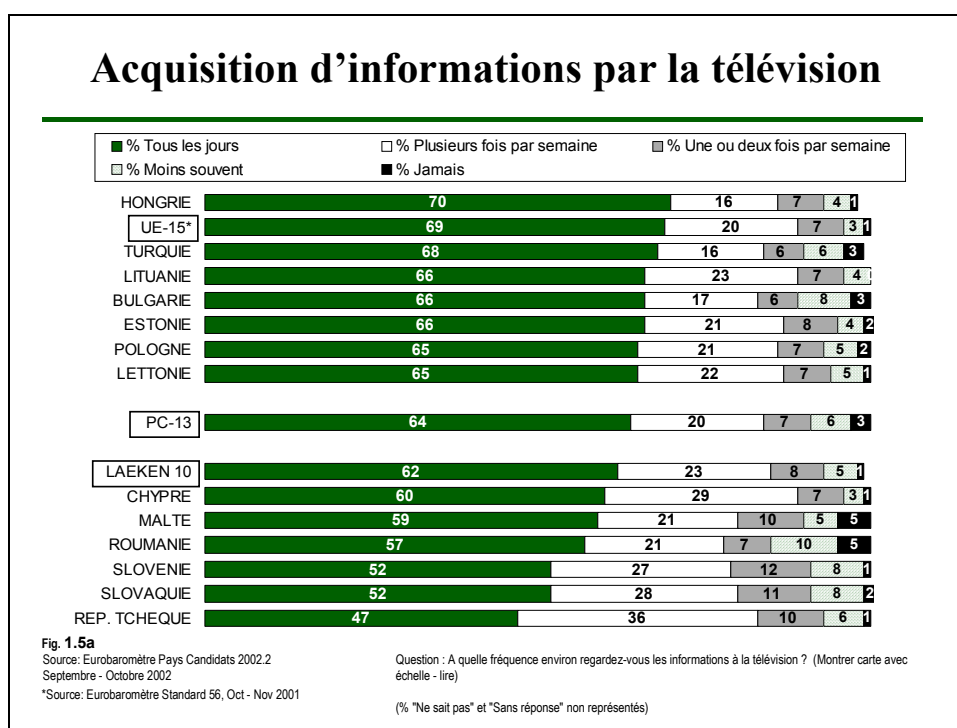
Un autre groupe des Pays Candidats a exprimé des niveaux de confiance plus élevés à l'égard des Nations Unies qu'à l'égard de l'UE. La différence la plus marquée que nous ayons trouvée a été enregistrée en République tchèque où les Nations Unies sont l'institution jouissant du niveau le plus élevé de confiance, alors que l'Union européenne n'arrive qu'en cinquième position. La différence de classement en Estonie est très élevée également (NU : 3. ; UE : 8.). Les autres pays où les citoyens font plus confiance aux Nations Unies qu'à l'Union européenne sont la Lettonie, Malte, la Pologne et la Slovaquie.

## 1.5. Utilisation des médias

Cette section du chapitre analyse à quelle fréquence les citoyens des Pays Candidats regardent les informations à la télévision, lisent les nouvelles dans les journaux quotidiens et écoutent les informations à la radio. Après avoir indiqué combien de personnes ont confiance envers les médias dans les Pays Candidats, elle montre également dans quelle mesure les citoyens ont accès aux technologies modernes de l'information.

### Acquisition d'informations par la télévision

Comme le montre le *graphique 1.5a*, 64% des répondants regardent les programmes d'information à la télévision tous les jours et 20% les regardent plusieurs fois par semaine. Les Tchèques (47%), les Slovaques et les Slovènes (52% chacun) sont les moins susceptibles et les Hongrois sont les plus susceptibles (70%) de regarder les informations tous les jours. (TABLEAU ANNEXE 1.12)



### Acquisition d'informations par les journaux quotidiens

Contrairement à l'UE, où au total 6 répondants sur 10 lisent les nouvelles dans la presse quotidienne tous les jours (40%) ou plusieurs fois par semaine (19%), les citoyens des Pays Candidats utilisent cette source d'information bien moins souvent. Dans les Pays Candidats, 23% seulement des personnes lisent les nouvelles tous les jours tandis que 18% supplémentaires utilisent cette source d'information plusieurs fois par semaine. Ce pourrait être le résultat du pouvoir d'achat plus faible de la région mais le mauvais classement de Chypre et de la Pologne donne à penser que les facteurs culturels jouent également un rôle.

Les Slovènes, les Estoniens et les Hongrois sont les utilisateurs les plus fréquents des journaux quotidiens s'ils recherchent des informations tandis que moins d'un Roumain et Polonais sur cinq lit les journaux tous les jours. (TABLEAU ANNEXE 1.13)

## Acquisition d'informations par les journaux quotidiens

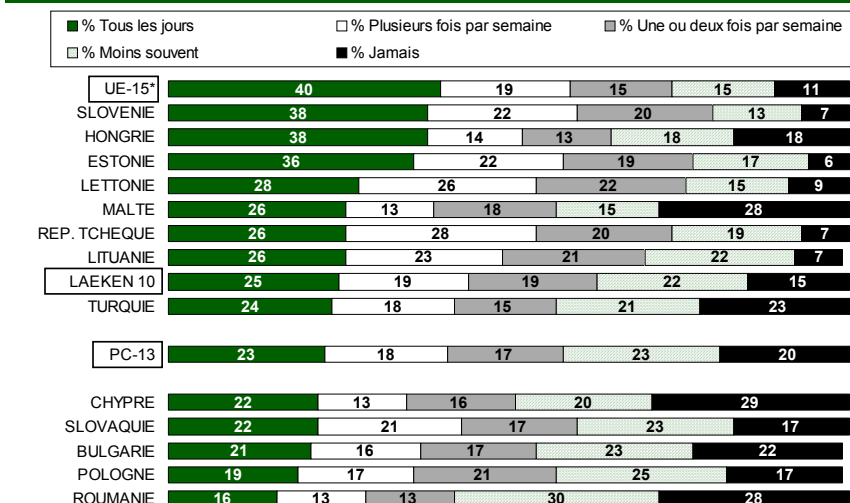


Fig. 1.5b

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre - Octobre 2002

\*Source: Eurobaromètre Standard 56, Oct - Nov 2001

Question : A quelle fréquence environ ... lisez-vous les informations dans les journaux quotidiens? (Montrer carte avec échelle - lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Acquisition d'informations par la radio

Presque autant de répondants dans les Pays Candidats que dans l'UE écoutent les informations à la radio soit tous les jours (33% dans les PC-13 et 38% dans la région UE-15), soit plusieurs fois par semaine (15% et 18%, respectivement). La radio joue un rôle important dans l'acquisition quotidienne d'informations pour les Estoniens (56%) et les Hongrois (54%) alors qu'en Turquie moins d'1 personne sur 5 écoute les informations à la radio tous les jours (17%). (TABLEAU ANNEXE 14)

## Acquisition d'informations par la radio

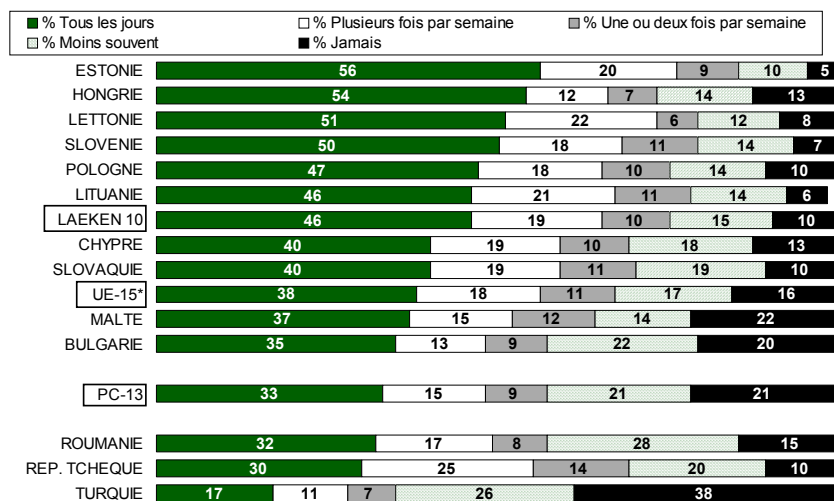


Fig. 1.5c

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre - Octobre 2002

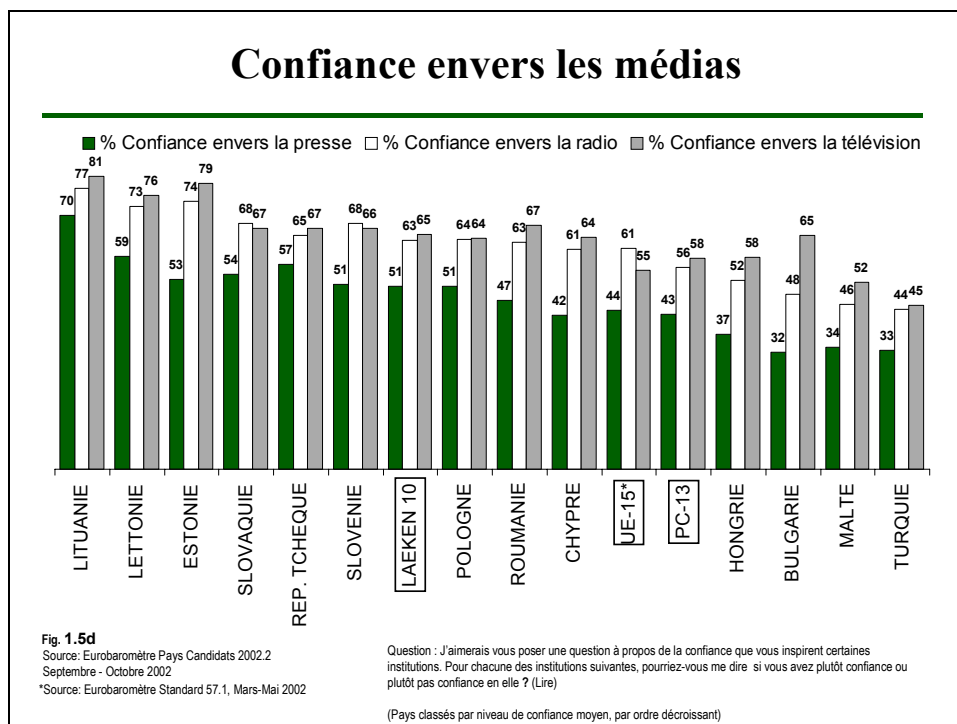
\*Source: Eurobaromètre Standard 56, Oct - Nov 2001

Question : A quelle fréquence environ ... écoutez-vous les informations à la radio ? (Montrer carte avec échelle - lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Confiance envers les médias

L'Eurobaromètre a également mesuré le niveau de confiance envers la presse écrite et les médias électroniques. Les niveaux de confiance envers les médias sont similaires dans la Région Candidate et dans l'Union européenne<sup>10</sup>. La télévision demeure la source d'information jouissant du niveau de confiance le plus élevé dans les Pays Candidats, 58% des répondants déclarent avoir plutôt confiance envers la télévision (UE15 : 55%), 56% déclarent avoir plutôt confiance envers la radio (UE15 : 61%) et 43% envers la presse (UE15 : 44%).



Les analyses par pays montrent que tous les pays suivent le même schéma mais les niveaux réels de confiance varient considérablement. La confiance envers la **radio** atteint son niveau le plus élevé en Lituanie (77%), en Estonie (74%) et en Lettonie (73%) et son niveau le plus faible en Turquie (44%), à Malte (46%) et en Bulgarie (48%).

La confiance envers la **télévision** atteint son niveau le plus élevé dans les trois Etats baltes : la Lituanie (81%), l'Estonie (79%) et la Lettonie (76%) et son niveau le plus faible en Turquie (45%) et à Malte (52%).

La confiance envers la **presse** atteint son niveau le plus élevé en Lituanie (71%), en République tchèque (61%) et en Estonie (57%) et son niveau le plus faible en Turquie (26%) où la confiance envers les trois médias est peu répandue. (TABLEAU ANNEXE 1.15)

Par rapport à l'automne 2001, les résultats indiquent que la confiance envers les médias électroniques a chuté (TV : -8, Radio : -5) et que la confiance envers la presse n'a pas changé de manière significative au niveau des PC-13 (+1).

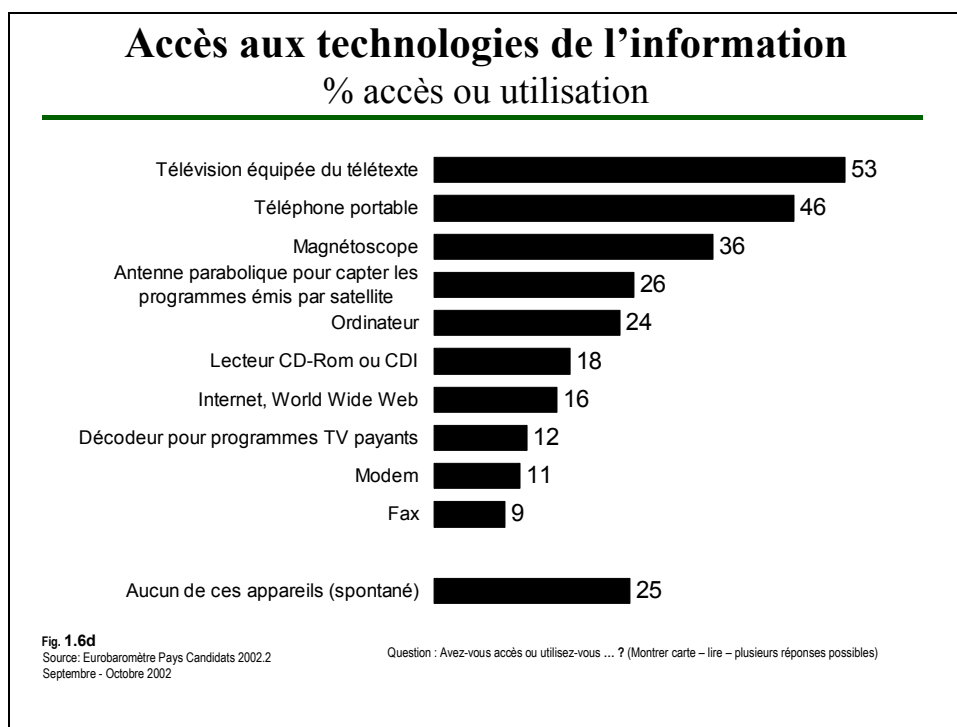
<sup>10</sup> EB57, Printemps 2002

## 1.6. Accès aux technologies modernes de l'information

Le sondage examine également dans quelle mesure les personnes ont accès aux technologies de l'information. Dans les Pays Candidats, le niveau d'accès le plus répandu est celui aux moyens d'information traditionnels comme la télévision équipée du télétexte (53%) et les magnétoscopes (36%) mais les téléphones portables sont de plus en plus utilisés pour les services d'information et sont accessibles à une grande part des citoyens également (46%). (TABLEAU ANNEXE 1.16)

Un répondant sur quatre a déclaré n'utiliser ou n'avoir accès à aucune des technologies d'information listées dans le sondage (25%).

Depuis l'automne 2001, nous ne notons aucun changement significatif de ces chiffres dans les Pays Candidats.

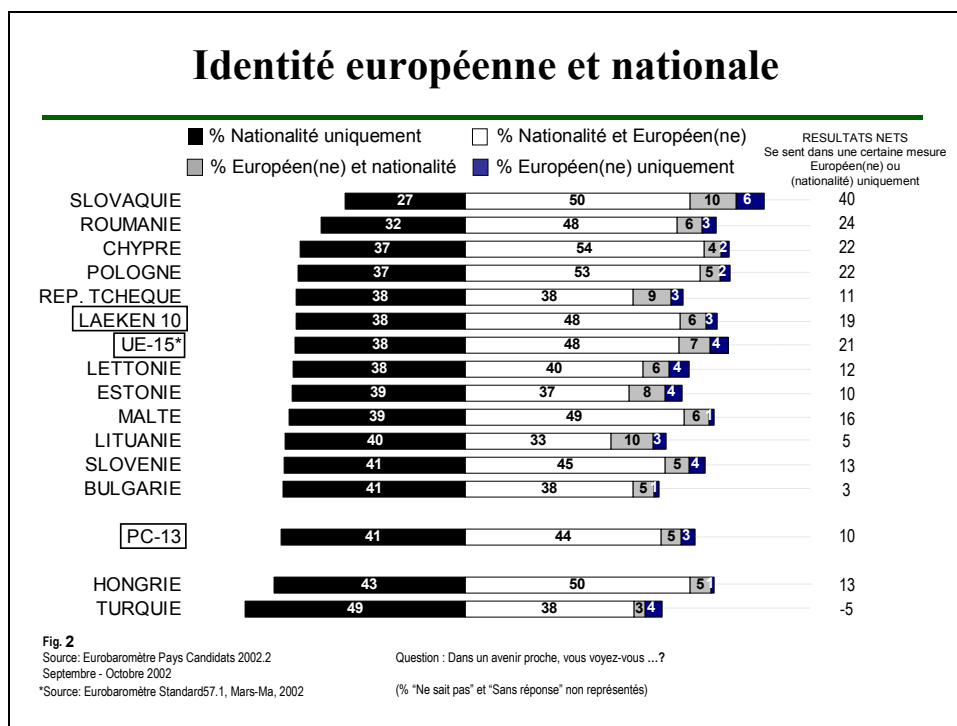


## 2. Attachement à la nationalité et identification à l'Europe

Lorsque nous leur demandons comment ils se voient dans un avenir proche, les personnes qui déclarent se sentir européennes sont majoritaires dans 9 des 15 Etats membres<sup>11</sup>. L'Eurobaromètre Pays Candidats a révélé que la Turquie est le seul pays où la majorité des personnes continue à utiliser l'identité nationale comme principale source d'auto-définition dans une large mesure, en opposition à l'idée d'être attaché à l'Europe.

Dans les autres pays, les personnes qui se considèrent comme Européennes dans une certaine mesure sont plus nombreuses que celles qui s'attendent à continuer à s'identifier à leur nationalité uniquement, bien que (comme dans les Etats membres) très peu de personnes se considèrent comme Européennes exclusivement (de 1% à Malte, en Bulgarie et en Hongrie, à 6% en Slovaquie).

60% des citoyens de l'UE associent leur identité dans une certaine mesure au fait d'être Européen. Seuls 52% partagent cette opinion dans les Pays Candidats. Dans 6 pays parmi les Etats membres actuels et les Pays Candidats, l'attachement national détermine exclusivement l'identité de la majorité de la population. Cinq d'entre eux sont actuellement membres de l'Union européenne. Dans la Région Candidate, la Turquie était le seul pays où près de 50% des répondants nous ont déclaré qu'ils se sentiraient 'Turcs uniquement' dans un proche avenir. (TABLEAU ANNEXE 2.1A)



Nous constatons que les Slovaques sont les plus susceptibles de se sentir Européens uniquement (6%), suivis par les Lettons, les Estoniens, les Slovènes et les Turcs (4% chacun). Dans tous les autres pays, 3% ou moins de la population partage cette opinion. Si nous incluons les personnes qui se sentent un peu Européennes, la Slovaquie arrive en tête de liste avec 67%, suivie par la Pologne et Chypre (59% chacun). Les quatre autres pays où les personnes qui se sentent (dans une certaine mesure) Européennes sont majoritaires sont la Roumanie, Malte, la Hongrie (56% chacun) et la Sloveenie (54%). Comme mentionné auparavant, en Turquie (49%) l'identité nationale est clairement le sentiment dominant.

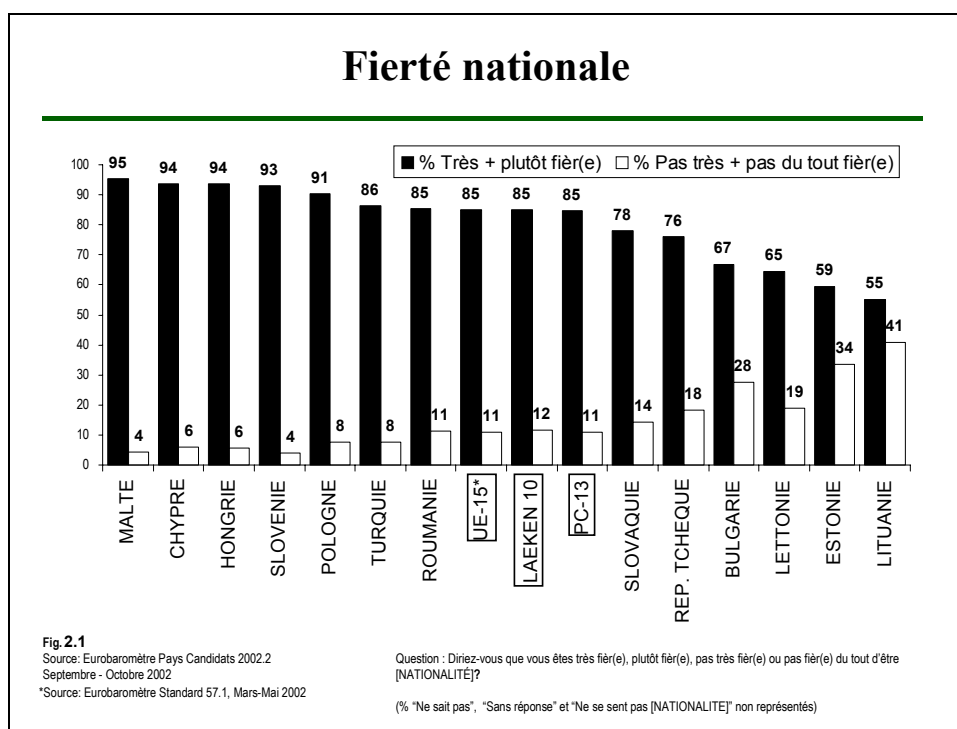
<sup>11</sup> EB54.1, Hiver 2000, Chapitre 2.2

Les analyses démographiques montrent que les cadres (71%), les étudiants (70%) et les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 20 ans ou plus (68%) sont les plus susceptibles de se sentir Européens dans une certaine mesure. 54% des hommes et 49% des femmes partagent cette opinion. Les personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 15 ans (52%), les indépendants (51%), les personnes de plus de 55 ans et les personnes au foyer (49% chacun) sont les plus susceptibles de s'identifier à leur propre nationalité.

L'analyse attitudinale montre que 64% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne comme une bonne chose se sentent Européennes dans une certaine mesure (comme 18% des personnes ayant répondu que l'adhésion de leur pays sera une mauvaise chose). A l'extrême inverse, nous constatons que 72% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose s'identifient à leur propre nationalité. (TABLEAU ANNEXE 2.1B)

## 2.1. Fierté nationale

Le graphique suivant montre que le degré de fierté à l'égard de la nationalité varie énormément d'un pays à l'autre. En moyenne, les niveaux de fierté nationale dans les Etats membres (83%) et dans les Pays Candidats (85%) sont très similaires. Les Maltais sont les plus susceptibles de se sentir fiers (95%) et les niveaux de fierté nationale sont également élevés à Chypre, en Hongrie (94% chacun) et en Slovénie (93%), tandis que les personnes de la région balte sont les moins susceptibles de partager cette opinion. (TABLEAU ANNEXE 2.2A)

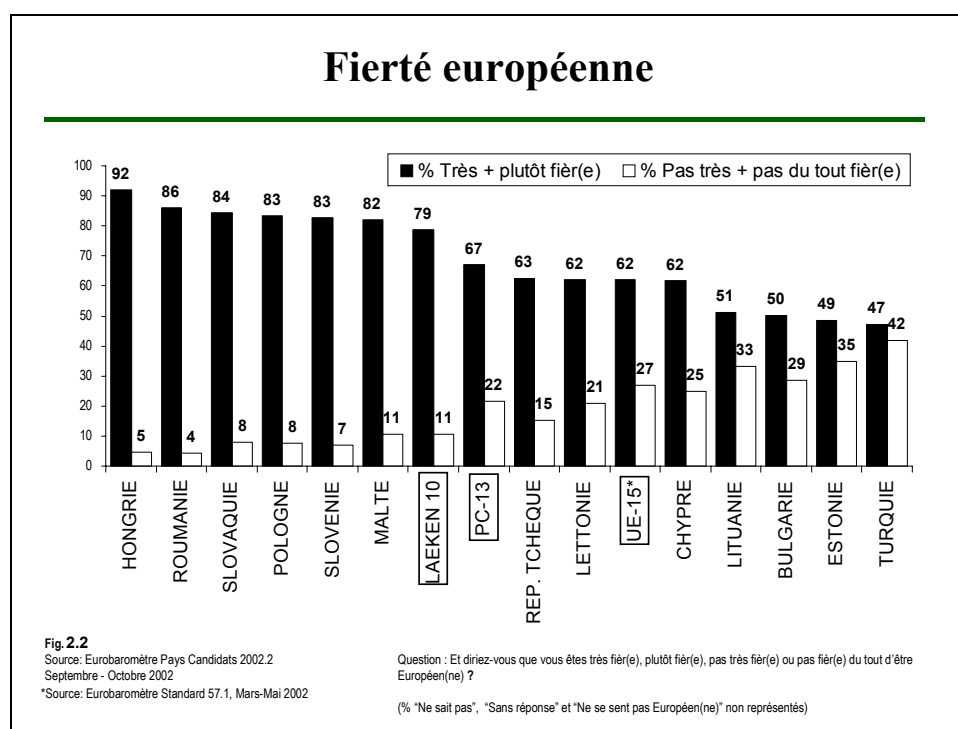


## 2.2. Fierté européenne

Lorsque nous demandons aux répondants dans quelle mesure ils sont fiers d'être Européens, les niveaux de fierté<sup>12</sup> varient énormément dans la Région Candidate (67%) mais ils sont, en moyenne, légèrement plus élevés que dans les Etats membres (62%). Les personnes qui sont fières d'être européennes sont principalement présentes en Hongrie (92%), suivie par la Roumanie (86%), la Slovaquie (84%), la Pologne, la Slovénie (83% chacun) et Malte (82%). Les niveaux de fierté sont au plus bas en Turquie (47%) mais un peu plus élevés que lors de la précédente vague (41%), en Estonie (49%) et en Bulgarie (50%). Cependant, dans tous les pays les personnes qui se sentent fières d'être européennes sont plus nombreuses que les personnes qui ne se sentent pas fières. (TABLEAU ANNEXE 2.3A)

Les analyses démographiques montrent des différences significatives parmi toutes les variables démographiques. 68% des hommes et 66% des femmes sont fiers d'être européens et 23% des hommes et 20% des femmes ne le sont pas.

L'éducation est un important facteur déterminant de la fierté d'être européen. 79% des personnes ayant poursuivi leurs études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus se sentent fières d'être européennes, suivies par 75% des personnes qui étudient encore et 74% des personnes qui ont fait des études jusqu'à 16 à 19 ans. Les personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 15 ans sont, à 55%, le groupe éducationnel le moins susceptible de se sentir fier. Parmi les différents groupes occupationnels, nous constatons que les cadres sont les plus susceptibles de se sentir fiers (78%). Les indépendants (59%) et les personnes au foyer (50%) sont les moins susceptibles de se sentir fiers. Toutefois, les niveaux de fierté ne descendent en dessous de 50% dans aucun groupe. (TABLEAU ANNEXE 2.3B)



Nous serions tentés de penser que des niveaux élevés de fierté nationale 'empêcheraient' des niveaux élevés de fierté européenne, comme si ces sentiments s'excluaient mutuellement. En fait, l'Eurobaromètre Pays Candidats a constaté une forte corrélation positive, statistiquement significative entre les deux sentiments. En d'autres termes, un niveau élevé de fierté nationale rend l'individu plus susceptible de se sentir fier d'être européen également<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> Somme des pourcentages des personnes ayant répondu être très et assez fières d'être européennes.

<sup>13</sup> Corrélation de Pearson : 0.501, la corrélation est significative au niveau 0.01 (2 pans) et le Coefficient d'association gamma entre les deux variables ordinales est : 0.399, significative au niveau 0.000.



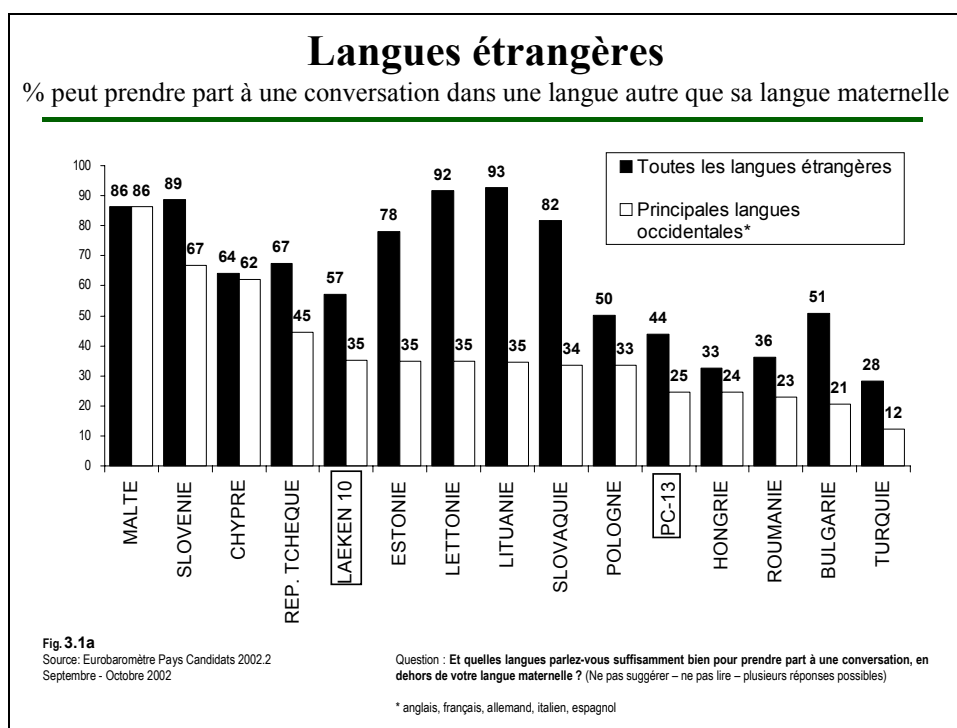
### 3. Contact avec d'autres pays, cultures

#### 3.1. Langues

##### Connaissance de langues étrangères

Près de la moitié de la population de la Région Candidate est capable de tenir une conversation dans une langue autre que leur langue maternelle (44%), ce qui est inférieur au pourcentage d'octobre 2001 (48%) mais marginalement supérieur à ce que l'Eurobaromètre a constaté dans les Etats membres<sup>14</sup> (47%). Toutefois, nous notons une différence significative dans la composition des langues étrangères connues dans les Pays Candidats.

Deux facteurs expliquent le niveau élevé de bilinguisme ou de plurilinguisme. D'une part, plusieurs nations de cette région parlent une langue slave et ces personnes peuvent converser dans une certaine mesure avec d'autres peuples slaves sans trop de difficulté (Slovènes, Slovaques, Tchèques, Polonais et Bulgares). D'autre part, certains de ces pays comptent d'importantes minorités ethniques qui parlent la langue officielle de leur pays en "seconde langue".



Ces jeunes pays où, jusqu'à récemment, la langue officielle était différente de celle parlée actuellement, arrivent en tête du palmarès des langues étrangères. L'exception est Malte où l'anglais a été la langue officielle avec le maltais depuis un moment. Au sommet du classement des pourcentages de personnes pouvant participer à une conversation dans une langue étrangère nous trouvons les citoyens de Lituanie, un pays de l'ex-Union soviétique comptant une importante minorité russe (93%), suivis de la Lettonie avec des caractéristiques similaires (92%) et la Slovénie qui s'est séparée de la Yougoslavie il y a 10 ans environ (89%). En bas du classement, nous trouvons les pays dont la langue natale n'a aucune correspondance linguistique dans la région : la Turquie et le turc (seuls 28% des répondants peuvent participer à une conversation dans une langue étrangère), les personnes parlant finno-ougrien en Hongrie (33%) et la Roumanie et sa langue latine (36%).

Il est peut-être plus instructif de considérer dans quelle mesure les personnes vivant dans les Pays Candidats connaissent les principales langues d'Europe de l'Ouest. D'une manière générale, 25% des citoyens des Pays Candidats sont capables de tenir une conversation en anglais, en allemand, en français, en italien ou en espagnol.

<sup>14</sup> EB55.1, Printemps 2001, Chapitre 5.2

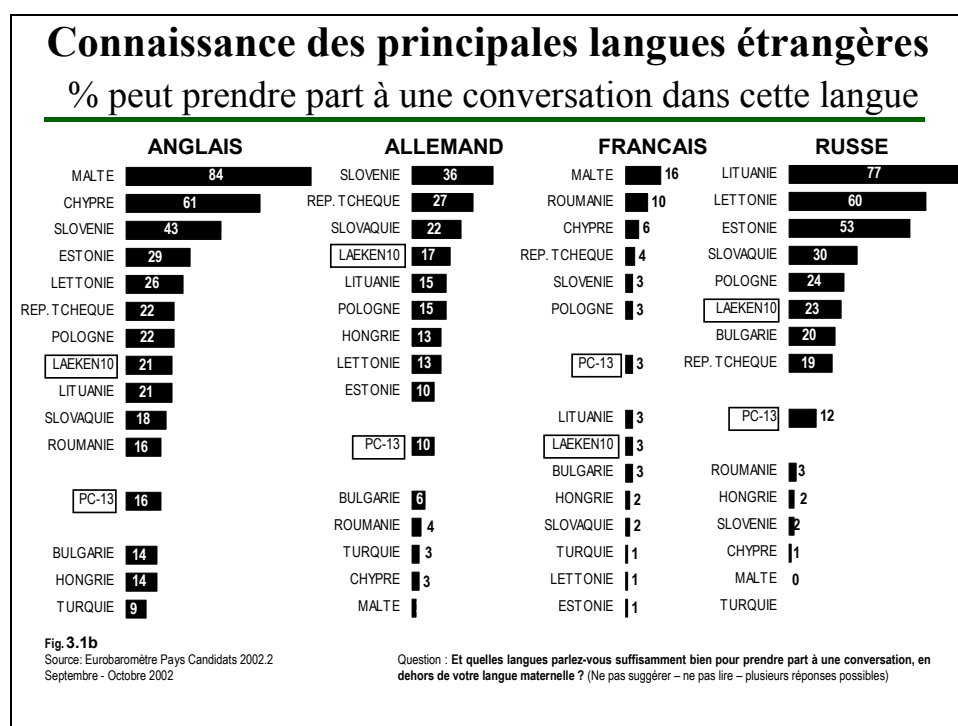
86% de la population âgée de 15 ans ou plus à Malte peut converser dans l'une des langues d'Europe de l'Ouest. La Slovénie a la seconde proportion la plus élevée de personnes parlant une langue d'Europe de l'Ouest (67% des adultes et des adolescents déclarent pouvoir converser dans l'une au moins des cinq principales langues d'Europe de l'Ouest). Chypre (62%) et la République tchèque (45%) suivent. D'un autre côté, les Turcs sont les moins susceptibles de parler l'une des principales langues d'Europe de l'Ouest (12%), suivis par les Bulgares (21%), les Roumains (23%) et les Hongrois parmi lesquels seule 1 personne sur 4 parle anglais, allemand, français, espagnol ou italien.

En moyenne, parmi les citoyens de la Région Candidate, 16% peuvent prendre part à une conversation en anglais, 1 personne sur 10 parle allemand, 3% parlent français et 12% parlent russe. En ce qui concerne la connaissance de l'**anglais**, Malte occupe évidemment la première position avec 84%, suivie par Chypre (61%) et la Slovénie (43%). Relativement peu de personnes parlent anglais en Turquie (9%), en Hongrie et en Bulgarie (14% chacun).

La connaissance de l'**allemand** atteint son niveau le plus élevé en Slovénie, 36% des Slovènes parlant allemand suffisamment bien pour prendre part à une conversation. La République tchèque arrive en seconde position (27%) et la Slovaquie en troisième position (22%). D'un autre côté, il est très difficile d'utiliser l'allemand à Malte (2%), à Chypre ou en Turquie où 2-3% de la population parle cette langue.

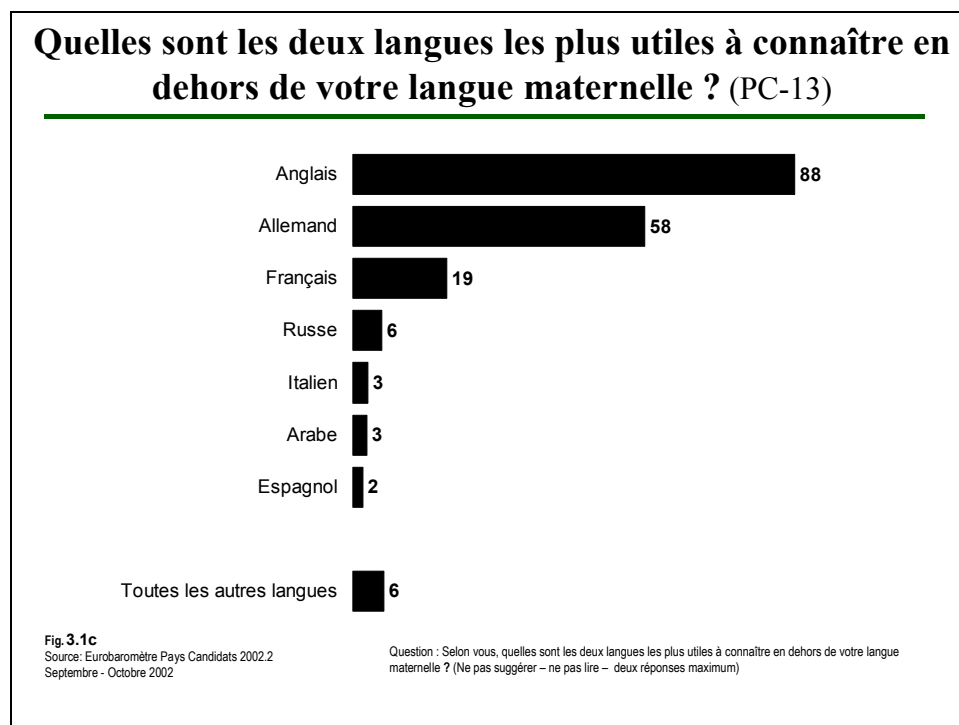
**Le français** est la langue la moins populaire parmi ces quatre langues dans les Pays Candidats. Les Maltais sont les plus susceptibles de comprendre le français, 16% de la population parlant cette langue, suivis par les Roumains (10%). 6% des Chypriotes et 4% des Tchèques parlent français. En Estonie, en Lettonie et en Turquie seuls 1% des répondants ont déclaré être capables de suivre une conversation de base dans cette langue.

Toutefois, les personnes parlant **russe** ont de bien meilleures chances de se faire comprendre dans la majorité des Pays Candidats. Même dans le groupe Laeken-10, les connaissances du russe (23%) sont marginalement plus élevées que l'anglais (21%). La moyenne régionale des connaissances du russe n'est cependant pas très élevée car dans les deux pays les plus grands il n'y a pas ou très peu de personnes parlant russe (Turquie et Roumanie) mais dans 7 des 13 pays sondés nous avons constaté qu'au moins 1 personne sur 5 comprend le russe. Dans les Etats baltes notamment, un très grand nombre de personnes parlent russe, la Lituanie étant la première sur la liste (77%), suivie par la Lettonie (60%) et l'Estonie (53%). (TABLEAU ANNEXE 3.1)



### Quelles langues étrangères sont les plus utiles à connaître ?

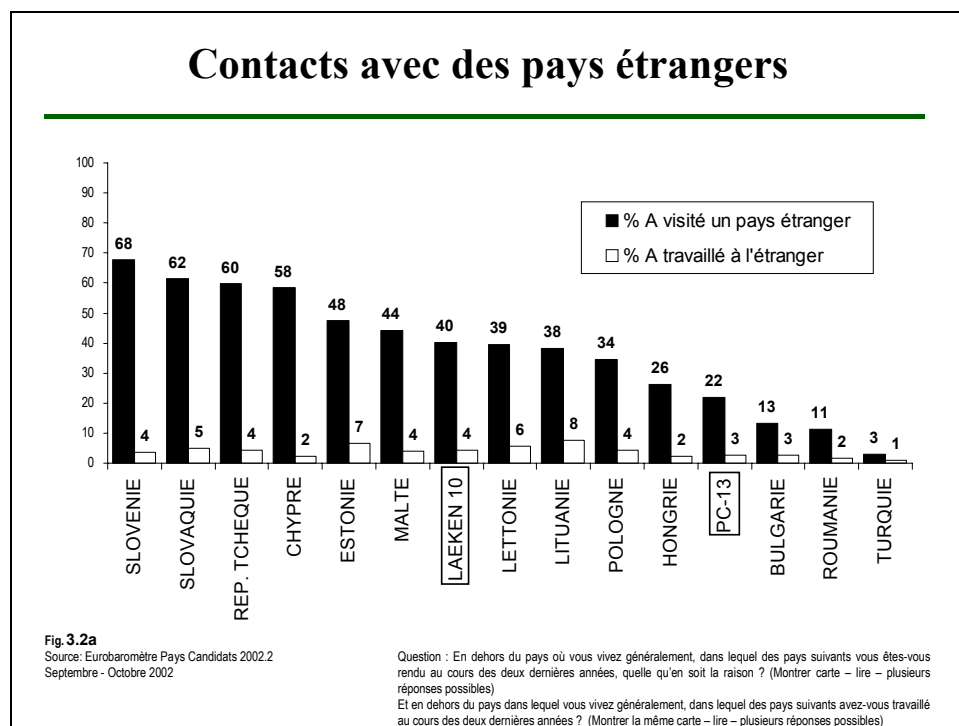
Nous avons déjà noté que l'anglais est la langue étrangère la plus largement parlée. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'elle est également largement considérée comme la langue la plus utile à connaître en plus de la langue maternelle. 88% des répondants ont choisi l'anglais comme étant l'une des deux langues les plus utiles. Cependant, le russe, qui est presque aussi répandu que l'anglais, n'est mentionné que par 6% comme l'une des langues étrangères les plus importantes. 58% ont sélectionné l'allemand tandis que 19% préféreraient le français. L'Eurobaromètre Pays Candidats a révélé que 3% des répondants interrogés ont mentionné l'arabe comme étant l'une des deux langues les plus utiles à connaître, suivi par l'italien (3%) et devant l'espagnol (2%). (TABLEAU ANNEXE 3.2)



### 3.2. Contacts avec l'étranger

Alors qu'un citoyen sur cinq vivant dans les Pays Candidats a visité au moins un pays étranger au cours des deux dernières années (22%), l'Eurobaromètre Pays Candidats a révélé que très peu de répondants avaient déjà travaillé dans un autre pays (3%). Si nous examinons les visites dans d'autres pays, nous constatons d'importantes variations parmi les pays sondés. D'un autre côté, nous constatons beaucoup de variation dans les modèles d'expériences professionnelles passées dans des pays étrangers : le taux des personnes ayant travaillé récemment à l'étranger va de 1% à 8%. Les pourcentages les plus élevés ont été enregistrés en Lituanie (8%), suivie par l'Estonie (7%), la Lettonie (6%) et la Slovaquie (5%). D'un autre côté, 1% seulement des Turcs et 2% des Roumains, des Hongrois et des Chypriotes nous ont déclaré avoir travaillé à l'étranger. En Slovénie, en République tchèque, à Malte et en Pologne ce chiffre s'élevait à 4% et à 3% en Bulgarie.

Si nous examinons les visites dans d'autres pays, les taux vont de 3% en Turquie à 68% en Slovénie. Les Slovènes, suivis par les Slovaques (62%) et les Tchèques (60%), sont les plus susceptibles d'avoir visité un pays étranger au cours des deux dernières années. Les Bulgares (13%) et les Roumains (11%) ne sont pas très susceptibles de voyager à l'étranger, bien que dans une moindre mesure que les Turcs. (TABLEAU ANNEXE 3.3)



Il est plus probable que les personnes ayant travaillé à l'étranger aient travaillé dans l'Union européenne que dans un autre Pays Candidat. 4% des Polonais, des Estoniens, des Lituaniens, des Maltais et des Tchèques avaient travaillé dans l'un des Etats membres de l'Union européenne au cours des deux dernières années.

**Tableau 3.2 Expérience professionnelle à l'étranger**

	% ayant travaillé dans l'UE	% ayant travaillé dans un autre Pays Candidat		% ayant travaillé dans l'UE	% ayant travaillé dans un autre Pays Candidat
LITUANIE	4	1	SLOVAQUIE	2	3
POLOGNE	4	0	BULGARIE	2	0
ESTONIE	4	1	<b>PC-13</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
MALTE	4	0	CHYPRE	2	0
REP. TCHÈQUE	4	1	HONGRIE	2	0
LETTONIE	3	1	ROUMANIE	1	0
SLOVÉNIE	3	1	TURQUIE	1	0

Si nous examinons les visites à l'étranger dans la même décomposition, nous constatons que certains pays sont nettement plus susceptibles d'envoyer des visiteurs dans les Etats membres que dans d'autres pays.

La Slovénie arrive en tête du classement des visites à l'UE : 65% des adolescents et adultes slovènes ont visité l'Union européenne au cours des deux dernières années. Les Chypriotes (57%) et les Tchèques (48%) sont également plus susceptibles d'avoir voyagé dans l'UE dernièrement. D'un autre côté, les Slovaques, souvent visités, sont plus susceptibles de s'être rendus dans un autre Pays Candidat que dans l'Union européenne (52% ont visité un autre PC mais 31% seulement l'UE). De même, dans deux des Etats baltes, les voyageurs étaient plus susceptibles d'avoir visité des pays de la Région Candidate que de l'UE (Lituanie : 33% PC contre 18% UE ; Lettonie : 35% PC contre 16% UE). Les Maltais et les Chypriotes voyagent également relativement fréquemment mais ils voyagent principalement vers l'UE (57% et 41% respectivement) et visitent rarement un autre Pays Candidat (7%, - 7%). (TABLEAU ANNEXE 3.4)

## Visites à des pays étrangers

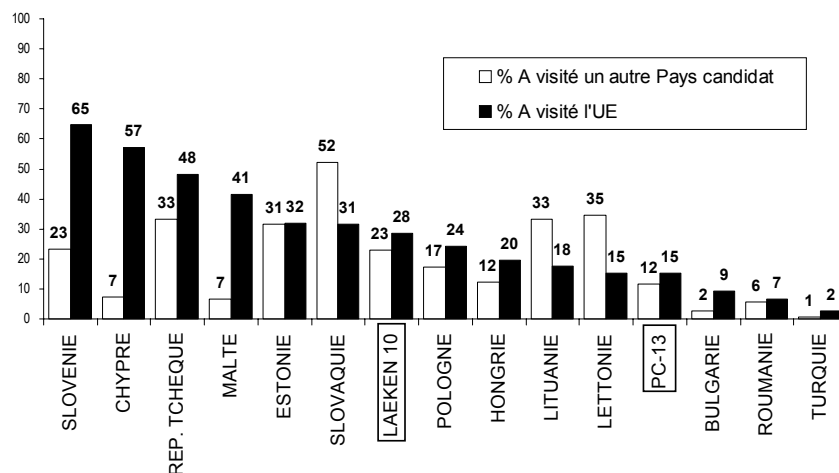


Fig. 3.2b

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre - Octobre 2002

Question : En dehors du pays où vous vivez généralement, dans lequel des pays suivants vous êtes-vous rendu au cours des deux dernières années, quelle qu'en soit la raison ? (Montrer carte - lire - plusieurs réponses possibles)

Parmi les personnes ayant visité un pays de l'UE au cours des deux dernières années, l'Allemagne était la destination la plus courante : 8%, soit la moitié des personnes ayant visité un pays de l'UE au cours des deux dernières années, ont visité l'Allemagne (également). Viennent ensuite l'Autriche (4%) et l'Italie (4%). Le Portugal, l'Irlande, le Luxembourg, la Finlande et la Suède sont les destinations les moins populaires : chacun de ces pays a reçu la visite de moins de 1% des répondants au cours des deux dernières années.

## Visites dans l'Union européenne

### % a visité ce pays (PC-13)

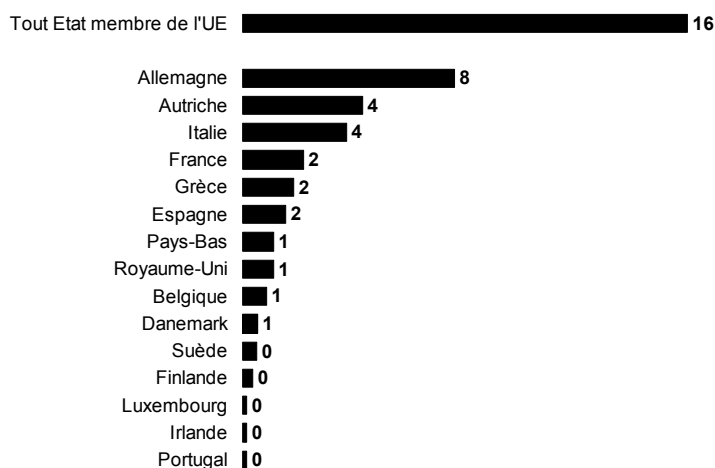


Fig. 3.2c

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre - Octobre 2002

Question : En dehors du pays où vous vivez généralement, dans lequel des pays suivants vous êtes-vous rendu au cours des deux dernières années, quelle qu'en soit la raison ? (Montrer carte - lire - plusieurs réponses possibles)

### 3.3. Tolérance à l'égard des autres

#### Les personnes de race, de nationalité ou de religion différentes sont-elles dérangeantes ?

L'un des développements les plus importants de la construction européenne est la capacité accrue de personnes appartenant à différentes cultures, religions ou races à voyager hors des frontières nationales et à changer de résidence au sein de l'Union européenne. Beaucoup de citoyens considèrent ce développement comme un progrès important mais d'autres considèrent ses effets comme dangereux ou simplement inconfortables. L'Eurobaromètre Pays Candidats a examiné dans quelle mesure les citoyens tolèrent la coexistence de personnes appartenant à d'autres races, nationalités ou religions.

Pour ce faire, nous avons demandé à nos répondants :

*Certaines personnes sont gênées par les opinions, les habitudes et la façon d'être des gens différents d'eux-mêmes.*

- a) *Vous, personnellement, dans votre vie de tous les jours, trouvez-vous gênante la présence de personnes d'une autre nationalité ?*
- b) *Et trouvez-vous gênante la présence de personnes d'une autre race ?*
- c) *Et trouvez-vous gênante la présence de personnes d'une autre religion ?*

Naturellement, notre culture ne favorise pas l'expression d'opinions xénophobes et intolérantes. Par conséquent, nous ne pouvons pas croire que nous capturons la véritable mesure de l'intolérance raciale, nationale et religieuse dans les sociétés des Pays Candidats. Cependant, si nous comparons les résultats des trois groupes et de chacun des pays, nous obtenons une mesure comparative qui classe les nations selon leur niveau de tolérance.

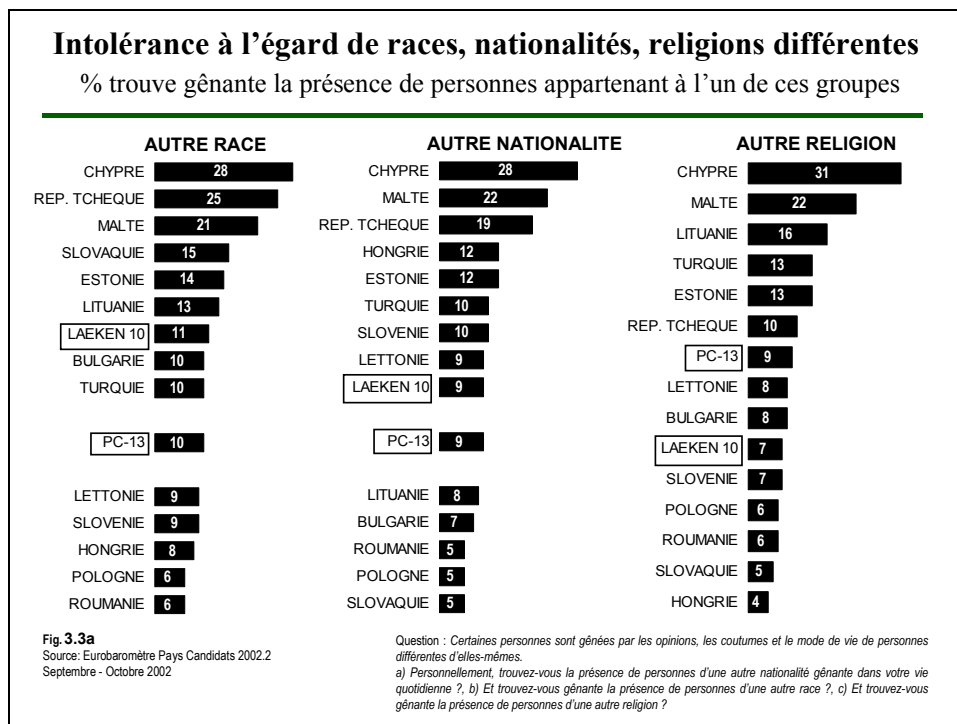
**Tableau 3.3 Niveaux d'intolérance dans la Région Candidate**  
(moyenne des personnes gênées par les autres races, nations, religions, nationalités)

PAYS	%	PAYS	%
CHYPRE	29	LETTONIE	9
MALTE	21	BULGARIE	8
REP. TCHÈQUE	18	SLOVÉNIE	8
ESTONIE	13	HONGRIE	8
LITUANIE	12	SLOVAQUIE	8
TURQUIE	11	POLOGNE	6
<b>PC 13</b>	<b>9</b>	ROUMANIE	6

Nous constatons que nos répondants chypriotes sont les plus susceptibles d'exprimer leur inconfort à l'égard de personnes appartenant à d'autres cultures ou races, suivis par les Maltais et les Tchèques. D'un autre côté, les Roumains, les Polonais et les Slovaques sont soit plus tolérants, soit les tabous concernant cette question sont plus forts que dans les autres Pays Candidats. (TABLEAU ANNEXE 3.5A)

Nous ne notons aucune différence significative dans les niveaux d'intolérance selon le groupe visé. Dans les trois groupes, environ la même proportion de personnes (9-10% au niveau PC-13) exprime des attitudes intolérantes. C'est vrai pour les pays qui expriment les niveaux d'intolérances les plus élevés (Chypre, Malte, Estonie) et les plus faibles également (Roumanie, Pologne, Slovénie).

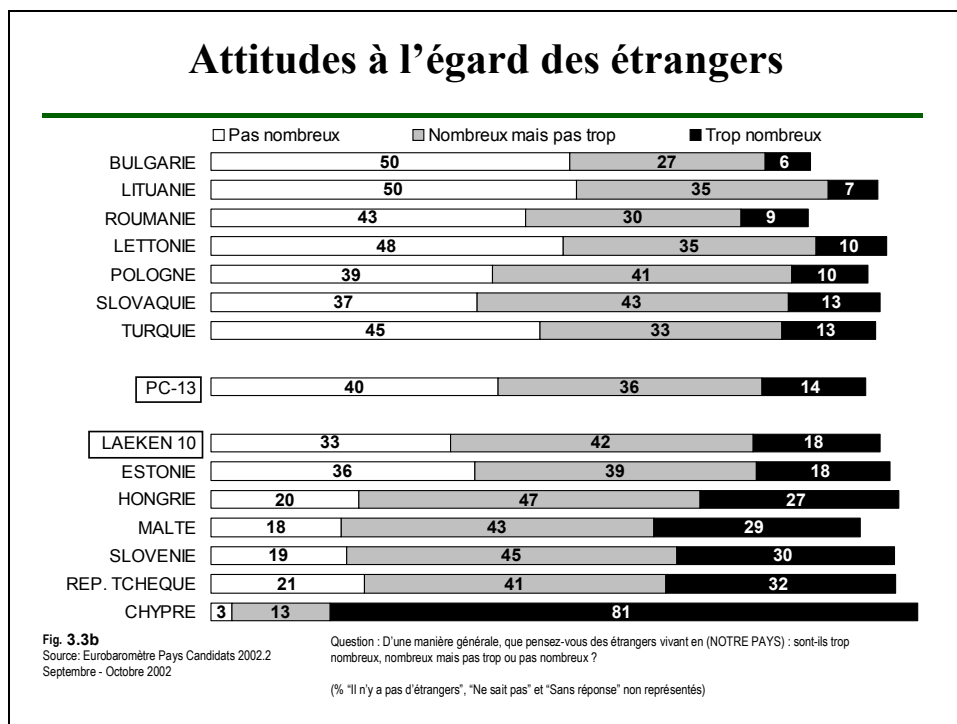
Cependant, certains pays montrent une forte hiérarchie à cet égard. Un exemple serait la République tchèque, où un citoyen sur quatre, 25%, se déclare 'gêné' par les personnes de races différentes, 19% par les personnes d'une autre nationalité et seulement 10% par les personnes appartenant à une autre religion. La Hongrie est un autre pays où l'intolérance a une hiérarchie mais les Hongrois déclarent que ce ne sont pas les personnes d'une autre race qui les gênent le plus (8%) mais les personnes d'une autre nationalité (12%). Seuls 4% des Hongrois déclarent que les personnes appartenant à d'autres religions les gênent. En Slovaquie, les personnes sont beaucoup plus intolérantes à l'égard des personnes d'autres nationalités (15%) qu'à l'égard des races ou religions différentes (5% chacun). Enfin, les Lituaniens sont un exemple de nation où l'intolérance religieuse est la plus forte (16%), suivie par l'intolérance raciale (13%) et nationale dans une mesure décroissante (8%). (TABLEAU ANNEXE 3.5)



### Y a-t-il trop d'étrangers dans le pays ?

14% des personnes au niveau PC-13 et 18% dans le groupe Laeken-10 disent qu'il y en a trop. A Chypre, où en fait la proportion de citoyens étrangers est très importante par rapport à d'autres pays d'Europe, 81% des personnes interrogées déclarent qu'il y a trop d'étrangers dans leur pays.

En Bulgarie, en Lituanie, en Roumanie, en Turquie et en Lettonie, la majorité des personnes ne pense pas qu'il y a beaucoup d'étrangers dans le pays. Dans la plupart des pays, l'opinion majoritaire est qu'il y a beaucoup mais pas *trop* d'étrangers. Cette attitude tolérante atteint son pourcentage le plus élevé en Hongrie (47%), en Slovénie (45%), à Malte et en Slovaquie (43% chacun). (TABLEAU ANNEXE 3.6A)



Nous constatons une variation étonnamment faible de l'opinion selon laquelle il y aurait trop, beaucoup ou pas beaucoup d'étrangers dans le pays. L'analyse de l'échelle d'activité économique montre une certaine différence. Alors que seulement 9% des cadres pensent qu'il y a trop d'étrangers dans leur pays, 17% des retraités et des travailleurs manuels partagent cette opinion.

Il est intéressant d'observer nos groupes attitudinaux en même temps. Alors que seulement 12% des personnes qui pensent que l'adhésion de leur pays à l'UE serait une bonne chose se plaignent du trop grand nombre d'étrangers dans leur pays, 23% des personnes qui considèrent la future adhésion de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose déclarent qu'il y a trop d'étrangers dans leur pays. (TABLEAU ANNEXE 3.6B)



## 4. Attitudes vis-à-vis de l'Union européenne

Ce chapitre présente au lecteur les sentiments et attitudes généraux des Pays Candidats à l'égard de l'UE. Il étudie les différentes significations de l'Union européenne pour les Pays Candidats et ce que signifie être un *citoyen* de l'Union européenne. Plus tard, nous examinerons les principaux indices de tendance du soutien de l'Union européenne dans les Pays Candidats. Nous présenterons un rapport sur l'image de l'UE, les sentiments de la population à l'égard de l'Union européenne (évoque-t-elle une image positive ou négative pour les personnes vivant dans les Pays Candidats?). Les niveaux de soutien de l'adhésion à l'Union européenne sont étudiés ici, de même que les bénéfices perçus de l'adhésion à l'UE. Ce chapitre analyse également la confiance des citoyens envers l'Union européenne et neuf de ses institutions et organes. Il passe en revue le soutien à une prise commune de l'UE et le rôle futur escompté et désiré de l'Union européenne dans ces pays.

### 4.1. Image spontanée et signification de l'UE

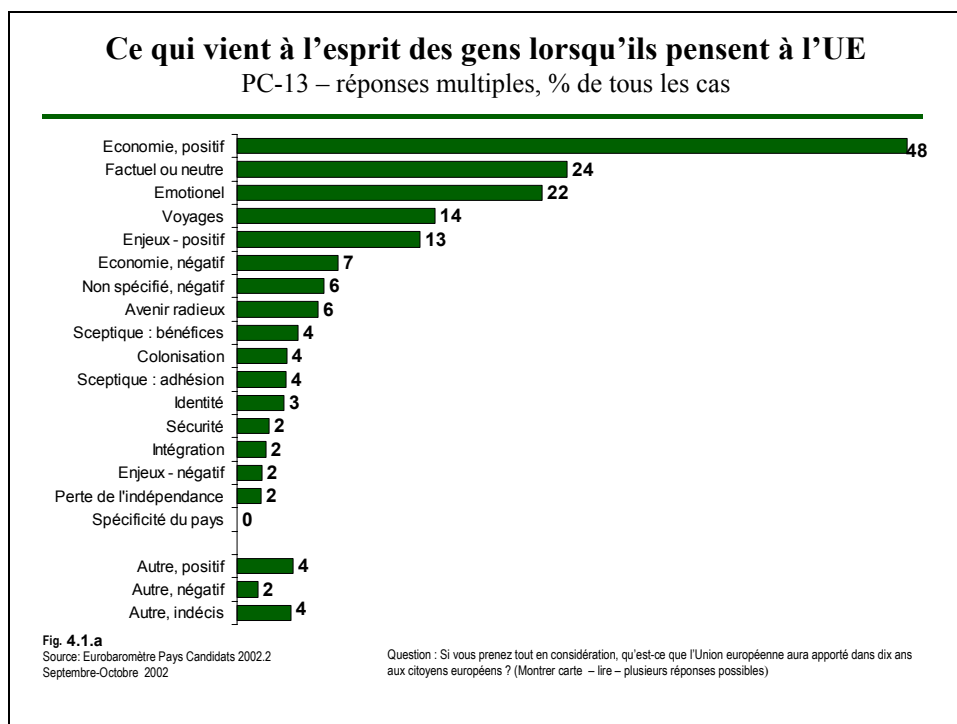
Dans ce sous-chapitre, nous examinons le contexte dans lequel l'Union européenne est interprétée dans les Pays Candidats, i.e. ce que signifie l'adhésion à l'UE pour les citoyens de la Région Candidate.

Nous étudierons en premier lieu les réponses sans aide (ce qui vient à l'esprit des personnes lorsqu'ils pensent à l'Union européenne). Nous étudierons ensuite la manière dont ces pensées s'additionnent, si les personnes ont une image positive ou négative de l'Union européenne dans son ensemble. Nous étudierons également la manière dont la population considère certains aspects de l'Union européenne.

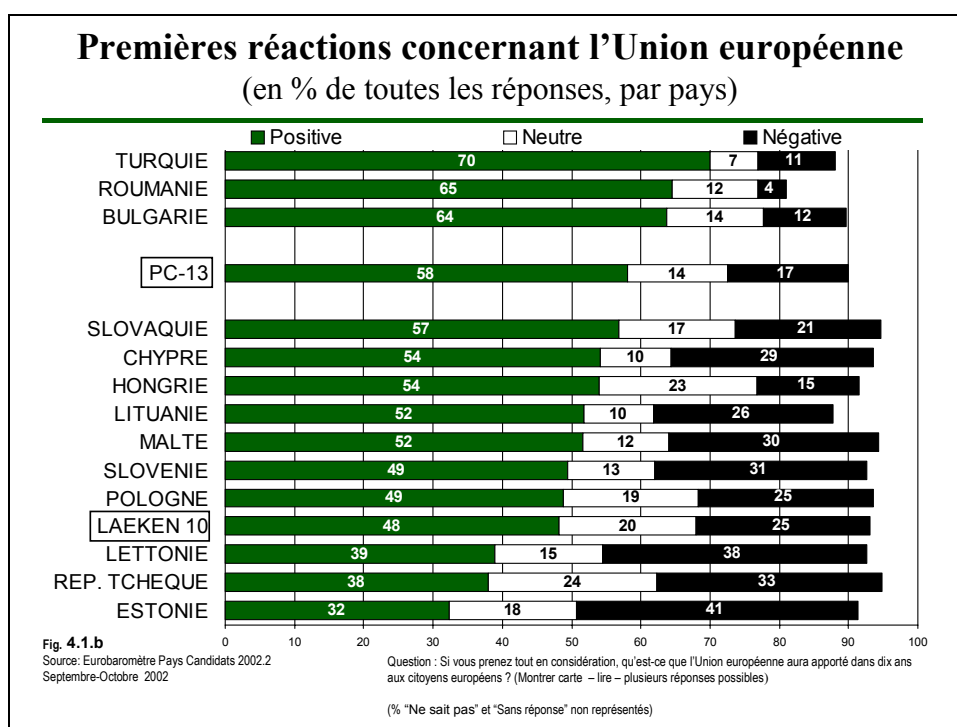
#### Que vient-il à l'esprit des personnes lorsqu'elles pensent à l'Union européenne

L'Eurobaromètre Pays Candidats a demandé aux répondants de nous dire quelles étaient leurs premières pensées lorsqu'ils devaient dire quelque chose sur l'Union européenne. Nous avons laissé cette question ouverte afin de mieux explorer la structure sous-jacente des opinions concernant l'UE. Nous avons rassemblé près de 20.000 déclarations textuelles des 13 pays et nous les avons regroupées en 20 principales catégories de réponse, comme suit :

Tableau 4.1a Catégories appliquées dans l'analyse de questions ouvertes		
Catégories positives	Catégories négatives	Catégories neutres
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aides à l'intégration</li> <li>▪ Economiquement positive</li> <li>▪ Déclarations positives non spécifiées basées sur des émotions ou perception générale ("Généralement positive")</li> <li>▪ "Un avenir radieux"</li> <li>▪ Une sécurité (militaire) accrue</li> <li>▪ Voyages, visa, mouvement de l'emploi</li> <li>▪ Enjeux, politiques – positifs</li> <li>▪ Autre, positif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Economiquement négative, protectionnisme, émotions négatives non spécifiées, déclarations hostiles</li> <li>▪ Discours haineux, déclaration négative non spécifiée</li> <li>▪ Perte d'indépendance politique</li> <li>▪ "Colonisation"</li> <li>▪ Enjeux, politiques - négatifs</li> <li>▪ Problèmes d'identité, attitudes nationalistes ou xénophobes</li> <li>▪ Scepticisme concernant l'adhésion</li> <li>▪ Scepticisme concernant les bénéfices</li> <li>▪ Autre, négatif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Déclarations factuelles ou neutres</li> <li>▪ Questions spécifiques au pays</li> <li>▪ Autre, indéci (déclarations pouvant être interprétées comme positives ou négatives)</li> </ul>



La majorité des personnes des Pays Candidats ont une image positive de l'Union, principalement pour des raisons économiques. L'Union est considérée comme une source de prospérité et une garantie de richesse. Les 5 catégories de réponse les plus fréquentes sont positives ou neutres. Les catégories de réponse négatives les plus fréquentes ("Economiquement négative, protectionnisme") ont été mentionnées par 6% seulement des répondants. 40% de tous les répondants, lorsque nous leur demandons la première chose qui leur vient à l'esprit sur l'Union européenne, expriment des **attentes positives concernant l'économie de leur propre pays**, 20% nous ont donné au moins une **réponse neutre, factuelle** (par ex. le drapeau, l'élargissement) et 18% ont fait des **déclarations générales positives** (par exemple, que l'UE est une "bonne chose").



Plus de la moitié de toutes les réponses collectées (58%) étaient positives en moyenne dans les 13 pays et 17% était des déclarations négatives. Si nous étudions les répondants au lieu des réponses, nous constatons que 94% des personnes vivant dans un Pays Candidat avaient une image positive de l'Union européenne lorsque nous leur demandions ce qui leur venait à l'esprit et 28% seulement nous ont fait une déclaration à connotation négative.

Les Turcs sont les plus susceptibles de réagir positivement lorsque nous leur demandons de penser à l'UE (70% de toutes les réponses sont positives), suivis par les Roumains (65%) et les Bulgares (64%). Nous enregistrons le taux le plus important de réponses négatives en Estonie (41%), Lettonie (38%) et République tchèque (33%).

Le tableau de la page suivante montre les 3 catégories que l'Eurobaromètre Pays Candidats a utilisé pour catégoriser les réponses textuelles et qui étaient les plus souvent mentionnées dans chacun des Pays Candidats. La catégorie **Economiquement positif** arrive en tête de liste dans 10 des 13 Pays Candidats et occupe la 3<sup>ème</sup> place dans un autre pays (Chypre). Toutefois, la République tchèque et l'Estonie ne la placent pas parmi les 3 premiers choix. La catégorie **Factuelle, neutre** est en tête de liste dans deux Pays Candidats et arrive en 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> place dans 8 pays. Elle ne fait pas partie des 3 premiers choix à Chypre, Malte et en Turquie. La catégorie **Economiquement négative, protectionnisme** arrive en tête de liste à Chypre et en 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> position en République tchèque, en Estonie, en Lettonie et à Malte. Elle ne fait pas partie des 3 premiers choix en Hongrie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en Slovénie et en Turquie. La catégorie **Généralement positive** n'arrive nulle part en tête de liste mais elle occupe la 2<sup>ème</sup> place dans 4 pays. Les "Voyages" font partie des 3 premiers choix dans 5 pays. Malte et la Slovénie sont les seuls pays où un "Avenir radieux" fait partie des 3 premiers choix.

**Tableau 4.1b Palmarès des 3 pensées spontanées les plus fréquentes concernant l'Union européenne**  
(%, par pays)

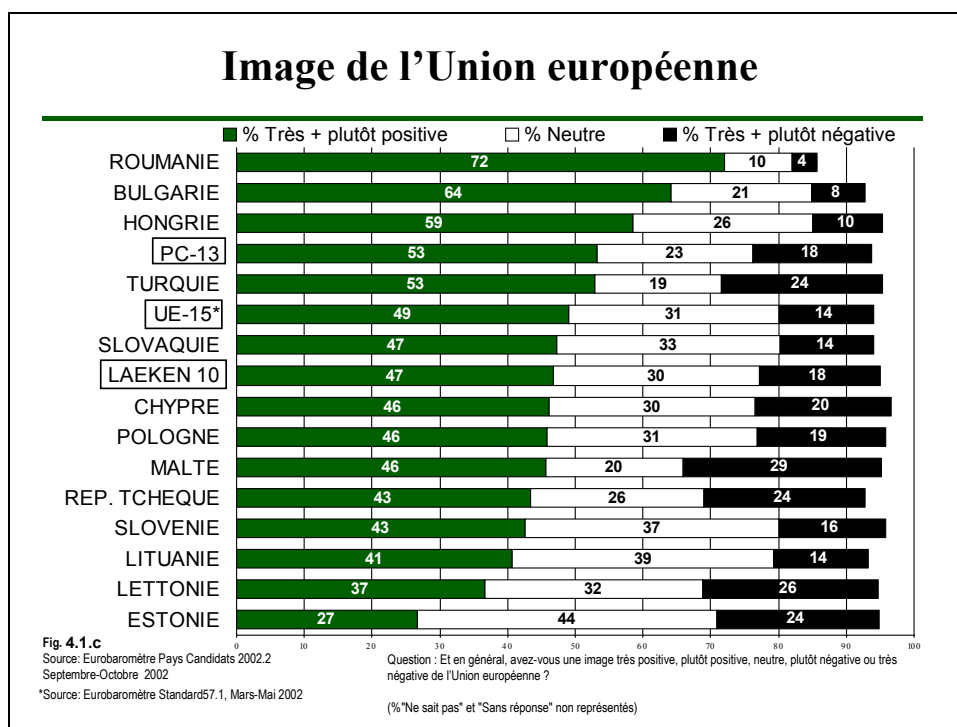
<b>Bulgarie</b>		<b>Malte</b>	
Economiquement positive	19	Economiquement positive	11
Emotion ou image positive	8	Economiquement négative, protectionnisme	7
Factuelle ou neutre	8	Avenir radieux	4
<b>Chypre</b>		<b>Pologne</b>	
Economiquement négative, protectionnisme	10	Economiquement positive	12
Enjeux - positifs	9	Factuelle ou neutre	12
Economiquement positive	7	Emotion ou image positive	8
<b>République tchèque</b>		<b>Roumanie</b>	
Factuelle ou neutre	14	Economiquement positive	12
Voyages	9	Emotion ou image positive	10
Economiquement négative, protectionnisme	7	Factuelle ou neutre	5
<b>Estonie</b>		<b>Slovaquie</b>	
Factuelle ou neutre	7	Economiquement positive	12
Economiquement négative, protectionnisme	7	Factuelle ou neutre	8
Voyages	5	Voyages	7
<b>Hongrie</b>		<b>Slovénie</b>	
Economiquement positive	17	Economiquement positive	7
Factuelle ou neutre	12	Avenir radieux	5
Voyages	4	Factuelle ou neutre	5
<b>Lettonie</b>		<b>Turquie</b>	
Economiquement positive	8	Economiquement positive	16
Factuelle ou neutre	7	Enjeux - positifs	7
Economiquement négative, protectionnisme	5	Emotion ou image positive	5
<b>Lituanie</b>			
Economiquement positive	9		
Voyages	7		
Factuelle ou neutre	5		

## Image de l'Union européenne

La question suivante donne une indication de l'attitude émotive de la population à l'égard de l'Union européenne :

*En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, plutôt positive, neutre, plutôt négative ou très négative ?*

En moyenne, 53% des citoyens des Pays Candidats ont une image positive de l'Union européenne (parmi lesquels 17% la considèrent comme 'très positive'). Ce résultat est supérieur de 4 points de pourcentage au niveau constaté par l'Eurobaromètre dans l'Union européenne<sup>15</sup> (49%). 23% des personnes ont une opinion neutre sur l'UE. 18% seulement déclarent que l'UE éveille une image négative, dont 5% la considèrent comme très négative.



Comme le montre le graphique ci-dessus, plus de la moitié des Roumains (72%), des Bulgares (64%), des Hongrois (59%) et des Turcs (53%) ont une image positive de l'UE. L'Eurobaromètre Pays Candidats n'a trouvé aucun pays dans lequel la majorité des répondants a une image négative de l'UE (bien que l'Estonie en soit proche). La plus mauvaise image a été trouvée à Malte, où la population est divisée entre 46% de personnes ayant une image positive, un cinquième (20%) ayant une image neutre et près d'un tiers (29%) ayant une image négative. L'Estonie est également divisée mais compte beaucoup moins de personnes ayant une attitude positive ou négative. C'est en Estonie que l'Eurobaromètre Pays Candidats a enregistré la proportion la plus importante de répondants pour lesquels l'UE évoque une image neutre (44%), suivie par la Lituanie (39%) et la Slovaquie (37%). Par conséquent, ces pays n'obtiennent pas de très bons résultats quant à une attitude positive (27%, 41% et 43% respectivement), bien que le nombre de personnes qui considèrent l'UE positivement dépasse le nombre de ceux qui la considèrent négativement. (TABLEAU ANNEXE 4.1A)

<sup>15</sup> Eurobaromètre Standard 57.1, Mars-Mai, 2002

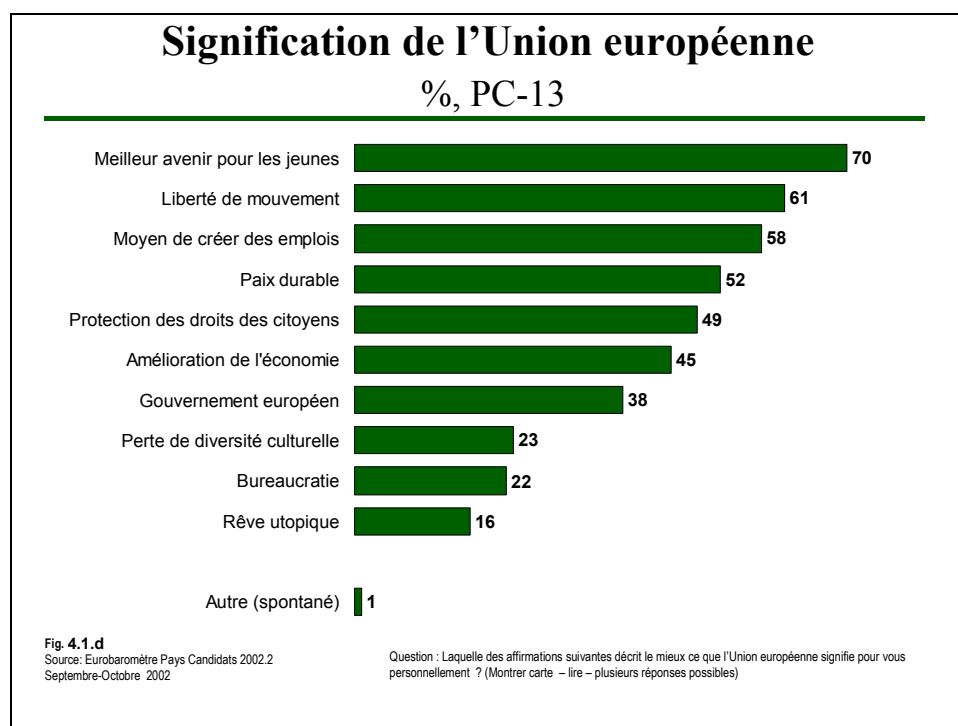
Une analyse des différents groupes démographiques de la population révèle que 68% des personnes qui étudient encore déclarent que l'UE évoque une image positive. 66% des cadres et 63% du groupe d'âge le plus jeune partagent cette opinion. Avec 44%, les personnes de 55 ans ou plus sont les moins susceptibles de partager ce point de vue. Outre le groupe le plus âgé, moins de 50% des groupes suivants a une opinion positive sur l'UE : les retraités (45%), les personnes ayant quitté l'éducation au plus tard à 15 ans (47%) et les personnes vivant dans un milieu rural ou des villages (49%).

En outre, comme nous pouvions nous y attendre, la plupart des personnes qui soutiennent l'adhésion de leur pays à l'UE ont une image positive (77%) de l'UE. Inversement, 80% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose ont une image négative. (TABLEAU ANNEXE 4.1B)

### Signification de l'Union européenne

Nous avons montré aux citoyens des Pays Candidats une liste présentant 10 déclarations différentes concernant l'Union européenne et nous leur avons demandé laquelle de ces déclarations décrivait le mieux ce que l'Union signifiait pour eux personnellement. 70% des personnes interrogées ont déclaré que l'UE est une 'manière de créer un meilleur avenir pour les jeunes'. La liberté de mouvement était la deuxième signification la plus importante de l'UE (61% de nos répondants ont choisi cette déclaration comme étant celle qui décrivait le mieux ce que l'UE signifie pour eux personnellement). Un meilleur avenir pour les jeunes fait partie des trois premiers choix dans tous les pays excepté Chypre et la liberté de mouvement fait partie des 3 premiers choix sauf en Hongrie et en Roumanie.

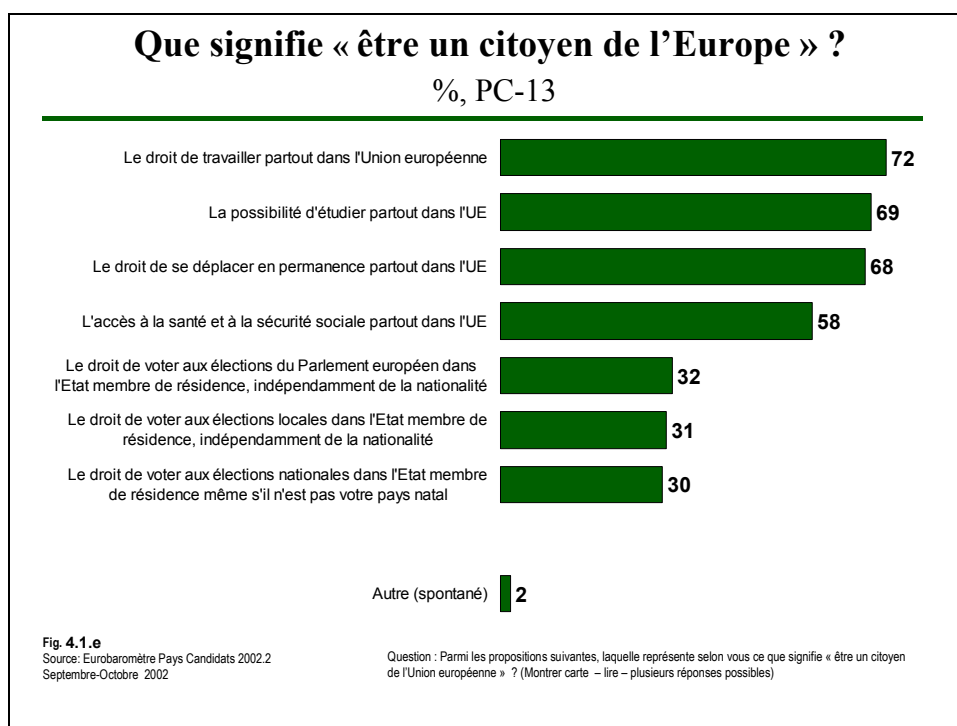
Plus de la moitié (58%) des personnes vivant dans la Région Candidate ont admis que l'UE est un moyen de créer des emplois. Cette déclaration fait partie des trois premiers choix en Hongrie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie et en Turquie. 52% des répondants nous ont déclaré qu'ils considéraient l'UE comme la garantie d'une paix durable en Europe. Un répondant sur cinq, ce qui est relativement peu, ont déclaré que l'UE est un risque pour la préservation de la diversité culturelle en Europe (23%) ou que l'UE n'est qu'une grande organisation bureaucratique (22%). Enfin, à peine plus d'1 répondant sur 10 ont choisi la déclaration selon laquelle l'UE est seulement une idée utopique (16%). L'UE ne signifie 'gouvernement européen' que pour 38% des citoyens des Pays Candidats. (TABLEAU ANNEXE 4.2)



## Signification d'être un citoyen de l'Union européenne

Une autre question a étudié la connaissance des droits allant de paire avec la citoyenneté européenne. La liberté de mouvement est la liberté la plus connue offerte par la citoyenneté européenne (72% la mentionnent dans les Pays Candidats).

69% des personnes vivant dans la Région Candidate ont cité la possibilité d'étudier n'importe où dans les Etats membres. Dans les Pays Candidats, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré que les libertés dont jouissent les citoyens européens sont le droit de se déplacer en permanence dans un autre Etat membre (68%) et le droit d'accéder aux soins de santé et à la sécurité sociale dans n'importe lequel des Etats membres (58%). Relativement peu de personnes savent que les citoyens de l'UE peuvent voter aux élections (locales, nationales ou européennes) quel que soit l'endroit où ils résident en permanence (31%, 30% et 32%, respectivement).



Le Tableau 4.1c de la page suivante montre les 3 droits les plus fréquemment mentionnés dans chaque pays. **Le droit de travailler** arrive en tête de liste dans 8 des 13 Pays Candidats, en 2<sup>ème</sup> position dans 4 pays et en 3<sup>ème</sup> position dans un autre pays. Cela signifie qu'il fait partie des 3 premiers choix dans tous les pays. **Le droit d'étudier n'importe où dans l'Union** arrive en tête de liste dans 4 Pays Candidats, en 2<sup>ème</sup> ou en 3<sup>ème</sup> position dans 9 pays (il est donc également mentionné dans les 3 premiers choix de tous les pays). **Le droit de se déplacer en permanence** arrive en tête de liste en Turquie et en 2<sup>ème</sup> et en 3<sup>ème</sup> position dans 9 autres pays, sauf pour la Bulgarie, la Slovaquie et la Slovénie. (TABLEAU ANNEXE 4.3)

**Tableau 4.1c Palmarès des 3 droits des citoyens européens  
les plus fréquemment mentionnés**

<b>Bulgarie</b>	
Droit de travailler	71%
Possibilité d'étudier	59
Accès à la sécurité sociale, aux soins de santé	55

<b>Chypre</b>	
Possibilité d'étudier	85%
Droit de travailler	83
Droit de se déplacer	81

<b>République tchèque</b>	
Droit de travailler	69%
Possibilité d'étudier	65
Droit de se déplacer	63

<b>Estonie</b>	
Droit de travailler	82%
Possibilité d'étudier	81
Droit de se déplacer	67

<b>Hongrie</b>	
Droit de travailler	80%
Possibilité d'étudier	77
Droit de se déplacer	67

<b>Lettonie</b>	
Possibilité d'étudier	73%
Droit de travailler	71
Droit de se déplacer	63

<b>Lituanie</b>	
Possibilité d'étudier	75%
Droit de travailler	73
Droit de se déplacer	60

<b>Malte</b>	
Droit de travailler	64%
Possibilité d'étudier	63
Droit de se déplacer	61

<b>Pologne</b>	
Droit de travailler	67%
Possibilité d'étudier	67
Droit de se déplacer	64

<b>Roumanie</b>	
Droit de travailler	69%
Droit de se déplacer	68
Possibilité d'étudier	62

<b>Slovaquie</b>	
Droit de travailler	79%
Possibilité d'étudier	74
Accès à la sécurité sociale, aux soins de santé	53

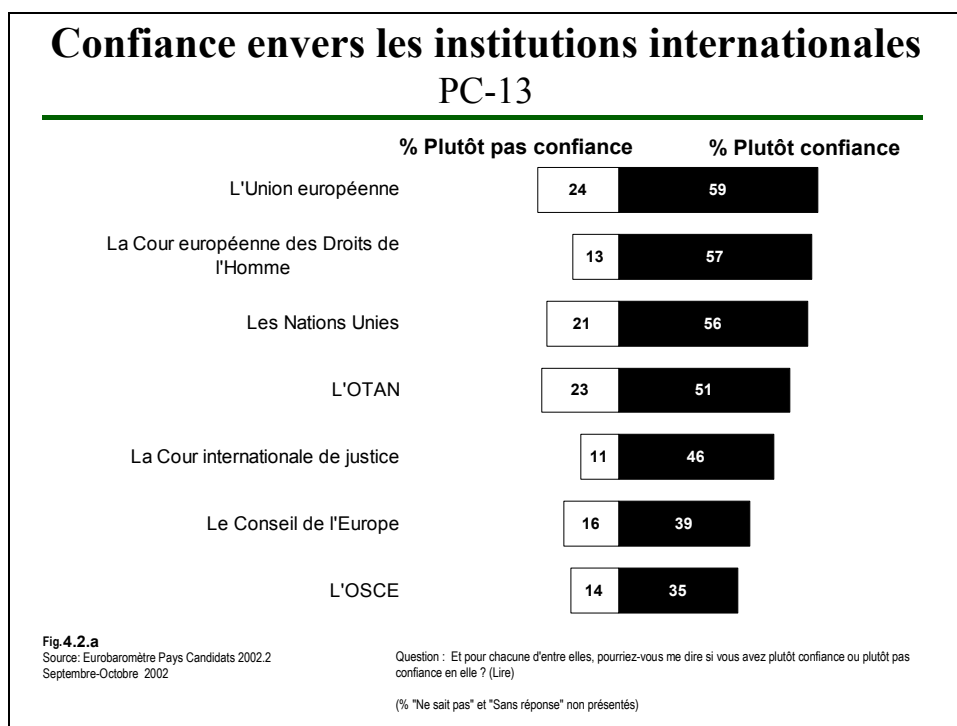
<b>Slovénie</b>	
Possibilité d'étudier	63%
Accès à la sécurité sociale, aux soins de santé	57
Droit de travailler	56

<b>Turquie</b>	
Droit de se déplacer	75%
Droit de travailler	73
Possibilité d'étudier	71



## 4.2. Confiance envers l'Union européenne et ses institutions

Si nous examinons les résultats bruts, l'Union européenne est l'organisation internationale ou supra-gouvernementale jouissant du niveau de confiance le plus élevé dans les Pays Candidats. Un citoyen sur six dans la Région Candidate a confiance envers l'Union européenne (59%), 57% a confiance envers la Cour européenne des Droits de l'Homme et 56% a confiance envers les Nations Unies. La moitié de la population de la Région Candidate a confiance en l'OTAN (51%).

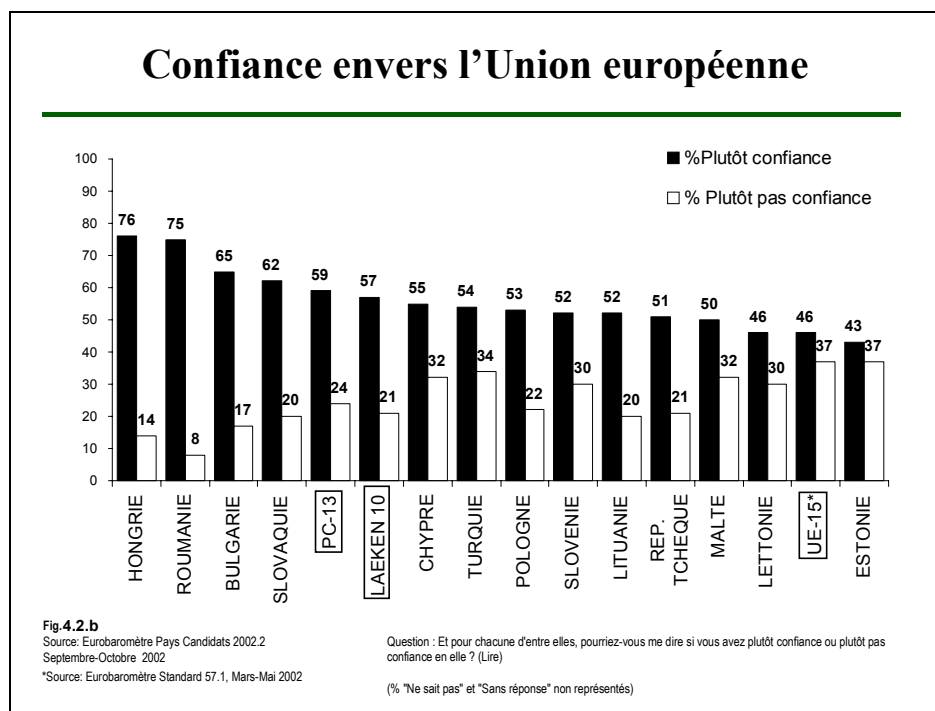


Toutefois, de nombreux répondants ne connaissent pas un grand nombre de ces institutions et par conséquent, sont susceptibles de dire qu'ils ne savent pas s'ils leur font confiance ou non. (Concernant la notoriété de l'UE, des organisations internationales et des institutions européennes et organes de l'Union, voir Chapitre 5.1.) Si nous filtrons cet effet<sup>16</sup>, nous constatons qu'avec 62% de différence nette du pourcentage, la Cour européenne des Droits de l'Homme est l'institution qui jouit du niveau de confiance le plus élevé dans la Région Candidate, suivie de près par la Cour internationale de Justice (61% de différence nette du pourcentage). Les Nations Unies (45%), l'OSCE (43%), l'Union européenne (42%) et le Conseil de l'Europe (41%) sont mieux classés que l'OTAN (38%) parmi les institutions listées. (TABLEAU ANNEXE 4.5)

<sup>16</sup> Pour ce faire, nous analysons la différence nette comme pourcentage des réponses significatives. Par exemple, si une institution jouit de la confiance de 20% de la population et ne jouit d'aucune confiance de la part de 10% (les autres étant sans opinion), la différence nette du pourcentage est  $((20-10)/(20+10))*100=33$ . Si la confiance est de 50% et que l'absence de confiance est de 30% (de sorte que la différence nette est plus élevée que dans le cas précédent), la formule donnera une différence nette du pourcentage relativement plus faible  $((50-30)/(50+30))*100=25$ . Si la confiance est de 30% et que l'absence de confiance est de 50% (i.e. des niveaux plus élevés d'absence de confiance que de confiance), la différence nette du pourcentage sera négative  $((30-50)/(30+50))*100=-25$ .

## Niveaux de confiance envers l'Union européenne

L'Union européenne maintient des niveaux de confiance relativement élevés dans les Pays Candidats mais de nombreux citoyens n'ont aucune opinion. Le niveau de confiance général n'a pas changé par rapport à l'automne 2001. 59% des personnes vivant dans les Pays Candidats font confiance à l'Union européenne. Dans le groupe Laeken-10, le niveau de confiance moyen n'est pas fondamentalement différent de celui de la région dans son sens plus large (57%). Dans les Pays Candidats, 17% de tous les répondants étaient incapables de décider s'ils faisaient confiance à l'Union européenne ou non. Au sein de l'UE, le niveau de confiance à l'égard de l'UE est moins élevé (46% ont plutôt confiance et 37% n'ont plutôt pas confiance).



Les analyses par pays montrent d'importantes variations entre les Pays Candidats. Les Hongrois et les Roumains sont les plus susceptibles de faire confiance à l'Union européenne (76% et 75%) de même que plus de 6 personnes sur 10 en Bulgarie et en Slovaquie (65% et 62%). Plus de la moitié du public de 7 pays fait confiance à l'Union européenne (de 50% à Malte à 55% à Chypre). Les Estoniens (37%) et les Turcs (34%) sont les plus susceptibles de ne pas faire confiance à l'UE, suivis par les Maltais, les Chypriotes (32% chacun), les Lettons et les Slovènes (30% chacun). (TABLEAU ANNEXE 4.4A)

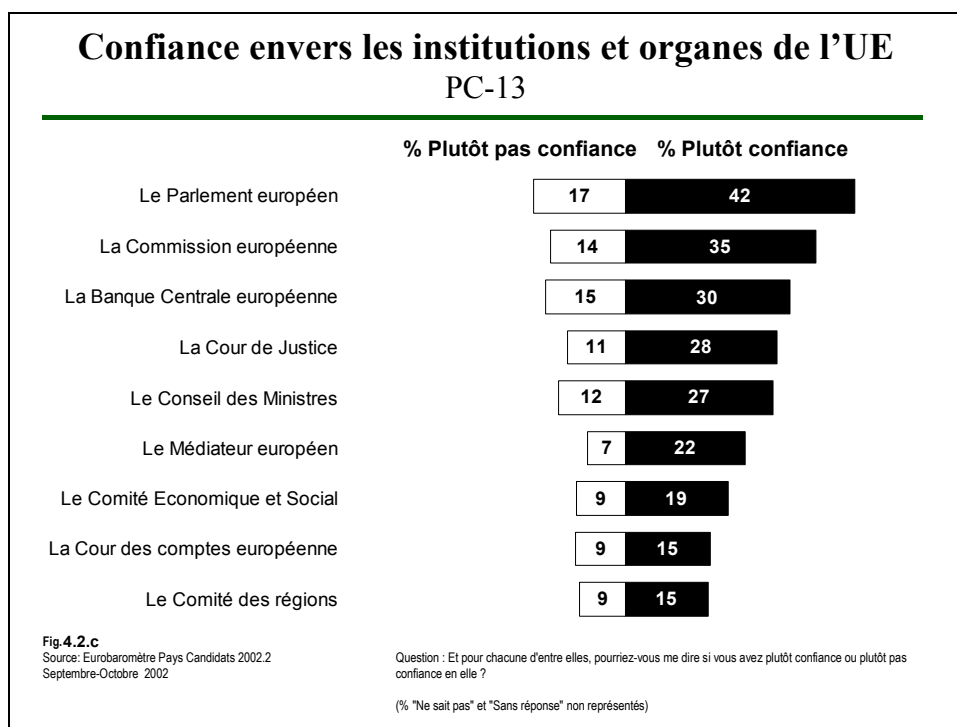
29% des Lituaniens, 28% des Tchèques et 24% des Polonais sont incapables de dire s'ils font confiance à l'UE ou non et en moyenne 22% des citoyens du groupe Laeken-10 ont du mal à formuler une opinion sur cette question.

Les analyses démographiques révèlent que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de faire confiance et de ne pas faire confiance à l'UE, les femmes étant plus susceptibles de ne pas avoir d'opinion. Les deux groupes d'âge les plus jeunes sont nettement plus susceptibles (56% et 53% respectivement) de faire confiance à l'Union européenne que les personnes plus âgées (43%). Parmi les différents groupes éducationnels nous constatons que les personnes qui étudient encore (60%) et les personnes les mieux éduquées (55%) sont les plus susceptibles de faire confiance à l'UE, alors que 45% seulement des personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 15 ans disent lui faire confiance. Avec 56%, les cadres représentent le groupe occupationnel qui est le plus susceptible de faire confiance à l'UE, tandis que les indépendants (43%) et les retraités (45%) sont les plus susceptibles de ne pas faire confiance à l'Union européenne.

En outre, les analyses montrent que 67% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une bonne chose ont plutôt confiance en l'Union européenne, alors que 78% qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose disent qu'ils n'ont plutôt pas confiance. (TABLEAU ANNEXE 4.4B)

## Niveaux de confiance envers les institutions et les organes de l'UE

Le sondage a examiné les niveaux de confiance à l'égard de 9 des institutions et organes de l'Union européenne<sup>17</sup>. Le Parlement européen jouit du niveau de confiance le plus élevé (42%), suivi par la Commission européenne (35%) et la Banque Centrale européenne (30%). Le Comité des Régions jouit du niveau de confiance le moins élevé (15%), de même que la Cour des Comptes européenne (15%). Le Comité Economique et Social fait l'objet de la confiance de 19% des répondants. Le classement de la mesure dans laquelle la population fait confiance à ces organes et institutions reflète leur connaissance de ces institutions plutôt que les différents niveaux de confiance. Etant donné que de nombreuses personnes ne connaissent pas la plupart de ces organes et institutions (comme discuté au chapitre 5.1), la probabilité que celle-ci soient incapables de décider est très élevée, aux dépens tant de la confiance que de l'absence de confiance.



Une fois de plus, nous appliquons le calcul présenté quelques paragraphes auparavant pour examiner la confiance envers les institutions internationales. Le Médiateur européen arrive en tête du classement par la différence nette du pourcentage entre la proportion des personnes qui ont plutôt confiance et la proportion des personnes qui n'ont plutôt pas confiance en ces institutions (avec une différence nette du pourcentage de +52), suivi par la Cour de Justice (+45% de différence nette du pourcentage), la Commission européenne (+44% de différence nette du pourcentage) et le Parlement européen (+43% de différence nette du pourcentage). La différence nette du pourcentage pour la Banque Centrale européenne est de +35%, pour le Conseil des Ministres elle est de +37%, pour le Comité Social et Economique elle est de +36% et pour le Comité des Régions elle est de +28%. Enfin, la Cour des Comptes européenne a une différence nette du pourcentage de +26%.

Le tableau de la page suivante classe les 13 Pays Candidats selon la mesure dans laquelle ils font confiance en moyenne aux 9 institutions listées. A cet égard, la Hongrie est en tête de la Région Candidate (les 9 institutions jouissent en moyenne de 36% de confiance parmi les Hongrois). Ce résultat est également relativement élevé en Roumanie (33%), en Slovénie (32%) et à Chypre (31%). D'un autre côté, les Tchèques, les Turcs, les Lettons, les Estoniens et les Lituaniens ont le niveau de confiance le plus faible des institutions de l'UE (de 20% en République tchèque à 23% en Lituanie). Dans la Région Candidate, ces institutions jouissent d'un niveau de confiance moyen de 26%. (TABLEAU ANNEXE 4.6)

<sup>17</sup> La question demande dans quelle mesure les citoyens font confiance à ces institutions. Le Chapitre 5.1 examine si les répondants ont déjà entendu parler de l'institution en question.

**Tableau 4.2 Confiance envers les institutions et organes de l'Union européenne**

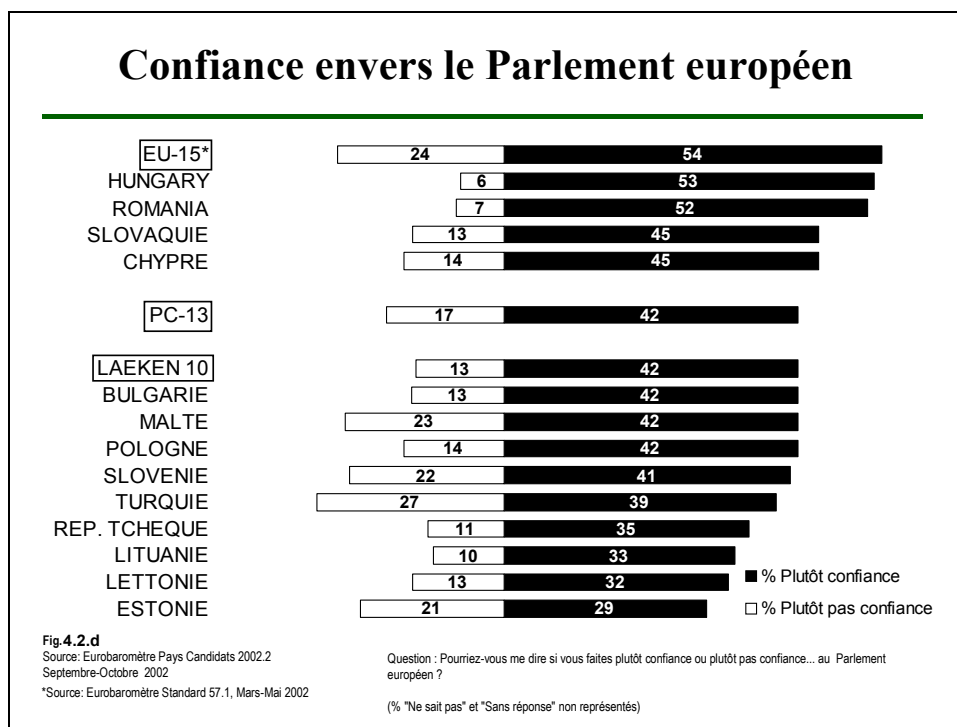
(Niveau de confiance moyen envers 9 institutions & organes, en % par pays)

Pays	%	Pays	%
HONGRIE	36	MALTE	27
ROUMANIE	33	<b>PC-13</b>	<b>26</b>
SLOVÉNIE	32	LITUANIE	23
CHYPRE	31	ESTONIE	21
SLOVAQUIE	30	LETTONIE	21
POLOGNE	28	TURQUIE	21
BULGARIE	28	RÉP. TCHÈQUE	20

Nous constatons des classements similaires parmi les pays lorsque nous regardons les niveaux de confiance envers les deux institutions les plus connues de l'Union européenne (72% de la population des Pays Candidats *ont entendu parler* du Parlement européen et 59% *ont entendu parler* de la Commission européenne).

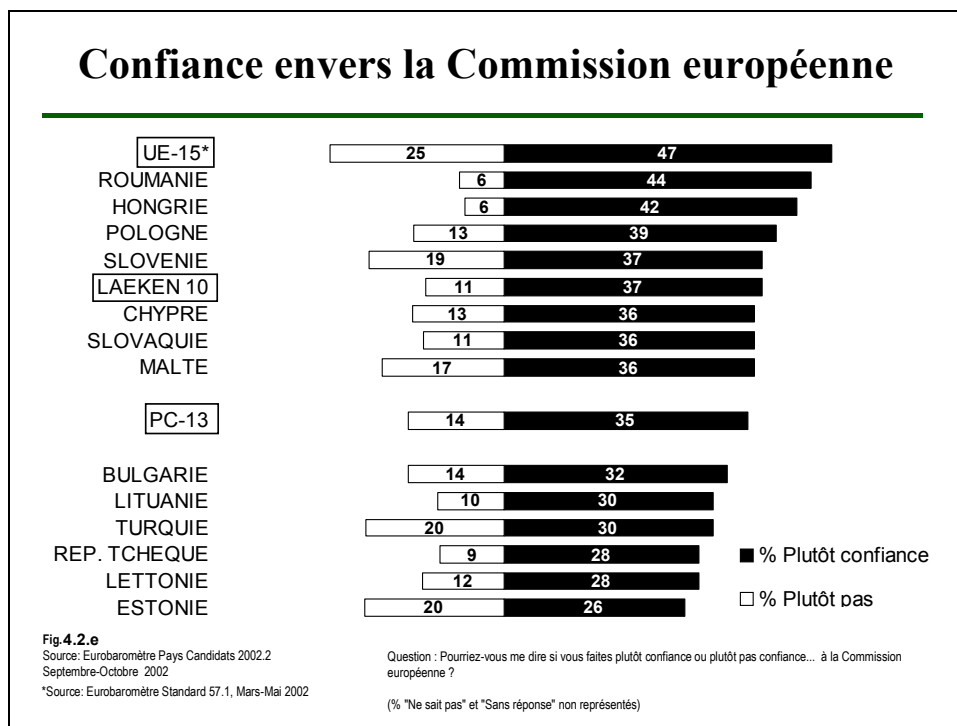
### Confiance envers le Parlement européen

A présent, nous étudions plus en détails les résultats par pays pour le Parlement européen (PE). Ceux-ci montrent que les Hongrois (53%) et les Roumains (52%) sont un peu plus susceptibles de faire confiance au PE que les citoyens de l'Union européenne<sup>18</sup>. Toutefois, dans tous les autres Pays Candidats, les niveaux de confiance sont inférieurs à la moyenne de l'UE-15, en raison du pourcentage sensiblement plus élevé de personnes ne connaissant pas cette institution. Les Turcs (27%), les Maltais (23%), les Slovènes (22%) et les Estoniens (21%) sont les plus susceptibles de ne pas faire confiance au Parlement européen.



## Confiance envers la Commission européenne

Si nous examinons les résultats par pays de la confiance envers la Commission européenne, nous constatons que les résultats sont presque identiques. Les Roumains (44%) et les Hongrois (42%) arrivent en tête de liste et à nouveau, nous constatons qu'ils sont légèrement moins susceptibles de faire confiance à la Commission européenne que la moyenne de l'Union européenne (47%). Cependant, dans le cas de la Commission européenne, nous n'avons trouvé aucun pays dans lequel les niveaux de manque de confiance atteignent les niveaux constatés dans les Etats membres.

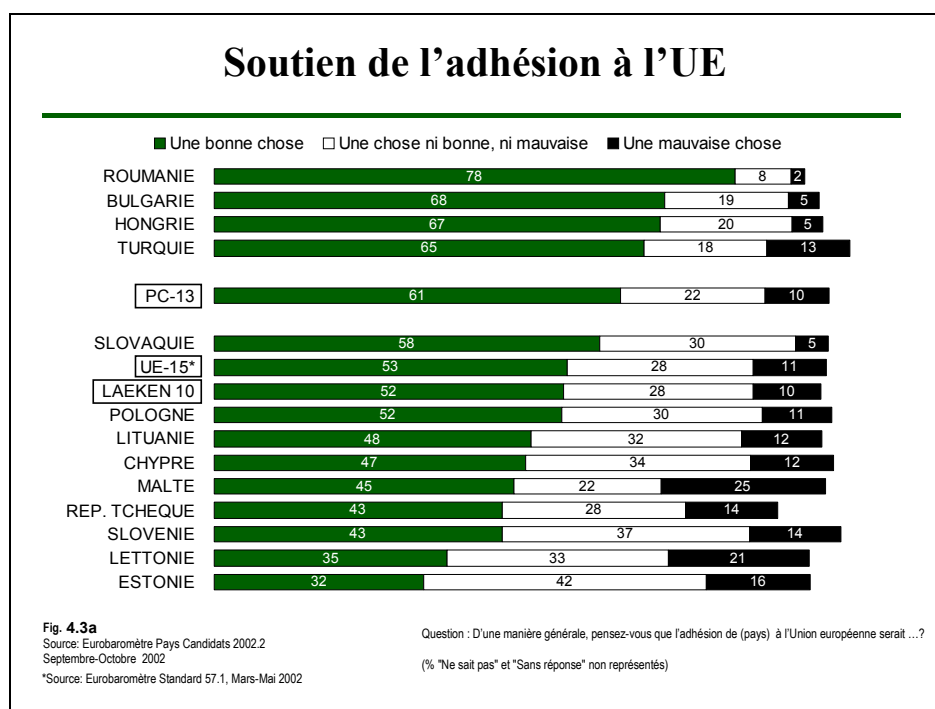


### 4.3. Soutien de l'adhésion à l'Union européenne

Dans ce sous-chapitre, nous étudierons les développements dans certains des indices standard de soutien de l'Union européenne dans les Pays Candidats. L'indication générale est que les citoyens de la Région Candidate sont à présent tout aussi susceptibles d'avoir des opinions favorables concernant l'Union qu'au printemps ou à l'automne 2001 et la majorité des personnes dans tous les pays approuveraient l'adhésion de leur pays à l'Union européenne si un référendum devait être tenu à ce sujet.

#### L'adhésion : une 'bonne chose' ou une 'mauvaise chose' ?

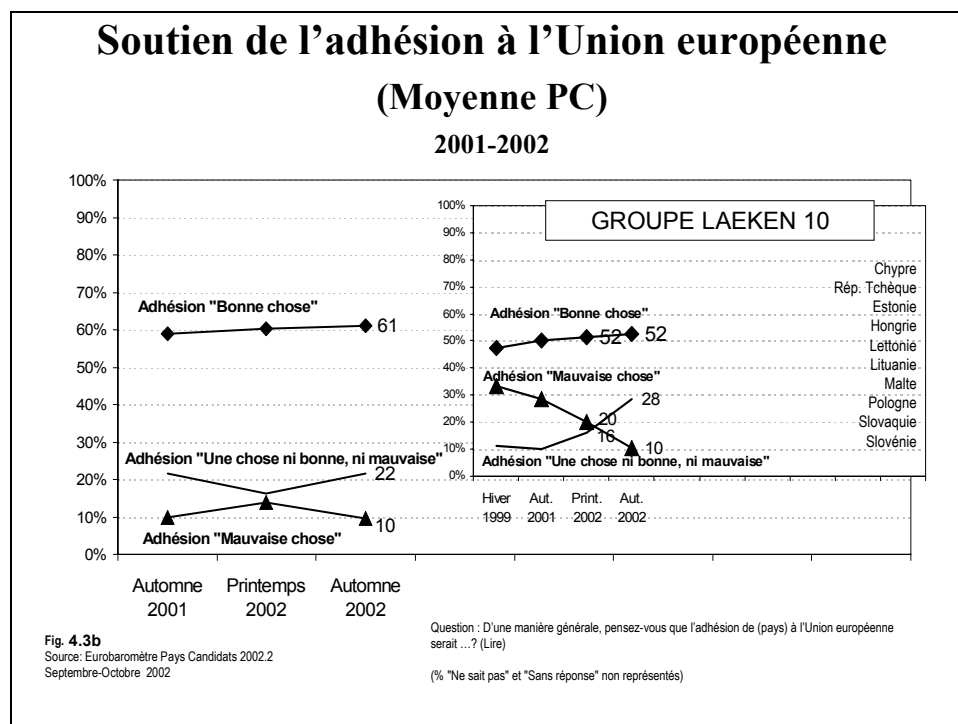
A l'automne 2002, 61% des citoyens de la Région Candidate considéraient la future adhésion de leur pays à l'Union européenne comme une 'bonne chose'. La proportion des personnes qui considéraient l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose était seulement de 10% en moyenne dans la région. En outre, 22% des personnes considèrent la future adhésion de leur pays de manière neutre. Le soutien à l'adhésion future dans la région est plus élevé par rapport au soutien mesuré parmi les membres actuels (53%)<sup>19</sup>.



Le graphique ci-dessus montre que 8 personnes sur 10 (78%) en Roumanie pensent que l'adhésion à l'Union européenne serait une bonne chose. Près de 7 personnes sur 10 en Bulgarie (68%) et environ deux tiers des citoyens de Hongrie (67%) et de Turquie (65%) partagent cette opinion. La Hongrie reste le pays qui présente le niveau de soutien le plus élevé du groupe Laeken-10. D'une manière générale, l'Eurobaromètre Pays Candidats a constaté que les niveaux de soutien de l'adhésion à l'UE étaient nettement plus élevés dans les pays qui ne faisaient pas partie des 10 pays cités comme étant prêts à rejoindre l'Union en 2004. Les niveaux de soutien les plus faibles ont été enregistrés en Estonie (32%), en Lettonie (35%) et en Slovanie (43%). L'opposition articulée n'est pas particulièrement élevée dans ces pays non plus. De ce fait, les différences dans les niveaux de soutien s'expliquent principalement par les variations relativement importantes de la proportion des personnes qui ne sont pas capables ou ne veulent pas prendre position sur la question.

L'opposition à l'adhésion à l'Union européenne va de 2% en Roumanie à 25% à Malte et est similaire aux derniers résultats de l'Eurobaromètre Standard. Dans aucun pays de la Région Candidate les personnes qui considéreraient l'adhésion de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose ne dépasse le nombre de personnes qui la considéreraient comme une bonne chose. (TABLEAU ANNEXE 4.7A)

<sup>19</sup> EB57, Printemps 2002



Tandis que nous pouvons voir de la stabilité dans le soutien de l'adhésion à l'UE à la fois au niveau PC-13 et au niveau Laeken-10, la proportion des personnes ayant des opinions explicitement négatives est en baisse. C'est notamment le cas dans le groupe Laeken-10 où la proportion des personnes déclarant que l'adhésion à l'UE est une 'mauvaise chose' a diminué d'environ un tiers par rapport à la mesure de l'Eurobaromètre un an auparavant (10%, -18). Dans les 10 pays invités à rejoindre l'Union, peut-être dès 2004, les niveaux de soutien sont stables, aux alentours de 50% (52%, +1). (FIG. 4.3B)

Les analyses de tendance indiquent une augmentation des niveaux de soutien depuis le printemps 2002 à Malte, en Lituanie (+6 chacun), en Bulgarie (+4) et en Lettonie (+3). Les niveaux de soutien ont diminué à Chypre (-6), en Slovaquie (-3) et en Estonie où, en même temps, la proportion des opposants a diminué également (-4 chacun). Bien que le niveau de soutien franc n'ait pas changé de manière significative en Pologne, les citoyens sont à présent beaucoup moins susceptibles de considérer l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose (-11). (Voir aussi graphiques individuels par pays, FIG. 4.3F - 4.3AE)

Il apparaît que les hommes et les femmes ont des affinités différentes quant à l'idée d'une Europe unifiée. Comme pour l'Eurobaromètre Standard, l'analyse démographique montre que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de considérer la future adhésion de leur pays comme une bonne chose (64% contre 58%) et que les femmes sont nettement plus susceptibles que les hommes de ne pas avoir d'opinion (11% contre 4%).

L'importance de l'éducation en tant que puissante variable explicative des attitudes de l'Union européenne continue à transparaître dans les analyses. Les niveaux de soutien de l'Union européenne varient en fonction des niveaux d'éducation : seuls 57% des personnes qui ont quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins considèrent l'adhésion de leur pays comme une bonne chose, contre 69% des personnes ayant quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 20 ans ou plus. Les niveaux de soutien diminuent en fonction de l'âge, les personnes de 15 à 24 ans étant nettement plus susceptibles (68%) que les personnes de 55 ans et plus (54%) de soutenir l'adhésion de leur pays. Les analyses de l'échelle d'activité économique montre un écart de 19 points de pourcentage dans les niveaux de soutien entre les cadres (73%) d'une part et les retraités (54%) d'autre part.

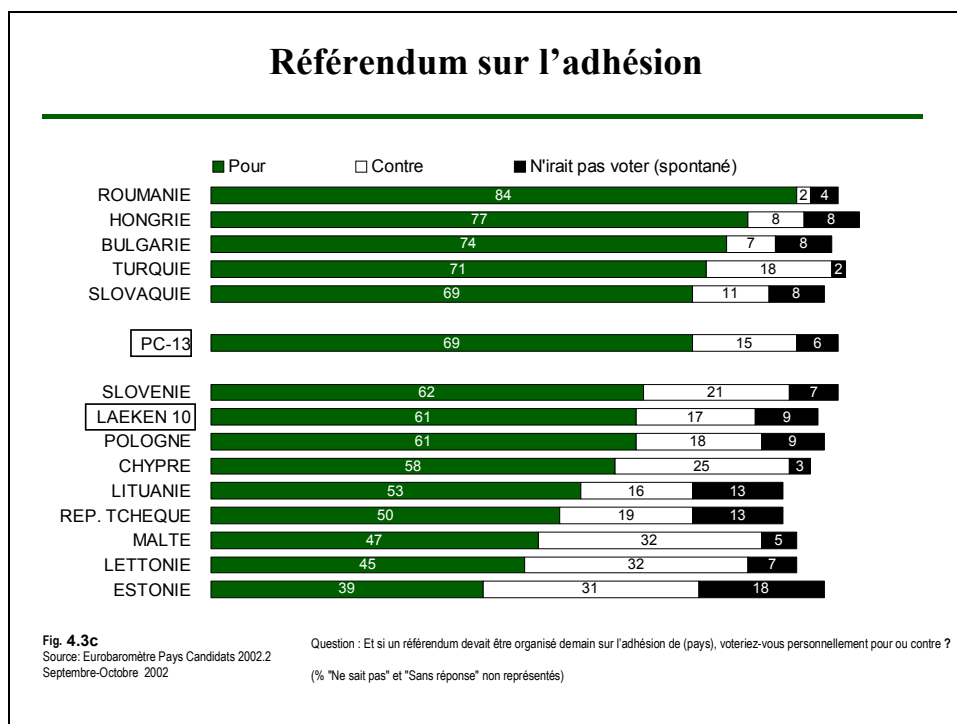
Les personnes qui déclarent en savoir beaucoup sur l'Union européenne sont beaucoup plus susceptibles de considérer l'adhésion de leur pays comme une bonne chose (80%) que les personnes qui ont un niveau de connaissances moyen (69%) ou qui ont déclaré en savoir peu ou ne rien savoir sur l'UE (49%). (TABLEAU ANNEXE 4.7B)

## Référendum sur l'adhésion

Nous avons également interrogé les personnes sur une mesure de soutien légèrement différente :

*S'il devait y avoir un référendum demain sur la question de l'adhésion de (pays) à l'Union européenne, voteriez-vous personnellement pour ou contre ?*

Dans les Pays Candidats, 7 adolescents et adultes sur 10 (69%) déclarent qu'ils voteraient pour l'adhésion de leur pays à l'Union européenne si un référendum devait être organisé à ce sujet, ce qui représente 3 points de pourcentage de plus qu'au printemps. Toutefois, une proportion remarquablement élevée des répondants n'est pas très susceptible de se présenter au scrutin.



La proportion des votes 'pour' va de 84% en Roumanie et 77% en Hongrie à 39% en Estonie, 45% en Lettonie et 47% à Malte. (TABLEAU ANNEXE 4.8A)

Ces proportions ont connu les améliorations les plus spectaculaires en Pologne (+8), en Slovénie (+6) et à Malte (+5). Le soutien a diminué de 7 points de pourcentage à Chypre et le chiffre peu élevé de l'Estonie reflète également une diminution de 5 points de pourcentage. (Voir aussi graphiques individuels par pays, FIG. 4.3F - 4.3AE)

L'opposition franche atteint son niveau le plus élevé à Malte et en Lettonie où près d'un tiers des citoyens (32%) déclarent qu'ils voteraient contre l'Union européenne. De nombreux Estoniens (31%) partagent également cette opinion. Toutefois, dans chaque Pays Candidat, les personnes qui soutiendraient l'adhésion de leur pays à l'UE lors d'un référendum sont largement plus nombreuses que celles qui s'y opposeraient. (TABLEAU ANNEXE 4.8A)



## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Moyenne PC)

2001-2002

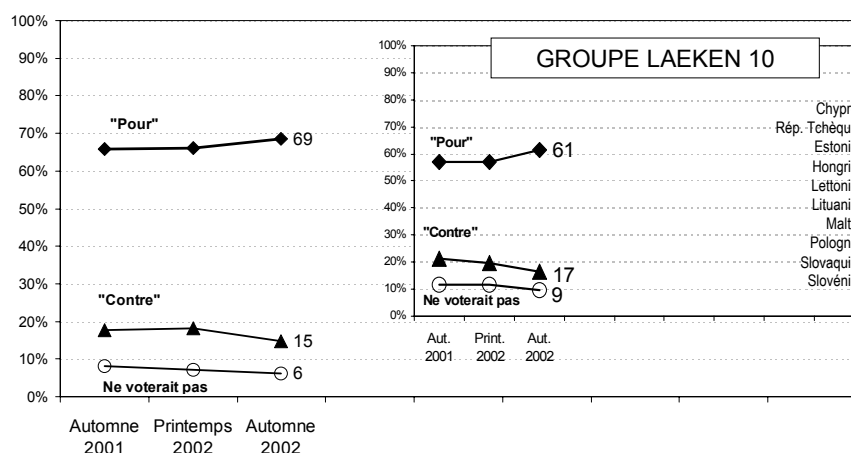


Fig. 4.3d

Source : Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?  
(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

Comme l'illustre le Tableau 4.3a ci-dessous, les partisans sont actuellement beaucoup plus mobilisés pour aller voter que les euro-sceptiques, ce qui renforce encore la position du 'pour' dans toute la région.

**Tableau 4.3a Relation entre le niveau de mobilisation et les intentions de vote au référendum sur l'UE**  
(au niveau PC-13)

VOTERAIT	PROBABILITE DE PARTICIPATION A UN RÉFÉRENDUM SUR L'UE		
	Faible (résultat 1-3)	Moyenne (résultat 4- 7)	Elevée (résultat 8-10)
Pour	19%	65	89
Contre	42%	16	8
Indécis, ne participerait pas	39%	19	3

Les analyses par pays des intentions de vote des votants 'décidés' (voir tableau ci-dessous) montrent que dans les 13 pays, au moment du sondage, la majorité des votants qui déclaraient qu'ils participeraient auraient voté pour rejoindre l'UE (90%)<sup>20</sup>. Même dans les pays où les niveaux de support sont généralement moins élevés, les 'pour' mènent d'une marge très confortable.

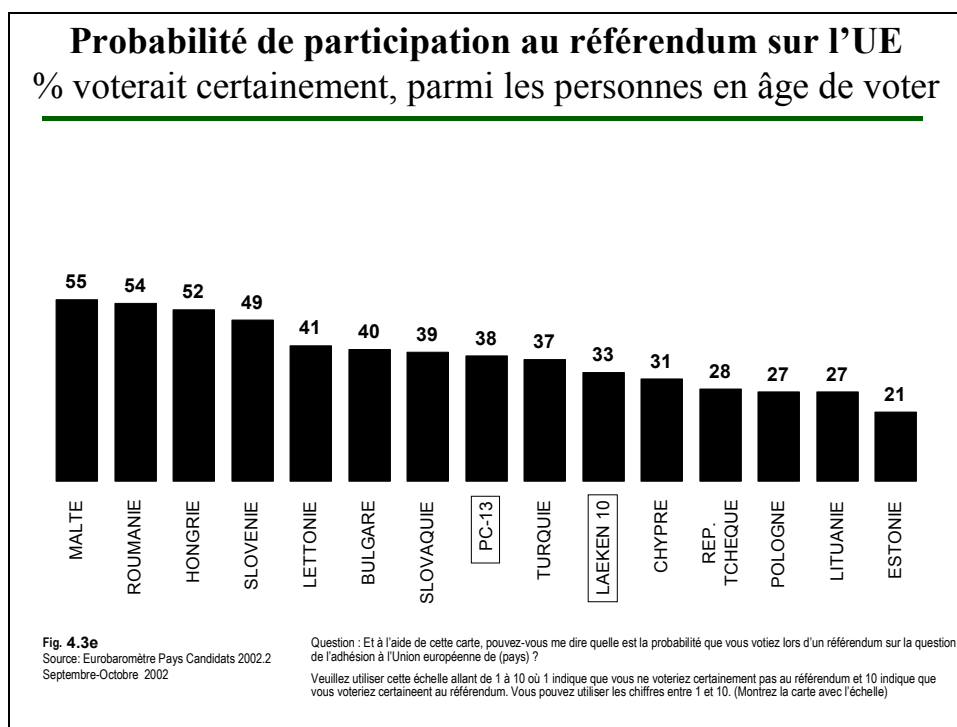
**Tableau 4.3b Comment voteriez-vous lors d'un référendum sur l'adhésion à l'UE ?**  
répondants âgés de 18 ans et plus, ayant indiqué qu'ils voteraient 'sans aucun doute'

	% Pour	% Contre		% Pour	% Contre
ROUMANIE	97	1	LITUANIE	85	14
BULGARIE	97	3	<b>LAEKEN-10</b>	<b>85</b>	<b>12</b>
TURQUIE	92	5	REP. TCHEQUE	80	18
<b>PC-13</b>	<b>90</b>	<b>7</b>	SLOVÉNIE	78	17
CHYPRE	90	6	MALTE	65	31
HONGRIE	90	5	ESTONIE	62	35
SLOVAQUIE	89	10	LETTONIE	53	40
POLOGNE	86	12			

<sup>20</sup> L'analyse inclut les non-citoyens résidents permanents en Estonie et en Lettonie.

Presque tous les votants 'décidés' voteraient pour l'adhésion de leur pays à l'UE en Roumanie et en Bulgarie (97% chacun). Environ 9 Turcs, Chypriotes, Hongrois, Slovaques et Polonais sur 10 soutiendraient l'adhésion lors d'un vote. A peu près 8 votants sur 10 approuveraient l'adhésion en Lituanie (85%), en République tchèque (80%) et en Slovaquie (78%). Les proportions des personnes qui voteraient sans aucun doute ne sont significatives que dans 3 des Pays Candidats : Lettonie (40%), Estonie (35%) et Malte (31%).

Cependant, les taux de participation tels qu'ils semblent être à l'heure actuelle (Graphique 4.3e) sont extrêmement faibles dans toute la région. Le référendum sur l'adhésion est un moment historique pour tous les pays où les citoyens abandonnent une part considérable de la souveraineté nationale de leur pays et s'engagent fermement pour appartenir aux systèmes supra-nationaux qui se mettent en place aujourd'hui en Europe. Même sans critères de taux de participation pour la validité légale des référendums dans les Pays Candidats (il y en a dans certains), un référendum avec un très faible taux de participation amoindrirait en lui-même la légitimité de l'adhésion d'un pays à l'Union européenne.



Les chiffres actuels sont décevants, même si le faible taux de participation prévu est le reflet de la certitude des citoyens quant à la victoire du 'pour' plutôt que de leur apathie sur la question.

Seuls 3 des Pays Candidats ont une maigre majorité de personnes pensant qu'elles voteraient sans aucun doute si un référendum était organisé sur l'adhésion à l'Union européenne : Malte (55%), Roumanie (54%) et Hongrie (52%). Toutefois, les taux de participation réelle sont généralement plus faibles que ce que les personnes interrogées prévoient et disent à un enquêteur. Dans 10 des 13 pays, la majorité des personnes resteraient chez elles. Le taux de participation resterait inférieur à 30% en République tchèque (28%), en Pologne, en Lituanie (27% chacun) et en Estonie (21%). (TABLEAU ANNEXE 4.9)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Bulgarie) 2001-2002

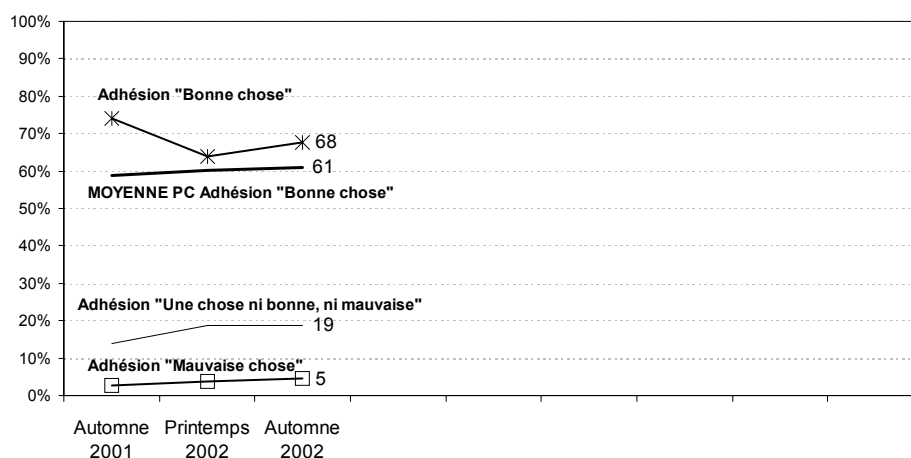


Fig. 4.3f

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question: D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ...?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Bulgarie) 2001-2002

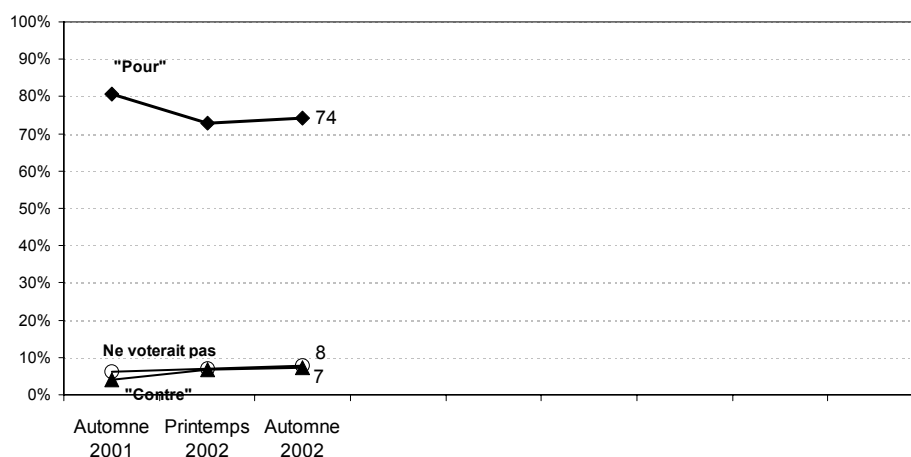


Fig. 4.3g

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question: Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Chypre)

2001-2002

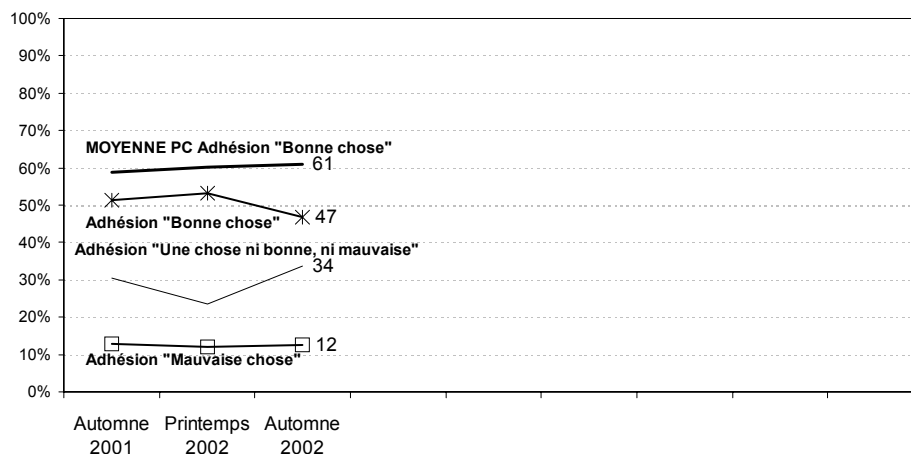


Fig. 4.3h

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Chypre)

2001-2002

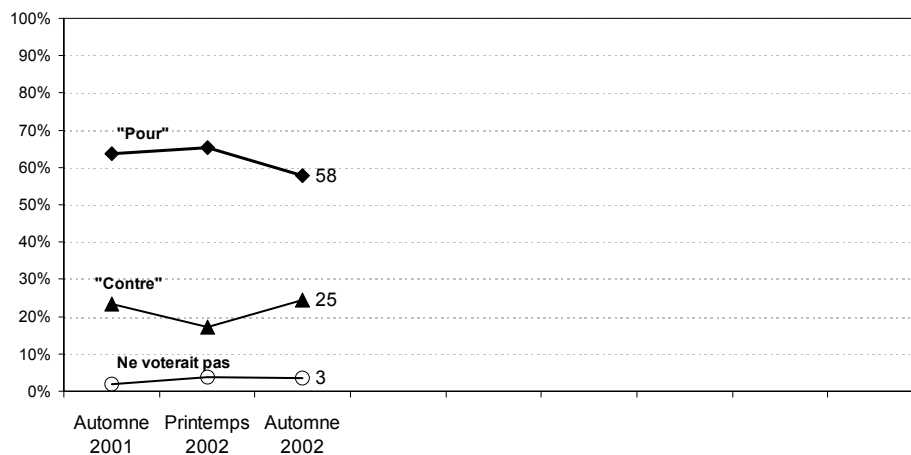


Fig. 4.3i

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (République tchèque)

2001-2002

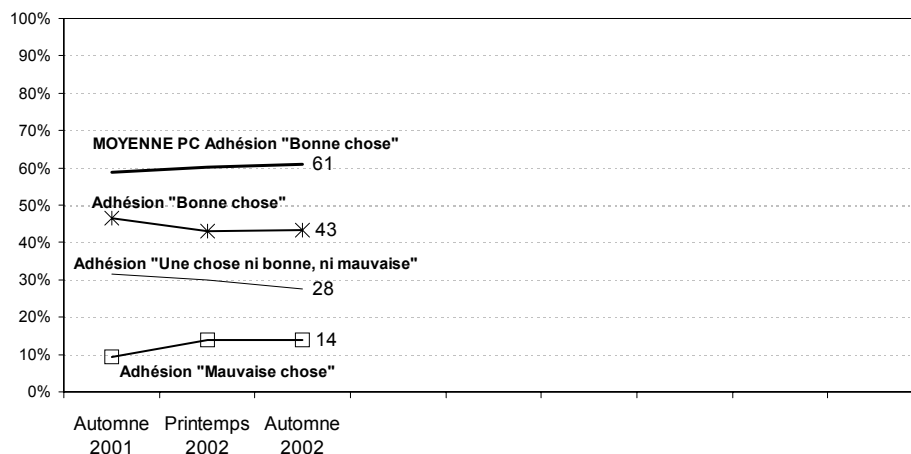


Fig. 4.3j

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (République tchèque)

2001-2002

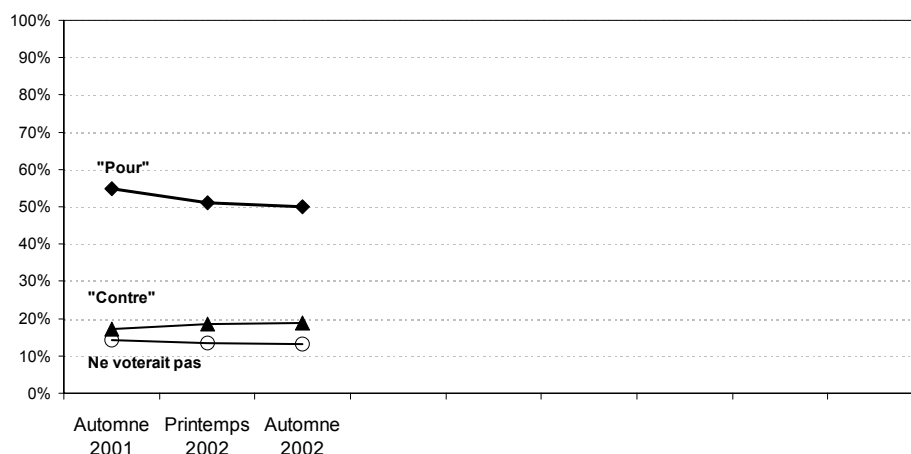


Fig. 4.3k

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Estonie)

2001-2002

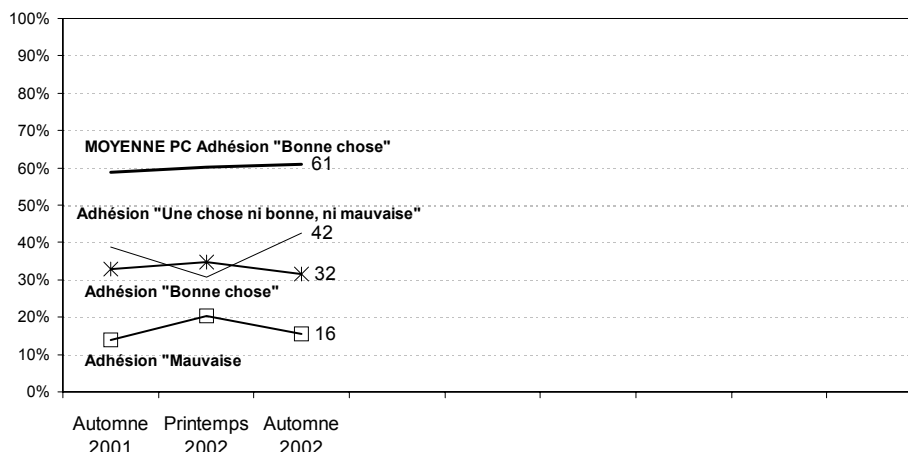


Fig. 4.3l

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Estonie)

2001-2002

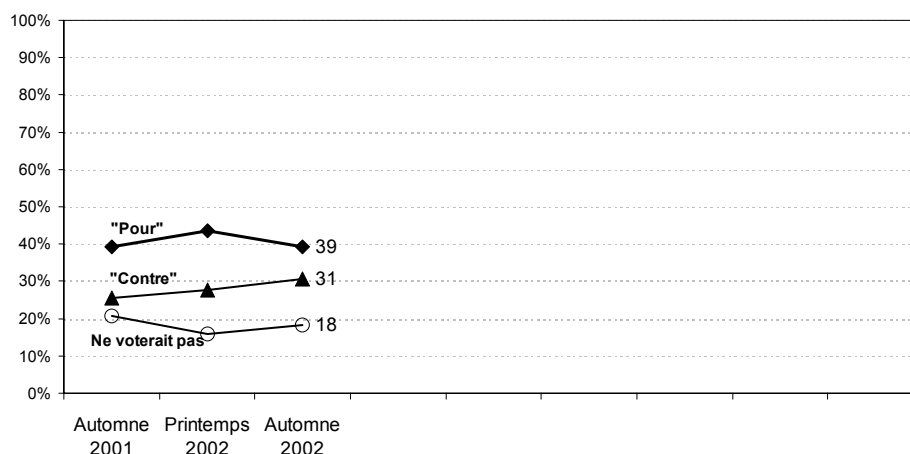


Fig. 4.3m

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Hongrie)

2001-2002

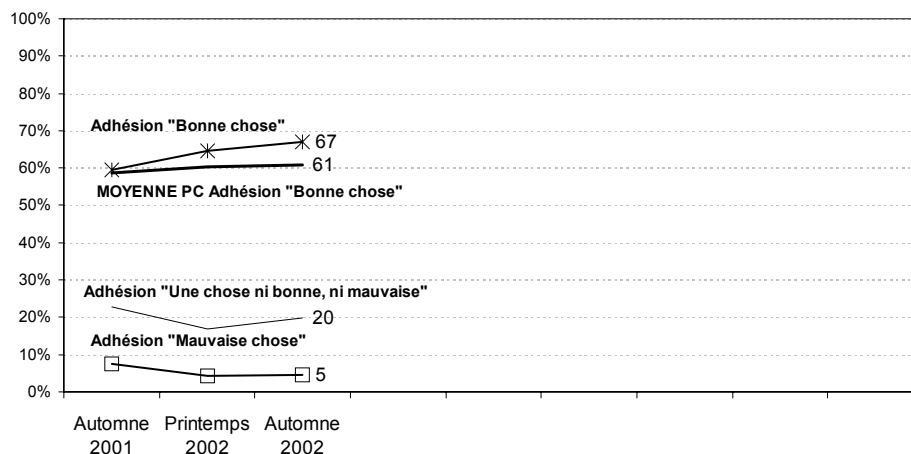


Fig. 4.3n

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Hongrie)

2001-2002

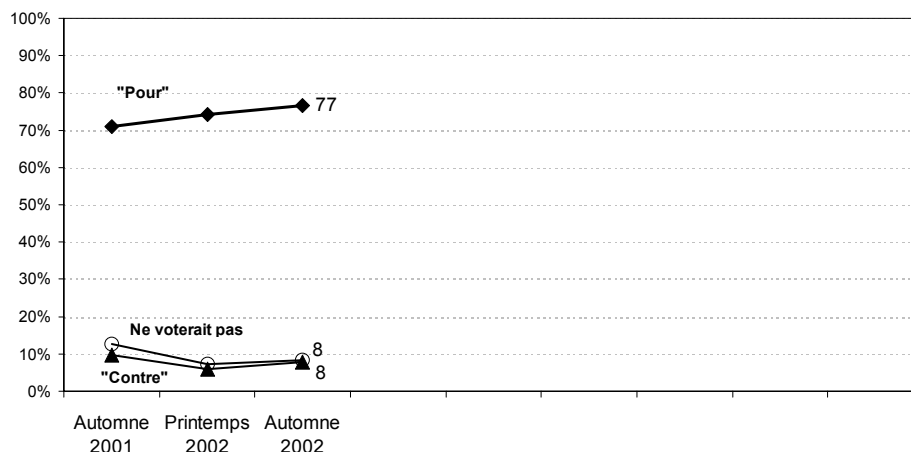


Fig. 4.3o

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Lettonie)

2001-2002

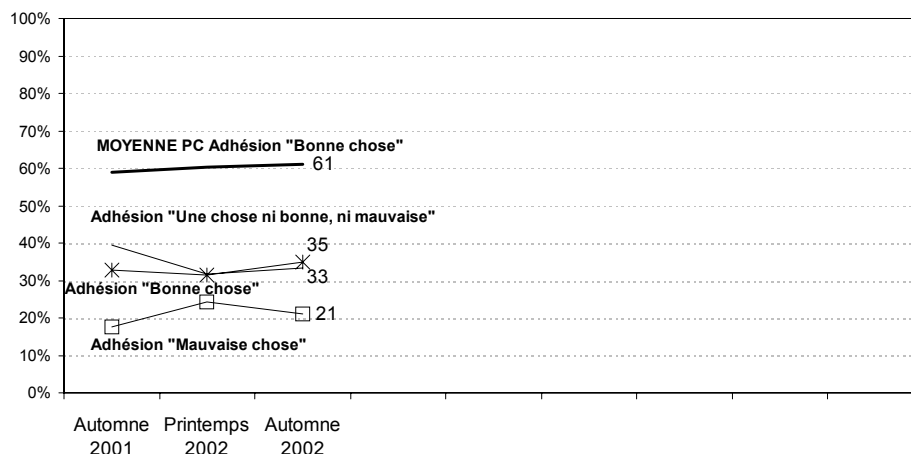


Fig. 4.3p

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Lettonie)

2001-2002

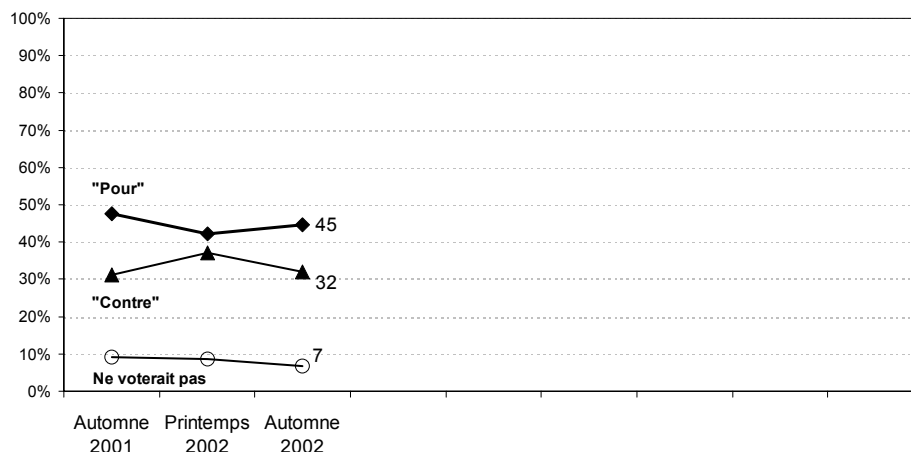


Fig. 4.3q

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)



## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Lituanie)

2001-2002

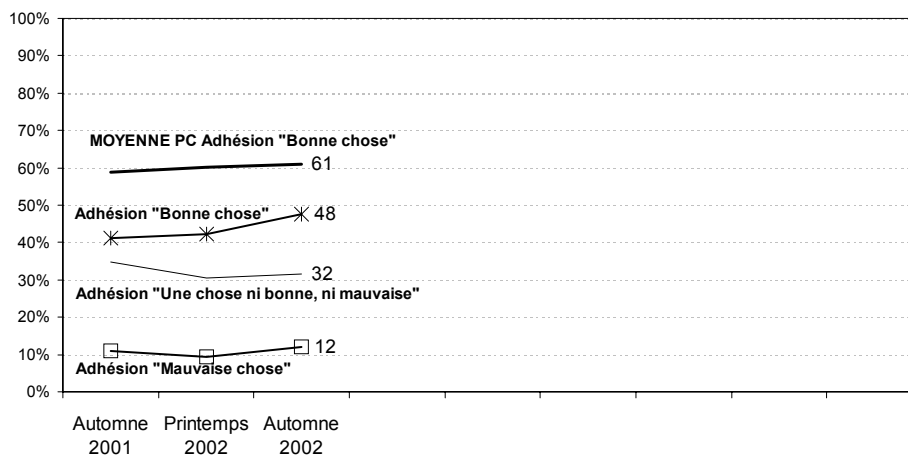


Fig. 4.3r

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Lituanie)

2001-2002

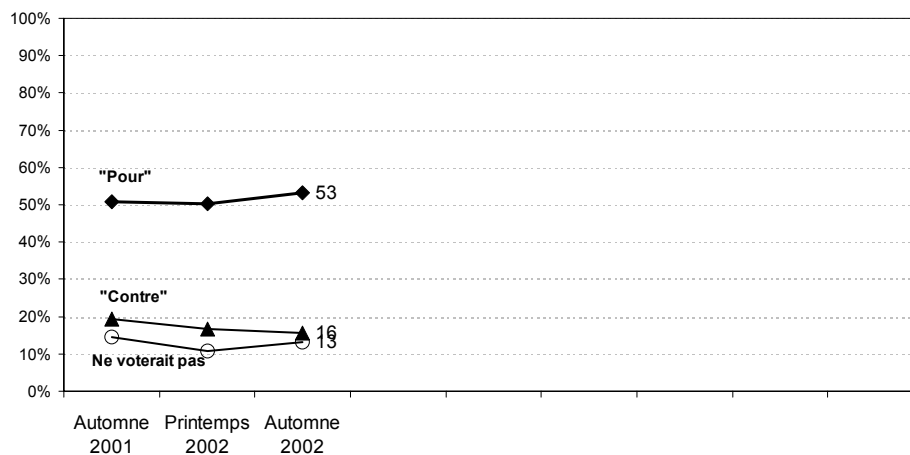


Fig. 4.3s

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne

(Malte)

2001-2002

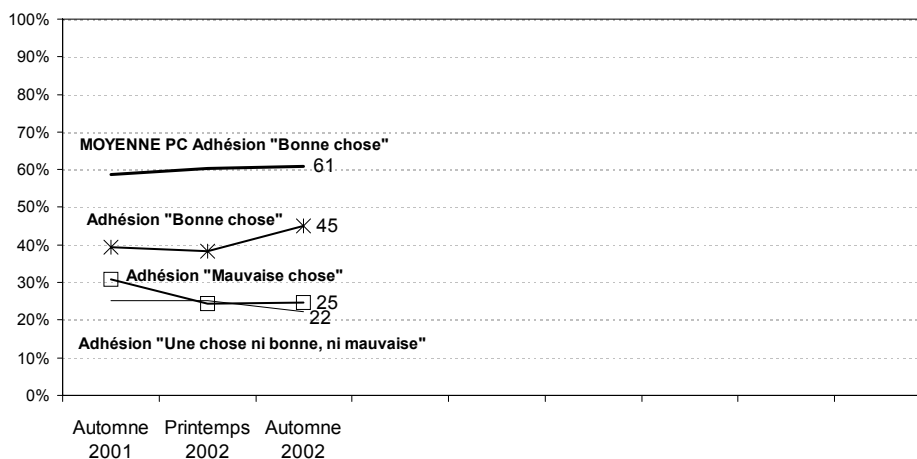


Fig. 4.3t

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne

(Malte)

2001-2002

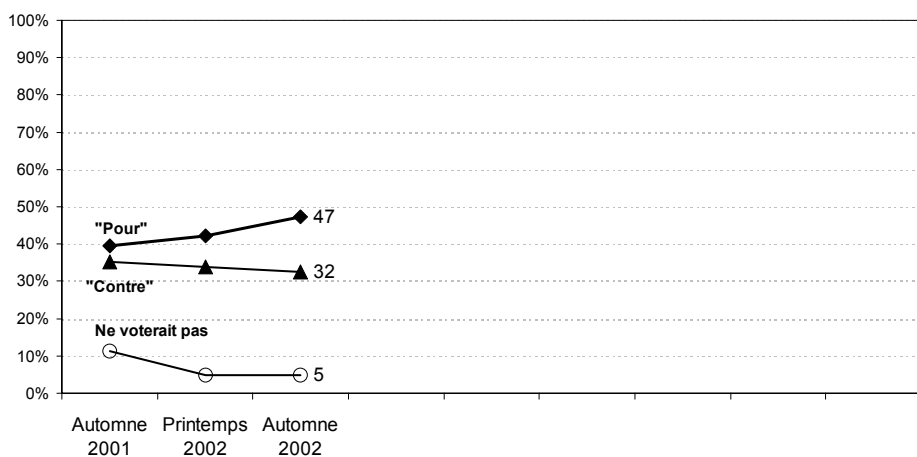


Fig. 4.3u

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Pologne)

2001-2002

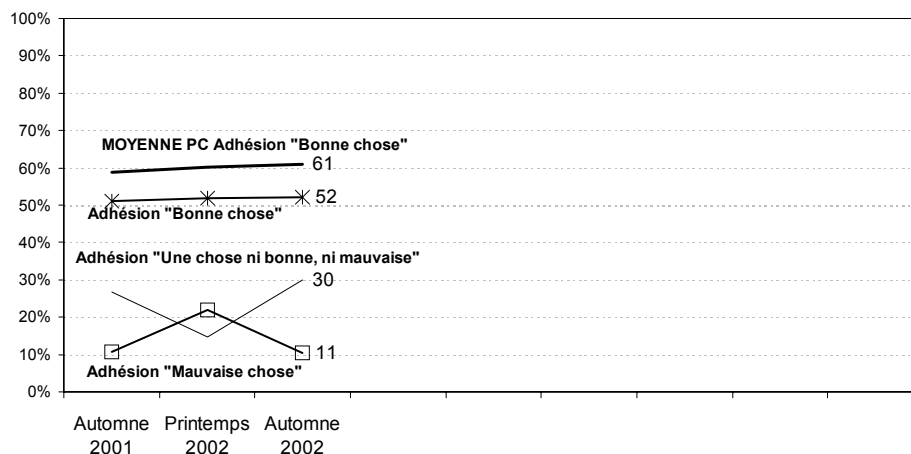


Fig. 4.3v

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Pologne)

2001-2002

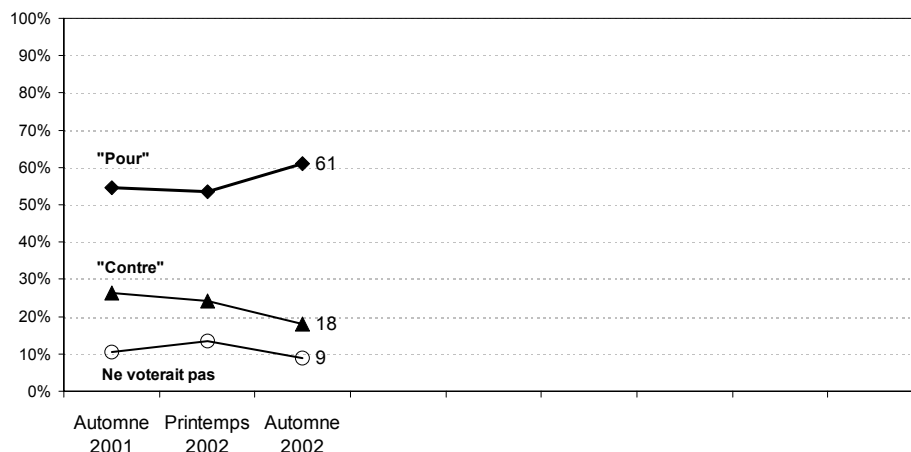


Fig. 4.3x

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Roumanie)

2001-2002

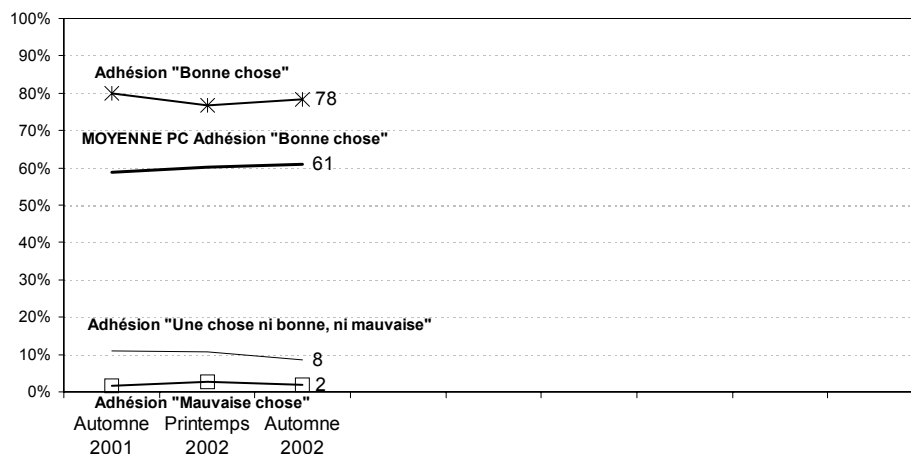


Fig. 4.3y

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Roumanie)

2001-2002

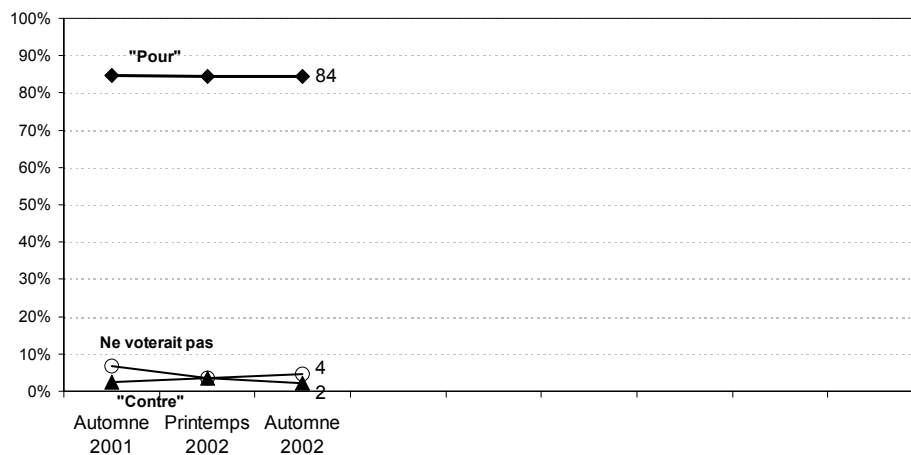


Fig. 4.3z

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Slovaquie)

2001-2002

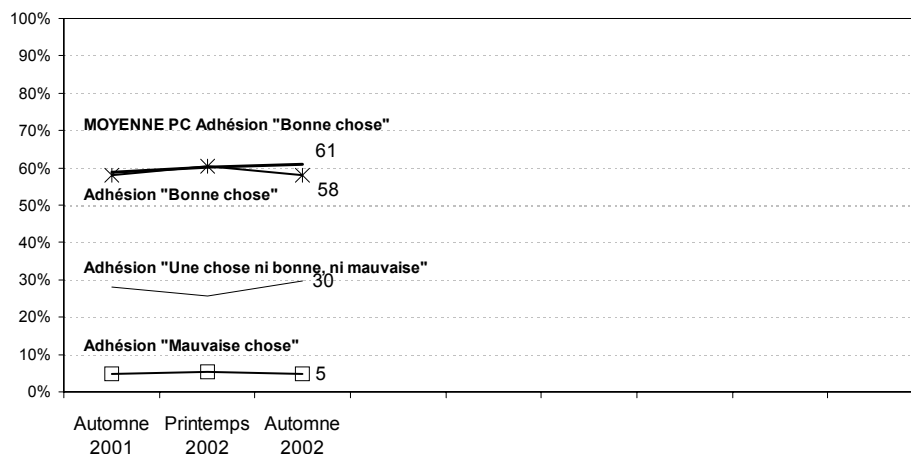


Fig. 4.3aa

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Slovaquie)

2001-2002

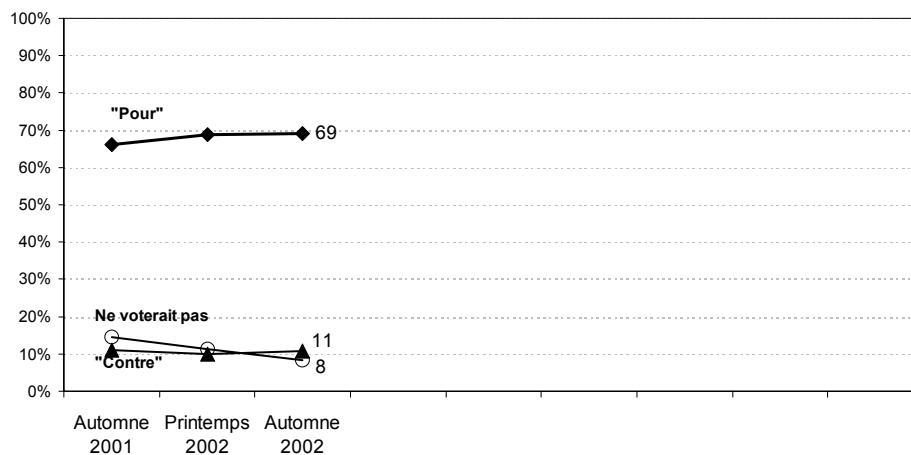


Fig. 4.3ab

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Slovénie)

2001-2002

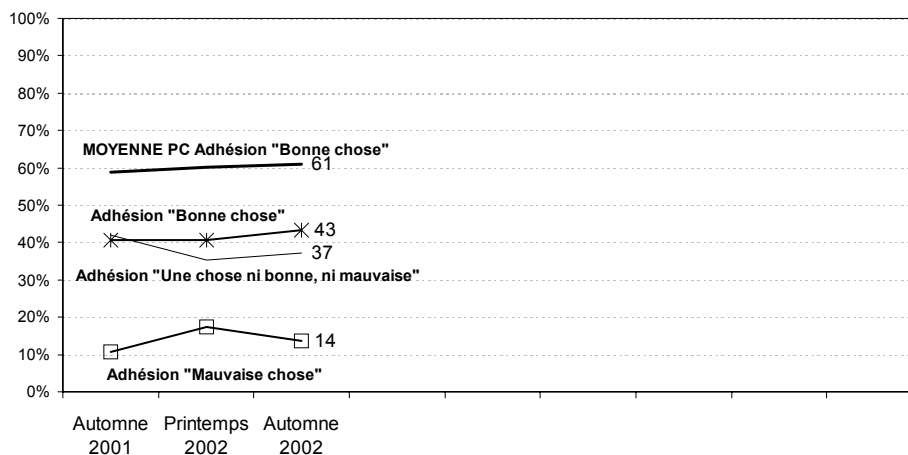


Fig. 4.3ac

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Slovénie)

2001-2002

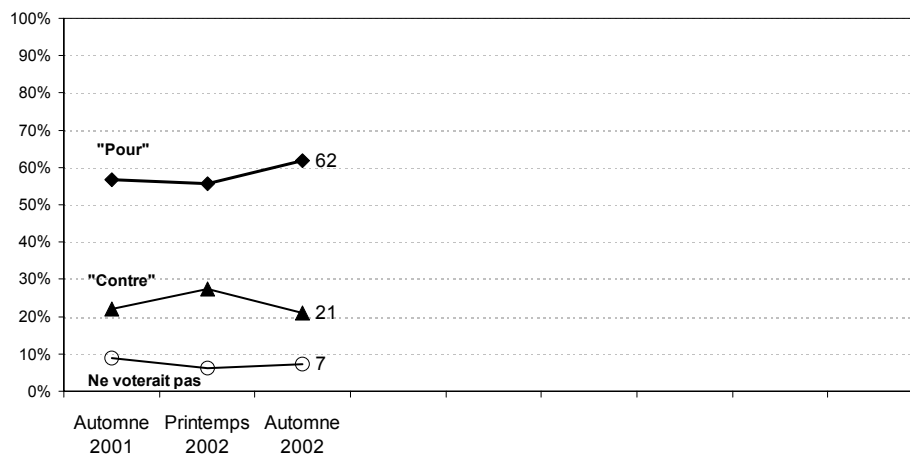


Fig. 4.3ad

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Soutien de l'adhésion à l'Union européenne (Turquie) 2001-2002

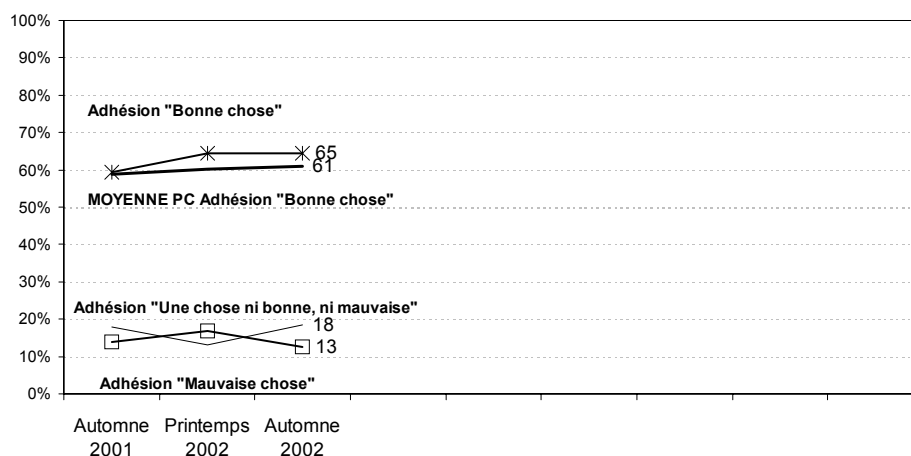


Fig. 4.3ae

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : D'une manière générale, pensez-vous que l'adhésion de (pays) à l'Union européenne serait ... ?  
(Lire)

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Référendum sur l'adhésion à l'Union européenne (Turquie) 2001-2002

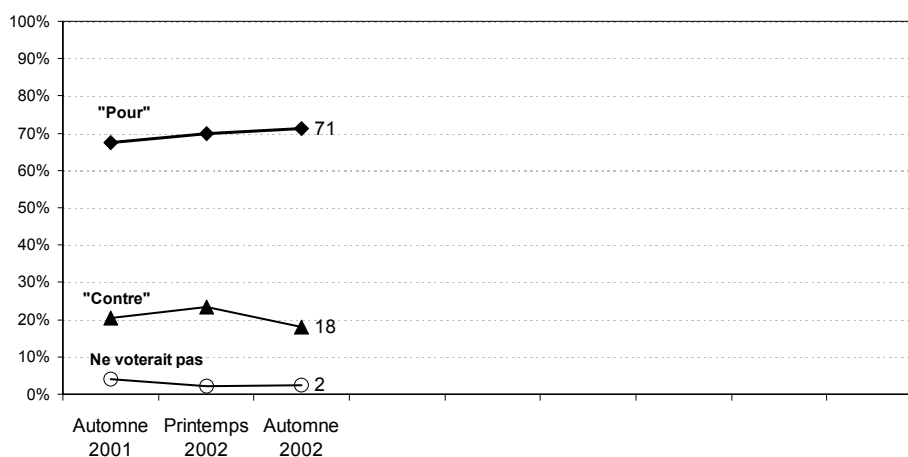


Fig. 4.3af

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Et si un référendum devait être organisé demain sur l'adhésion de (pays), voteriez-vous personnellement pour ou contre ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

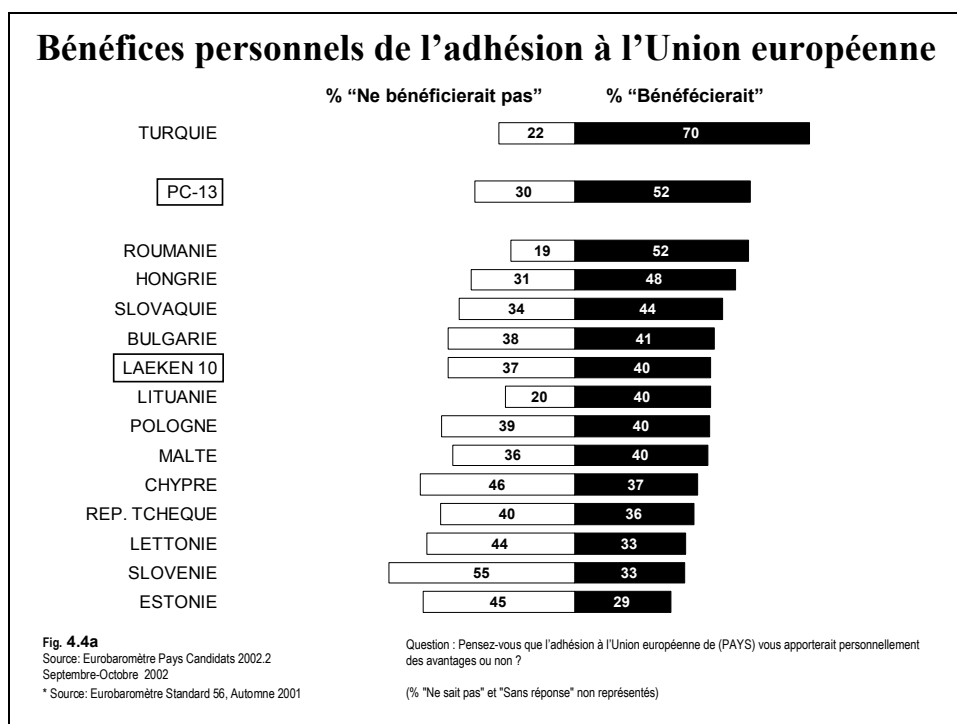
#### 4.4. Bénéfices perçus de l'adhésion à l'Union européenne

Cette section examinera les avantages projetés de l'adhésion à l'Union européenne des Pays Candidats au niveau national ainsi qu'au niveau personnel. Nous étudierons l'opinion de la population quant à qui bénéficiera de l'adhésion à l'UE et qui seront selon eux les perdants de l'intégration européenne.

##### Bénéfices personnels

Lorsque l'Eurobaromètre Pays Candidats a interrogé les citoyens sur les bénéfices personnels qu'ils tireraient de l'adhésion de leur pays à l'UE, leurs opinions étaient divisées. 52% des répondants au niveau PC-13 pensent qu'ils bénéficieraient personnellement de l'adhésion à l'UE, 30% pensent qu'ils n'en bénéficieraient pas et 18% ne sont pas certains que l'adhésion affecterait leurs vies personnelles. En Turquie, nous avons constaté un solide optimisme concernant les bénéfices personnels d'une éventuelle adhésion à l'UE (70%). La Roumanie était le seul autre pays où au moins la moitié des citoyens attendent des avantages de la future adhésion de leur pays à l'Union européenne.

En Estonie, nous avons enregistré des niveaux d'optimismes extrêmement faibles concernant les avantages personnels escomptés de la future adhésion à l'UE. Seuls 3 Estoniens sur 10 pensent qu'ils tireraient personnellement bénéfice de l'adhésion, ce qui les classe comme les moins optimistes des 13 Pays Candidats. Cependant, ce ne sont pas les plus pessimistes : tandis que 45% des Estoniens sont pessimistes concernant leur avenir personnel après l'adhésion, en Slovaquie plus de la moitié des citoyens (55%) s'attendent à ne pas bénéficier de l'adhésion de leur pays à l'UE. Avec 40%, nous enregistrons en Lituanie la proportion la plus élevée de personnes sans opinion concernant les bénéfices qu'elles pourraient tirer de l'adhésion de leur pays à l'UE. 27% des Estoniens ainsi que 3 Roumains sur 10 sont également incapables de décider si leurs vies seraient affectées positivement par l'adhésion ou non.





Les analyses de tendance montrent une augmentation des bénéfices personnels escomptés depuis l'automne 2001 en Turquie (+12), en Hongrie (+6), en République tchèque et en Estonie (+3 chacun). Une diminution des attentes positives a été enregistrée à Chypre (-9) et en Bulgarie (-6). Dans les deux pays, en même temps, la proportion des personnes qui pensent à présent qu'ils ne bénéficieraient pas personnellement de l'adhésion de leur pays à l'UE a augmenté également (+8 à Chypre et +3 en Bulgarie).

Bien que les niveaux d'optimisme franc n'aient pas changé de manière significative, les Maltais (-5) et les Roumains (-6) sont à présent beaucoup moins susceptibles de penser qu'ils ne bénéficieront pas de l'adhésion de leur pays.

Nous avons également utilisé une autre mesure pour déterminer la balance des avantages et des désavantages escomptés. La question suivante est liée à la discussion visant à déterminer si les personnes considéreraient la future adhésion de leur pays comme profitable également.

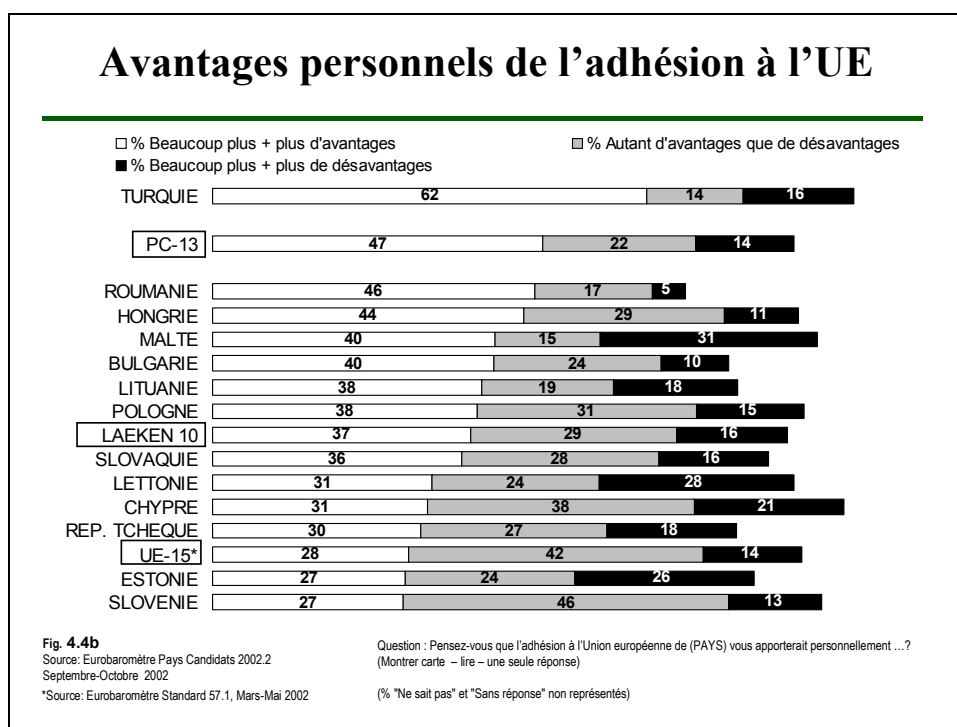
*Pensez-vous que l'adhésion de (PAYS) à l'Union européenne vous apporterait personnellement ...?*

Au niveau PC-13, la distribution des réponses est la suivante (nous présentons entre parenthèses les résultats de l'automne 2001) :

▪ Beaucoup plus d'avantages	14%	(12%)
▪ Plus d'avantages	33%	(30%)
▪ Autant d'avantages que de désavantages	22%	(23%)
▪ Plus de désavantages	9%	(10%)
▪ Beaucoup plus de désavantages	5%	(4%)
▪ (Ne sait pas / Sans opinion)	17%	(21%)

Les répondants des Pays Candidats sont à présent un peu plus optimistes qu'il y a un an. Nettement plus de citoyens pensent qu'ils tireront personnellement plus d'avantages que de désavantages une fois que leur pays aura rejoint l'Union européenne. 14% seulement des personnes pensent que les désavantages seront plus nombreux que les avantages. La proportion des personnes qui ne sont pas capables de se décider entre les avantages et les désavantages escomptés a diminué de 4 points de pourcentage depuis l'automne dernier.

Les futurs membres de l'Union européenne sont nettement plus optimistes que les citoyens de l'UE actuellement, comme le montre le graphique 4.4b.



Les analyses par pays révèlent que la Turquie est le seul pays où plus de la moitié de la population (62%) pense que l'adhésion à l'UE apporterait plus d'avantages que de désavantages. Bien que moins de la moitié des personnes partagent cette opinion dans les autres pays, celle-ci est toujours la plus répandue dans tous les autres pays sauf deux : la Slovénie et Chypre, où la plupart des personnes pensent tirer autant d'avantages que de désavantages. Dans aucun Pays Candidat, la proportion des personnes qui pensent que l'adhésion apporterait plus de désavantages ne dépasse la proportion des personnes qui pensent que l'adhésion apporterait plus d'avantages, bien que celles-ci soient très proches en Estonie. La proportion des répondants qui n'étaient pas capables ou ne voulaient pas donner d'opinion est généralement élevée. Elle va de 9% en Turquie à 33% en Roumanie. (TABLEAU ANNEXE 4.11)

<b>Tableau 4.4a Bénéfices personnels escomptés de la future adhésion à l'UE, résultats nets</b> différences entre % plus + beaucoup plus d'avantages et % plus + beaucoup plus de désavantages, par démographiques			
<b>Groupe</b>	<b>Bénéfice net</b>	<b>Groupe</b>	<b>Bénéfice net</b>
Etudiants	60	Chômeurs	33
Connaissance de l'UE +	57	Indice d'Utilisation des Médias --	32
15-24 ans	55	Autres cols blancs	32
Adhésion : très + bien informé	53	Femme	31
Cadres	46	Ayant étudié jusqu'à 15 ans	30
Grande ville	42	Zone rurale ou village	30
Connaissances de l'UE +/-	42	Travailleurs manuels	29
Personnes au foyer	42	Ville petite ou moyenne	29
Indice d'Influence sur l'Opinion ++ élevée	40	Indépendants	28
Ayant étudié jusqu'à 20 ans et +	39	Indice d'Utilisation des Médias ---	27
Indice d'Influence sur l'Opinion +	39	Adhésion : pas + pas du tout informé	26
25-39 ans	37	40-54 ans	26
Indice d'Utilisation des Médias +++	36	Ayant étudié jusqu'à 16-19 ans	25
Homme	36	Indice d'Influence sur l'Opinion - - faible	23
Indice d'Utilisation des Médias ++	34	Connaissances de l'UE -	20
Indice d'Influence sur l'Opinion -	34	Retraités	17
PC-13	33	55 ans et +	17

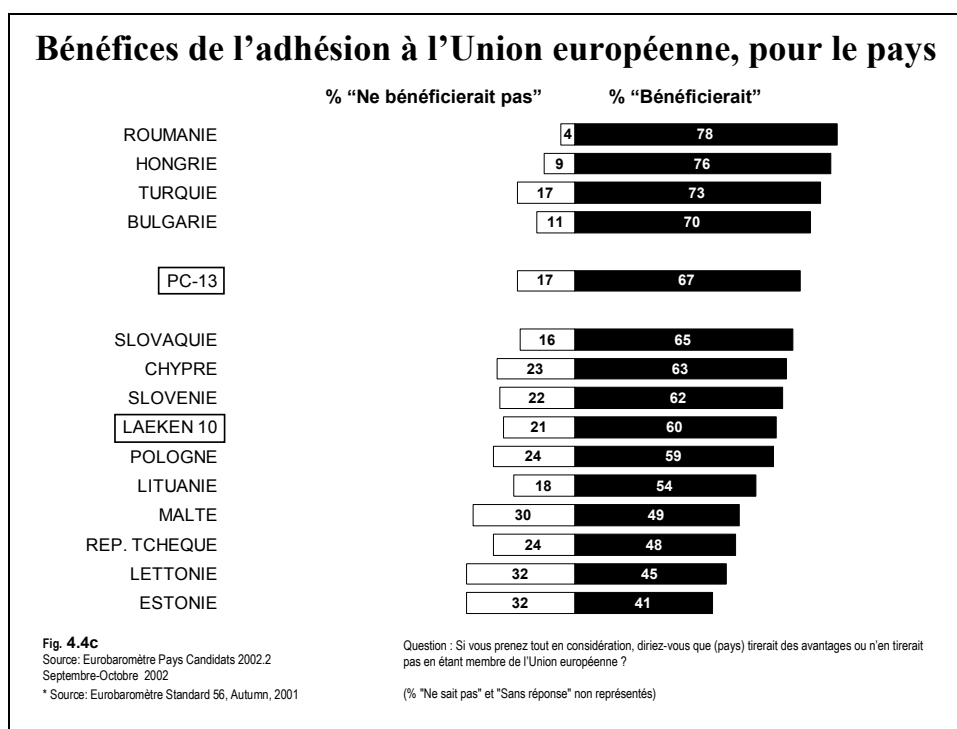
Comme le montre le tableau ci-dessus, les différents groupes sociaux varient de manière significative dans leurs évaluations de la balance des bénéfices qu'ils tireront personnellement de l'intégration européenne. Les étudiants, les jeunes et les personnes qui pensent en savoir beaucoup sur l'adhésion de leur pays ont l'opinion la plus favorable quant à la balance des coûts et des bénéfices. Les retraités, les personnes âgées et les personnes d'âge moyen, celles qui en savent peu sur l'UE, celles obtenant un résultat peu élevé sur les Indices d'utilisation des médias et d'influence sur l'opinion voient la balance d'un oeil moins favorable. Le classement des différents groupes n'a pas changé de manière significative depuis 2001 mais il est intéressant de noter que, contrairement à l'année passée, aucun groupe ne présente une balance escomptée négative des avantages et des désavantages.

## Bénéfices pour le pays

Si nous examinons les coûts et bénéfices perçus pour le pays suite à l'adhésion à l'UE, nous ne constatons pas de variation aussi élevée dans les opinions que lorsque nous avons étudié la même question au niveau personnel. D'une manière prédominante, les citoyens des Pays Candidats anticipent une balance des avantages et des désavantages plus positive sur une échelle nationale.

Au sein des Etats membres, nous ne trouvons pas cet écart notable entre l'évaluation des avantages personnels et les bénéfices perçus pour le pays. En général, les répondants ne pensent pas que l'adhésion peut être meilleure pour le pays que pour eux-mêmes personnellement<sup>21</sup>. En même temps, il semble y avoir une opinion partagée presque à l'unanimité dans la Région Candidate selon laquelle les générations actuelles doivent 'sacrifier' leurs intérêts dans une certaine mesure pour assurer un avenir plus radieux à leur pays et aux plus jeunes générations.

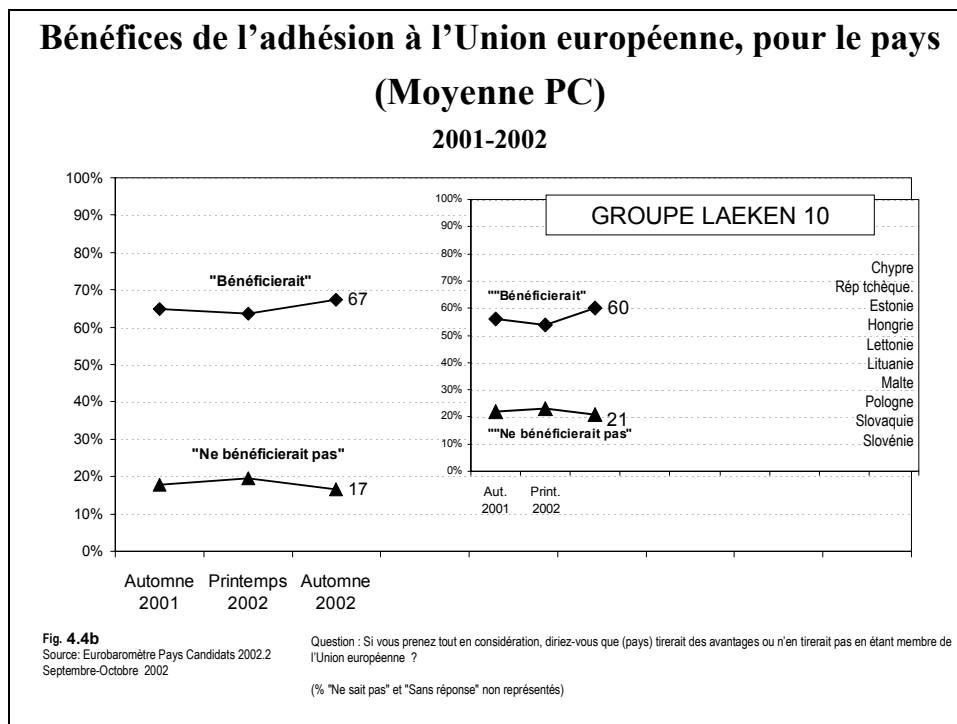
Si nous étudions les chiffres, deux tiers (67%) des personnes vivant dans les Pays Candidats s'attendent à ce que leur pays bénéficie de l'adhésion à l'Union européenne (contre 52% s'attendant à en bénéficier personnellement). Seuls 17% des personnes ne partagent pas cette attente. Par conséquent, 16% des personnes ne sont pas en mesure de formuler une opinion positive ou négative sur cette question.



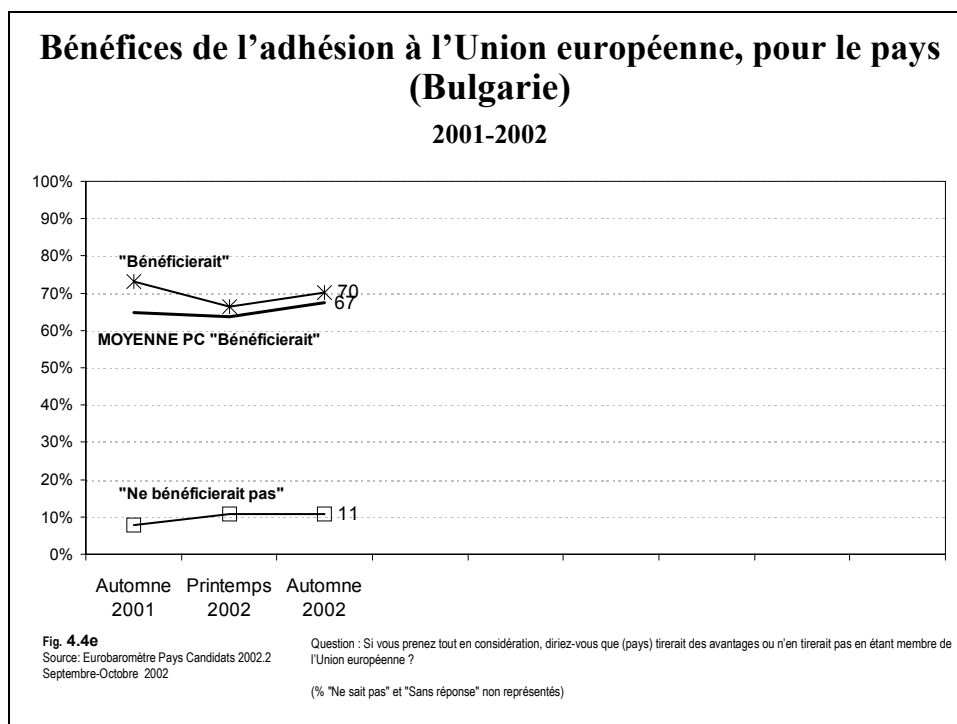
Dans tous les Pays Candidats, la plupart des personnes interrogées pensent que l'adhésion apporterait des avantages pour leur pays. 78% partagent cette opinion en Roumanie, 76% en Hongrie et 73% en Turquie. Toutefois, moins de la moitié des Tchèques, des Maltais, des Estoniens et des Lettons pensent que leur pays bénéficierait de l'adhésion à l'Union européenne. La proportion des personnes qui n'ont pas d'opinion va de 10% en Turquie à 28% en République tchèque et en Lituanie. (TABLEAU ANNEXE 4.12A)

<sup>21</sup> L'évaluation des bénéfices pour le pays au sein des Etats membres a été menée pour la dernière fois dans l'EB57, Printemps 2002.

Les analyses de tendance montrent une augmentation générale des bénéfices escomptés pour le pays depuis le printemps 2002 au niveau PC-13 (+3) et Laeken-10 (+6).



Les pays dans lesquels nous avons enregistré cette augmentation sont notamment la Pologne (+8), la Lettonie, la Lituanie (+6 chacun), la République tchèque (+5), la Slovaquie, la Bulgarie (+4 chacun), la Hongrie et la Slovaquie (+3 chacun). Nous avons enregistré une diminution des attentes positives à Chypre (-6) où la proportion de personnes qui pensent à présent que le pays ne bénéficierait pas de l'adhésion à l'UE a considérablement augmenté également (+9). Sur les pages suivantes, les graphiques 4.4e - 4.4p présentent les tendances pour chaque Pays Candidat.



## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Chypre)

2001-2002

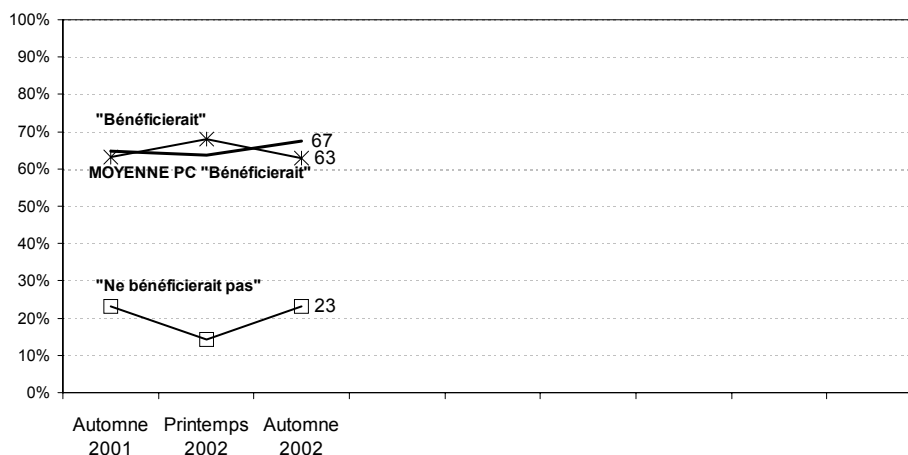


Fig. 4.4f

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (République tchèque)

2001-2002

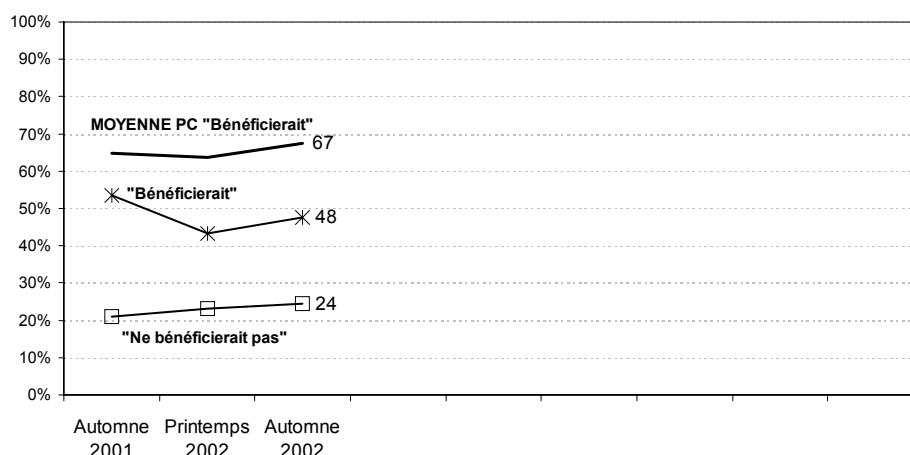


Fig. 4.4g

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Estonie)

2001-2002

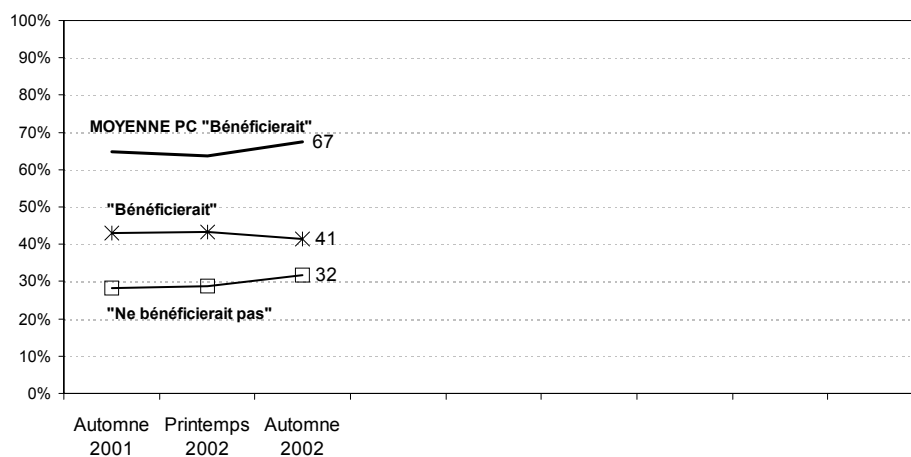


Fig. 4.4h

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Hongrie)

2001-2002

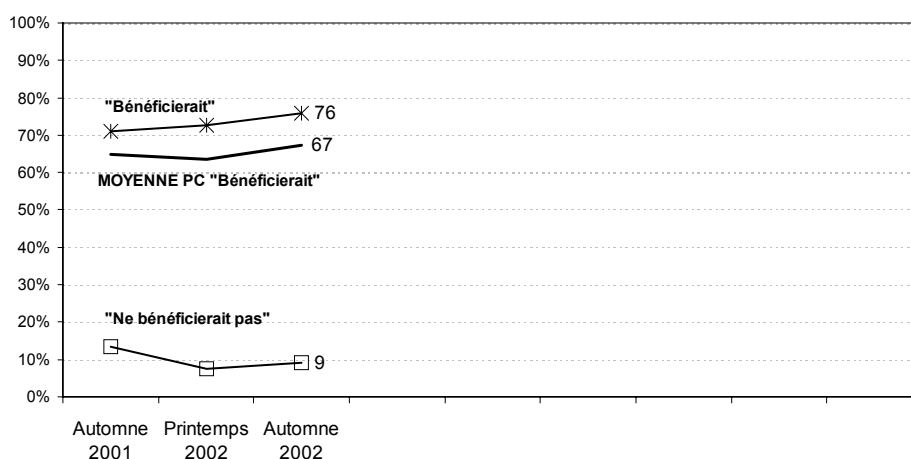


Fig. 4.4i

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Lettonie)

2001-2002

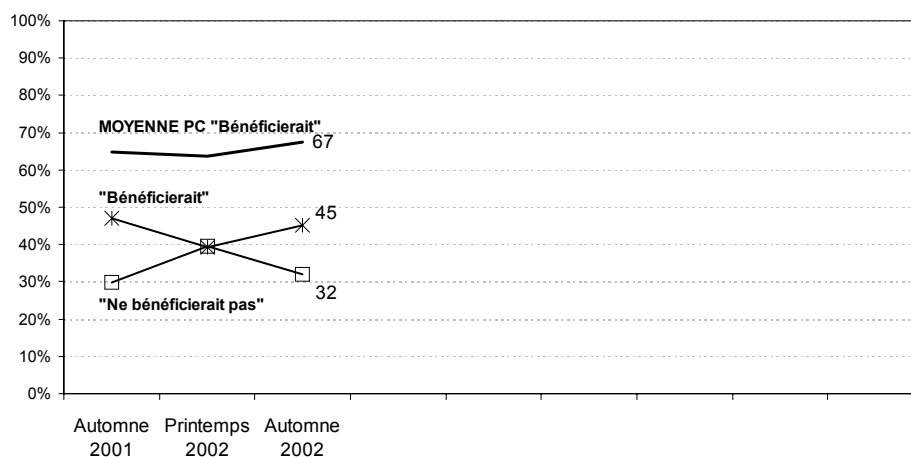


Fig. 4.4j

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Lituanie)

2001-2002

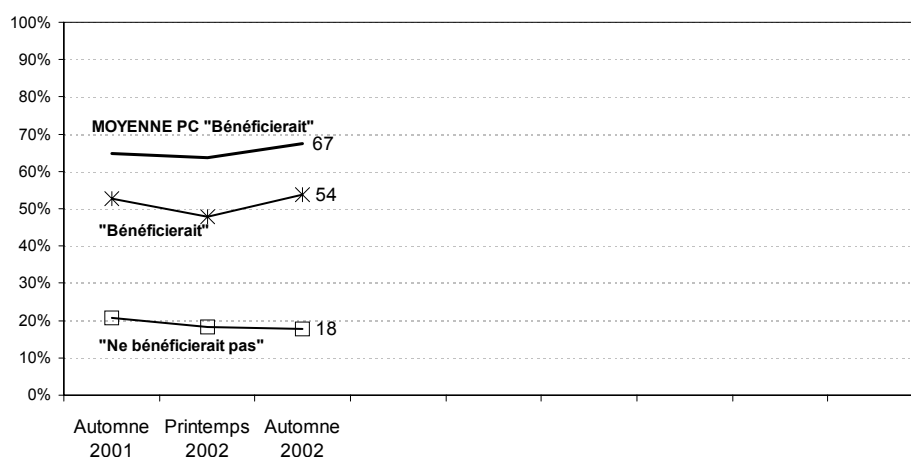


Fig. 4.4k

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

### Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Malte) 2001-2002

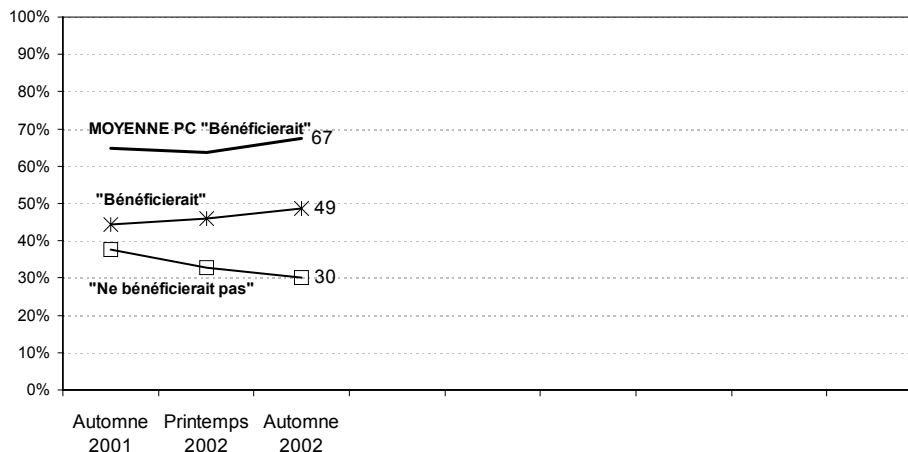


Fig. 4.4l

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

### Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Pologne) 2001-2002

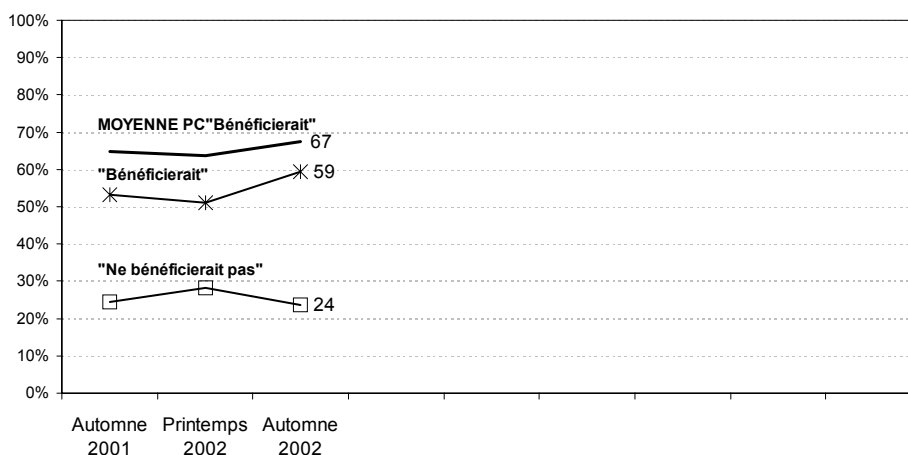


Fig. 4.4m

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)



## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Roumanie)

2001-2002

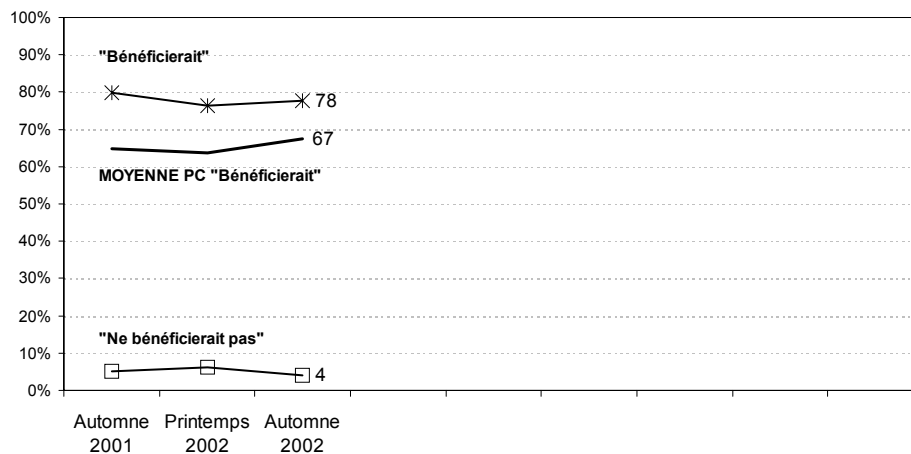


Fig. 4.4m

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Slovaquie)

2001-2002

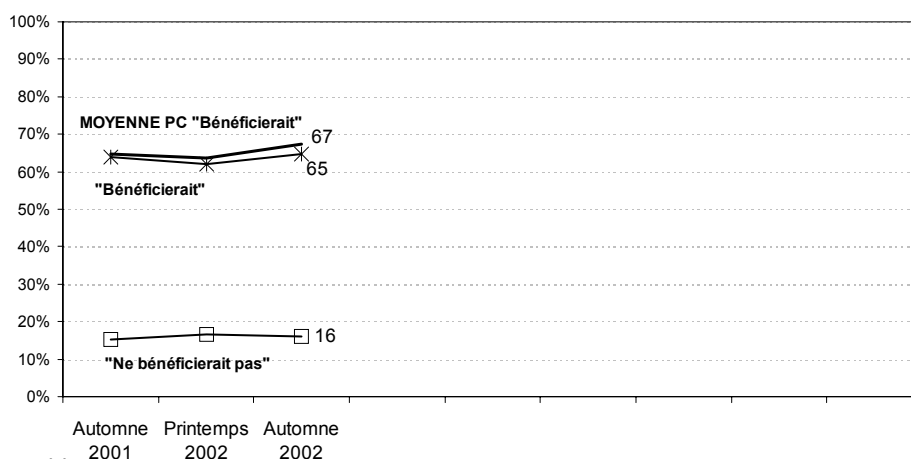


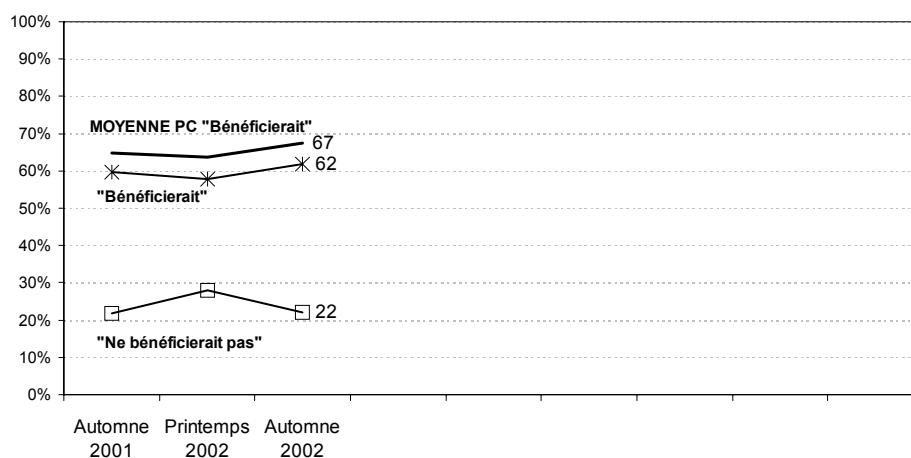
Fig. 4.4n

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Slovénie) 2001-2002



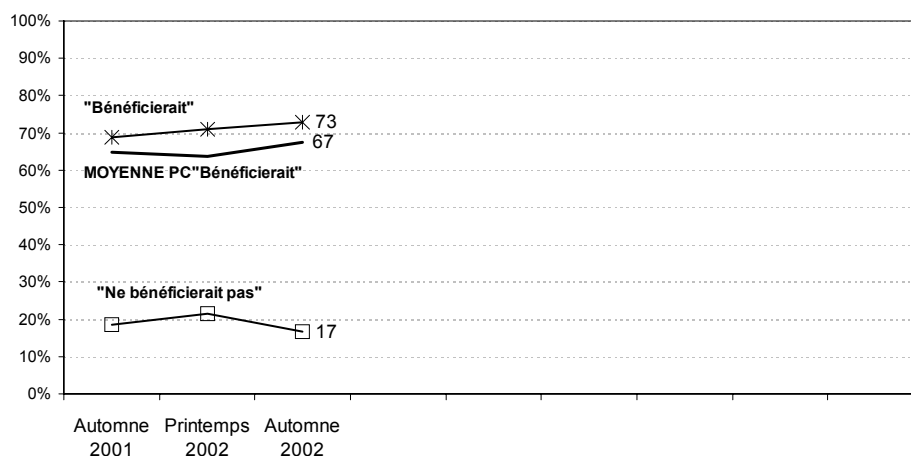
**Fig. 4.4o**

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

## Bénéfices de l'adhésion à l'Union européenne, pour le pays (Turquie) 2001-2002



**Fig. 4.4p**

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Si vous prenez tout en considération, diriez-vous que (pays) tirerait des avantages ou n'en tirerait pas en étant membre de l'Union européenne ?

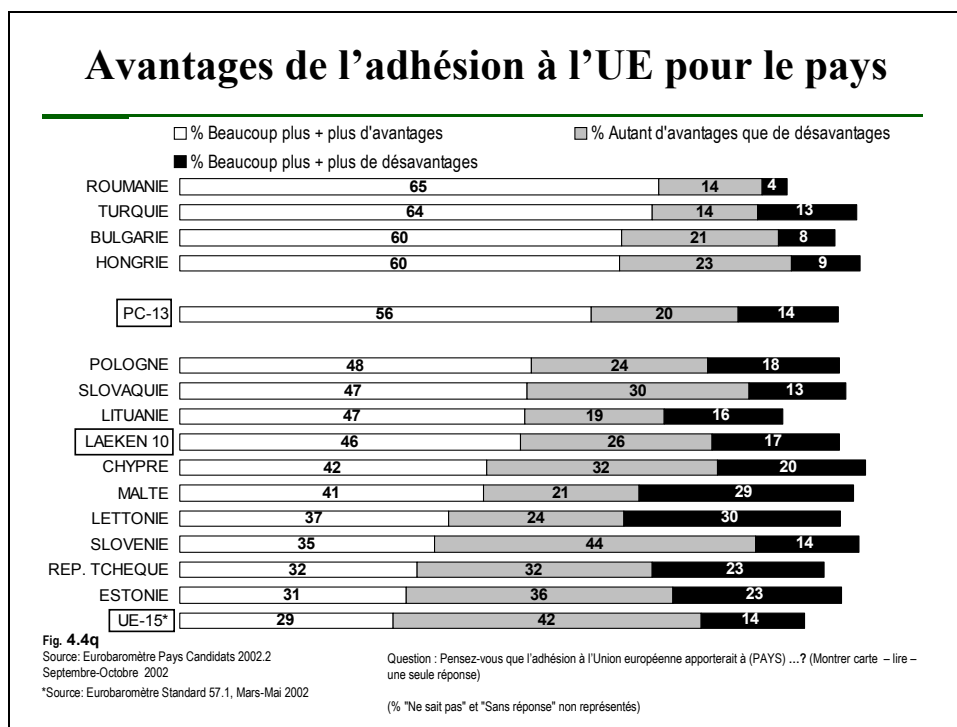
(% "Ne sait pas" et "Sans réponse" non représentés)

A nouveau, nous avons utilisé la mesure à cinq échelles pour déterminer la **balance nette** des avantages et désavantages escomptés au niveau national. Au niveau PC-13, la distribution des réponses pour la question suivante se présente ainsi (les résultats de l'automne 2001 sont présentés entre parenthèses) :

*Pensez-vous que l'adhésion à l'Union européenne apporterait à (PAYS) ...?*

▪ Beaucoup plus d'avantages	20%	(18%)
▪ Plus d'avantages	36%	(36%)
▪ Autant d'avantages que de désavantages	20%	(20%)
▪ Plus de désavantages	9%	(10%)
▪ Beaucoup plus de désavantages	5%	(4%)
▪ (Ne sait pas / Sans opinion)	10%	(12%)

A nouveau, les futurs membres de l'Union européenne sont d'une humeur plus optimiste que les citoyens de l'UE actuellement. Deux fois moins de personnes dans les Pays Candidats que dans l'UE pensent que les avantages et les désavantages que connaîtront leur pays s'équilibreront une fois qu'ils auront rejoint l'Union européenne, tout en pensant que les avantages dépasseront les désavantages.

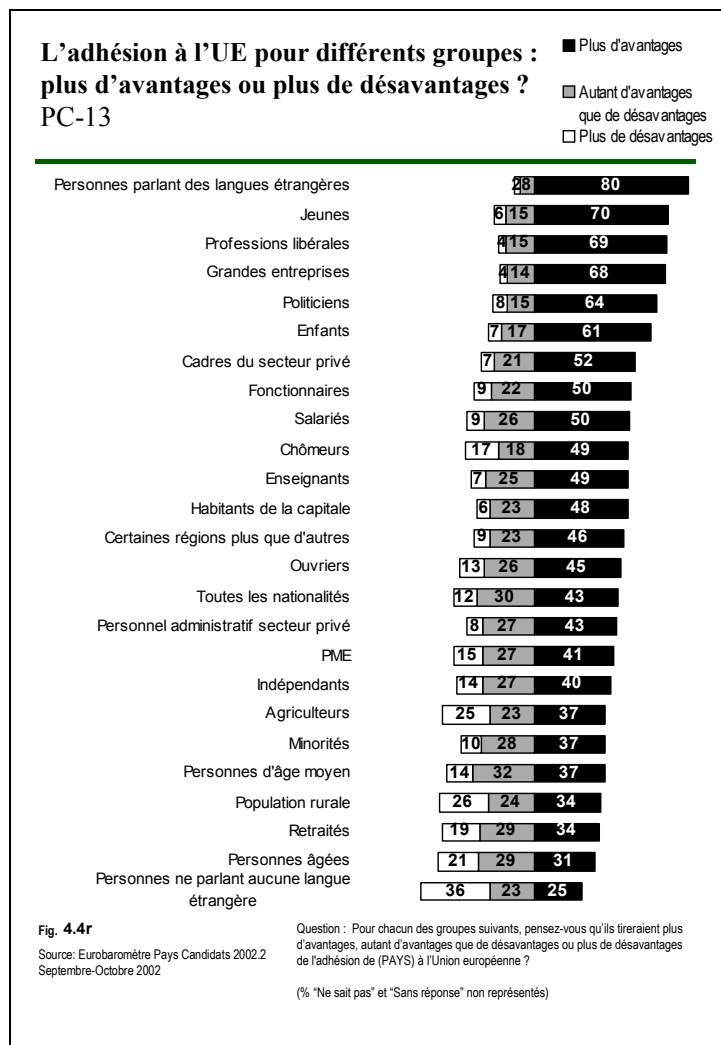


Si nous observons les résultats individuels par pays, nous constatons des différences visibles. 65% des Roumains, 64% des Turcs et 60% des Bulgares et des Hongrois partagent actuellement l'opinion selon laquelle, dans l'ensemble, leur pays tirerait plus d'avantages que de désavantages de l'adhésion à l'Union européenne. L'Eurobaromètre Pays Candidats n'a trouvé aucun pays dans la région où le nombre de pessimistes dépassait le nombre d'optimistes, soit un tiers de la population. (TABLEAU ANNEXE 4.13)

Si nous comparons ces résultats à ceux mesurés il y a 12 mois, nous observons très peu de modifications. Au niveau PC-13, la mesure dans laquelle les personnes sont optimistes concernant les bénéfices nets de l'adhésion de leur pays à l'UE n'a pas changé de manière significative. Nous constatons un changement positif à Malte où les citoyens sont à présent plus susceptibles de penser que leur pays obtiendra plus d'avantages (+5) et moins susceptibles de penser le contraire (-9). La proportion des personnes qui attendent une balance nette positive des avantages et des désavantages a augmenté en Turquie également (+6). Nous avons détecté des tendances négatives en Bulgarie (+4 'désavantages', -4 'avantages'), en République tchèque (+4 'désavantages', -4 'avantages'), en Lettonie (+7 'désavantages') et légèrement à Chypre également (-5 'avantages').

## Bénéfices attendus pour divers groupes sociaux

Le sondage a également demandé aux personnes de juger si des groupes très variés, allant de politiciens à des personnes âgées, tireraient plus d'avantages ou plus de désavantages de l'adhésion à l'UE.



Comme le montre le graphique, parmi la liste incluse dans le questionnaire, les personnes parlant des langues étrangères ont obtenu le plus grand nombre de suffrages comme étant le groupe le plus susceptible de tirer plus d'avantages que de désavantages (80% - pour plus d'informations sur les connaissances des langues étrangères dans la région, nous vous renvoyons au Chapitre 3.1). Le groupe suivant sur la liste est celui des jeunes (70%) et des professionnels (69%). Les grandes entreprises (68%) et les politiciens (64%) ont également été fréquemment mentionnés comme bénéficiaires de l'adhésion. D'une manière générale, les élites actuelles et les générations futures sont pressenties pour être les bénéficiaires de l'adhésion à l'UE.

De l'autre côté du spectre, nous constatons que les personnes âgées (31%, retraités 34%), la population rurale (34%, agriculteurs 37%) et les personnes d'âge moyen (37%) ne sont pas parmi ceux qui seraient avantagés par l'adhésion de leur pays à l'UE. Tout en bas de la liste, nous trouvons les personnes qui ne parlent pas de langues étrangères (25%). Le Tableau 4.4b montre les résultats par pays pour chaque groupe inclus dans le questionnaire. Le tableau n'inclut pas le groupe qui parle et qui ne parle pas de langue étrangère étant donné que ces deux groupes arrivent en tête de liste des gagnants et des perdants probables, respectivement.

**Tableau 4.4b Groupes sociaux considérés comme les plus avantagés et comme les plus désavantagés (sans les groupes définis par la connaissance de langues étrangères)**

<b>Bulgarie</b>		<b>%</b>		<b>Malte</b>		<b>%</b>
<b>Grandes entreprises</b>	<b>75</b>		<b>Avantages</b>	<b>Politiciens</b>	<b>68</b>	
<b>Politiciens</b>	<b>73</b>		<b>Avantages</b>	<b>Professionnels</b>	<b>66</b>	
Population rurale	24		<i>Désavantages</i>	Agriculteurs	42	
Personnes âgées	22		<i>Désavantages</i>	Population rurale	41	
<b>Chypre</b>				<b>Pologne</b>		
<b>Grandes entreprises</b>	<b>78</b>		<b>Avantages</b>	<b>Grandes entreprises</b>	<b>67</b>	
<b>Professionnels</b>	<b>62</b>		<b>Avantages</b>	<b>Politiciens</b>	<b>66</b>	
PME	66		<i>Désavantages</i>	Agriculteurs	37	
Ouvriers	48		<i>Désavantages</i>	Population rurale	36	
<b>République tchèque</b>				<b>Roumanie</b>		
<b>Professionnels</b>	<b>69</b>		<b>Avantages</b>	<b>Jeunes</b>	<b>68</b>	
<b>Jeunes</b>	<b>62</b>		<b>Avantages</b>	<b>Politiciens</b>	<b>66</b>	
Agriculteurs	55		<i>Désavantages</i>	Personnes âgées	16	
Population rurale	50		<i>Désavantages</i>	Retraités	16	
<b>Estonie</b>				<b>Slovaquie</b>		
<b>Politiciens</b>	<b>82</b>		<b>Avantages</b>	<b>Jeunes</b>	<b>76</b>	
<b>Jeunes</b>	<b>68</b>		<b>Avantages</b>	<b>Professionnels</b>	<b>72</b>	
Population rurale	47		<i>Désavantages</i>	Personnes âgées	38	
Agriculteurs	46		<i>Désavantages</i>	Agriculteurs	37	
<b>Hongrie</b>				<b>Slovénie</b>		
<b>Professionnels</b>	<b>82</b>		<b>Avantages</b>	<b>Professionnels</b>	<b>70</b>	
<b>Jeunes</b>	<b>73</b>		<b>Avantages</b>	<b>Grandes entreprises</b>	<b>66</b>	
Population rurale	24		<i>Désavantages</i>	Agriculteurs	62	
Personnes âgées	23		<i>Désavantages</i>	Population rurale	49	
<b>Lettonie</b>				<b>Turquie</b>		
<b>Politiciens</b>	<b>76</b>		<b>Avantages</b>	<b>Grandes entreprises</b>	<b>73</b>	
<b>Grandes entreprises</b>	<b>69</b>		<b>Avantages</b>	<b>Politiciens</b>	<b>60</b>	
Population rurale	55		<i>Désavantages</i>	Population rurale	16	
Agriculteurs	54		<i>Désavantages</i>	Politiciens	15	
<b>Lituanie</b>						
<b>Jeunes</b>	<b>72</b>		<b>Avantages</b>			
<b>Politiciens</b>	<b>69</b>		<b>Avantages</b>			
Population rurale	41		<i>Désavantages</i>			
Agriculteurs	39		<i>Désavantages</i>			

Comme le montre le tableau, la *couleur locale* n'a pas grand chose à voir avec les groupes considérés comme les futurs gagnants et perdants de l'adhésion<sup>22</sup>. Dans la plupart des pays, les jeunes sont considérés comme les principaux bénéficiaires, de même que les grandes entreprises et les politiciens. En Estonie, en Lettonie et à Malte nous constatons que la population pense que les politiciens seront les plus susceptibles de bénéficier de l'adhésion – signalant à nouveau leur mécontentement à l'égard du processus.

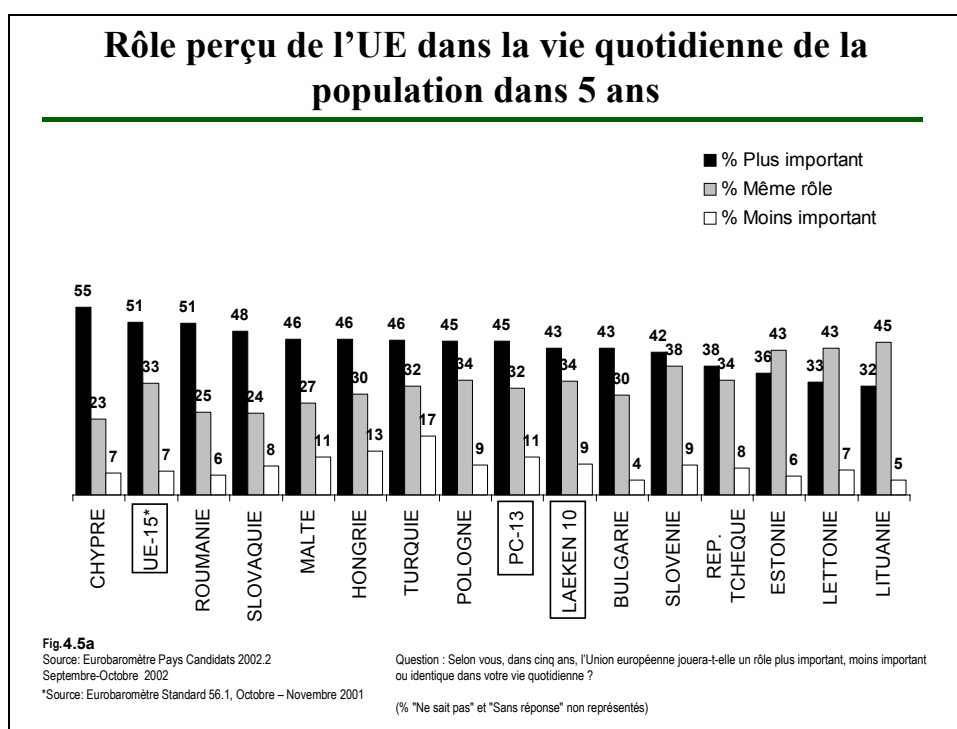
<sup>22</sup> Pour les résultats détaillés des avantages nets pour différents segments sociaux dans les Pays candidats, voir Tableau 4.16 des Annexes

Nous trouvons des modèles similaires si nous examinons les groupes qui, selon la perception des personnes, souffriront le plus de désavantages. La règle principale est que, comme pour la moyenne PC-13, dans la plupart des cas la population rurale ainsi que les personnes âgées et les agriculteurs sont considérés comme étant les principaux perdants de l'adhésion. A Chypre, les personnes pensent que les petites et moyennes entreprises ainsi que les ouvriers souffriront le plus de l'adhésion à l'Union européenne. (TABLEAU ANNEXE 4.14)

#### 4.5. L'Union européenne dans les années à venir

##### Rôle escompté et désiré de l'Union européenne dans les cinq années à venir

45% des personnes vivant dans la Région Candidate pensent que dans 5 ans l'Union européenne jouera un rôle plus important dans leur vie quotidienne, 32% pensent qu'elle jouera le même rôle et 11% seulement pensent qu'elle jouera un rôle moins important. Dans les Etats membres, moins de personnes tendent à penser que l'UE jouera un rôle plus important dans leur vie personnelle qu'il y a un an<sup>23</sup>. Nous devrions noter qu'il n'y a aucune différence significative entre les attentes du groupe Laeken-10 (qui peut penser sans crainte faire partie de l'Union dans 5 ans) et les 3 autres pays pour lesquels l'adhésion est plus éloignée.



Si nous comparons ces résultats à ceux de l'automne 2001 (lorsque l'adhésion semblait plus éloignée pour le public de la plupart, voire de tous les Pays Candidats), nous ne constatons aucun changement au niveau PC-13. La proportion des personnes qui escomptaient un rôle plus important de l'Union européenne s'élevait précisément à un point de pourcentage de moins qu'aujourd'hui.

<sup>23</sup> EB56.1, Octobre-Novembre 2001

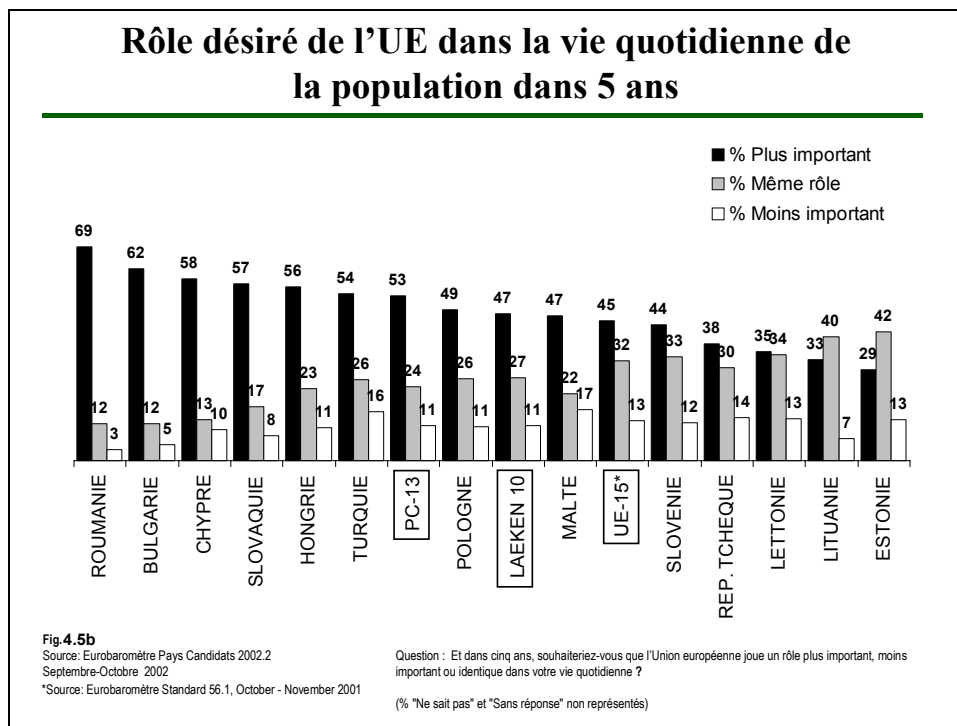
Les analyses par pays révèlent une dynamique opposée derrière cette moyenne régionale stable. Dans 7 des 13 Pays Candidats, les citoyens escomptent un rôle plus important pour l'Union européenne dans leur vie dans les 5 années à venir, notamment en Slovaquie (+10), en Lettonie (+5) mais également à Malte et en Pologne (+4 chacun) ainsi qu'en Lituanie, en Estonie et en République tchèque (+3 chacun). En même temps, les attentes dans les pays qui n'ont pas été invités à rejoindre l'UE au premier tour ont nettement diminué. L'Eurobaromètre a détecté une baisse de 6 points de pourcentage en Bulgarie et de 4 points de pourcentage en Roumanie. Dans les 5 autres pays, les attentes n'ont changé que dans la marge d'erreur.

Actuellement, les Chypriotes sont les plus susceptibles de penser que l'UE jouera un rôle plus important dans leur vie quotidienne dans les 5 prochaines années (55%), suivis par les Roumains (51%) et les Slovaques (48%). Dans les autres pays, l'opinion publique est toujours divisée. Les Etats baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) sont les pays où la proportion des personnes qui pensent que l'UE jouera le même rôle dépasse ceux qui pensent que l'UE jouera un rôle plus important dans 5 ans (43% contre 36% en Estonie, 43% contre 33% en Lettonie et 45% contre 32% en Lituanie). L'opinion selon laquelle l'UE jouera un rôle moins important reste faible dans toute la Région Candidate et va de 4% en Bulgarie à 17% en Turquie. (TABLEAU ANNEXE 4.15A)

Une analyse des variables démographiques indique que les personnes les moins éduquées sont les moins susceptibles de penser que l'UE jouera un rôle plus important dans leur vie quotidienne (39%), de même que les personnes les plus âgées, les retraités (33% chacun) et les femmes (41%). En même temps, les personnes qui étudient encore (63%), le groupe le plus jeune (57%), les cadres (56%) et les personnes qui ont suivi les études les plus longues (52%) pensent que l'Union européenne sera plus importante dans leur vie qu'actuellement.

Les opinions sont plus variées concernant les attitudes à l'égard de l'UE. Etant plus pessimistes, 24% des personnes qui pensent que l'adhésion de leur pays à l'UE serait une mauvaise chose s'attendent à présent à ce que l'UE joue un rôle moins important dans leur vie quotidienne dans 5 ans. Ce chiffre s'élevait à 30% l'année passée. Le chiffre correspondant pour les personnes qui considèrent l'adhésion à l'UE comme une bonne chose n'est que de 9%, ce qui signifie que moins d'1 personne sur 10 qui considère la future adhésion de son pays à l'UE comme une bonne chose ne s'attend pas à ce que l'adhésion à l'Union ait un effet sur sa vie quotidienne. (TABLEAU ANNEXE 4.15B)

Lorsque nous examinons le rôle que les citoyens des Pays Candidats *aimeraient* que joue l'Union européenne dans leur vie quotidienne dans 5 ans, nous constatons que 53% (contre 45% dans les Etats membres<sup>24</sup>) désirent un rôle plus important, 24% désirent le même rôle (32% dans les Etats membres) tandis que seulement 11% désirent un rôle moins important pour l'Union européenne dans leur vie quotidienne (13% dans les Etats membres).



Les Roumains (69%) et les Bulgares (62%) sont de loin les plus susceptibles de souhaiter que l'UE joue un rôle plus important dans leur vie quotidienne, près de 6 personnes sur 10 à Chypre (58%) partageant cette opinion. Seulement dans les 3 pays restants, plus de la moitié de la population veut que l'UE joue un rôle plus important dans sa vie. Néanmoins, c'est également l'opinion majoritaire en Slovaquie, en Hongrie, en Turquie, en Pologne, à Malte, en Slovénie et en République tchèque. En Lettonie, nous enregistrons un nombre égal de personnes désirant que l'UE joue un rôle plus important et de personnes désirant que l'UE joue le même rôle dans 5 ans (35% contre 34%). En Lituanie et en Estonie, le désir le plus fréquemment exprimé est que l'UE continue à jouer le même rôle (40% et 42% respectivement).

Dans aucun pays de la Région Candidate les personnes qui veulent que l'UE joue un rôle moins important ne dépassent en nombre les personnes qui désirent qu'elle joue le même rôle ou un rôle plus important. Les pourcentages de personnes qui désirent que l'UE joue un rôle moins important vont de 3% en Roumanie à 16% en Turquie. (TABLEAU ANNEXE 4.16)

La proportion des personnes qui préfèrent une plus grande implication de l'Union européenne dans leur vie quotidienne n'a pas changé de manière significative. Les pays dans lesquels nous trouvons un désir accru que l'UE ait plus d'influence dans les vies quotidiennes des citoyens sont Malte (+8), la Hongrie (+6) et la Slovénie (+4).

<sup>24</sup> EB56.1, Octobre-Novembre 2001

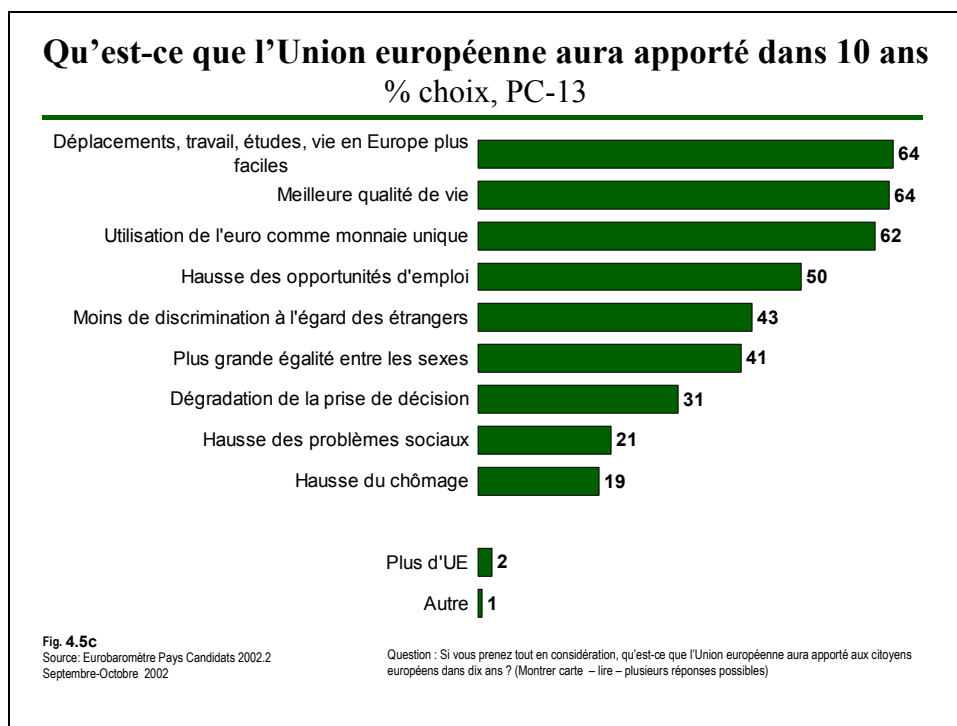


## Bénéfices de l'Union européenne dans 10 ans

Lorsque nous leur avons demandé les bénéfices à venir de la citoyenneté européenne, les citoyens des Pays Candidats ont déclaré qu'il sera beaucoup plus facile de se déplacer dans les Etats membres pour quelque raison que ce soit (64%) et qu'il y aura une meilleure qualité de vie pour la plupart des gens (64%). Une grande majorité des personnes pensent que l'euro sera utilisé comme monnaie unique sur tout le territoire de l'Union (62%). La moitié des personnes pensent que l'Union européenne apportera plus d'opportunités d'emploi (50%). (TABLEAU ANNEXE 4.17)

Entre 1 personne sur 5 et 1 personne sur 3 dans la Région Candidate pense que dans les 10 prochaines années il y aura plus de problèmes au sein de l'Union : augmentation du taux de chômage (19%), augmentation des problèmes sociaux (21%) ou dégradation de la prise de décision en raison de l'élargissement de l'Union (31%). La majorité des habitants des Pays Candidats sont également plutôt pessimistes quant au futur progrès dans les domaines des droits de l'homme : 41% seulement des personnes pensent que l'UE permettra une plus grande égalité entre les hommes et les femmes dans 10 ans pour les citoyens européens et moins de la moitié ont mentionné dans ce contexte que la discrimination à l'encontre des étrangers va diminuer (43%).

Très peu de personnes pensent qu'il n'y aura pas d'Union européenne (2%), ce qui était une catégorie de réponse spontanée sur ces questions (la réponse n'était pas proposée aux répondants).



#### 4.6. Soutien d'une prise de décision commune au sein de l'UE

Nous poursuivons en examinant les résultats d'une question demandant si les décisions, après l'adhésion des Pays Candidats, devraient être prises au niveau national ou au niveau de l'UE. Le questionnaire a dressé une liste de 25 domaines stratégiques sur laquelle l'Union a, à différents degrés, des pouvoirs de prise de décision au sein des Etats membres. En moyenne, 55% du public de la Région Candidate soutient une prise de décision commune au sein de l'UE dans ces domaines et la préfèrent à une prise de décision nationale dans 21 des 25 domaines stratégiques. Les réponses montrent un soutien marginalement plus élevé à la délégation des décisions au niveau de l'Union européenne par rapport aux résultats constatés par l'Eurobaromètre dans les Etats membres<sup>25</sup> (54%, 19 des 27<sup>26</sup> domaines devraient être délégués).

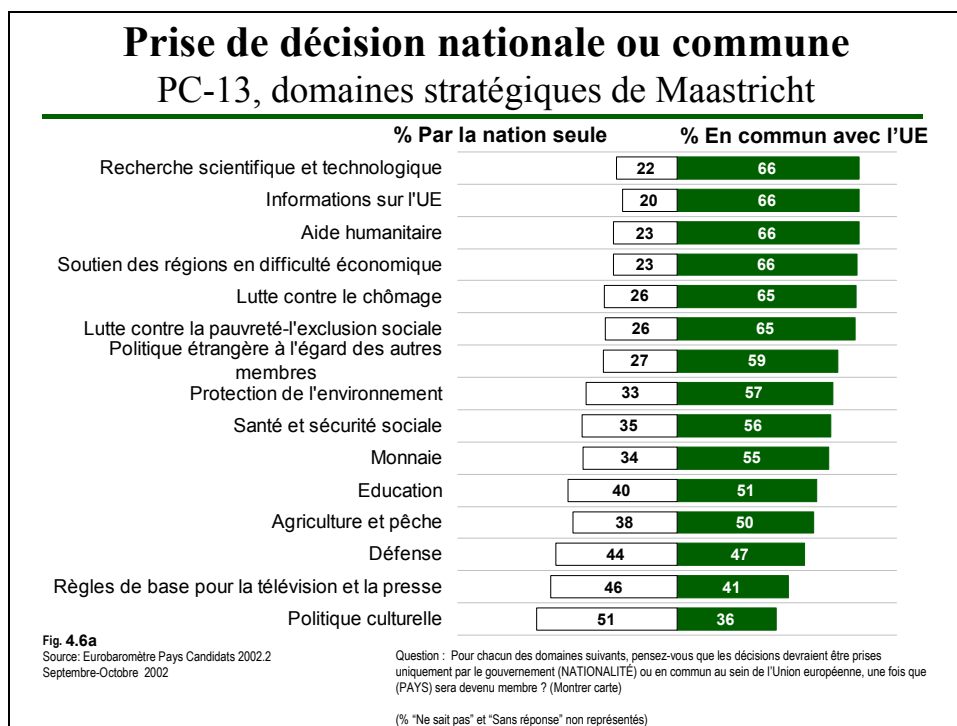
<b>Tableau 4.6 Soutien d'une prise de décision commune au sein de l'UE</b>		
<b>par pays</b>		
<b>Pays</b>	Niveau moyen de soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE (pour 25 domaines)	Nombre de domaines dans lesquels la prise de décision commune de l'UE est plus populaire que la prise de décision nationale (25 domaines maximum)
SLOVÉNIE	68%	25
CHYPRE	66%	23
LETONIE	65%	21
SLOVAQUIE	64%	22
ROUMANIE	62%	25
HONGRIE	62%	23
POLOGNE	62%	23
ESTONIE	59%	18
REP. TCHÈQUE	57%	20
<b>PC-13</b>	<b>55%</b>	<b>21</b>
LITUANIE	55%	19
<b>UE-15</b>	<b>54%</b>	<b>19 (sur 27)</b>
BULGARIE	52%	16
MALTE	47%	13
TURQUIE	44%	11

Le soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE atteint son niveau le plus élevé en Roumanie et en Slovénie où elle l'emporte sur la prise de décision nationale dans les 25 domaines stratégiques. Le résultat moyen le plus élevé concernant le soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE a également été enregistré en Slovénie (68%). La Roumanie (62%) arrive en 5<sup>ème</sup> place. Dans 6 autres pays la prise de décision commune au sein de l'UE l'emporte sur la prise de décision nationale dans plus de 20 des domaines stratégiques. Malte et la Turquie préféreraient des décisions nationales pour la majorité des domaines stratégiques. Par conséquent, ces pays présentent le soutien moyen le plus faible d'une prise de décision commune. Il est intéressant de noter que les Bulgares, qui sont de fervents partisans de l'adhésion de leur pays, sont relativement réticents à abandonner la souveraineté des décisions dans les domaines stratégiques où l'Union européenne a également des pouvoirs à l'heure actuelle.

<sup>25</sup> EB57, Printemps 2002

<sup>26</sup> La liste soumise dans les Etats membres incluait deux postes supplémentaires : 'lutter contre le terrorisme international' et 's'attaquer aux défis représentés par un vieillissement de la population'.

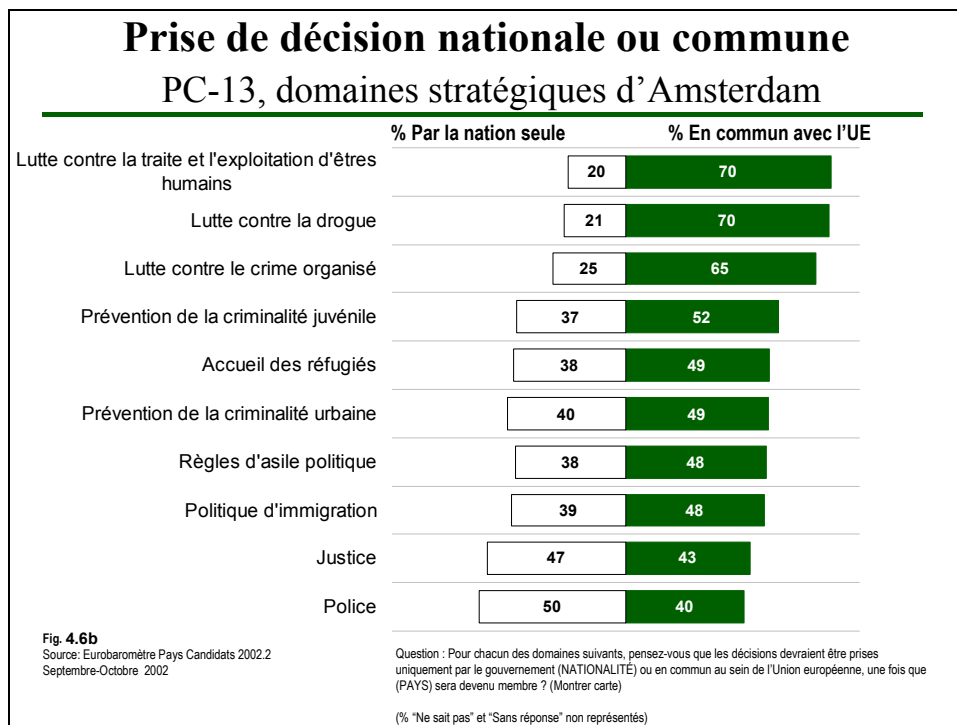
Dans le sondage, les questions ont été divisées entre les domaines stratégiques couverts par les trois piliers du Traité de Maastricht (*TABLEAU ANNEXE 4.18*) et les domaines politiques couverts par le Traité d'Amsterdam (*TABLEAU ANNEXE 4.19*). Nous étudions tout d'abord les opinions de la population concernant les domaines stratégiques de Traité de Maastricht.



Environ un tiers (66%) des personnes délègueraient à l'UE les décisions liées aux recherches scientifiques et technologiques, les "informations sur l'Union européenne", les questions d'aide humanitaire et le soutien aux régions en difficultés économiques. 65% des personnes soutiennent une prise de décision commune dans la lutte contre le chômage et la pauvreté/l'exclusion sociale. Les questions liées à la politique étrangère à l'égard des autres membres (59%), la protection de l'environnement (57%), la santé et la sécurité sociale (56%), la monnaie (55%) et l'éducation (51%) sont mentionnées par plus de la moitié des habitants des Pays Candidats en tant que domaines pour lesquels, selon eux, les décisions devraient être prises conjointement au sein de l'UE si leur pays devient membre. Les domaines stratégiques restants pour lesquels la moitié ou un peu moins de la moitié du public soutient une prise de décision commune sont l'agriculture et la pêche (50%), la défense (47%) et les règles de base pour la télévision et la presse (41%).

Les questions les plus sensibles semblent être liées à la culture nationale. Le soutien d'une prise de décision commune ne dépasse pas 36%. La moitié des personnes (51%) pensent que les décisions de politique culturelle devraient être prises par les gouvernements nationaux uniquement.

En ce qui concerne les domaines stratégiques du Traité d'Amsterdam, nous constatons que soutien à une prise de décision commune de l'UE atteint son niveau le plus élevé dans le domaine de la lutte contre la traite et l'exploitation d'êtres humains et la lutte contre la drogue (70% chacun) tandis que la police et la justice sont les domaines jouissant du niveau de soutien le plus élevé pour une prise de décision nationale (50% et 47%, respectivement).

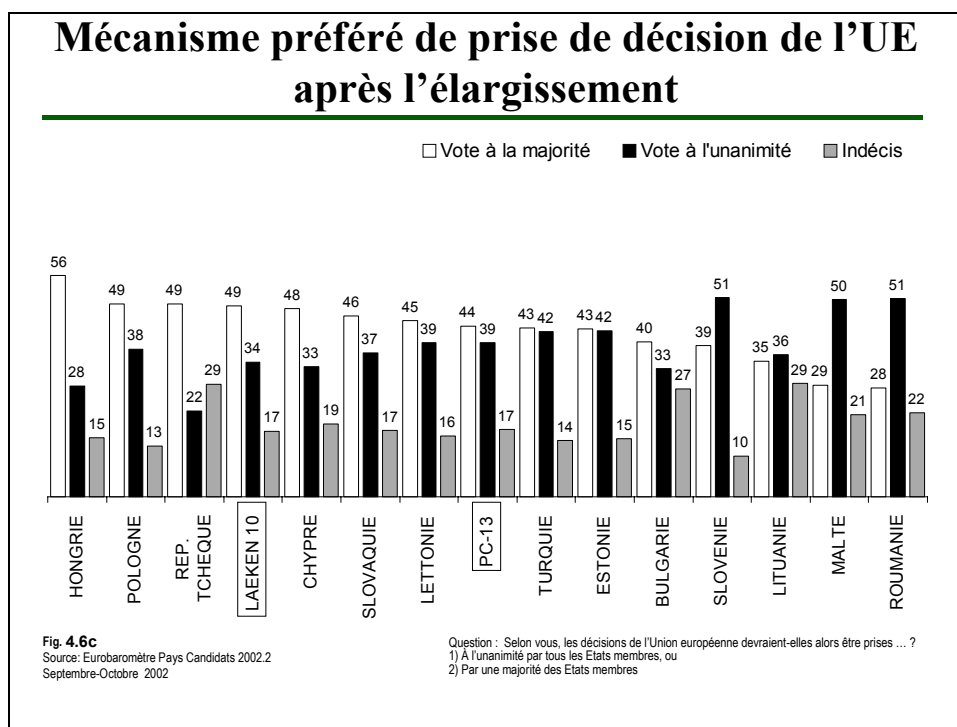


### Mécanisme décisionnel préféré pour l'Union européenne après l'élargissement

Il n'y a aucun consensus dans la Région Candidate à savoir si l'Union européenne, une fois élargie, devrait conserver son mécanisme décisionnel basé sur un vote unanime de tous les Etats membres ou si elle devrait passer à une prise de décision basée sur un vote à la majorité.

En moyenne, 39% des citoyens de la Région Candidate préfèrent conserver le vote à l'unanimité et préserver le futur droit de veto de leur pays (V) et 44% des citoyens déclarent qu'un système basé sur un vote à la majorité servirait mieux leurs intérêts (M). Dans le groupe Laeken, les citoyens sont plus enclins à désirer remplacer le système de vote à l'unanimité (V : 34%, M : 49%).

Certains pays soutiennent clairement le système du vote à la majorité, notamment en Hongrie (V : 28%, M : 56%) et en République tchèque (V : 22%, M : 49%) et dans une moindre mesure à Chypre, en Pologne et en Slovaquie. D'un autre côté, les Roumains (V : 51%, M : 28%) et les Maltais (V : 50%, M : 29%) sont de fervents partisans du vote à l'unanimité, de même que les Slovènes qui préfèrent également maintenir la situation dans laquelle même les plus petits Etats membres peuvent exercer leur droit de veto. (TABLEAU ANNEXE 4.20)



## 5. Informations sur l'Union européenne

Tout d'abord, nous étudierons les niveaux d'auto-évaluation des connaissances de l'Union européenne ainsi que les niveaux de notoriété de 9 des organes et institutions de l'Union. Dans ce chapitre, nous établissons un rapport sur la mesure dans laquelle la population est attentive aux informations sur l'Union européenne par rapport aux informations sur d'autres sujets. Nous présentons également dans ce chapitre les sujets liés à l'UE les plus intéressants pour la population des Pays Candidats. Enfin, nous examinerons les sources que les citoyens sont les plus susceptibles d'utiliser lorsqu'ils recherchent des informations sur l'Union européenne et quelles sources d'information ils préfèrent.

### 5.1. Connaissances et notoriété

#### Auto-évaluation des connaissances sur l'Union européenne

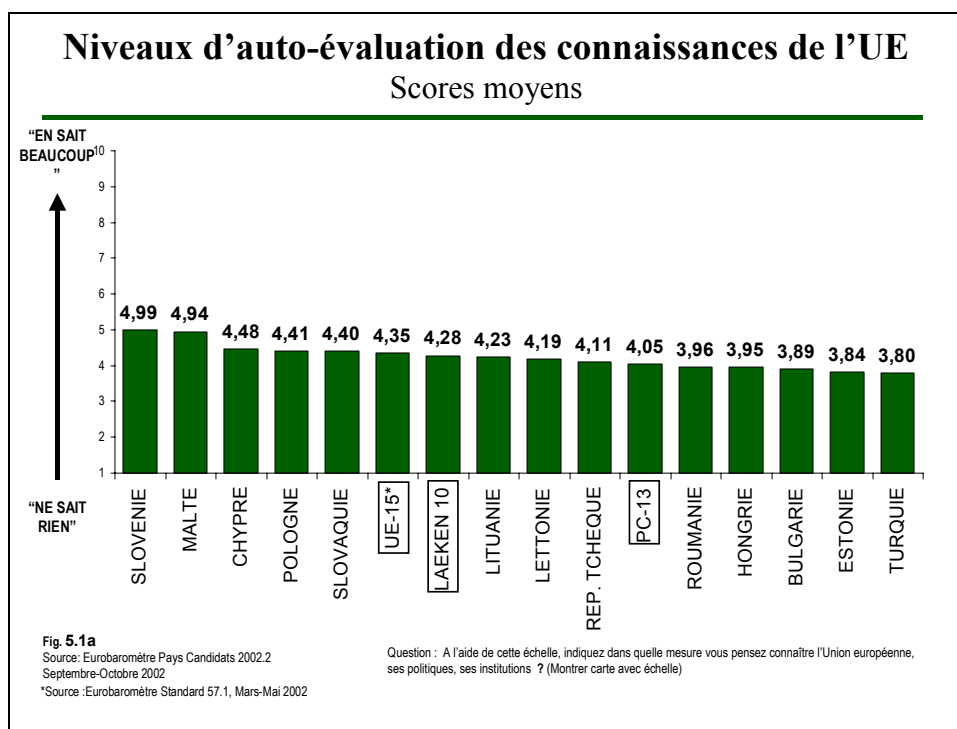
L'une des caractéristiques standards de l'Eurobaromètre consiste à interroger les répondants sur ce qu'ils savent de l'Union européenne<sup>27</sup>. Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous révèlent que 23% des citoyens des Pays Candidats pensent en savoir "plutôt beaucoup" à "beaucoup" sur l'Union européenne (i.e. les personnes ayant choisi les nombres 6 à 10 sur l'échelle), soit 1 point de pourcentage de plus seulement par rapport à l'année précédente. Nous constatons donc un niveau plus faible d'auto-évaluation des connaissances par rapport aux résultats mesurés dans les Etats membres (28%)<sup>28</sup>. Cette différence de niveaux d'auto-évaluation des connaissances se reflète également dans les moyennes mesurées sur l'échelle à 10 points. Les citoyens des Pays Candidats obtiennent une note de 4 environ, soit moins que les Européens qui évaluent également leurs connaissances en dessous de la moyenne.

<b>Tableau 5.1a Auto-évaluation des connaissances des affaires européennes</b>			
	PC-13 Automne 2001	PC-13 Automne 2002	UE-15 Printemps 2002
<b>Echelle</b>	<b>%</b>	<b>%</b>	<b>%</b>
1 (ne sait rien du tout)	14	14	10
2	14	14	11
3	16	16	15
4	14	14	15
5	20	17	19
6	9	9	12
7	6	6	9
8	4	4	5
9	1	2	1
10 (en sait beaucoup)	2	2	1
Ne sait pas / Sans réponse	2	2	1
<b>Moyenne</b>	<b>3,99</b>	<b>4,05</b>	<b>4,35</b>

<sup>27</sup> La question est la suivante : « dans quelle mesure pensez-vous connaître l'Union européenne, ses politiques et ses institutions ». Nous avons demandé aux répondants de sélectionner un nombre à partir d'une carte (sur une échelle de 1 à 10) qui représente au mieux l'auto-évaluation de leurs connaissances de l'Union européenne. Plus le chiffre sélectionné est élevé, plus ils pensent avoir de connaissances sur l'Union européenne.

<sup>28</sup> EB57.1, Printemps 2002, Chapitre 2.2

Le graphique suivant représente les résultats moyens pour chacun des 13 Pays Candidats et la moyenne de l'UE-15. Il montre que les niveaux d'auto-évaluation des connaissances varient énormément d'un pays à l'autre.



Comme à l'automne 2002, les niveaux de connaissances sont les plus élevés en Slovénie où le résultat moyen est 4,99 et les plus faibles en Turquie et en Estonie où les résultats moyens sont 3,80 et 3,84, respectivement. Il est intéressant de noter que les Hongrois et les Estoniens (2 membres probables de l'Union européenne d'ici 2004) se sentent actuellement moins informés que les Roumains ou les Bulgares qui ne rejoindront pas l'Union avant 2007.

Les réponses montrent que 35% des Slovènes et 45% des Maltais pensent en savoir "plutôt beaucoup" à "beaucoup" (i.e. résultat de 6 et plus sur l'échelle) sur l'Union européenne. Avec 28%, les Slovaques arrivent en 3<sup>ème</sup> position, suivis par Chypre (27%), la Pologne, la Lituanie (25% chacun), la Roumanie (23%), la Turquie, la Lettonie (22% chacun), la République tchèque, la Hongrie (21% chacun) et la Bulgarie (20%). Moins de 2 personnes sur 10 en Estonie (16%) partagent cette opinion. (TABLEAU ANNEXE 5.1A)

Les analyses attitudinales indiquent que les personnes qui soutiennent l'adhésion de leur pays à l'UE sont quelque peu plus susceptibles de penser en savoir "plutôt beaucoup" à "beaucoup" concernant l'UE (29%), contre 23% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose. Le groupe le moins informé est celui des indécis (12%), les personnes ayant déclaré que l'adhésion à l'Union européenne n'est "ni bonne ni mauvaise". (TABLEAU ANNEXE 5.1B)

Le tableau suivant montre l'auto-évaluation moyenne des connaissances de l'UE pour différents groupes socio-démographiques dans la Région Candidate. Nous constatons que les cadres, les personnes ayant suivi les études les plus longues, les personnes ayant un résultat élevé sur l'Indice d'influence sur l'opinion<sup>29</sup> et les plus fréquents utilisateurs des médias sont les groupes qui s'attribuent les notes les plus élevées sur l'échelle des connaissances. Au bas du tableau, nous trouvons les personnes ayant les résultats les plus faibles sur l'Indice d'utilisation des médias, i.e. qui ne regardent pas les informations à la télévision, ne les lisent pas dans les journaux ou ne les écoutent pas à la radio. Les hommes se considèrent mieux informés que les femmes.

<b>Tableau 5.1b Résultats moyens sur l'échelle d'auto-évaluation des connaissances pour différents groupes au niveau PC-13</b>	
<b>Groupe</b>	<b>Résultat</b>
Cadre	5.33
Ayant étudié jusqu'à 20 ans ou +	5.1
Indice d'influence sur l'opinion ++ élevé	5.03
Indice d'utilisation des médias +++	4.93
Indice d'influence sur l'opinion +	4.62
Hommes	4.57
Etudiants	4.51
Autres cols blancs	4.46
Indépendants	4.33
<b>LAOKEN-10</b>	<b>4.28</b>
Indice d'utilisation des médias ++	4.28
Ayant étudié jusqu'à 16-19 ans	4.25
25-39 ans	4.2
Travailleurs manuels	4.19
Chômeurs	4.17
40-54 ans	4.17
15-24 ans	4.13
<b>PC-13</b>	<b>4.05</b>
Indice d'influence sur l'opinion -	3.94
Retraités	3.76
55 ans et +	3.7
Femmes	3.57
Indice d'utilisation des médias --	3.45
Ayant étudié jusqu'à 15 ans	3.41
Personnes au foyer	3.13
Indice d'influence sur l'opinion - - faible	3.08
Indice d'utilisation des médias ---	2.96

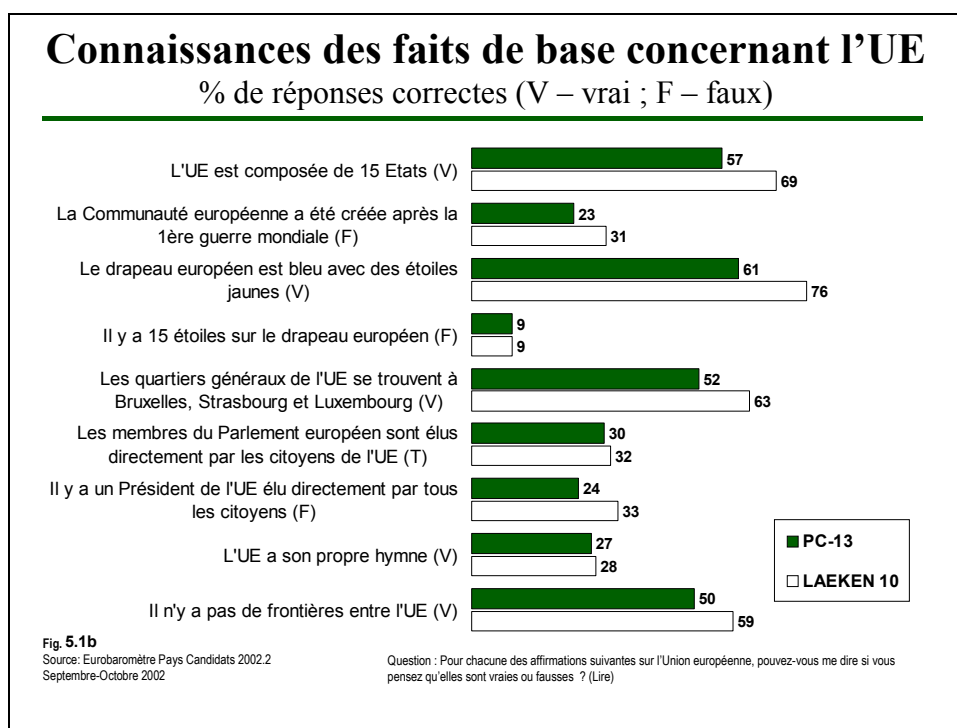
<sup>29</sup> Voir Annexe C.4 pour une définition des indices présentés dans le tableau.



## Connaissances de faits de base concernant l'UE

Les citoyens des Pays Candidats sont très mal informés des faits de base concernant l'Union européenne. 61% seulement des citoyens des Pays Candidats reconnaîtraient le drapeau européen. D'autres questions sous forme de quizz ont révélé qu'un niveau élevé de méconnaissances de l'UE persiste même dans les pays généralement considérés comme les mieux préparés à l'adhésion.

Un tiers des citoyens du groupe Laeken-10 sont tombés dans la question piège et ont confirmé que le président de l'UE est élu par les citoyens et plus de la moitié (56%) ont déclaré que le drapeau a 15 étoiles.



Certains des pays du groupe Laeken-10 pourraient participer aux élections du PE dès 2004 mais 52% du public dans ces pays ne sait pas si les membres du Parlement européen sont élus directement et 16% des répondants pensent à tort qu'ils ne le sont pas. 20% des Tchèques et des Slovènes et 24% des Hongrois, pensent que les membres du PE ne sont pas élus par les citoyens. (TABLEAU ANNEXE 5.2)

Le Tableau 5.1c de la page suivante montre qu'en moyenne les Polonais se sont révélés les mieux informés lors du quizz, suivis par les autres pays du groupe Laeken : Malte, la Slovénie et la Hongrie. Ces pays, considérés comme moins préparés à l'adhésion, ferment la marche de ce classement.

**Tableau 5.1c Connaissance moyenne de faits de base**  
(Moyenne des réponses correctes aux 9 questions du quizz sur l'UE)

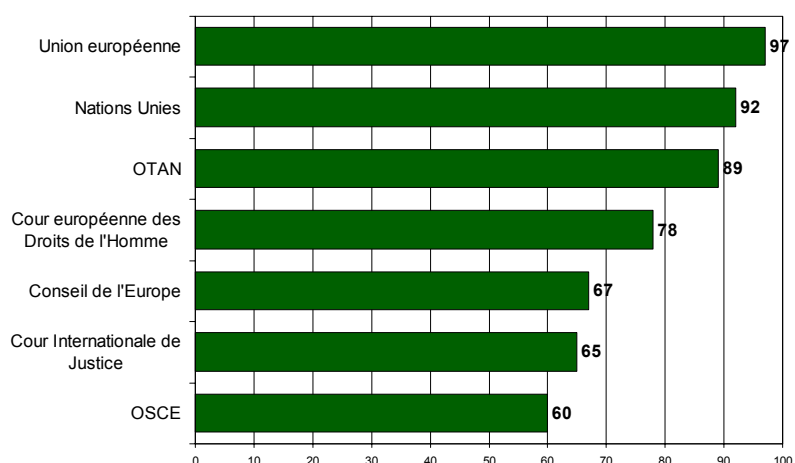
Pays	%
POLOGNE	47
MALTE	46
SLOVÉNIE	46
<b>LAËKEN-10</b>	44
HONGRIE	43
CHYPRE	42
SLOVAQUIE	42
ESTONIE	41
LETTONIE	41
REP. TCHÈQUE	40
LITUANIE	38
<b>PC-13</b>	37
BULGARIE	34
TURQUIE	31
ROUMANIE	28

### Notoriété de l'Union européenne, de ses institutions, de ses organes

L'Union européenne est l'organisation internationale ou supra-gouvernementale la plus connue dans les Pays Candidats. Virtuellement tous les citoyens de la Région Candidate connaissent l'Union européenne (97%). Seul l'OTAN et les Nations Unies atteignent une notoriété comparable dans les Pays Candidats (93% et 89%).

### Notoriété des institutions internationales

% en a entendu parler



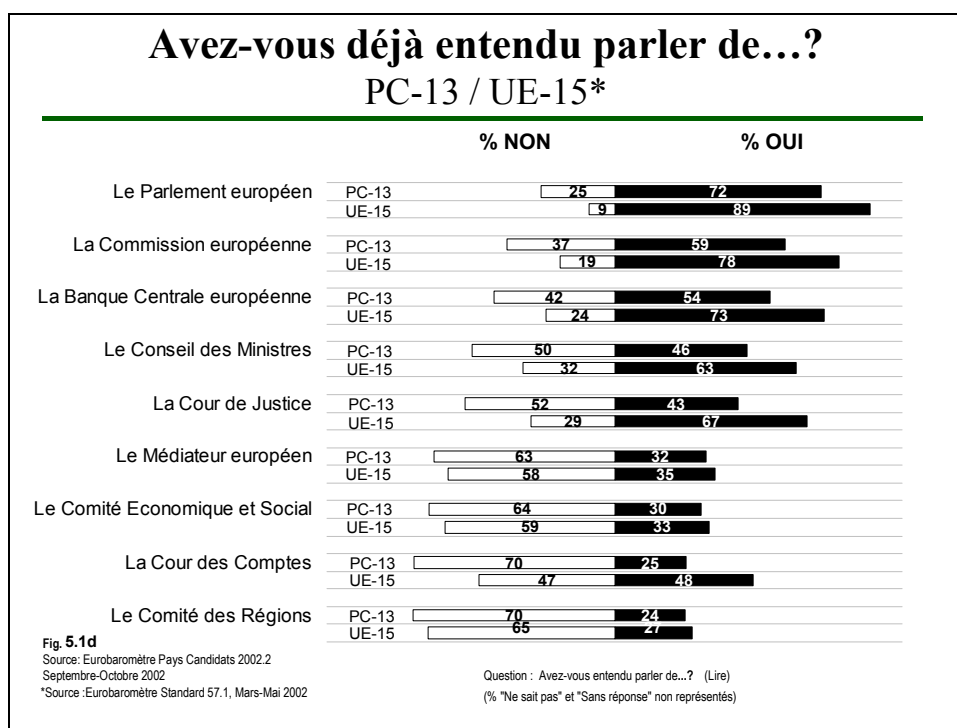
**Fig. 5.1c**

Source: Eurobaromètre Pays Candidats 2002.2  
Septembre-Octobre 2002

Question : Desquelles des institutions internationales suivantes avez-vous déjà entendu parler avant cet entretien ? (Lire)

Alors que l'UE est l'institution internationale la plus connue dans les Pays Candidats, presque tous les répondants ayant entendu parler de son existence, ses institutions demeurent bien moins connues : le Parlement européen est connu de 72% des répondants et la Commission européenne est connue de seulement 59% des répondants. Dans les Etats membres<sup>30</sup>, la notoriété de ces deux institutions est de 89% et 78%, respectivement.

Si nous examinons la notoriété publique des différentes institutions et différents organes de l'UE, nous constatons que les résultats varient considérablement à travers la région. Ce n'est pas vrai pour l'**Union européenne** dans son ensemble. Même en Roumanie, où nous avons mesuré les taux de notoriété les plus faibles pour l'UE, 93% des répondants nous ont dit avoir entendu parler de l'Union. A Chypre, en Hongrie et en Slovénie, l'Eurobaromètre Pays Candidats a trouvé que moins d'1% des citoyens n'avaient jamais entendu parler de l'Union européenne.



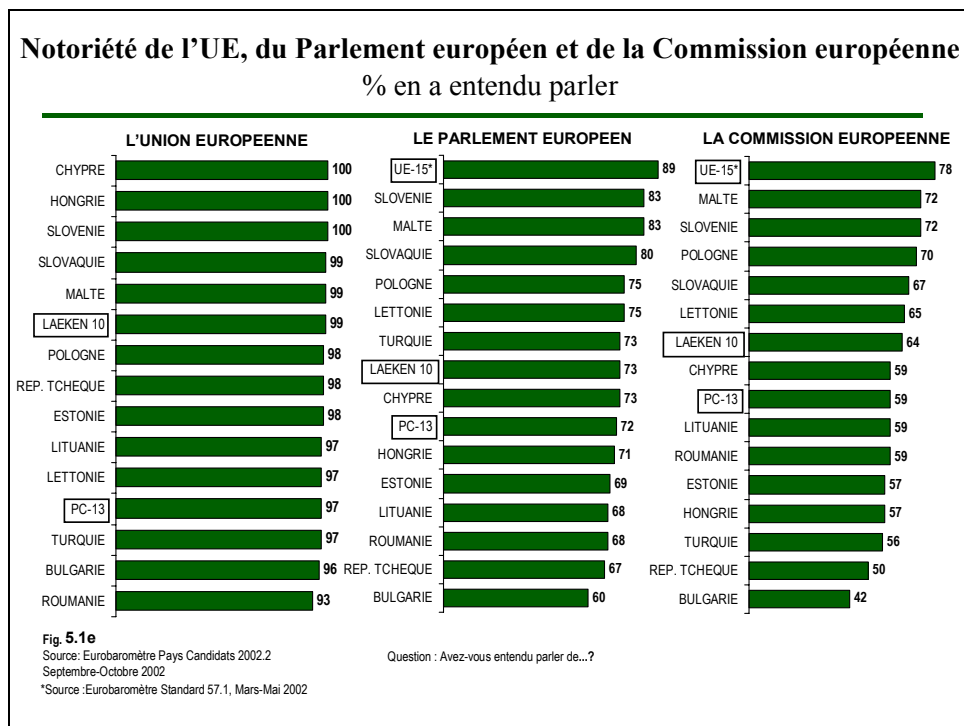
Le sondage a mesuré la notoriété publique de 9 des institutions et organes de l'Union européenne<sup>31</sup>. Le Parlement européen est l'institution la plus susceptible d'être connue de la population (72%), suivi par la Commission européenne (59%) et la Banque Centrale européenne (54%). Le Comité des Régions est l'institution la moins susceptible d'être connue du public (24%), suivie par la Cour des Comptes (25%) et le Comité Economique et Social (30%). Le classement des institutions et des organes est très semblable à ce que l'Eurobaromètre a constaté dans les Etats membres. Seule la Cour de Justice et la Cour des Comptes avaient un profil relativement plus élevé parmi les citoyens de l'Union européenne mais la plupart des institutions les moins connues passent également inaperçues au sein de l'Union européenne.

Lorsque nous étudions la notoriété des deux institutions de l'UE les plus connues, nous constatons des différences significatives parmi les 13 Pays Candidats. La notoriété du **Parlement européen** va de 82% à Malte à 63% en Bulgarie et en Lituanie. Les Slovénes (77%), les Roumains et les Turcs (75% chacun) sont également plus susceptibles de connaître le Parlement européen, tandis que relativement peu de personnes connaissent cette institution en Estonie (67%), en République tchèque ou à Chypre (68% chacun). (TABLEAU ANNEXE 5.4)

<sup>30</sup> EB57, Printemps 2002

<sup>31</sup> La question demande aux répondants s'ils ont déjà entendu parler de l'institution en question. Le Chapitre 4.2 présente la mesure dans laquelle les répondants font confiance à ces institutions.

Nous constatons des différences de connaissance encore plus importantes entre les pays dans le cas de la **Commission européenne**. La notoriété de cette institution va de 77% à Malte à 49% en Bulgarie. Les pays qui sont plus susceptibles de connaître la Commission comprennent la Slovénie (67%), la Pologne (66%) et la Roumanie (63%). En même temps, les Tchèques (51%), les Estoniens (52%) et les Chypriotes (54%) ne la connaissent pas beaucoup.



Le tableau suivant classe les 13 Pays Candidats selon la notoriété moyenne des 9 institutions listées. La Slovénie était en tête de la Région Candidate. En moyenne, les 9 institutions jouissent d'un taux de notoriété de 61% chez les Slovènes. Ce résultat est relativement élevé en Slovaquie (55%) et à Malte (50%) également. D'un autre côté, les Bulgares ne sont pas susceptibles de connaître ces institutions (35%), de même que les Turcs et les Tchèques (38% et 39%). Dans la Région Candidate, ces institutions jouissent d'un taux moyen de notoriété de 43%.

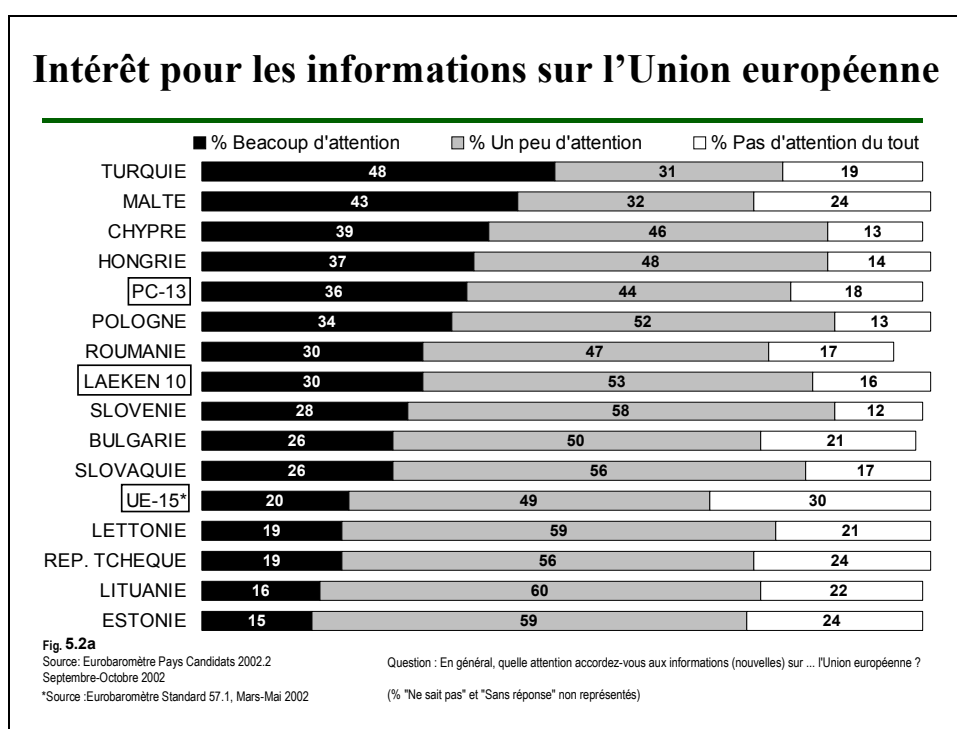
**Tableau 5.1d Notoriété moyenne des 9 institutions et organes de l'Union européenne**

Pays	%	Pays	%
SLOVÉNIE	61	LITUANIE	45
SLOVAQUIE	55	ROUMANIE	43
MALTE	50	<b>PC-13</b>	43
CHYPRE	50	ESTONIE	42
LETTONIE	49	TURQUIE	38
POLOGNE	48	REP. TCHEQUE	37
HONGRIE	48	BULGARIE	35

## 5.2. Intérêt pour les informations liées à l'Union européenne

Nous étudierons ensuite les résultats d'une question qui nous offre des informations sur le degré d'intérêt des personnes pour les informations sur l'Union européenne, par rapport à d'autres informations. La question demande aux répondants s'ils accordent beaucoup, un peu ou pas du tout d'attention à toutes les informations de 8 domaines, l'un d'eux étant l'Union européenne.

Comme le montre le graphique suivant, quatre cinquièmes de la population (80%) interrogée dans les Pays Candidats a déclaré accorder au moins un peu d'attention aux informations concernant l'Union européenne. Ces résultats sont nettement plus élevés que ceux des Etats membres<sup>32</sup>. Nous notons une grosse différence entre l'UE-15 et les PC-13 parmi les personnes qui accordent beaucoup d'attention : 20% seulement des citoyens de l'UE nous ont déclaré accorder beaucoup d'attention aux informations sur l'UE. Dans les Pays Candidats, ce même chiffre s'élève à 36%.

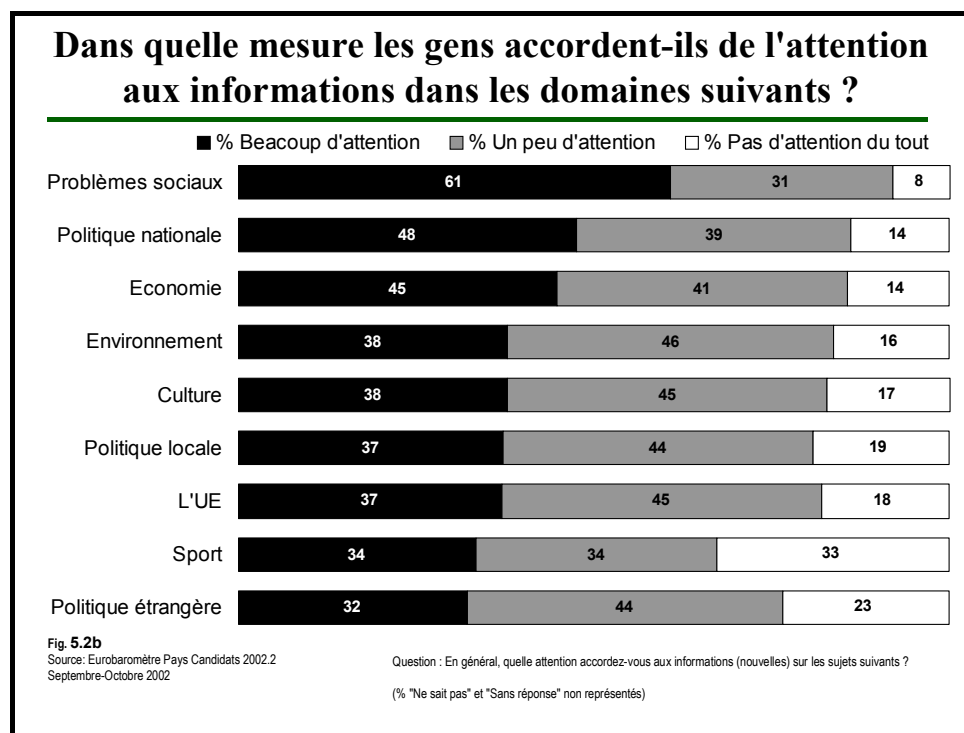


Si nous étudions dans quelle mesure l'intérêt pour les informations sur l'Union européenne varie d'un pays à l'autre, nous constatons que dans certains pays du groupe Laeken-10 plus de 8 personnes sur 10 accordent au moins un peu d'attention à ces informations. C'est le cas en Pologne, en Slovanie (86% chacun), à Chypre et en Hongrie (85% chacun) ainsi qu'en Slovaquie (82%). Les citoyens de l'Union européenne sont plus susceptibles d'ignorer les informations liées à l'UE que n'importe quel pays de la Région Candidate.

L'intérêt pour les informations sur l'UE atteint son niveau le plus élevé dans les Pays Candidats lorsqu'il s'agit des questions sociales, 61% des répondants accordant beaucoup d'attention et 31% accordant un peu d'attention. Nous constatons également un grand intérêt pour les informations sur les politiques nationales (48% y accordent beaucoup d'attention et 39% y accordent un peu d'attention). La 3<sup>ème</sup> place est occupée par les informations financières, 45% des répondants y accordant beaucoup d'attention et 41% y accordant un peu d'attention. Les informations liées à l'Union européenne sont moins attrayantes pour le public que les informations culturelles, locales ou environnementales.

<sup>32</sup> EB57.1, Printemps 2002, Chapitre 2.1

Au cours de l'année passée, nous n'avons noté aucune augmentation de l'intérêt pour les informations liées à l'UE dans la Région Candidate en général mais ce n'est pas vrai pour les pays individuels. En Roumanie (-7) et en Bulgarie (-3), l'intérêt a diminué en conséquence de la perception d'une date d'adhésion trop éloignée (comme le montre le Chapitre 6). En même temps, nous avons détecté une augmentation de l'intérêt chez les Turcs, les Lettons (+6 chacun), les Estoniens, les Chypriotes (+5 chacun), les Slovaques et les Polonais (+3 chacun). (TABLEAU ANNEXE 5.5A)

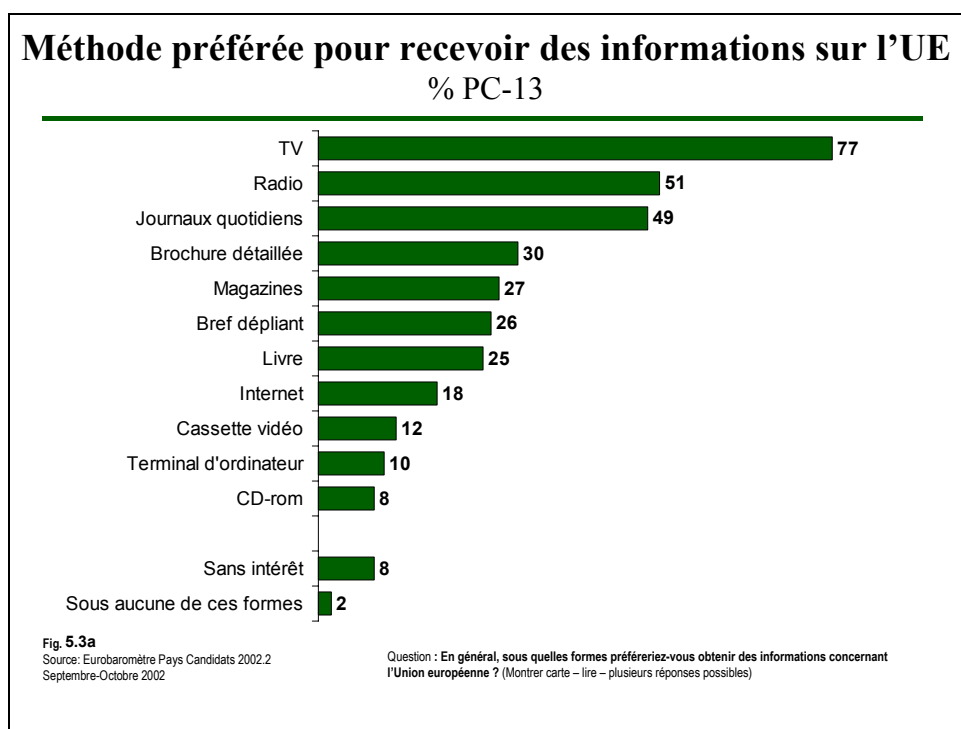


Les analyses démographiques montrent que les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'accorder beaucoup d'attention aux informations sur l'Union européenne (84% contre 77%). Les groupes d'âge les plus jeunes et les plus âgés sont moins susceptibles d'accorder de l'attention (à quelque information que ce soit) que la moyenne des Pays Candidats (80%).

91% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou plus sont attentives aux informations sur l'UE contre 74% ayant quitté l'enseignement à temps plein avant l'âge de 16 ans. Les analyses de l'échelle d'occupation des répondants montre que les cadres sont les plus susceptibles d'accorder de l'attention aux informations sur l'Union européenne (90%), contre seulement 63% des personnes au foyer. (TABLEAU ANNEXE 5.5B)

### 5.3. Méthodes préférées pour recevoir des informations sur l'UE

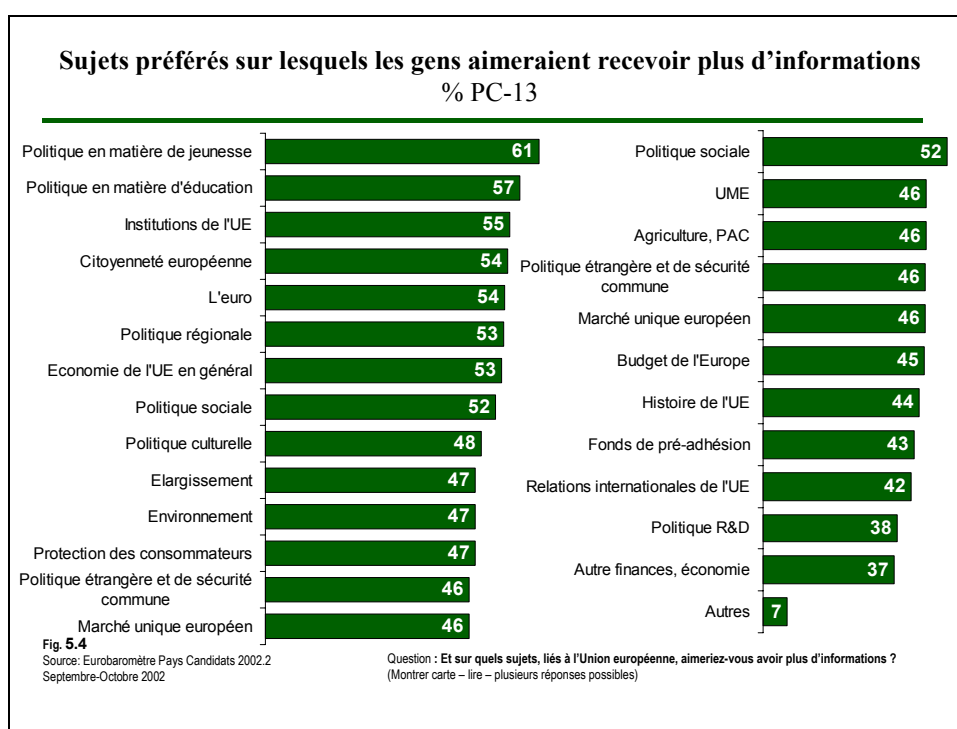
L'Eurobaromètre Pays Candidats a demandé aux personnes d'indiquer, à partir d'une liste de 11 sources prédéfinies, leur(s) méthode(s) préférée(s) pour recevoir des informations sur l'Union européenne. Nous ne sommes pas étonnés de constater que les préférences de la population vont aux 3 médias qu'elle est la plus susceptible d'utiliser (voir Chapitre 1 pour les détails). 77% de la totalité des personnes ont choisi la télévision, 51% les journaux quotidiens et 49% la radio comme méthode préférée pour recevoir des informations sur l'Union européenne. Les brochures sont sélectionnées par 30% des répondants, ce qui est presque 2 fois plus que pour Internet (18%). Les autres outils d'information électroniques, comme les cassettes vidéo (12%), les terminaux d'ordinateur (10%) et les CD-ROM (8%) sont également moins attrayants que les imprimés comme les livres, les magazines et les dépliants. (TABLEAU ANNEXE 5.7)



#### 5.4. Sujets liés à l'UE sur lesquels les gens aimeraient en savoir plus

Lorsque nous leur demandons sur quels sujets ils aimeraient en savoir plus, les citoyens des Pays Candidats choisissent la politique en matière de jeunesse (61%), d'éducation (57%) et les institutions de l'Union européenne (55%) comme leurs premières préférences. Plus de la moitié des personnes manquent d'informations sur la citoyenneté européenne et l'euro (54% chacun), les politiques régionales, l'économie européenne en général (53% chacun) ainsi que la politique sociale européenne (52%). Près de la moitié des personnes vivant dans la Région Candidate aimeraient en savoir plus sur la politique culturelle de l'Union (48%), le processus d'élargissement, la politique en matière d'environnement et la protection du consommateur (47% chacun).

Les citoyens pensent en savoir suffisamment, ou ne sont simplement pas intéressés par les politiques R&D de l'Union européenne (38% sont intéressés), l'histoire de l'UE (44%) et les fonds de pré-adhésion (43%). En général, l'Eurobaromètre Pays Candidats a constaté un intérêt relativement élevé pour la plupart des sujets étudiés.



Le Tableau 5.4 de la page suivante montre les 4 sujets les plus fréquemment mentionnés sur lesquels les citoyens de chaque pays souhaitent en savoir plus. Il montre une image très diversifiée avec très peu de caractéristiques communes. Toutefois, l'une de ces caractéristiques est le fait que les informations sur **la politique en matière de jeunesse** ont été classées parmi les 4 premiers choix dans 8 des 13 Pays Candidats. Parmi les entrées les plus fréquentes, notons également les **informations sur l'euro**, qui faisait partie des 4 premiers choix dans 7 pays. Les Maltais sont plus susceptibles de s'intéresser aux questions 'post-modernes' comme l'environnement, la protection des consommateurs et l'éducation, tandis que les Slovènes restent strictement matériels dans leur choix : ils souhaitent en savoir plus sur les fonds de pré-adhésion, l'économie de l'UE en général et l'Union monétaire européenne. Les citoyens de 7 pays nous ont dit qu'ils aimeraient en savoir plus sur les **institutions de l'Union européenne** également. La **politique européenne de Recherche et Développement** fait partie des 4 premiers choix en République tchèque uniquement. (TABLEAU ANNEXE 5.8)



**Tableau 5.4 Palmarès des 4 sujets les plus fréquemment mentionnés sur lesquels les citoyens des Pays Candidats veulent en savoir plus (% , par pays)**

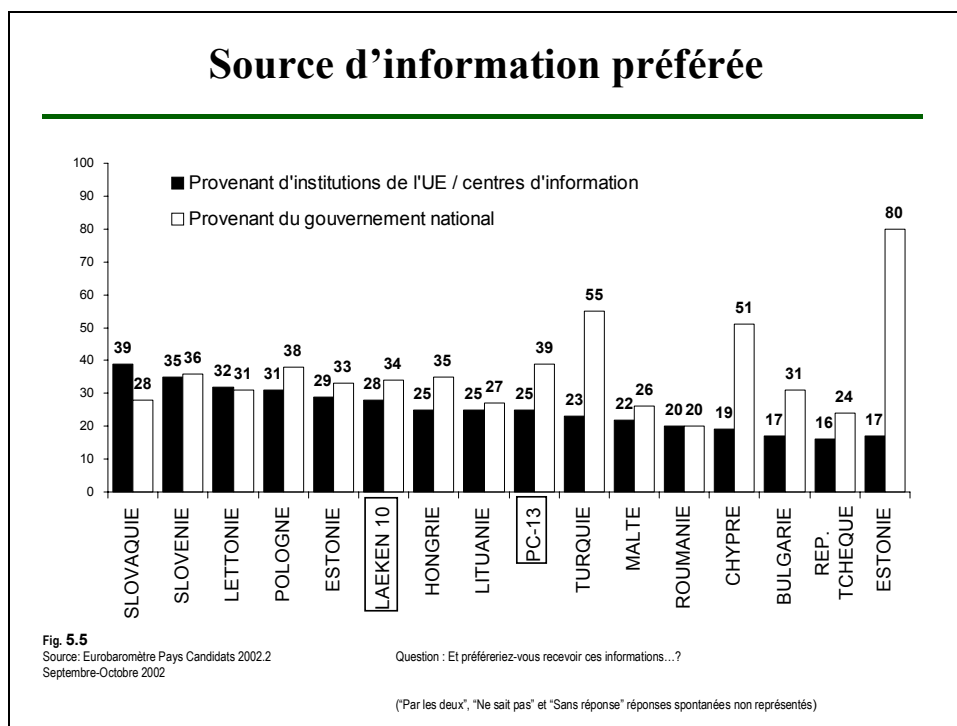
<b>Bulgarie</b>		<b>Malte</b>	
Histoire de l'UE	40	Politique en matière de jeunesse	76
Institutions de l'UE	44	Environnement	76
L'Union économique et monétaire	32	Protection des consommateurs	73
L'euro	52	Education	72
<b>Chypre</b>		<b>Pologne</b>	
L'UE et la protection des consommateurs	72	Politique en matière de jeunesse	56
Environnement	70	Economie de l'UE en général	51
Politique en matière de jeunesse	69	Institutions de l'UE	47
Education	67	Politique sociale	46
<b>République tchèque</b>		<b>Roumanie</b>	
L'euro	59	L'euro	61
Institutions de l'UE	58	Citoyenneté européenne	53
Fonds de pré-adhésion	56	Politique en matière de jeunesse	53
Politique R&D	55	Fonds de pré-adhésion	52
<b>Estonie</b>		<b>Slovaquie</b>	
Politique sociale	64	Politique sociale	56
L'euro	64	L'euro	50
Politique en matière de jeunesse	63	Education	49
Education	62	Institutions de l'UE	47
<b>Hongrie</b>		<b>Slovénie</b>	
L'euro	62	Fonds de pré-adhésion	51
Politique en matière de jeunesse	60	Economie de l'UE en général	49
Education	56	L'Union économique et monétaire	47
Institutions de l'UE	55	L'euro	45
<b>Lettonie</b>		<b>Turquie</b>	
Citoyenneté européenne	55	Education	74
Politique sociale	55	Politique en matière de jeunesse	74
Education	52	Citoyenneté européenne	69
Institutions de l'UE	52	Culture	65
<b>Lituanie</b>			
Fonds de pré-adhésion	56		
Institutions de l'UE	54		
Economie de l'UE en général	51		
Politique en matière de jeunesse	51		

## 5.5. Préférence pour les informations d'origine nationale plutôt que d'origine européenne

Nous avons demandé aux citoyens des Pays Candidats s'ils préféreraient recevoir les informations liées à l'UE de leur gouvernement national ou des institutions ou centres d'information de l'UE. Environ un tiers des répondants (36%) étaient incapables de choisir entre ces 2 options et soit ont déclaré spontanément qu'ils aimeraient recevoir des informations des 2 sources, soit qu'ils ne pouvaient simplement pas choisir, soit ont refusé de répondre à cette question.

Les personnes ayant exprimé une préférence choisissent plus souvent leur gouvernement national (39%) que l'Union européenne (25%) pour interpréter l'information. Il en va de même pour les pays du groupe Laeken-10 mais avec une marge bien plus réduite : 34% des personnes de ces pays préfèrent les informations du gouvernement et 28% croiraient plutôt l'Union européenne.

La Slovaquie, où l'Eurobaromètre a constaté le plus faible niveau de confiance envers le gouvernement national (voir Chapitre 1.4), est le seul pays où plus de personnes feraient confiance à l'Union européenne sur les questions-clés (39%) qu'à leurs propres dirigeants politiques (28%). (TABLEAU ANNEXE 5.9)



## 6. Attitudes et connaissances sur l'élargissement et le processus d'adhésion

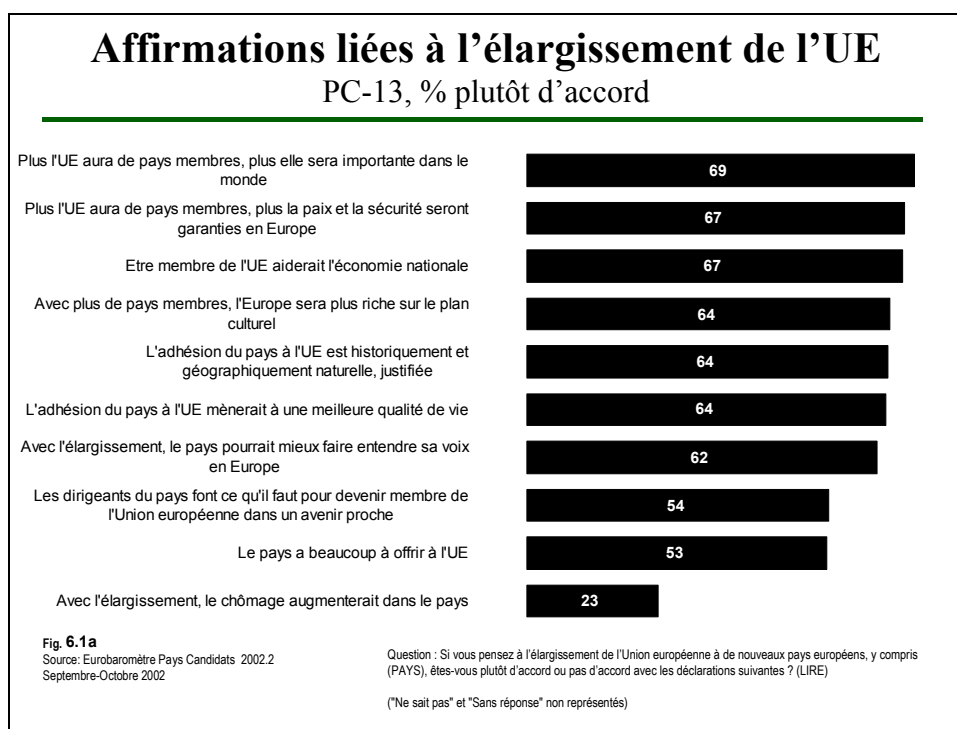
Au début de ce chapitre, nous examinerons les sentiments, les attitudes et les craintes liés à l'élargissement prévalant dans les Pays Candidats. Nous poursuivons avec la vitesse perçue et désirée du processus d'adhésion des pays. Enfin, nous observerons la quantité d'informations que les résidents des Pays Candidats pensent avoir reçu concernant l'élargissement de l'Union européenne et l'adhésion de leur pays à l'UE.

### 6.1. Attitudes vis-à-vis de l'élargissement

Deux tiers du public des Pays Candidats pense que l'adhésion à l'Union européenne est 'naturelle', c'est-à-dire historiquement et géographiquement justifiée (64%). La majorité des citoyens des Pays Candidats pensent que l'Union sera plus importante dans le monde si elle inclut un plus grand nombre de pays (69%). Un grand nombre de personnes argumentent également que plus l'UE aura de pays, plus la paix et la sécurité seront garanties en Europe (67%) et que l'adhésion aiderait leur économie nationale (67%). 64% des citoyens de l'UE pensent que les pays membres enrichissent culturellement l'Union et 64% pensent que l'adhésion d'un pays à l'UE mène à une meilleure qualité de vie.

Une personne sur deux dans la Région Candidate pense que son pays a beaucoup à offrir à l'Union européenne (53%) et 62% des personnes pensent que la voix de leur nation sera mieux entendue en Europe après avoir rejoint l'UE. 54% des personnes interrogées pensent cependant que leurs dirigeants font ce qu'il faut pour devenir membre de l'Union européenne.

Un citoyen sur quatre dans les Pays Candidats pense que le chômage augmentera après l'adhésion de son pays à l'UE (23%).



Dans les paragraphes suivants, nous étudions chaque affirmation plus en détail. (TABLEAU ANNEXE 6.1)

### **Beaucoup à offrir**

Nous avons demandé à nos répondants s'ils étaient ou non d'accord avec l'affirmation suivante : *"(PAYS) a beaucoup à offrir à l'Union européenne"*. La région dans son ensemble n'est pas très confiante à cet égard. La moyenne de la Région Candidate pour la réponse "Je suis plutôt d'accord" est de 53%. La Roumanie (61%), la Turquie (58%), la Pologne (56%) et Chypre (55%) sont les plus susceptibles de penser qu'ils apporteront quelque chose de précieux en cas de partenariat avec les actuels Etats membres. 21% seulement des Estoniens pensent que leur pays "a beaucoup à offrir" à l'Union européenne. La Lituanie est également plutôt pessimiste à cet égard (29%).

### **Paix et sécurité accrues**

Tous les Pays Candidats partagent l'opinion selon laquelle l'élargissement apportera une paix et une sécurité accrues à l'Europe. D'une manière générale, 67% des personnes pensent que *"Plus l'EU aura de pays, plus la paix et la sécurité seront garanties en Europe"*. Dans la Région Candidate, les Chypriotes sont les plus susceptibles d'être d'accord (81%), suivis par les Hongrois (79%), les Roumains et les Slovaques (75% chacun) alors qu'à Malte relativement moins de personnes (57%) pensent que la force d'intégration de l'Union européenne apportera une paix durable au continent.

### **L'adhésion aiderait l'économie du pays**

67% de nos répondants pensent qu'être *"un membre de l'Union européenne aiderait l'économie (NATIONALE)"*. Les pays sont divisés sur cette question : les niveaux d'information vont de 48% (en République tchèque, en Lettonie et à Malte) à 75% en Roumanie, 72% en Hongrie, 71% en Turquie et 70% en Slovaquie.

### **L'adhésion rendra le pays plus important en Europe**

62% des citoyens des Pays Candidats s'attendent à ce que leur pays prenne de l'importance en Europe après avoir rejoint l'Union européenne. Les Chypriotes sont les plus susceptibles d'attendre une meilleure appréciation de leur pays (81%), suivis par les Roumains (71%) et les Turcs (68%), tandis que les Lituaniens (42%) et les Tchèques (45%) sont les moins susceptibles d'anticiper un tel changement.

### **Les dirigeants font ce qu'il faut**

Par rapport aux affirmations précédentes, les répondants ont été considérablement moins convaincus que les *"dirigeants de (PAYS) font ce qu'il faut pour devenir membre de l'Union européenne dans un avenir proche"*. En moyenne, 46% des personnes pensent que leurs dirigeants n'épargnent aucun effort pour favoriser le processus d'adhésion. Le public de Chypre (87%), de Malte (79%) et de Slovaquie (71%) est le plus susceptible de partager cette opinion. En Turquie (45%) et en Roumanie (49%), les personnes sont moins susceptibles de penser que leurs politiciens font ce qui est nécessaire pour devenir membre de l'UE.

### **Avec l'élargissement, l'UE deviendra plus importante**

Les citoyens de la Région Candidate ont la vision d'une Europe plus forte après l'élargissement aux nouveaux Etats membres. Ils sont certains que *"Plus l'UE aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde"*. En moyenne, 69% des personnes sont d'accord avec cette affirmation (presque autant, 63% de personnes l'affirment au sein des Etats membres). Les plus grands nombres de réponses positives ont été enregistrés à Chypre (83%) mais la Hongrie et la Slovaquie (78% chacun) sont également bien placés sur cette échelle. La Lituanie et la Pologne sont tout en bas du classement (chacun avec 61% de réponses affirmatives).

**L'adhésion est justifiée**

65% des citoyens des Pays Candidats pensent que leur pays appartient historiquement et géographiquement au royaume européen. Par conséquent, leur adhésion à l'Union est naturelle et justifiée. Toutefois, les résultats sont fortement polarisés. Aux 2 extrémités de l'échelle, nous trouvons des pays relativement éloignés géographiquement de l'Union européenne. Les Bulgares sont les plus susceptibles de penser (72%) que leur adhésion à l'UE est bien justifiée par des raisons historiques et géographiques, suivis par Chypre (70%), la Slovaquie (68%), la Roumanie, la Hongrie et la Turquie (67% chacun). Les personnes moins confiantes à cet égard sont les Litوانيens et les Estoniens (48% chacun).

**Enrichissement culturel**

64% des personnes vivant dans la Région Candidate pensent que leur pays peut apporter quelque chose à l'image multiculturelle de l'Union européenne. 61% citoyens des actuels Etats membres approuve également l'affirmation suivante : *"Avec plus d'Etats membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel"*. Les Hongrois, les Slovènes (72% chacun), les Slovaques et les Turcs (70% chacun) sont les plus susceptibles d'approuver cette affirmation. Les Litوانيens (49%), les Tchèques (50%) et les Estoniens (51%) sont les plus sceptiques à cet égard.

**Une meilleure qualité de vie**

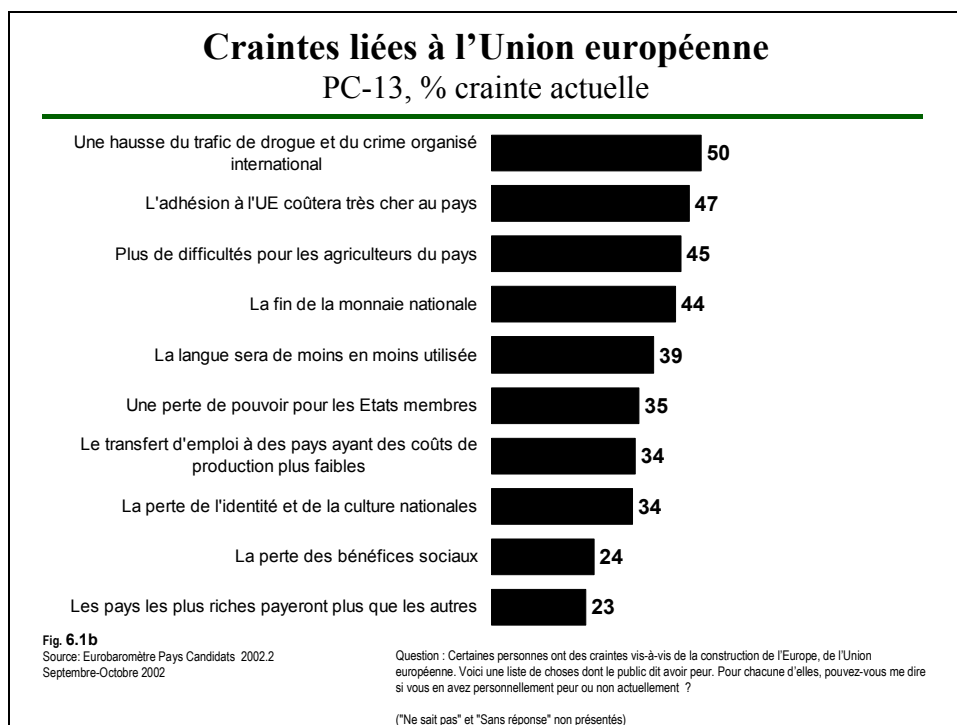
64% des personnes attendent une meilleure qualité de vie de leur adhésion à l'UE. Lorsque nous leur demandons s'ils sont plutôt d'accord ou pas avec la phrase *"L'adhésion de (PAYS) à l'UE mènerait à une meilleure qualité de vie"*, les Turcs (72%), les Roumains (69%), les Hongrois (68%) et les Bulgares (66%) sont les plus optimistes. Nous avons constaté de faibles niveaux d'optimisme en Estonie, en Lettonie (40% chacun) et en République tchèque (44%).

**Chômage accru**

Cette affirmation, seul élément négatif de la liste, a reçu le niveau le plus faible de confirmation du public des Pays Candidats : 23% des individus interrogés pensent qu'avec *"l'élargissement, le chômage augmenterait en (PAYS)"*. 53% des Chypriotes craignent que leur adhésion ait un effet négatif sur leurs opportunités d'emploi. Les Lettons (43%) et les Litوانيens (40%) sont également plus susceptibles de craindre pour leur marché de l'emploi suite à l'adhésion. D'un autre côté, 18% seulement des Bulgares et des Roumains ont des craintes similaires, suivis par les Slovaques (21%) et les Hongrois (22%).

Dans une autre série de questions, l'Eurobaromètre Pays Candidats a testé la fréquence de plusieurs craintes communes liées à l'Union européenne ou au processus d'élargissement lui-même. Afin d'étudier dans quelle mesure le public se soucie du processus d'intégration européenne en cours, nous avons posé la question suivante aux personnes :

*Certaines personnes ont des craintes quant à la construction de l'Europe, de l'Union européenne. Voici une liste de choses dont certaines personnes disent avoir peur. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous (personnellement) en avez peur actuellement ou non ?*



La crainte la plus répandue chez les répondants des Pays Candidats est que la construction de l'Europe mènera à une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international (50%). Près d'1 citoyen sur 2 a peur actuellement que l'adhésion coûte trop cher à son pays (47%) et 45% des citoyens craignent que la poursuite de l'intégration place leurs agriculteurs face à un plus grand nombre de difficultés. Le tableau de la page suivante montre les 3 craintes les plus répandues dans chaque pays.

**Tableau 6.1a Palmarès des 3 craintes les plus répandues liées à la construction de l'Europe**

<b>Bulgarie</b>		<b>Malte</b>	
Augmentation du crime organisé	44%	Emplois transférés	56%
L'adhésion coûte cher	41	Augmentation du crime organisé	54
Difficultés pour les agriculteurs	36	Difficultés pour les agriculteurs	52
<b>Chypre</b>		<b>Pologne</b>	
Augmentation du crime organisé	85%	Augmentation du crime organisé	58%
Perte d'identité, de culture	60	Difficultés pour les agriculteurs	57
Emplois transférés	60	L'adhésion coûte cher	54
<b>République tchèque</b>		<b>Roumanie</b>	
Difficultés pour les agriculteurs	65%	Augmentation du crime organisé	37%
L'adhésion coûte cher	59	L'adhésion coûte cher	34
Augmentation du crime organisé	54	Fin de la monnaie nationale	23
<b>Estonie</b>		<b>Slovaquie</b>	
Augmentation du crime organisé	68%	Augmentation du crime organisé	66%
L'adhésion coûte cher	63	L'adhésion coûte cher	63
Difficultés pour les agriculteurs	60	Difficultés pour les agriculteurs	53
<b>Hongrie</b>		<b>Slovénie</b>	
L'adhésion coûte cher	64%	Difficultés pour les agriculteurs	65%
Fin de la monnaie nationale	52	Augmentation du crime organisé	57
Difficultés pour les agriculteurs	51	L'adhésion coûte cher	55
<b>Lettonie</b>		<b>Turquie</b>	
Difficultés pour les agriculteurs	71%	Abandon de la langue	56%
Augmentation du crime organisé	69	Fin de la monnaie nationale	53
L'adhésion coûte cher	56	Perte d'identité, de culture	50
<b>Lituanie</b>			
Augmentation du crime organisé	64%		
L'adhésion coûte cher	63		
Difficultés pour les agriculteurs	61		

**L'augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international** est la crainte la plus répandue dans 7 Pays Candidats. Elle ne fait pas partie des 3 premiers choix en Hongrie et en Turquie. La crainte que les **agriculteurs aient plus de difficultés** est la plus répandue en République tchèque, en Lettonie et en Slovénie. Elle ne fait pas partie des 3 premiers choix à Chypre, en Roumanie et en Turquie. **Le coût élevé de l'adhésion** est la crainte la plus répandue en Hongrie, arrive en 2<sup>ème</sup> position en Bulgarie, en République tchèque, en Estonie, en Lituanie, en Roumanie et en Slovaquie et arrive en 3<sup>ème</sup> position en Lettonie, en Pologne et en Slovénie. Elle ne fait pas partie des 3 premiers choix à Chypre, à Malte et en Turquie. La fin **de la monnaie nationale** paraît être la 2<sup>ème</sup> crainte en Hongrie et en Turquie (le seul pays qui préfère conserver sa monnaie nationale plutôt que de passer à l'euro) et elle arrive en 3<sup>ème</sup> position en Roumanie. A Chypre, **la perte d'identité** fait partie des craintes les plus répandues (elle arrive en 2<sup>ème</sup> position sur la liste) et elle fait partie des 3 premiers choix pour les Turcs également. (TABLEAU ANNEXE 6.2)

Enfin, nous observerons le 'niveau de crainte moyen' dans chaque Pays Candidat. Comme le montre le tableau suivant, le pourcentage moyen de personnes déclarant craindre actuellement des choses liées à la construction de l'Europe atteint son niveau le plus élevé en Estonie (49%) et son niveau de loin le plus faible en Bulgarie (28%) et en Roumanie (23%).

**Tableau 6.1b Crainte de la construction de l'Europe**  
(résultat moyen '% de répondants craignant actuellement...' pour 11 entrées, par pays)

<b>Pays</b>	<b>% moyen</b>
ESTONIE	51
CHYPRE	50
LETTONIE	45
MALTE	45
LITUANIE	45
REP. TCHÈQUE	44
SLOVÉNIE	43
TURQUIE	42
SLOVAQUIE	42
POLOGNE	38
<b>PC-13</b>	<b>38</b>
HONGRIE	37
BULGARIE	29
ROUMANIE	20



## Perception des niveaux de soutien de l'adhésion du pays dans les Etats membres

Ce n'est probablement pas une crainte mais nous constatons une nette réserve parmi les citoyens de la Région Candidate quant au fait que les personnes vivant déjà dans l'Union européenne soutiennent leur adhésion. 29% des répondants au niveau PC-13 et 21% parmi le groupe Laeken-10 pensent que les actuels citoyens de l'UE ne sont pas favorables à leur entrée dans l'Union.

Nous avons posé à nos répondants la question suivante :

*Et pensez-vous que les citoyens des actuels Etats membres de l'Union européenne sont ... de l'entrée de nouveaux pays comme (PAYS) ?*

- 4 – tout à fait favorables
- 3 – plutôt favorables
- 2 – plutôt opposés
- 1 – tout à fait opposés

Les résultats ci-dessous donnent à penser que les citoyens de la Région Candidate ne savent pas clairement dans quelle mesure l'Europe de l'Ouest soutient leur adhésion à l'Union européenne (15% ne savent pas, 14% sont incapables de décider ce que peut être l'opinion majoritaire) mais très peu de personnes pensent que les actuels citoyens de l'UE seraient indifférents à l'adhésion du nouveau pays à l'UE (ni pour, ni contre : 2%). (Les résultats du groupe Laeken-10 sont présentés entre parenthèses) :

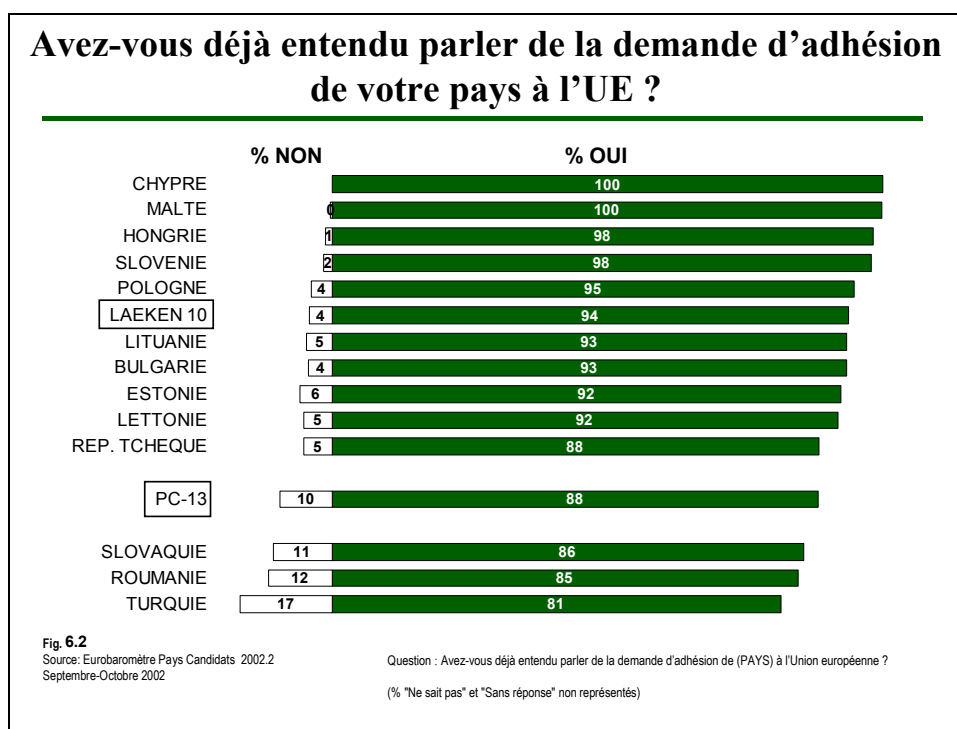
Tout à fait opposés	10%	(3%)
Plutôt opposés	19%	(18%)
Plutôt favorables	34%	(42%)
Tout à fait favorables	7%	(5%)
Certains sont favorables, d'autres sont opposés (spont.)	14%	(19%)
Ni favorables, ni opposés (spont.)	2%	(3%)
NSP/ Sans réponse (spont.)	15%	(9%)

Nous constatons très peu de variation d'un pays à l'autre, bien que la majorité des Turcs pensent que les Européens de l'Ouest sont opposés à leur adhésion à l'UE. Ce n'est pas le cas ailleurs mais seuls les Maltais (57%), les Polonais (55%), les Hongrois (54%), les Chypriotes (53%) et les Slovènes (51%) ont une majorité absolue confiante qui pense que l'adhésion de leur pays est soutenue par les citoyens actuels de l'UE, au moins dans une certaine mesure. (TABLEAU ANNEXE 6.3)

## 6.2. Connaissance de la demande d'adhésion du pays à l'UE

Près de 9 personnes sur 10 vivant dans un Pays Candidat savent que leur gouvernement a introduit une demande d'adhésion à l'Union européenne (et dans la plupart des pays a presque terminé les négociations concernant l'adhésion également). La proportion la moins importante de personnes informées de la demande d'adhésion de leur pays a été enregistrée en Turquie (81%). Tout le monde le savait à Chypre et à Malte et virtuellement tout le monde en Hongrie et en Slovaquie également (98% chacun). Généralement, nous ne notons aucune variation significative parmi les pays restants ou les groupes démographiques. Toutefois, les Roumains (85%) et les Slovaques (86%) sont également un peu moins informés par rapport à la moyenne. (TABLEAU ANNEXE 6.4A)

La connaissance de la demande d'adhésion du pays à l'UE dans le groupe Laeken-10 est presque totale (94%).



L'analyse démographique montre approximativement les mêmes niveaux de variation au sein des différents groupes. Les cadres (97%), les plus éduqués (96%), les autres cols blancs (94%) et les personnes ayant des niveaux moyens d'éducation (93%) sont plus susceptibles d'être informés de la demande d'adhésion de leur pays à l'UE, tandis que les personnes au foyer (73%), les moins éduqués (81%), les femmes (84%), les plus jeunes et les plus âgés (86% et 87%, respectivement) en sont moins informés. (TABLEAU ANNEXE 6.4B)

### 6.3. Délai d'adhésion à l'UE

Le sondage a mesuré l'opinion publique concernant la vitesse perçue et désirée du processus d'adhésion de leur pays au moyen de la question suivante :

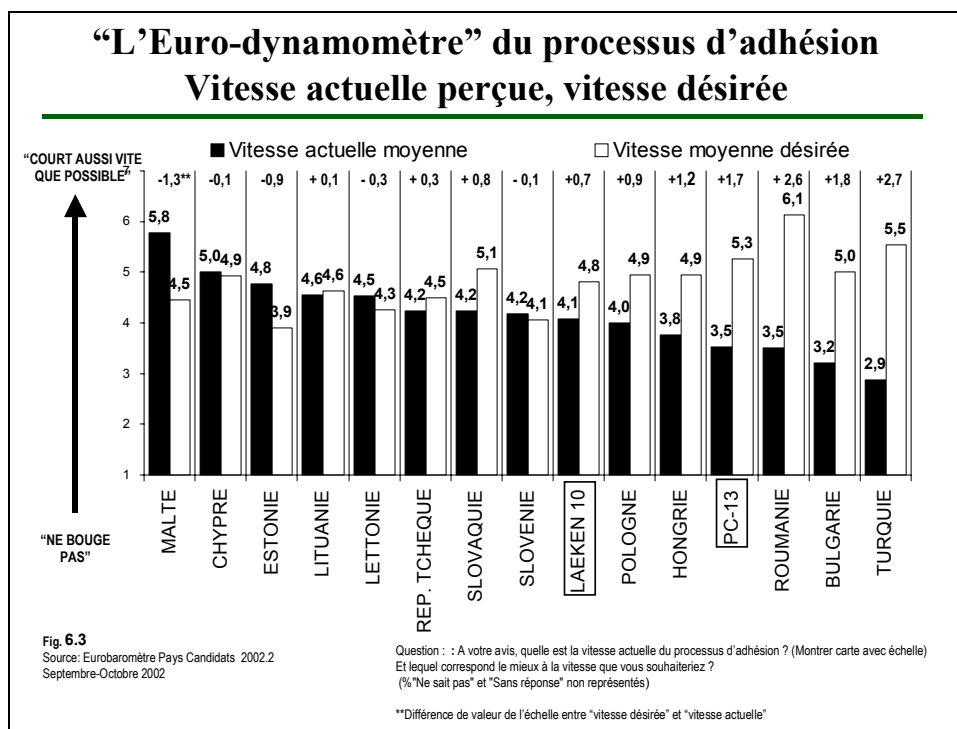
a. Selon vous, quelle est la vitesse actuelle du processus d'adhésion ? Regardez ces personnages (MONTRER LA CARTE AVEC ECHELLE), le n° 1 est à l'arrêt, le n° 7 court aussi vite que possible. Choisissez celui qui correspond le mieux, selon vous, à la vitesse actuelle du processus d'adhésion.



b. Et lequel correspond-il le mieux à la vitesse que vous désireriez ? (Montrez la même carte)

Malgré l'accélération du processus d'adhésion, les citoyens des Pays Candidats désirent que l'élargissement soit encore plus rapide.

Sur une échelle de 1 à 7, la vitesse moyenne à laquelle les personnes estiment le processus d'adhésion de leur pays est de 3,5. Cependant, les citoyens souhaiteraient que le processus d'adhésion aille plus vite encore (5,3). Comme le montre le schéma ci-dessous, l'Eurobaromètre Pays Candidats révèle une différence de résultat nette très élevée indiquant un souhait répandu que les négociations d'adhésion aillent encore plus vite. Ce sentiment est nettement plus fréquent dans les pays qui ne font pas partie du groupe Laeken-10.



La vitesse perçue du processus d'adhésion varie considérablement d'un pays à l'autre. Elle atteint son niveau le plus élevé à Malte (5,8) et, reflétant la réalité, son niveau le plus faible en Turquie (2,9). La vitesse élevée du processus d'adhésion est perçue à Chypre (5,0) et en Estonie (4,8) également. Les pays toujours situés au-dessus du point de neutralité de cette échelle à 7 points sont la Pologne (4,0), la Sloénie, la Slovaquie et la République tchèque (4,2 chacun), la Lettonie (4,5) et la Lituanie (4,6). Outre les Turcs (2,9), seuls les Hongrois (3,8) et les Roumains (3,5 chacun) perçoivent la vitesse du processus d'adhésion comme étant plutôt lente. (TABLEAU ANNEXE 6.5)

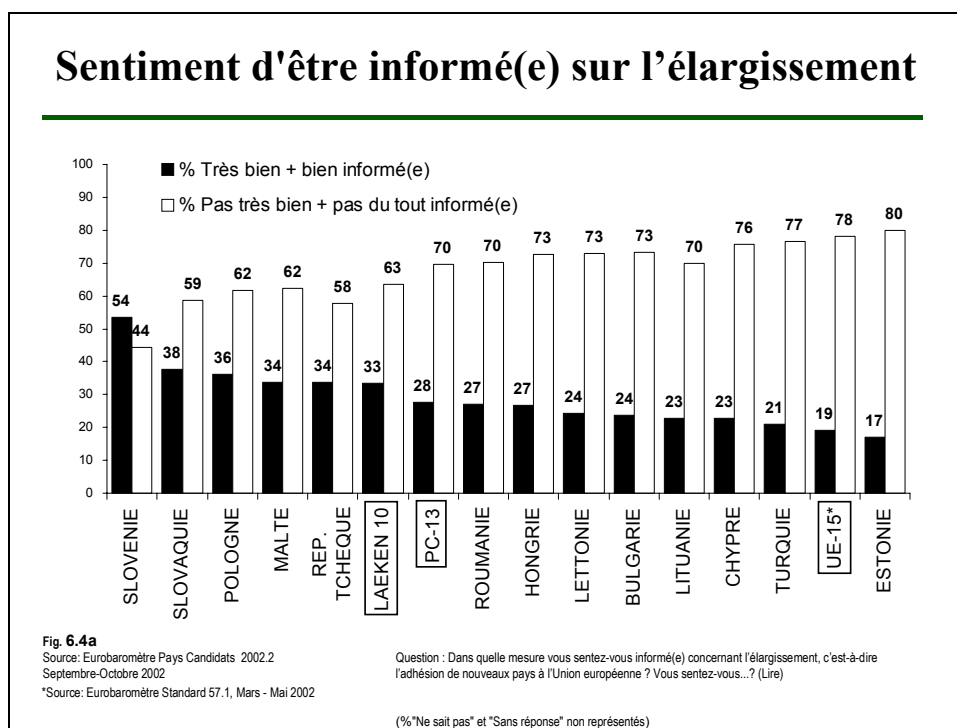
En ce qui concerne la vitesse d'adhésion désirée, les Roumains désirent le processus d'adhésion le plus rapide pour leur pays (6,1), suivis par les Turcs (5,5), les Slovaques (5,1), les Bulgares (5,0), les Polonais et les Hongrois (4,9 chacun). La vitesse désirée la plus faible a été enregistrée en Estonie (3,9) et en Slovénie (4,1) mais ces valeurs sont toujours du côté le plus rapide de l'échelle. (TABLEAU ANNEXE 6.6)

Comme le montre le graphique de la page précédente, l'écart entre la vitesse à laquelle le processus d'adhésion est perçu et la vitesse à laquelle les personnes désirent qu'il progresse varie énormément d'un pays à l'autre. Dans la plupart des pays, les personnes aimeraient que le processus d'adhésion de leur pays soit plus rapide que la vitesse perçue, la différence positive nette la plus importante ayant été enregistrée en Turquie (2,7), en Roumanie (2,6) et en Bulgarie (1,8). Malte (-1,3) et l'Estonie (-0,9) sont les seuls pays présentant une légère différence négative nette entre les vitesses perçues et désirées. La Lituanie (0,1), la Slovénie et Chypre (-0,1 chacun) sont les pays où la vitesse perçue correspond presque à la vitesse désirée.

#### 6.4. Sentiment d'information vis-à-vis de l'élargissement et du processus d'adhésion

##### Elargissement

L'Eurobaromètre révèle que les répondants de la Région Candidate (et encore plus dans les Etats membres<sup>33</sup>) sont très mal informés sur le processus d'élargissement. Les résultats montrent que 28% des citoyens des Pays Candidats et que seulement 19% des citoyens de l'UE se sentent très bien ou bien informés concernant l'élargissement, avec 70% et 78% ne se sentant pas très bien informés ou pas bien informés du tout.

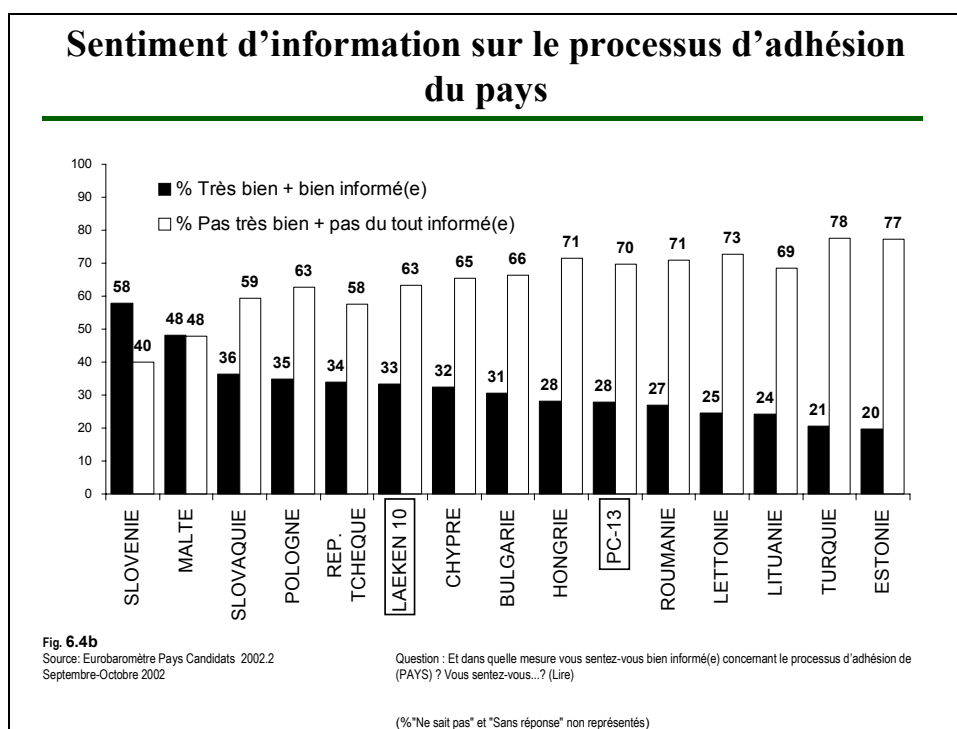


Les résultats par pays indiquent que la Slovénie est le seul pays où plus de la moitié de la population se sent bien informée concernant l'élargissement (54%), suivie par la Slovaquie (38%) et la Pologne (36%). Dans la plupart des autres pays, environ un tiers des répondants se sentent bien informés, à l'exception de la Turquie (21%) et de l'Estonie, où 17% seulement de la population se sent bien informée concernant le processus d'élargissement. (TABLEAU ANNEXE 6.7A)

Les analyses démographiques montrent que la proportion des personnes qui se sentent bien informées concernant l'élargissement va de 15% pour les personnes au foyer à 45% pour les cadres. Un tiers des hommes sont suffisamment sûrs d'eux pour dire qu'ils sont bien informés, par opposition à seulement un cinquième des femmes (35% contre 21%). Les niveaux de sentiment d'information augmentent considérablement avec l'éducation. Les personnes ayant quitté l'école avant l'âge de quinze ans sont beaucoup moins susceptibles de se sentir informés (19%) que celles ayant quitté l'école après l'âge de 20 ans (42%). (TABLEAU ANNEXE 6.7B)

## Adhésion

Nous aurions pu penser que les personnes se sentiraient mieux informées concernant l'adhésion de leur propre pays. L'Eurobaromètre Pays Candidats est incapable de confirmer cette supposition. 28% seulement des personnes vivant dans la Région Candidate se sentent bien ou très bien informées sur le processus d'adhésion de leur pays, ce qui est égal au chiffre concernant le processus d'élargissement. 70% des répondants ont le sentiment de n'être pas bien informés, voire de n'être pas informés du tout (la proportion de ce dernier groupe est 19%).



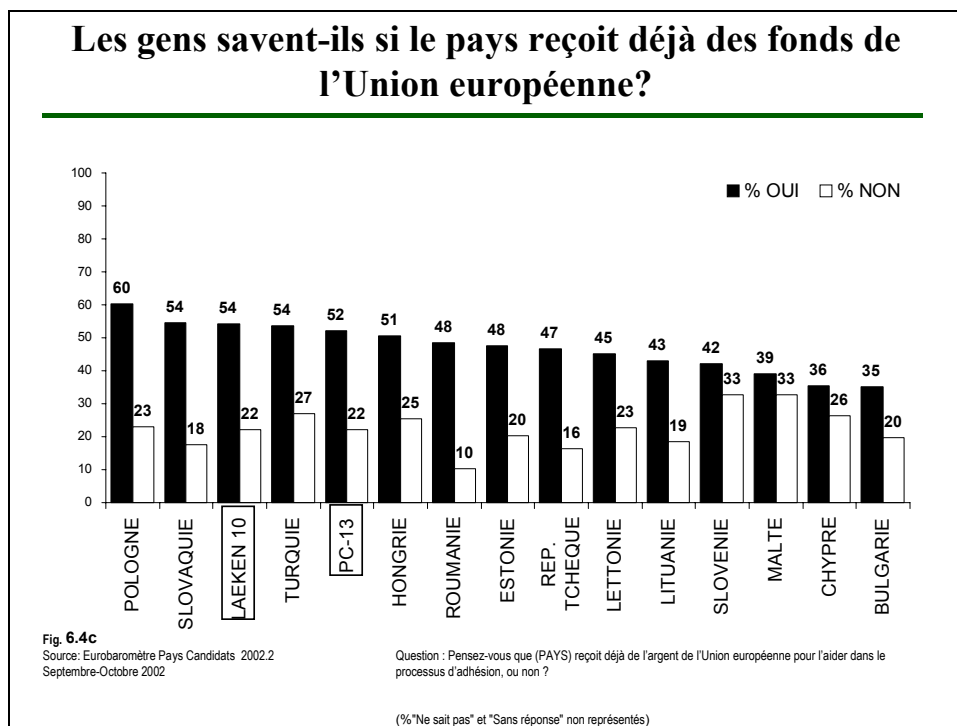
Les analyses par pays n'apportent pas grand chose à ce rapport : nous avons constaté quasiment le même classement par pays qu'en réponse à la question sur le sentiment d'information concernant l'élargissement. A nouveau, la Slovénie est le seul pays où plus de la moitié de la population pense être bien informée concernant l'adhésion du pays (58%), suivie cette fois par Malte (48%) et la Slovaquie (36%). A Malte, le niveau d'information concernant le processus d'adhésion a considérablement dépassé le niveau d'information sur l'élargissement de l'UE. Tout en bas de la liste, nous trouvons l'Estonie et la Turquie à nouveau, les Estoniens étant les moins bien informés concernant le processus d'adhésion de leur pays.

Ce qui est vraiment frappant, c'est la stabilité de ces proportions au niveau PC-13 au cours de l'année passée, une année qui a vu de nombreux développements importants pour beaucoup des Pays Candidats. Dans 5 de ces pays, les citoyens ont même l'impression actuellement qu'ils sont moins bien informés concernant l'adhésion de leur pays qu'il y a un an, notamment à Chypre et en Bulgarie (-9 chacun) mais également en Hongrie (-5), en Roumanie (-4) et en Slovaquie (-3). (TABLEAU ANNEXE 6.8A)

Nous ne sommes pas surpris que les analyses démographiques montrent exactement ce que nous avons déjà vu : la proportion des personnes qui se sentent bien informées concernant l'adhésion de leur pays va de 13% pour les personnes au foyer à 45% pour les cadres. (TABLEAU ANNEXE 6.8B)

## Fonds de pré-adhésion

Bien que la plupart des actuels Pays Candidats et leurs citoyens aient eu accès à différents fonds de l'Union européenne depuis près de 10 ans maintenant, le fait que l'UE soutient les Pays Candidats financièrement demeure relativement peu connu dans la majorité des Pays Candidats. Plus d'un quart des personnes (26%) ne savent pas si l'UE a aidé financièrement leur pays ou pas, 52% pensent que leur pays reçoit déjà des fonds de l'Union européenne et 22% déclarent le contraire.

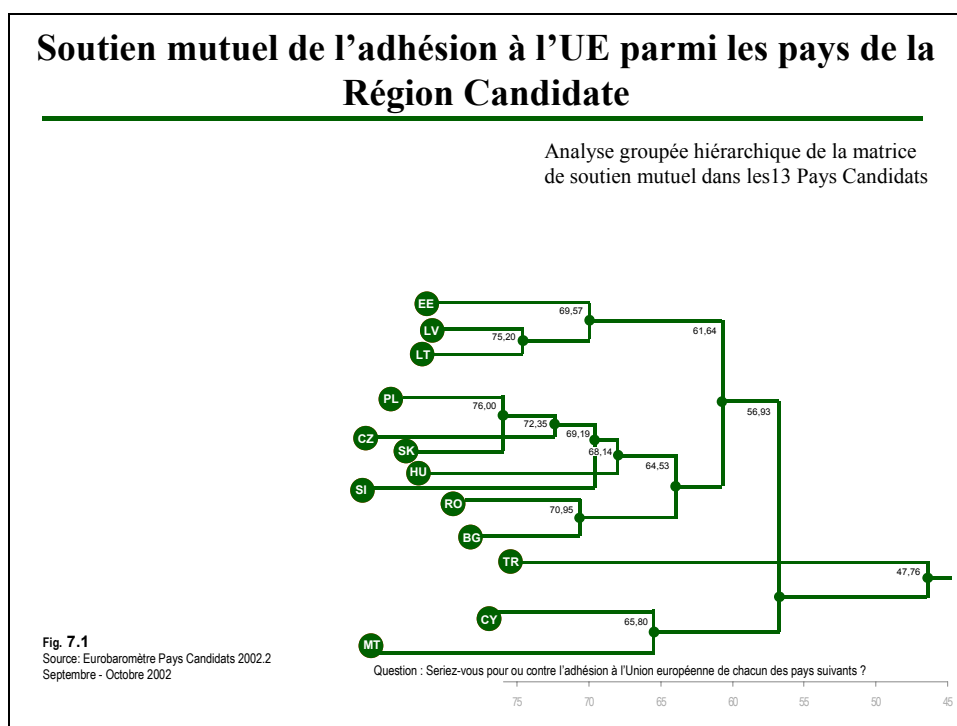


Dans certains Pays Candidats, la connaissance des financements européens est assez élevée : Pologne (60%), Slovaquie, Turquie (54% chacun) et Hongrie (51%). Dans chacun des pays restants, la connaissance de l'entrée d'argent de l'UE demeure inférieure à 50%, allant de 35% en Bulgarie à 48% en Roumanie et en Estonie. (TABLEAU ANNEXE 6.9)

## 7. Soutien mutuel de l'adhésion dans la Région Candidate

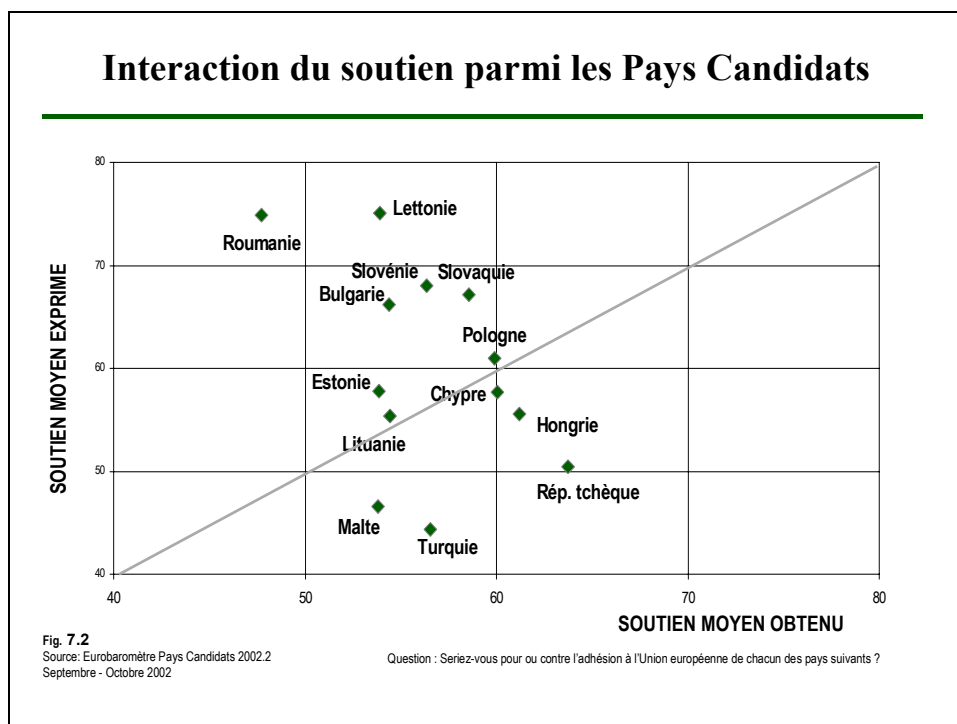
Les Pays Candidats soutiennent mutuellement leur demande d'adhésion à divers degrés. Toutefois, sans considérer quelques extrêmes (notamment la relation entre Chypre et la Turquie), le niveau de soutien moyen des autres est relativement élevé, 57% des personnes soutiennent l'adhésion d'autres pays dans la région. Dans le groupe Laeken-10, en moyenne 63% des citoyens soutiennent l'adhésion des 9 autres pays.

Il y a certainement des pays qui sont plus proches que d'autres. L'analyse hiérarchique de groupe du soutien exprimé et reçu pour chaque pays avec chacun des autres pays renforce les connaissances expérimentales de longue date et les connaissances du sens commun mais attire également l'attention sur certains développements des dynamiques de la région. (FIG. 7.1)



Comme le montrent la carte et l'arbre ci-dessus, les régions historiques d'Europe centrale et de l'Est maintiennent la standardisation. Les groupes de pays partageant une histoire commune sont toujours très proches les uns des autres. Nous avons clairement un groupe balte avec un noyau Lituanien-Letton, nous voyons une branche d'Europe centrale avec des Slovaques, des Polonais et les Tchèques au centre, les autres pays slaves avec la Slovaquie rejoignant ce groupe plus tard, et finalement la Hongrie (plus la « jonction » est située à droite, plus la relation de soutien mutuel est lâche). Il existe un groupe des Balkans comprenant seulement 2 pays. La Roumanie et la Bulgarie sont également très proches. Les deux îles de la Mer Méditerranée invitées à rejoindre l'UE ont une sympathie à l'égard de leur adhésion mutuelle qui n'est pas particulièrement forte mais néanmoins réciproque et enfin la Turquie n'a aucun 'allié naturel' dans la Région Candidate.

Il est intéressant de noter la hiérarchie selon laquelle ces groupes sont connectés les uns aux autres. Il existe une relation mutuelle relativement forte entre le groupe des Balkans et le groupe des pays d'Europe centrale. Les Etats baltes ont une relation beaucoup plus lâche avec les deux groupes précédents et le groupe le moins intégré est le groupe méditerranéen. Enfin, tous les groupes de pays sont plus proches les uns des autres que de la Turquie.



Si nous étudions le soutien reçu et exprimé par pays (graphique ci-dessus), nous constatons que la Pologne, Chypre, la République tchèque et la Hongrie bénéficient du niveau de soutien le plus élevé parmi tous les Pays Candidats de la part de leurs pairs. Toutefois, tous ces pays à l'exception de la Pologne (en dessous de la diagonale dans le graphique) expriment un soutien moins important à l'égard des autres pays qu'ils n'en obtiennent d'eux. La Turquie, Malte et la République tchèque, en bas de l'axe vertical, sont les pays les moins généreux en termes de soutien.

Chypre, la Lituanie et la Pologne sont proches de la ligne. Le soutien qu'elles apportent et dont elles bénéficient sont quasiment égaux. Tous les pays au-dessus de la ligne soutiennent plus qu'ils ne sont soutenus par les autres. Le cas le plus extrême est la Roumanie, qui est le pays jouissant du moins de soutien dans la région mais qui présente l'un des niveaux de soutien les plus élevés pour les autres Pays Candidats.

Le Tableau 7, de la page suivante, présente des chiffres détaillés sur les niveaux de soutien dans chaque Pays Candidat.



Tableau 7. Soutien de l'adhésion à l'Union européenne des autres pays dans la Région Candidate (% , par pays)

	en faveur de l'adhésion de BULGARIE	en faveur de l'adhésion de CHYPRE	en faveur de l'adhésion de REP. TCHÈQUE	en faveur de l'adhésion de ESTONIE	en faveur de l'adhésion de HONGRIE	en faveur de l'adhésion de LETTONIE	en faveur de l'adhésion de LITUANIE	en faveur de l'adhésion de MALTE	en faveur de l'adhésion de POLOGNE	en faveur de l'adhésion de ROUMANIE	en faveur de l'adhésion de SLOVAQUIE	en faveur de l'adhésion de SLOVÉNIE	en faveur de l'adhésion de TURQUIE	MOYENNE
PC-13	54	60	<b>64</b>	54	61	54	54	54	60	48	59	56	57	56
LAECEN-10	55	57	<b>73</b>	58	70	57	59	57	70	48	66	61	51	63 <sup>+</sup>
BULGARIE	..	62	<b>72</b>	64	71	64	64	61	72	65	69	69	61	66
CHYPRE	60	..	61	58	65	51	57	<b>77</b>	67	61	59	59	17	58
REP. TCHÈQUE	45	50	..	46	<b>63</b>	45	46	51	<b>63</b>	36	<b>63</b>	56	40	50
ESTONIE	54	56	61	..	62	<b>68</b>	<b>68</b>	58	59	52	55	54	47	58
HONGRIE	48	55	69	50	..	49	49	62	<b>73</b>	42	57	60	52	56
LETTONIE	75	73	78	82	77	..	<b>83</b>	74	75	71	74	74	63	75
LITUANIE	53	48	59	66	58	<b>67</b>	..	48	61	50	56	55	43	55
MALTE	44	<b>54</b>	50	47	44	48	46	..	50	43	46	48	38	47
POLOGNE	57	57	<b>74</b>	60	71	61	63	54	..	48	71	62	53	61
ROUMANIE	77	71	76	74	76	73	73	73	<b>78</b>	..	77	76	75	75
SLOVAQUIE	66	64	<b>86</b>	59	76	61	60	62	81	60	..	71	58	67
SLOVÉNIE	60	66	<b>76</b>	69	<b>76</b>	68	68	71	73	60	72	..	57	68
TURQUIE	46	<b>60</b>	48	40	45	40	40	42	44	45	41	41	..	44

\*Soutien moyen des 9 autres pays

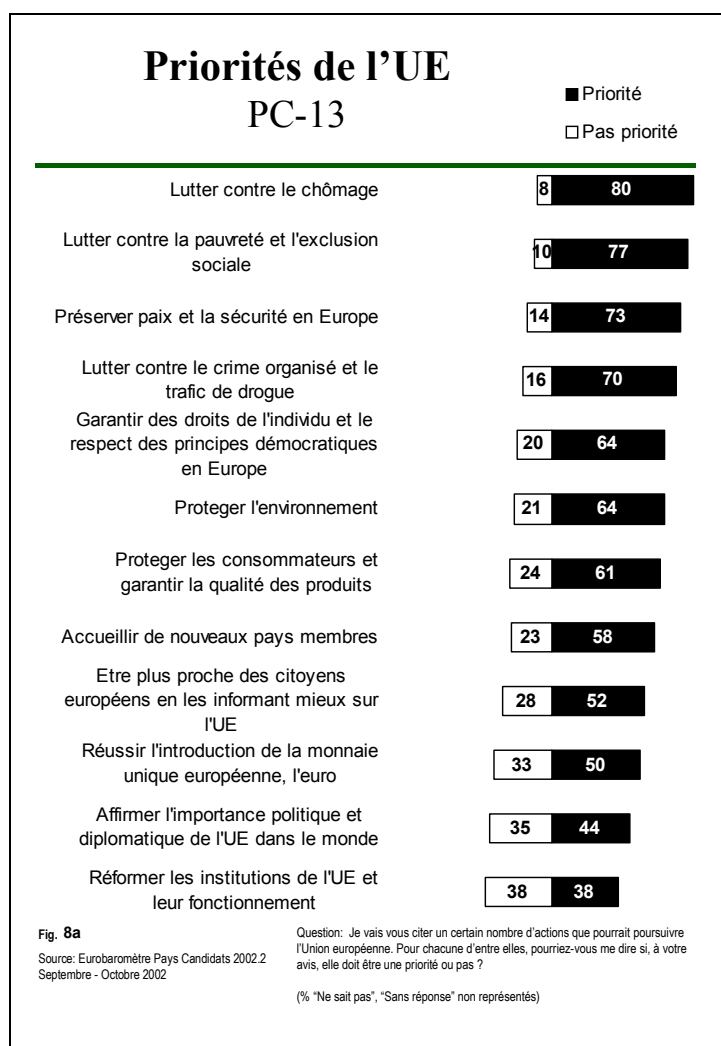
## 8. Attitudes vis-à-vis des politiques actuelles de l'Union

Dans ce dernier chapitre, nous étudions quelles priorités de l'Union européenne paraissent importantes dans la Région Candidate, nous examinerons dans quelle mesure les citoyens de la Région Candidate soutiennent l'idée d'une Constitution européenne. Ensuite, pour la première fois, ce chapitre passera en revue les attitudes des citoyens vis-à-vis de l'euro, la monnaie censée remplacer les monnaies nationales dans ces 13 pays. Enfin, nous analyserons dans quelle mesure les répondants pensent qu'ils participeraient aux élections du PE.

### Priorités de l'Union européenne

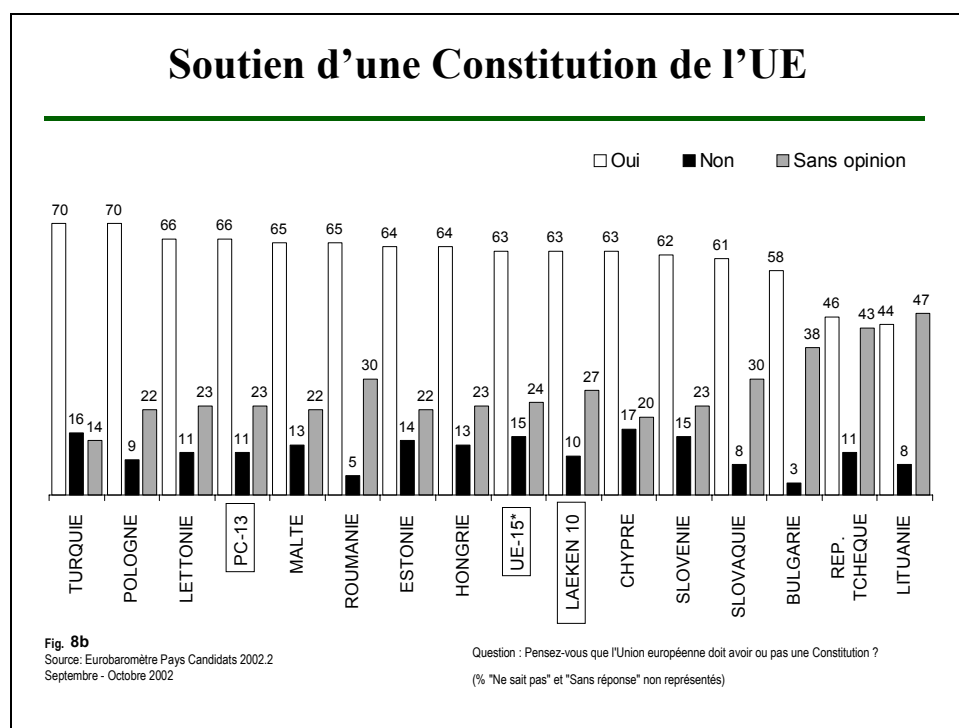
Les opinions des citoyens des Pays Candidats semblent alignées sur les priorités de l'Union européenne pour la plupart des questions actuellement à son ordre du jour. Il est intéressant de noter que les citoyens des Pays Candidats ne sont pas beaucoup plus susceptibles que les citoyens de l'UE de considérer l'élargissement de l'Union comme l'une des priorités-clés de l'Union (PC-13 : 58%, 8<sup>ème</sup> priorité la plus importante ; Laeken-10 : 51%, 10<sup>ème</sup> priorité la plus importante). La plus importante priorité pour les citoyens des Pays Candidats est la lutte contre le chômage, la lutte contre l'exclusion sociale et le maintien de la paix et de la sécurité en Europe.

La mise en place de l'euro, l'affirmation de l'importance internationale de l'Union et la réforme institutionnelle sont les sujets qu'une majorité des personnes ne considère pas comme une priorité pour l'Union. (TABLEAU ANNEXE 8.1)



## Constitution européenne

L'Eurobaromètre mesure si le public pense que l'Union européenne devrait avoir une constitution. Cette question a été posée pour la première fois dans les Pays Candidats, parallèlement à la formation de la Commission qui a mandaté la préparation du texte d'une Constitution européenne. L'indication générale est que la majorité des futurs citoyens soutient une Constitution européenne également (66%), avec très peu d'opposition (11%) mais près d'1 personne sur 4 n'a pas d'opinion (23%).



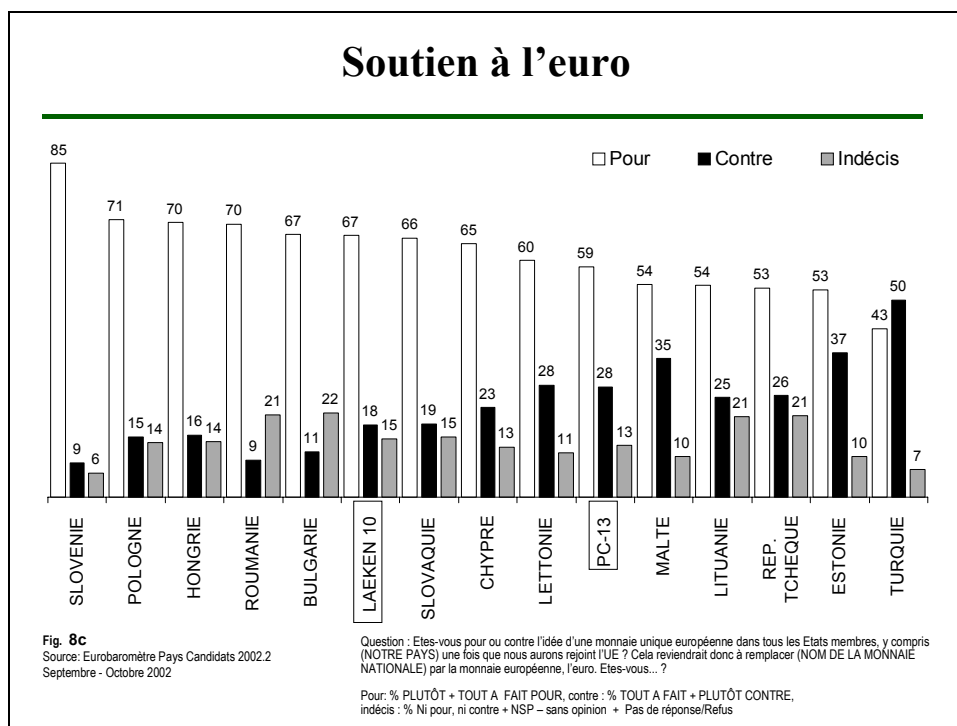
Les Turcs et les Polonais (70% chacun) sont les plus susceptibles de soutenir une Constitution européenne, suivis par les Lettons (66%), les Maltais, les Roumains (65% chacun), les Estoniens et les Hongrois (64% chacun). Les Chypriotes (17%) sont les plus susceptibles de penser que l'Union européenne ne devrait pas avoir de constitution. Dans aucun pays parmi les 13, la proportion des opposants n'atteindrait un cinquième de la population mais approximativement la moitié des Litvaniens et 40% des Tchèques et des Bulgares n'ont aucune opinion sur ce sujet. (TABLEAU ANNEXE 8.1A)

Les analyses démographiques montrent que le soutien d'une constitution atteint son niveau le plus élevé parmi les personnes ayant poursuivi l'éducation à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (71%), les personnes qui étudient encore (75%), les cadres (74%), les autres cols blancs (72%) et le groupe d'âge le plus jeune (71%). L'opposition est faible et les différences dans les niveaux de soutien s'expliquent principalement, par conséquent, par des variations relativement importantes dans la proportion des réponses « Ne sait pas ».

Les partisans de l'UE sont plus susceptibles de favoriser une constitution que ses opposants (75% contre 45%). 24% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose sont opposées à une constitution, contre 9% qui soutiennent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. (TABLEAU ANNEXE 8.1B)

## Soutien à l'euro

L'introduction des pièces et billets en euros le 1er janvier 2002 a considérablement renforcé le notoriété de l'euro auprès du public de la Région Candidate également.



En moyenne, 59% des personnes des 13 Pays Candidats sont à présent favorables à l'utilisation dans leur pays d'une union monétaire européenne ayant une monnaie unique, l'euro. Dans le groupe Laeken-10 où l'introduction de la monnaie unique n'est pas une réalité trop éloignée, le soutien est nettement plus élevé, deux tiers des répondants soutenant l'idée de remplacer leur monnaie nationale par l'euro.

A l'exception de la Turquie, l'euro attire la majorité des citoyens dans toute la Région Candidate. Nous avons enregistré les niveaux de soutien de l'euro les plus élevés en Slovaquie où la monnaie locale a juste un peu plus de 10 ans (84%). Les opposants sont majoritaires en Turquie (50%) et sont très présents en Estonie (37%) et à Malte (35%) également. (TABLEAU ANNEXE 8.2A)

Les analyses démographiques montrent que le soutien du remplacement de la monnaie nationale par l'euro atteint son niveau le plus élevé parmi les personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (74%), les cadres (75%) et les autres cols blancs (71%). L'opposition varie également au sein des différents groupes démographiques : les personnes au foyer sont les plus fervents opposants de la zone euro (46%), suivies par les personnes ayant les niveaux d'éducation les plus faibles (38%) et les indépendants (34%).

Les partisans de l'UE sont plus susceptibles de favoriser la conversion de leur pays à l'euro que les opposants (71% contre 30%). 59% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays à l'Union européenne comme une mauvaise chose sont opposées à l'idée de rejoindre la zone euro également, contre 20% qui soutiennent l'adhésion de leur pays à l'UE. (TABLEAU 8.2B)

## Participation aux élections du PE

Beaucoup de pays du groupe Laeken-10 (si le rythme des négociations est maintenu) participeront déjà aux élections du Parlement européen en 2004. L'Eurobaromètre a demandé dans quelle mesure les citoyens des Pays Candidats pensent participer à ce type d'élection (au Chapitre 5.1 nous avons déjà démontré que de nombreuses personnes dans la Région Candidate ne savent même pas que les membres du PE sont élus directement par le peuple, ce qui rend cette question plutôt théorique jusqu'à ce que les citoyens entendent parler pour la première fois des élections à venir du PE).

Quoi qu'il en soit, les taux de participation prévus sont extrêmement faibles dans toute la région. Aucun des Pays Candidats n'obtient même une maigre majorité de personnes pensant qu'elles voteraient certainement aux élections du PE. Les personnes les plus susceptibles de participer sont les citoyens de Roumanie (49%), de Hongrie (43%) et de Slovénie (37%). Les taux de participation resteraient inférieurs à 20% comme à l'automne 2002 en Lituanie (16%) et en Estonie (13%).

(TABLEAU ANNEXE 8.4)

